

BIBLIOTHEQUE DU SENAT



S0000000267107

3FPM1138

15^b
A

Assurance ~~assurances~~

assurances compagnie d'assurances

2

A

assurance compagnie d'assurance.

attroupement et port d'armes

A

3

Avantages judicieux

Voyez mon recueil particulier

1765

avocat

obligé de défendre un client des vexations
d'un de ses confrères

avocats

1766

avocats

regles fixes pour ne pas
se compromettre pp. 7.

Consultation pp. M. J. P. G. M.

4

OA

1786

Avocats

voyez mon recueil particulier
même sur les privilèges des avocats

avocats rayés du tableau

1785

Avocats qui n'ont pas
reçu le bonnet de docteurs, pour
il être admis au concours
p. une chaire de droit avec
un avocat revêtu de la robe

Monsieur de M. Lambert contre la loi
de l'arrêt du parlement par lui obtenu
Contre M. Viellart

avocats réflexions

A

5

Voyez mon recueil particulier

avocats

avocats — sont ils exemptés de la collecte

6

A

Voy. mon R. Particulier

avocats

{ la qualite' d'avocat au Parlement
dispense telle celui qui veut postuler
de prendre des provisions de figneur

Avocats

docteurs en droit doivent ils etre
mis sur le tableau des avocats.

A

7

Voyez mon recueil particulier

avocats

avocats

Donation faite à un avocat
confirmée

8

A

Voyez mon recueil particulier

avocats - conférences

avocats - Sibelle

10

A

1768

avocat

Voy. mon Recueil. partien

Regles des avocats dans la diffusion
des parties

1777

avocat

idée de la profession (pag. 2)

A

11

ce

Différence

1775

Auteur de pièces
Dramatiques

M. Mercier
Contre les Comédiens Français

1779 ou
Environ

auteur d'un traité
de mathématique par lui
vendu aux libraires

accusé de la faire réimprimer
sous le nom d'une
dame (sa cuisinière)

(pag. 2)

6 juillet
1776

autorisations des
juteurs

nécessaires aux communautés
des habitants pour plaider

A

9

Voyez m. R. F.

avocats -- regle des avocats dans la
defense des parties.

avocats -- professeurs en droit

12



P

C



ve
de
co
dr
ta
pe
po
gu
qu
dr
fe



MEMOIRE

POUR le Sieur HENRY VERBEKE & Compagnie, Négocians à Dunkerque.

CONTRE le Sieur FRANÇOIS NICOLAS DE GAND, Négociant de la même Ville.

L'Angleterre, en ordonnant à ses Escadres de s'emparer des Vaisseaux François sans avoir rempli la formalité d'une Déclaration de guerre, à commis un attentat qui blesse ouvertement le droit sacré des Nations. Jusqu'à l'époque de cet étrange événement, les Négocians inféroient comme une clause de style, dans les Polices d'assurances dressées en tems de paix, la stipulation d'une augmentation de prime dans le cas où la guerre se déclareroit pendant le voyage du Navire assuré, sans penser qu'il pourroit un jour devenir nécessaire de distinguer une guerre de fait & une guerre avec déclaration, parce qu'on ne prévoyoit pas qu'une Puissance du premier ordre voudroit, en se livrant tout-à-coup à la piraterie, se rendre la rivale d'Alger.

A

Le célèbre Arrêt du 9 Août 1756, a jugé que l'accroissement du danger étant l'unique motif d'une pareille stipulation entre les Négocians, les Assureurs avoient droit de retenir l'augmentation de prime sur les Vaisseaux pris par les Anglois auparavant la Déclaration de guerre. Il s'agit aujourd'hui de décider s'ils ne sont pas bien fondés à faire la même répétition sur les Navires qui sont arrivés à bon port depuis les hostilités commencées : cela ne devrait plus faire la matière d'un problème. Les uns & les autres ont couru les mêmes hasards. Admettre une distinction par rapport aux Vaisseaux qui ont eu le bonheur d'échapper aux Escadres de l'Angleterre, ce seroit faire dépendre l'augmentation de prime, non pas du danger, mais de la perte certaine du Navire assuré, ce qui répugne à toute espèce d'équité.

F A I T.

Au mois de Septembre 1754, les sieur Verbeke & Compagnie ont souscrit au profit du sieur de Gand une Police d'assurance pour la somme de 1800 liv. sur le Navire le *Marchand de Dunkerque*, destiné pour l'Amérique, à raison de sept & demi pour cent de prime ordinaire, & vingt pour cent d'augmentation, dans le cas où la guerre se déclareroit pendant le voyage du Navire assuré.

Par autre Police du 4 Janvier 1755, ils ont encore assuré au profit du même sieur de Gand, & aux mêmes conditions, une somme de 5000 livres sur le Navire la *Reine de France*, destiné pour Saint-Domingue.

Enfin par une troisième Police ils ont assuré, les 5 & 8 Janvier 1755, jusqu'à concurrence de 2000 liv., aux mêmes conditions, sur le Navire la *Bourse de Dunkerque*, destiné pour le Cap François.

Une partie des marchandises assurées sur le *Marchand de Dunkerque*, a depuis été chargée à bord du Navire *la Nannette*. Ces deux Vaisseaux ont été pris par les Anglois les 12 Septembre & 24 Octobre 1755 : la prise & le délaissement en ont été signifiés aux sieurs Verbeke & Compagnie au mois de Mai 1756. Ceux-ci ont offert de payer le montant des sommes par eux assurées, à la déduction toutefois de l'augmentation de prime stipulée en cas de guerre. Là-dessus est intervenue Sentence contradictoire en l'Amirauté de Dunkerque le 28 Juin 1756, qui a condamné les Assureurs à payer les quatre cinquièmes du montant des sommes assurées : & sur la question de l'augmentation de prime, les Parties ont été appointées en droit, & néanmoins les Assureurs tenus de consigner au Greffe les vingt pour cent en contestation.

Appel en la Cour de la part des Assureurs : Arrêt de défenses, dont le sieur de Gand a d'abord demandé la main-levée, ce qui a donné lieu à un appointé à mettre, qu'il a dans la suite abandonné après la production respective des Parties.

Depuis l'Arrêt du 9 Août 1756 qui a adjugé l'augmentation de prime sur les Vaisseaux pris par les Anglois, le sieur de Gand consent de restreindre sa demande originaire d'une somme de 1800 liv. à celle de 1091 liv. 16 sols 9 deniers, dont il exige le paiement. Mais il reste encore sur cet objet une difficulté essentielle : les sieurs Verbeke & Compagnie soutiennent qu'il en doit être fait une compensation avec d'autres sommes qui leur sont dûes par le sieur de Gand, pour raison de l'augmentation de prime sur les Vaisseaux *la Reine de France* & *la Bourse de Dunkerque*, dont le premier est arrivé à Dieppe le 29 Septembre 1755, & le second au Havre le 8 Octo-

16

bre suivant. On voit que ces deux époques sont postérieures aux hostilités commencées, & même à la prise de l'un des Vaisseaux assurés au profit de notre Adversaire.

Par un compte à faire entre les Parties, il se trouve que le sieur de Gand doit aux sieurs Verbeke & Compagnie, pour raison des différentes primes & augmentation de prime sur ces deux Navires échappés aux Anglois; jusqu'à concurrence de 1925 livres; il est juste par conséquent de commencer par déduire sur cette somme les 1091 livres 16 sols 9 den. que répète le sieur de Gand, & il reste encore débiteur de 833 liv. 3 sols 5 den. dont les sieurs Verbeke & Compagnie demandent à leur tour le paiement avec les intérêts.

La Cour étant saisie de la contestation, ne peut se dispenser, en prononçant sur l'appel, de statuer sur la demande en compensation, pour ne point mettre les sieurs Verbeke & Compagnie dans le cas d'avancer au sieur de Gand des sommes qu'il seroit dans la suite tenu de leur restituer; & le sieur de Gand doit d'autant moins élever de difficulté à cet égard, qu'outre qu'il est de l'avantage réciproque des Parties d'obtenir une prompte décision, c'est sa demande principale qui donne lieu à celle que l'on forme incidemment contre lui.

M O Y E N S.

La Cour a jugé authentiquement par l'Arrêt du 9 Août 1756, que la clause des Polices d'assurance, qui contient la stipulation d'une augmentation de prime, ne se rapporte pas à la cérémonie d'une déclaration de guerre, mais seulement au danger qui en est ordinairement la

suite. Il ne doit donc plus y avoir de doute sur cette question, c'est un point décidé. L'Angleterre a fait la guerre auparavant de la déclarer; & les Navires François, tant ceux qui ont été pris que ceux qui ont échappé, en ont couru tous les risques.

Et en effet, ce n'est ni sur la justice d'une guerre, ni sur la manière dont les Souverains jugent à-propos de la commencer, que les Particuliers reglent leurs conventions, mais sur le dommage qu'ils peuvent en souffrir: or il ne s'est peut-être jamais présenté de circonstances où le dommage ait été plus inévitable; les Vaisseaux François, qui voguoient sous la seule sauve-garde de la foi publique, sans défiance, sans précaution, couroient à une perte presque certaine. Lorsque les proclamations ordinaires ont été faites, tout le monde est à portée de connoître le danger; mais ici les Navigateurs François devoient d'autant moins s'attendre à être enveloppés dans les malheurs de la guerre, qu'ils avoient pour garant de leur sûreté l'art. 19. du Traité d'Utrecht, qui leur accordoit six mois, à compter du jour de la rupture, pour se retirer.

Le point de fait est assez démontré. Les ordres offensifs donnés à l'Amiral Boscawen au mois d'Avril 1755, la prise des Vaisseaux, l'emprisonnement des Matelots, la détention des Officiers & Soldats, tout concourt à prouver que l'Angleterre a fait pendant près d'une année la guerre à la France sans la lui déclarer.

Quoique ces hostilités ne fussent qu'un brigandage, une piraterie, tant que les formalités qui ont toujours été le signal de la guerre chez les Nations policées, n'étoient pas remplies, on n'en est pas moins forcé de convenir qu'ayant été avouées par le Gouvernement Anglois, dont les ordres avoient autorisé les Chefs de la

Marine Britannique , on ne peut les regarder comme des pirateries de la classe ordinaire , que les Assureurs auroient prises à leurs risques ; & cela est si vrai , qu'aucun des Assurés ne s'est avisé de faire le délaissement des Vaisseaux pris par les Anglois , au moment que la nouvelle lui en est parvenue , comme il y étoit autorisé par l'art. 43. du titre des Assurances de l'Ordonnance de la Marine , mais que tous ont attendu (& le sieur de Gand est dans ce cas) que les six mois fussent écoulés.

Qu'il demeure donc pour constant que le cas de guerre prévu par les Polices d'assurance est arrivé ; & conséquemment que l'augmentation de prime stipulée doit avoir lieu sans distinction entre les Navires pris & les Navires échappés , puisqu'encore une fois ils ont également couru les dangers de la guerre , & qu'il est jugé que c'est le danger qui donne lieu à l'augmentation de prime.

Une considération vient se joindre à ces motifs : les Assurés sur les Navires échappés aux Anglois , doivent d'autant moins refuser de payer l'augmentation de prime , qu'ils en ont été amplement dédommagés par celle du prix des marchandises qui leur sont arrivées dans ces circonstances critiques ; d'ailleurs ils ne peuvent disconvenir que si le danger , tel que les Vaisseaux l'ont couru , avoit été connu lors de la signature des Polices , personne n'auroit voulu les souscrire à 60 ni même à 80 pour cent.

L'Arrêt du 9 Août 1756 a servi de Règlement entre les Negocians , & de modele aux différens Magistrats du Royaume à qui la même question a été présentée. Toute la France a encore les yeux attentifs sur l'oracle que la Cour va prononcer. Mais il n'y a plus de partage dans les opinions ; un sentiment naturel nous avertit que le prin-

7

cipe de décision se trouvant dans l'intention des contrac-
tans , il n'est pas besoin de consulter l'événement de la
prise ou du salut des Vaisseaux , pour asseoir son Juge-
ment , dès qu'il est une fois démontré que le danger a
existé pendant le voyage.

Eh , qui sont ceux qui réclament aujourd'hui l'aug-
mentation de prime ? des Citoyens infortunés qui ont per-
du les trois quarts de leurs biens par l'injustice de nos enne-
mis. Ah ne refusons pas de contribuer de tout notre pou-
voir à leur soulagement ! tandis que nous voyons enfrein-
dre le droit des gens , violer la foi des conventions les
plus solennelles , ayons la générosité de demeurer fide-
les à ces Loix saintes que l'Empereur Justinien nous ap-
prend avoir été dictées par la Divinité, observées par tous
les Peuples , toujours stables , toujours immuables. *Sed
naturalia quidem Jura , quæ apud omnes gentes per æquè
observantur , divinâ quâdam Providentiâ constituta , sem-
per firma atque immutabilia permanent. Institut. Lib I.
tit 2.*

Me MASSON DE LA MOTTE , Avocat.

MICHEL , Proc.



Assurances

M É M O I R E

POUR le Sieur PHILIPPE DE NAIRAC, Négociant
de la ville de Bordeaux, Appellant d'une Sen-
tence de l'Amirauté du Palais.

C O N T R E les Sieurs LOUIS PIERRE, MARIN
BRADEL, JEAN SELLON & autres, Assureurs de
Paris sur la Cargaison du Navire le Philippe,
Intimés.



LES Assureurs de Paris, toujours prêts
à recevoir leurs Primes d'assurances,
quand la navigation a été heureuse,
recourent à tous les prétextes ima-
ginables pour retenir les sommes
assurées, lorsque les Vaisseaux ont été la proie des
ennemis ou le jouet des flots. On diroit qu'ils ne
A

12
2
sont entrés dans ce genre de commerce que pour
jouir du bénéfice sans en porter les charges.

Dans cette affaire, ils sont parvenus à faire ré-
silier deux polices d'assurances, sous prétexte que le
Navire étoit parti de l'Amérique hors du terme
indiqué dans ces polices. Ils transforment une simple
observation conjecturale en une condition rigou-
reuse.

On leur démontre qu'il n'est ni vrai ni vraisem-
blable qu'on leur ait promis de faire partir le Vaisseau
dans un tems déterminé. La condition qu'ils sup-
posent avoir été stipulée, ne l'a point été.

On leur fait voir que tout ce qu'il y a eu de con-
tracté expressément, c'est l'assurance d'un voyage
entier d'Amérique en Europe; assurance qui, aux
termes de la Loi, doit toujours conserver son effet,
lors même que les polices portent une limitation
de terme.

On leur fait sentir enfin que dans ce prétendu
retardement de départ qu'ils objectent, ils n'ont
pas la plus légère faute à imputer à l'Assuré, qu'on
ne peut l'attribuer qu'à un enchaînement d'évé-
nemens fortuits & d'un ordre supérieur, dont les
Assureurs par état sont toujours eux-mêmes les
garans. Tant de raisons si pressantes ne devoient-
elles donc pas les déterminer à se rendre justice?

Il n'en a pas fallu tant pour les Assureurs des autres
places. Le sieur de Nairac a déjà été payé d'eux
tous sans éprouver aucune difficulté. Le sieur de
Nairac a de plus en sa faveur les suffrages des prin-

25
cipales Villes maritimes qui lui ont délivré des Pareres motivés & authentiques. Ce sont autant de monumens, bien capables sans doute de balancer, d'effacer le préjugé résultant de la Sentence de l'Amirauté de Paris.

F A I T.

Le navire le *Philippe* de Bordeaux, appartenant au sieur de Nairac, étoit en 1756 au Port-au-Prince, côte & isle de Saint Domingue, occupé à prendre son chargement pour revenir en France.

Le Capitaine le Tellier qui le commandoit, écrivit de-là au sieur de Nairac, Armateur, plusieurs lettres qui sont rapportées dans l'instance. Il y exposoit les obstacles qu'il éprouvoit dans son chargement, par la rareté & la cherté des sucres, par la lenteur des charrois. Il rendoit compte des desertions, des morts & des maladies de son Equipage, de l'enlèvement de quelques-uns de ses Matelots.

En un mot, de ces lettres datées des 2 Juin, 19 & 31 Juillet 1756, il résulroit que le Vaisseau ne pouvoit point mettre à la voile pour son retour, avant la fin du mois d'Août ou le mois de Septembre.

Dans ces circonstances le sieur de Nairac songea à faire assurer & son Navire & la Cargaison qui se formoit pour lui au Port-au-Prince. Il prit des assurances à Bordeaux, à Cadix, à Marseille, à Londres même, enfin à Paris.

Les deux polices de Paris ont été passées avec nos

Adversaires le 4 Septembre 1756. Elles composent, réunies, une somme de 80000 liv. sur la Cargaïson.

On y stipula qu'elles auroient lieu pour le voyage du Navire le Philippe, du Port-au-Prince à Bordeaux.

Le sieur de Nairac s'engagea à payer aux Assureurs une prime de trente pour cent; au moyen de quoi ils se soumirent à supporter tous risques de mer, de feu, de vent, d'amis & d'ennemis, de lettres de marque & contre marque, d'arrêts & détentions de Rois, Princes & Seigneurs quelconques, même de baraterie de Patron, Maîtres, Mariniers, & généralement tous autres périls, fortunes ou cas fortuits qui pourroient arriver en quelque maniere que ce fût, ou qu'on pourroit imaginer, se mettant en tout à la place de l'Assuré, pour le garantir & indemniser de toutes pertes.

On convint que les risques des Assureurs commenceroient à courir du jour que les Marchandises auroient été chargées ou embarquées pour mener à bord du Navire, & qu'ils dureroient jusqu'à ce que le Navire fût arrivé au port de Bordeaux.

Enfin on termina les conventions par une espee d'annotation ou observation conçue en ces termes: *Le Navire ci-dessus ne devoit partir dudit Port-au-Prince qu'à la fin du mois d'Août ou dans le courant du présent mois de Septembre.*

Voilà ce qui a donné lieu à la contestation, ou plutôt ce qui en a fait le prétexte de la part des

15
Assureurs. Il n'y a qu'eux qui puissent trouver de la matière à disputer sur une note semblable.

Cette petite note annonçoit que le Vaisseau devoit être encore au Port en Août ou en Septembre; & voilà tout. Elle donnoit à entendre qu'il ne partiroit pas plutôt; mais elle ne promettoit point qu'il partiroit fixément dans l'espace de ces deux mois. Le sieur de Nairac n'a point par-là limité le tems du départ pour l'avenir. Cela étoit & hors de sa connoissance, & hors de son pouvoir.

Le navire *le Philippe* n'est en effet point parti ni dans le mois d'Août ni dans le mois de Septembre 1756.

Le Capitaine le Tellier a continué d'être arrêté par les obstacles toujours subsistans de l'état de son Equipage, & de la lenteur forcée de son chargement. A ces premiers incidens en ont succédé d'autres, tous produits par les impressions différentes de quelque force majeure.

En Septembre il tomba au Port-au-Prince des pluies si abondantes, que les chemins devinrent impraticables, & que les charrois de sucre furent totalement interrompus. C'est ce que porte un Certificat signé au Port-au-Prince par trois Capitaines de Navires, daté du 25 Octobre 1757. C'est aussi ce qu'explique une lettre du Capitaine le Tellier du 27 Octobre 1756. *Je n'avois pas prévu ces pluies, y dit-il, je n'avois pas prévu non plus que le quartier de Léoganne fût aussi dur qu'il l'est devenu, .. Beaucoup de peine pour ramasser, beau-*

26

comp pour charroyer. Il y a de quoi devenir fou . . . C'est une vraie pitié. Il ajoute qu'il n'y avoit plus d'apparence désormais d'espérer une escorte; qu'il s'arrangeroit de façon à se mettre un peu en défense, que ce ne seroit qu'autant qu'il n'y auroit pas quelque Navire prêt avec qui il pût partir, qu'il s'en iroit seul, ce qui pourroit être du 20 au 25 Novembre suivant.

Cette résolution ne put s'exécuter encore ni pour le mois de Novembre ni pour plusieurs mois subséquens. Beaucoup de Frégates ennemies, beaucoup de Corsaires Anglois couvroient ces parages, & l'on attendoit pour les dissiper, l'Escadre de M. de Beaufremont: double motif qui porta le Général de l'Isle à faire défenses à tous Capitaines de Navires Marchands de se mettre en mer jusqu'à nouvel ordre.

Cet *Embargo* est un fait de notoriété publique. Il en existe même des preuves dans plusieurs instances qui sont aujourd'hui indécises en la Cour. Il est de plus constaté dans cette affaire, ainsi que les divers événemens dont on vient de rendre compte, par un rapport du Capitaine le Tellier, fait en l'Amirauté de Bordeaux le 7 Janvier 1758, par trois autres rapports de Capitaines, datés des 10 Avril, 26 & 29 Mai 1758; enfin & surabondamment par deux lettres de le Tellier, l'une du 23 Février, l'autre du 18 Mars 1757. Cet *Embargo* qui a duré cinq mois entiers, le faisoit, disoit-il, *sécher sur pied.*

Enfin ce n'est qu'au mois de Mars que tant d'événemens supérieurs à la prudence humaine ont cessé. L'Escadre de M. de Beaufremont arriva en effet. A son approche, la croisière Angloise laissa libre la côte & tous les débouquemens qu'elle barroit, pour se retirer vers la Jamaïque. Les défenses n'eurent plus lieu. Les expéditions de l'Amirauté purent se délivrer; & le Capitaine le Tellier profita de cette liberté pour partir le 15 Avril, accompagné de plusieurs Navires François & Hollandois.

Il faisoit voile ainsi vers Bordeaux, lieu de sa destination; il étoit même sur le point d'arriver, lorsqu'il éprouva le malheur contre lequel on avoit en vain pris tant de précautions. Il l'éprouva plus tard: son débouquement avoit été heureux; mais enfin les ennemis l'ont rencontré, l'ont attaqué; il lui a fallu succomber sous la force, il a été pris par le Corsaire Anglois *la Défiance*, & mené à Portsmouth le 7 Juin.

Cette prise fatale est devenue bientôt notoire. Une lettre écrite de Londres dès le même jour 7 Juin, en a donné au sieur de Nairac la triste nouvelle, confirmée ensuite de toutes parts.

Alors la Loi ouvroit une action au sieur de Nairac contre ses Assureurs. Il en avoit en divers lieux, comme on l'a dit déjà. Il leur a fait à tous l'abandon qui est de règle, & tous ont aussitôt satisfait à leurs engagements. Les preuves en sont sous les yeux de la Cour.

Il n'y a que ceux de Paris qui sachent éluder les

leurs. Eux seuls, si l'on en excepte pourtant ceux d'entr'eux qui sont le plus connus par leur expérience & par leurs lumières, & dont on voit les noms rayés au bas des polices, eux seuls ont refusé d'acquiescer la plus légitime de toutes les dettes, s'autorisant du prétendu retardement du départ du Vaisseau.

Il a fallu les faire assigner en l'Amirauté du Palais à Paris. Ils ont constitué différens Procureurs. Beaucoup de frais inutiles se sont faits. Enfin la Cause s'étant présentée contradictoirement à l'Audience du 10 Mai 1758, il y a été rendu une Sentence par laquelle, *sans s'arrêter à l'abandon fait par le sieur de Nairac, non plus qu'à ses demandes dont on l'a débouté, il a été condamné à payer aux Assureurs le demi pour cent des sommes assurées par chacun deux, avec intérêts & dépens.*

C'est-à-dire que les polices d'assurances ont été résolues & réputées nulles; auquel cas en effet l'Ordonnance de la Marine accorde demi pour cent aux Assureurs qui sont par-là libérés.

Trois propositions démontrent que cette Sentence est aussi injuste en elle-même, qu'elle seroit funeste au Commerce maritime dans ses suites. Toutes les trois ont déjà été annoncées dans l'exorde. Il ne s'agit plus que de les établir.

PREMIERE

PREMIERE PROPOSITION.

Il n'est ni vrai ni vraisemblable que le sieur de Nairac se soit engagé à faire partir son Vaisseau dans un tems déterminé.

Peut-il tomber sous le sens que le sieur de Nairac, domicilié à Bordeaux, éloigné de plus de deux mille lieues du Port-au-Prince, ait entrepris de fixer le tems du départ d'un Navire séparé de lui par tant de mers ?

Quiconque a les plus légères notions de la navigation, sait qu'il n'y a rien de plus incertain que le tems où un Vaisseau peut mettre à la voile: ce moment dépend d'une multitude de causes secondes: il peut être retardé d'un instant à l'autre par des accidens dans les apprêts & dans l'embarquement de la Cargaison, par des réparations qui se présentent à faire au Bâtiment, par des maladies qui surviennent à l'Equipage, par des vents contraires, par la présence de dangers qu'il faut éviter, par des ordres supérieurs.

Le Capitaine lui-même, ou l'Armateur qui est sur le port, ne peuvent jamais s'expliquer à cet égard avec quelque précision. A plus forte raison la chose est-elle impossible à un Négociant établi dans un autre Continent, vivant sous un autre Hémisphere.

Si un Commerçant étoit capable de prendre là-

20
dessus un engagement formel, on le regarderoit comme un imprudent, comme un insensé. Des conventions pareilles seroient même bien dangereuses pour l'Etat & pour le Commerce! Si on les prenoit à la lettre, il pourroit en résulter des événemens funestes & pour les Assurés. & pour les Assureurs. & pour tous les Gens de mer. Les Propriétaires, pour remplir la condition, forceroient leurs Capitaines à mettre à la voile, quelque imminens que pussent être les périls: par-là, les Vaisseaux, les Cargaisons, des richesses considérables, la liberté & la vie de l'Equipage se trouveroient exposés.

Mais quoi? si une condition de cette espèce, textuellement exprimée, mériteroit d'être réprouvée, ne doit-il pas être à plus forte raison, défendu de la supposer où elle n'est pas? Peut-il être permis d'attribuer un sens si forcé, si absurde, à une clause qui ne le présente point, & qui reçoit au contraire naturellement un sens raisonnable & moral?

Telle est celle dont les Assureurs de Paris osent abuser.

Nos polices portent simplement à la fin des conventions écrites à la main: *Le Navire ne devoit partir qu'à la fin du mois d'Août ou dans le courant du mois de Septembre.*

Il suffit de considérer les termes de cette note, pour sentir, premierement, qu'elle n'a point l'air d'une convention, d'une condition stricte. Le

Navire ne devoit partir qu'à la fin d'Août ou dans le cours de Septembre. On n'a pas dit: Nous convenons que le Navire partira dans les mois d'Août ou de Septembre, sinon l'assurance demeurera nulle: On n'a pas dit: L'assurance n'est faite qu'à condition que le Vaisseau fera voile au plutôt ou au plus tard en Août ou en Septembre. C'est ainsi qu'une stipulation doit être formée quand on veut en faire résulter l'effet rigoureux de la résolution d'un Contrat; & toute clause pénale est assez dure, pour avoir besoin du moins d'être conçue dans des termes clairs & formels. Ici l'on a dit vaguement: le Navire ne devoit partir qu'à la fin d'Août ou dans le courant de Septembre. Ne devoit partir que... Est-ce là autre chose qu'une conjecture? A la fin d'Août ou de Septembre. Quoi de plus indéterminé? Est-ce ainsi que des Contractans s'expriment, quand ils prétendent fixer & arrêter quelque point essentiel?

En second lieu, si l'on veut donner un objet précis à cette observation conjecturale, il est évident que du moins elle n'a pas eu celui de régler le départ du Vaisseau pour l'avenir; elle n'en a point eu d'autre que d'annoncer que ce départ n'avoit point encore eu lieu pour le passé. Dire: le Navire ne devoit partir qu'en Août ou en Septembre, c'étoit bien dire, devoit partir seulement en Août ou en Septembre, ne devoit pas partir plutôt qu'en Août ou en Septembre. Donc littéralement le texte ne présente qu'une annonce que le Vaisseau n'étoit pas parti auparavant. Donc vouloir en conclure qu'il ne pouvoit pas partir après,

82

qu'il devoit absolument partir dans le cercle des deux mois, à peine de nullité de l'assurance, c'est ajouter au texte, c'est le corrompre pour y faire entrer une condition impraticable, c'est blesser toutes les regles & de la raison & de la grammaire.

Dans les commencemens de cette guerre, les Assureurs avoient quelquefois donné leurs signatures pour des Vaisseaux, dont les Propriétaires, après avoir été longtemps sans en recevoir de nouvelles, les faisoient assurer; & l'on decouvroit ensuite que ces Vaisseaux avoient été pris par les ennemis. Ce sont-là sans doute de ces fatalités auxquelles la profession des Assureurs les expose nécessairement; & en général ils n'ont point à se plaindre, quand l'Assuré, ignorant lui-même le sort de son Navire, & le faisant assurer sur bonnes ou mauvaises nouvelles, est dans une entiere bonne foi. S'il en connoissoit la perte, il commettrait un dol punissable. Autrement, c'est un malheur qui doit tomber sur des gens responsables par état de tous les hazards. Quoi qu'il en soit, c'est contre un événement de ce genre que nos Assureurs ont cherché à prendre quelque précaution en faisant insérer dans nos polices l'annotation dont il s'agit. Ils ont voulu être certains que le Navire le *Philippe* n'avoit point encore battu les mers, n'avoit point encore été exposé aux insultes des ennemis.

Non, leur a dit le sieur de Nairac, n'ayez point d'inquiétude là-dessus, je ne vous engage point dans l'assurance d'un Navire dont la prise puisse être

35
présumée par l'ancienneté de son départ. Mon Navire, à ce moment où je traite avec vous, au 4 Septembre, doit être encore au Port-au-Prince, ou bien il ne fait que d'en partir. Ce sont les lettres du Capitaine qui le commande, qui me donnent cette opinion. J'ai lieu de présumer, d'estimer, d'après ces lettres, que mon Navire ne devoit partir qu'à la fin du mois d'Août dernier, ou dans le cours du présent mois de Septembre. Ainsi je vous déclare qu'il n'est point parti auparavant. Je puis vous le déclarer, parce que je suis dans le cas de le savoir. Mais je ne vais pas plus loin, parce que je ne sais & ne puis rien savoir de plus. Tel est le sens unique des paroles écrites dans les polices avec une brièveté plus énergique.

Tout ce qui auroit donc pu résulter de-là, c'est que si le Navire s'étoit trouvé parti plutôt, les Assureurs auroient eu quelque lieu de se plaindre de cette anticipation de tems. Mais il est injuste, il est odieux, quand le Navire n'a réellement point mis à la voile avant les époques désignées, qu'ils se plaignent encore d'une inexécution de condition.

En vain représentent-ils qu'on auroit donc impunément changé leurs risques, & substitué à des périls d'hiver des périls d'été qui sont plus considérables.

L'objection est une pétition de principe : elle donne pour certain ce qui est en question. Et d'ailleurs, ils ne peuvent défavouer que de droit com-

mun, le tems du départ d'un Vaisseau ne soit parfaitement libre. Quelque séjour qu'il fasse au port pour y prendre sa charge, dans quelque saison qu'il parte, l'assurance une fois formée doit toujours subsister. On a donc besoin, pour déroger à ce droit commun, d'une exception formellement exprimée; & jamais une convention extraordinaire, importante, inusitée & dangereuse, ne se supplée, ne se sous-entendit, ne s'ajoute par interprétation. Si l'intention des Assureurs eût été de ne se charger que de risques d'hiver, ils devoient s'en expliquer, & le sieur de Nairac n'auroit sûrement point contracté avec eux.

Pour sentir toute l'illusion de leur défense, supposons le cas où le vaisseau seroit parti en Octobre, en Novembre, en Décembre; alors auroient-ils élevé la même difficulté qu'ils forment ici? On doit le croire; car on les a vus disputer pour trois jours de différence. Mais qu'ils répondent eux-mêmes. S'ils disent qu'ils auroient également contesté: donc, concluons-nous, le prétendu changement de risques n'entre pour rien dans leurs motifs, puisqu'il la saison se seroit trouvée la même. S'ils disent qu'ils se seroient soumis sans plaider: donc, concluons-nous, l'annotation insérée dans les polices n'est en effet point une condition qui ait limité le tems du départ.

En un mot, il faut s'en tenir au texte. On y voit bien que le vaisseau ne devoit point partir plutôt qu'en

Àoût ou en Septembre ; mais on n'y voit pas qu'il ne dût point partir plus tard : & il est impossible d'en détourner jusques-là la signification naturelle , parce qu'on en feroit alors une convention contraire au droit général, opposée à l'usage universel, desavouée par la saine raison , selon laquelle nul n'est censé s'obliger à quelque chose qui passe sa connoissance & son pouvoir.

Enfin on blesseroit deux règles d'interprétation bien judicieuses : l'une , qu'on doit expliquer un acte de manière que ce qui est pénal se restreigne : l'autre , que quand une clause paroît offrir deux sens , il faut préférer celui qui fait subsister l'acte , au sens contraire qui tendroit à l'anéantir. Ce sont les dispositions mêmes des Loix. *Interpretatione pœnæ molliendæ sunt potius quam asperandæ. L. 42. ff. de pœn. Quoties ambigua est oratio , commodissimum est id accipi quo res magis valeat quam pereat. L. 12. ff. de reb. dub.*

Concluons qu'il n'est point vrai qu'il ait été enfreint aucune condition des polices , puisqu'il est aussi faux qu'absurde que le sieur de Nairac se soit engagé à faire partir son navire dans un tems déterminé.

SECONDE PROPOSITION.

Tout ce qui a été contracté expressément, c'est l'assurance d'un voyage entier d'Amérique en Europe ; & cette convention principale doit toujours avoir son effet, indépendamment même de toute limitation de terme.

Les Assureurs de Paris posent deux principes : le premier, que le contrat d'assurance est un contrat conditionnel de sa nature : le second, qu'il se résout de plein droit, dès que les conditions n'en sont point exécutées.

Rien de plus faux que cette doctrine prise dans sa généralité.

Une Police d'assurance est un contrat conditionnel ; c'est-à-dire que l'assureur ne s'oblige à payer les sommes assurées qu'en cas que la chose périsse ; parce que tout ce qu'il fait est de vendre pour un prix certain & présent sa garantie d'événemens futurs & incertains. Voilà sur quoi tombe cette qualité de conditionnelle qu'a essentiellement l'assurance. Du reste, les autres clauses qui peuvent s'insérer dans une police, sont d'une nature semblable à celles que peuvent contenir tous les autres contrats : elles ne sont que des conventions, qui peuvent bien s'appeler conditions, parce que dans des contrats sinallagmatiques toutes les conventions servent respectivement de conditions ; mais elles ne
font

font point que le contrat soit conditionnel dans son essence. Un contrat de vente est assurément quelque chose de bien pur & simple : cependant combien ne peut-il pas renfermer de conditions, ou suspensives ou résolutive ? Ainsi renfermons dans les justes limites de cette explication, le premier principe avancé au hazard par les Assureurs.

Leur seconde maxime prétendue n'est pas plus exacte. Le défaut d'accomplissement, disent-ils, d'une des conditions, annule ou résilie tout le contrat.

Il y a au contraire sur cela une double distinction à faire.

Si la condition étoit essentielle & prépondérante, la proposition est vraie. Elle est fautive, si la condition n'étoit que d'un ordre inférieur.

D'un autre côté, si cette condition essentielle a été violée par la faute, & à plus forte raison par le dol du Contractant qui étoit tenu de la remplir, la proposition des Assureurs est vraie encore. Mais elle est fautive, si cette inexécution de la condition est venue d'une force majeure, & a été l'effet de quelque cas fortuit.

Nous traiterons ce dernier point dans la troisième partie de ce Mémoire. Arrêtons-nous pour le présent à l'autre.

Certainement il n'est point donné à toutes sortes de conditions non-exécutées, d'annuler ou de résoudre le contrat ; il n'y a que les conditions essentielles & fondamentales qui aient un pouvoir si

considérable. Les autres donnent lieu seulement à une indemnité. Cette règle là est propre à toutes les matières; & elle est singulièrement observée dans la Jurisprudence maritime.

Elle est établie d'abord, dans le Droit général, par plusieurs loix. *Res bonâ fide vendita, propter minimam causam inempta fieri non debet.* L. 54. ff. De Contr. Empt.

Victus tantum debet præstare, quanti minoris emisset Emptor, si id scisset. L. 61. ff. De Ædil. Ed. L. 13. ff. De Act. Empt. & Vend.

En un mot il n'y a alors d'action que *in id quod interest.*

Le même tempérament a été adopté dans le Code Maritime. Les articles 34 & 35 de l'Ordonnance de la Marine, titre des Assurances, son des plus précis.

Si l'assurance est faite, porte l'article 34, pour un tems limité, sans désignation de voyage, l'Assureur sera libre après l'expiration du tems. Mais si le voyage, ajoute l'article 35, est désigné par la Police, l'Assureur courra les risques du voyage entier; à condition toutefois que, si sa durée excède le tems limité, la prime sera augmentée à proportion.

Sur quoi le Commentateur de cette Ordonnance observe que, quand le voyage est indiqué, & qu'il paroît avoir été l'objet de l'assurance, le tems pour le faire est-il été limité dans un certain terme, c'est néanmoins toujours l'exécution du voyage qu'il faut considérer, & non pas le terme marqué pour le faire: au

moyen de quoi l'assurance & l'engagement respectif de l'Assureur & de l'Assuré tiennent jusqu'à ce que le voyage ait été réellement effectué.

Cette remarque du Commentateur est prise dans les termes mêmes de l'art. 35, qui supposent expressément un voyage assuré avec limitation de tems, & prolongé au-delà du terme indiqué dans la Police.

Ainsi dans ce cas établi par l'art. 35, la condition stipulée se trouvera avoir été enfreinte. Un Vaisseau aura péri hors du tems des risques désignés; il aura péri après le terme limité par le contrat. Cependant alors la Police subsiste. L'Assureur n'en est pas moins tenu de rembourser les sommes assurées; il lui sera dû seulement, à titre d'indemnité, une augmentation de prime proportionnée aux périls qu'il a courus au-delà de ceux qu'il s'étoit imposés par sa convention.

Et pourquoi cette décision? C'est parce que l'objet capital de l'assurance étoit le voyage désigné, & que la condition qui en limitoit le tems n'étoit point essentielle: celle-ci étoit subordonnée à l'intention première d'assurer le voyage entier: l'une doit subir l'impression dominante de l'autre.

En vain l'Assureur représenteroit-il alors tout ce qu'exposent ici les Adversaires du sieur de Nairac. Il pourroit dire, comme ils le font, qu'il n'avoit assuré que sous la condition que le voyage ne dureroit que six semaines, par exemple; qu'il n'auroit point donné sa signature, s'il eût crû que le voyage dureroit trois ou six mois: qu'il prévoyoit que les

40
périls seroient plus considérables dans les derniers mois, soit parce que la mer alloit être couverte de Corsaires ennemis, soit parce que la saison alloit être plus dangereuse; que ce seroit le tromper, se jouer de la foi des contrats, que de ne le pas dégager d'une assurance dont la condition se trouvoit violée. Toutes ces raisons, toutes ces clameurs, les mêmes exactement que nos Adversaires font entendre, ne seroient pas écoutées. Le Texte de la Loi leur imposeroit silence. Que la même Loi décide donc contre les Assureurs de Paris.

Car enfin, en supposant contre toute vérité, que le tems du départ du Navire *le Philippe* eût été marqué & assigné, l'espece de cette affaire se trouveroit la même. Les Polices d'assurances sur *le Philippe* ont constamment été faites pour un voyage désigné. Elles l'ont été pour avoir lieu depuis le Port au-Prince jusqu'à Bordeaux: donc ces assurances ont dû subsister pendant tout le cours de ce voyage, & jusqu'à ce qu'il fût accompli. Il n'importeroit point que les Polices contiussent, ou non, quelque détermination d'époque. Il en est nécessairement d'une limitation de tems pour le départ d'un Navire, comme d'une limitation de tems pour la durée d'un voyage. C'est toujours un voyage qui a été assuré; de quelque manière qu'il ait été ou retardé ou prolongé, l'assurance doit toujours recevoir son exécution.

Tout ce que les Assureurs pourroient prétendre, ce seroit une augmentation de prime; & le sieur de Nairac l'auroit volontiers offerte, si d'un côté il n'e-

41
 toit pas certain qu'il n'y a eû par les Polices aucune fixation de tems pour le départ à venir du Navire, ainsi qu'on l'a établi sous la premiere Proposition; & si de l'autre le retardement supposé du départ de ce Vaisseau ne devoit pas être attribué à des événemens inopinés dont les Assureurs sont garans eux-mêmes de plein droit, ainsi qu'on va actuellement le démontrer.

TROISIEME PROPOSITION.

Le prétendu retardement du départ du Vaisseau seroit après tout l'effet de cas fortuits & d'ordres supérieurs qui sont à la charge des Assureurs.

Le contrat d'assurance met l'Assureur en tout & par-tout à la place de l'Assuré, il renferme l'engagement de tous les risques, quels qu'ils soient. C'est-là l'essence propre de ce contrat, qui dérive en cela même de regles communes aux contrats ordinaires.

Une maxime généralement vraie, est que dans toutes conventions, les contractans ne sont responsables que de leur dol & de leur faute.

Une seconde maxime générale & qui forme une exception à la premiere, c'est que, quand l'un des contractans a pris sur son compte les cas fortuits mêmes, il est obligé d'en repondre comme de ses faits personnels.

*In omnibus contractibus præstantur dolus & culpa.
 Et in nullo contractu præstantur casus fortuiti, nisi*

quis eos in se receperit. Telles sont les expressions des Loix.

Or précisément la nature du contrat d'assurance est d'imposer à l'Assureur le risque de tous les cas fortuits. *Eos in se recipit.* C'est pour cela qu'on lui paye un prix proportionné, c'est son métier & son état, tandis que les Assurés, restant dans les premiers termes du Droit commun, *nihil præstant nisi dolum & culpam.*

Ces principes étoient ceux qu'avoit présens à sa pensée le Monarque, Auteur de l'Ordonnance de 1681, lorsqu'il a fait rédiger les articles 26 & 27 du Titre des Assurances.

Rien n'est plus énergique. *Seront aux risques des Assureurs toutes pertes & dommages qui arriveront sur mer, par tempête, naufrages, échouemens, abordages, changemens de route, de voyage ou de vaisseau, jet, feu, prise, pillage, Arrêt de Prince, déclaration de guerre, représailles, & généralement toutes autres fortunes de mer.* Art. 26.

Si toutefois, poursuit l'art. 27, le changement de route, de voyage ou de vaisseau, arrive par l'ordre de l'Assuré sans le consentement des Assureurs, ils seront déchargés des risques : ce qui aura pareillement lieu en toutes autres pertes & dommages qui arriveront par le fait ou la faute des Assurés.

Il est donc bien certain que l'Assuré n'est comptable jamais que de son fait, de son ordre, de sa faute en un mot, tandis que l'Assureur doit indistinctement le garantir de toutes les fatalités.

43
Cette garantie illimitée n'est pas seulement légale dans notre affaire ; elle a été encore conventionnelle. Nos Polices rappellent presque dans les mêmes termes les événemens indiqués par l'art. 26. & elles finissent par ces expressions collectives : *Et généralement tous risques, fortunes ou cas fortuits qui pourroient avenir en quelque maniere que ce soit & que l'on puisse imaginer.*

L'art. 28 de la même Ordonnance permet encore de charger l'Assureur de la baratterie de Patron ; Baratterie signifie les infidélités, la mauvaise conduite, les fautes quelconques des Maîtres, des Mariniers, de tous les Gens de l'équipage. Ici cette baratterie a été en effet une clause expresse mise sur le compte des Assureurs.

Venons à l'application, & supposons encore une fois contre l'évidence & la vérité démontrées, que le sieur de Nairac eût promis que le vaisseau le *Philippe* partirait à la fin du mois d'Août, ou dans le courant de Septembre 1756. Il s'agiroit alors de voir pour quelles causes ce Navire ne seroit parti qu'au mois d'Avril 1757. Si l'on découvroit que ce fût par les ordres ou par le fait du sieur de Nairac, alors sans doute ce seroit à lui d'en supporter les suites. Mais si l'on n'apperçoit qu'un enchaînement d'accidens, d'événemens forcés & irrésistibles, il seroit tout-à-fait déraisonnable qu'il fût privé de l'effet de ses assurances, puisque ce seroit le charger de ce qui entre précisément dans les engagements de ses Adversaires,

& le rendre garant de ce dont eux-mêmes doivent le rendre indemne.

Or que s'est-il passé dans la colonie pendant l'intervale du mois d'Août 1756 au mois d'Avril 1757? Une suite de lettres du Capitaine, son rapport juridique, celui de plusieurs autres Capitaines, enfin la notoriété publique & générale, tout nous instruit là-dessus, tout nous donne des lumières certaines.

D'abord les maladies & la désertion avoient réduit les gens de l'équipage du navire *le Philippe* à un très-petit nombre.

La maladie est une force majeure, la désertion en est une autre, & même une baratterie de Mariniers.

Et combien ne devoit-il pas être difficile au Capitaine de réparer ces pertes? Car il n'est pas question de dire qu'avec de l'argent il eût trouvé de quoi remonter son équipage. Ceux qui connoissent ce commerce sçavent que pour engager & lever un équipage dans les îles, il faut y être autorisé par une permission du Gouverneur ou du Commandant; & il est de fait que les Gouverneurs de la Colonie avoient non-seulement défendu aux Capitaines des Navires marchands d'engager des Matelots, mais même les avoient privés des leurs pour les employer au Service du Roi.

Au mois de Septembre de nouvelles difficultés se sont présentées. Des torrens de pluies ont rompus tous les chemins, ont rendu le transport & le charroi

charroi des sucres impraticable, ont mis le Capitaine dans l'impossibilité de compléter sa cargaison. Il lui a fallu tout le mois d'Octobre & une partie du mois de Novembre pour rétablir son équipage dans son premier état, & pour perfectionner son chargement.

Il auroit enfin mis à la voile dans le mois de Novembre, si une Puissance supérieure, un ordre émané de l'Officier tenant la place du Roi dans la Colonie, un ordre auquel il étoit d'un devoir indispensable & sacré d'obéir avec respect, ne fût venu encore l'arrêter pendant cinq mois entiers, avec plusieurs autres navires, dans le Port où il languissoit.

Il suffit de jeter les yeux sur les lettres & le rapport du Capitaine le Tellier pour voir qu'il n'a cédé qu'à des obstacles insurmontables. Les regrets qu'il exprime, la douleur qu'il témoigne, la certitude de toutes les causes inopinées & souveraines dont il parle, font bien voir qu'il n'y a pas la faute la plus légère à lui imputer.

Et d'ailleurs encore, quand il y auroit quelques soupçons à jeter sur sa conduite, l'effet en retomberoit sur les Assureurs comme chargés de la Baraterie de Patron.

On peut bien moins encore adresser quelques reproches au sieur de Nairac, qui ne perdoit que trop lui-même à toutes ces lenteurs. Personne n'ignore combien ces sortes de séjours en Amérique sont couteux & nuisibles aux Armateurs.

Tout se réunit donc ici, tout s'élève contre l'injustice des Assureurs de Paris.

Ils objectent qu'ils ne sont garans que des fortunes de mer, & non de celles de terre; que leurs risques n'eont commencé, aux termes des Polices, que du jour du chargement, & que le chargement n'a été fait que le 10 Decembre, ainsi que le prouve la date du connoissement, tems auquel leur assurance ne subsistoit plus, au moyen de ce que le navire n'étoit point parti en Août ou en Septembre.

Quel argument. L'on ne fait s'il faut l'attribuer à un défaut de bonne foi, ou à un défaut de connoissance.

Dans le commerce des Colonies, les chargemens ne se font qu'à mesure que les habitans à qui on a vendu les marchandises d'Europe, les payent en denrées de l'Amérique. Il faut en conséquence des 3. 4. 6. & 8. mois pour former toute la cargaison, puisque cela dépend du plus ou du moins de célérité dans la fabrication des denrées, de la plus grande ou moindre exactitude des habitans, & des bons ou mauvais chemins pour le transport. Ce n'est enfin, qu'après que le chargement est entièrement achevé, & lorsque le navire est prêt à appareiller, que les Capitaines signent les connoissemens pour le compte de leurs Armateurs. Ainsi la date du connoissement ne prouve pas que le chargement ne vienne que d'être fait au moment même; il faut au contraire remonter de cette date à 4 ou 6 mois au-delà. Il n'est point de Négociant, exerçant ce genre de commerce, qui ne soit en état d'attester ces usages.

D'où il résulte ici que le chargement étoit réellement ouvert & commencé dès les mois d'Août & de Septembre : par conséquent c'est bien dans le tems des risques que sont arrivés tous ces événemens divers & forcés qui ont prolongé le séjour du Navire au Port au Prince : ils sont donc bien tous à la charge des Assureurs.

Peuvent-ils désavouer sur-tout que l'embargo n'ait été à leurs risques ? Et comme sans cet embargo, qui avoit déjà lieu en Décembre, époque du connoissement, le Navire auroit été en état de partir, qu'ainsi il n'y eût point eu alors cette prétendue conversion de périls d'hyver en périls d'été qu'ils prétextent sans cesse, il est manifeste qu'ils plaident sans discernement, sans vûe ; leur contestation est inconséquente, & en contradiction avec leurs propres principes.

Pour tout résumer en deux mots, la note inserée dans les polices n'avoit d'autre objet que d'annoncer aux Assureurs que le vaisseau *le Philippe* étoit au Port au Prince en Août & en Septembre 1756, & qu'on ne leur présentait point à prendre des risques antérieurs à ces deux mois. On ne leur a point fixé le départ pour l'avenir, & on ne le pouvoit pas, c'étoit un futur contingent trop incertain ; une convention pareille auroit été extravagante & nulle ; les Assureurs n'ont pas pû y compter, & l'on n'a réellement point changé leurs risques. Ils peuvent d'autant moins se plaindre, que quand leurs risques auroient été en effet changés, ou prolongés, dès que l'assurance avoit été faite pour un voyage entier,

48
28
elle auroit toujours subsisté de plein droit. Enfin ils n'ont ici de faute à imputer à personne : qu'ils accusent, s'ils le veulent, les élémens, la fortune, les Puissances. Mais toutes ces fatalités ne peuvent tomber que sur eux-mêmes.

Et assurément le sort des Armateurs seroit désormais bien triste, leur Commerce ne seroit plus pour eux qu'un abîme de pertes. Quoi ? Le sieur de Nairac a voulu se mettre à couvert de tous les inconvéniens & de tous les malheurs ; il a pour cela acheté fort cher des assurances ; & ses Assureurs viennent lui reprocher de n'avoir point dirigé les événemens à une distance prodigieuse du lieu de sa demeure ; ils viennent lui faire un crime d'incidens qu'il n'étoit en son pouvoir ni de prévenir ni d'empêcher, & qu'eux mêmes ont pris sur leur compte ! En vérité, si ce système pouvoit être suivi, les assurances ne seroient plus que d'illusoires & de ridicules précautions ; & dès que le poids des hazards, au lieu d'être divisé sur plusieurs têtes, tomberoit tout entier sur une seule, y auroit-il encore quelqu'un qui osât tenter ces grandes expéditions qui apportent l'abondance & les richesses dans l'Etat ?

Monsieur TITON, Rapporteur.

M^e LE GOUVÉ, Avocat.

REGNAUD, Proc.



P R É C I S,

POUR le Sieur LAURENT WOULFE, Négociant
à Paris, Demandeur.

CONTRE la Compagnie des Assurances générales.



A Chambre des Assurances assignée
pour le payement d'une somme qu'elle
a assurée sur le Navire Irlandois
l'*Heureux*, se défend par huit fins de
non-recevoir différentes. N'y a-t-il pas

là de quoi effrayer? Qui eût pensé qu'une demande
infinitement simple pût être atteinte de tant de vices?
Il a fallu une imagination d'autant plus féconde pour
créer ici huit fins de non-recevoir, qu'exactement il
n'y en a pas l'apparence d'une seule.

On va les parcourir l'une après l'autre.

Première. L'action a été intentée trop tard, dit-on.
Le Navire dont il s'agit étoit parti de Nantes le 22
Janvier 1758. L'année après laquelle on pouvoit l'abandonner, comme présumé péri sur ce qu'on n'en

A

50

avoit pas reçu de nouvelles, étoit révolue au 22 Janv. 1759. L'Assuré en a fait l'abandon ce jour-là même; mais son assignation n'a été donnée que le 12 Septembre suivant. Or l'Ordonnance, Art. 48. exige que les délaissemens & toutes demandes en exécution d'une Police, soient faites aux Assureurs dans les quatre mois, lorsque la destination est pour les côtes d'Angleterre, sinon & cetems passé, elle déclare les Assurés non-recevables.

RE'PONSE. Une telle objection est contraire à la nature des choses, à l'usage, à la loi elle-même.

L'abandon doit, à la vérité, être fait dans les quatre mois; mais il ne sauroit être également nécessaire que l'assignation soit donnée dans le même délai. Que de différences entre ces deux sortes d'actes! L'abandon est l'acte qui déclare la perte des effets, notifie l'intention de l'Assuré & l'obligation de l'Assureur. Jusques-là tout étoit incertain & en suspens: jusques-là l'Assureur ignoroit la destinée du Vaisseau, il étoit en bonne foi. Mais l'abandon a-t-il été signifié? L'engagement de l'Assureur, qui dans le principe n'étoit que conditionnel, s'effectue; il devient instruit de la créance qu'on a sur lui; il est déterminé débiteur. En cet état, est-il concevable que, se connoissant débiteur, & dénué de bonne foi, il puisse prescrire en quatre mois contre un droit réalisé & acquis? D'ailleurs l'abandon, dans son essence, est un transport. C'est un acte translatif de la propriété de l'effet assuré, à la charge par l'Assureur d'en payer le prix. Est-il possible qu'une

3
action aussi juste, que l'est la répétition du prix
d'une chose transportée, s'évanouisse en un mo-
ment?

57
L'esprit de la loi ne sauroit être tel. On ose dire
même qu'on lui prête des absurdités & des contra-
dictions. Elle accorde quatre mois pour faire l'a-
bandon : Un Assuré a donc jusqu'au dernier jour des
quatre mois pour le faire signifier. Mais s'il a quatre
mois pleins & entiers pour faire le délaissement, il
n'est donc point obligé de former sa demande dans
le même espace de quatre mois; à moins que l'on
ne suppose qu'il doit & abandonner & assigner tout
ensemble. Mais alors on s'éloigneroit de la disposi-
tion de l'Art. 44 qui donne à l'Assureur un délai
de trois mois après la signification du délaissement,
pour payer la somme assurée, délai avant l'expira-
tion duquel cet Assureur ne peut point être pour-
suivi. Dira-t-on que l'Assuré doit prendre ses me-
sures, de manière que l'abandon, le délai de trois
mois accordé à l'Assureur, & la demande en Justice,
soient tous accomplis dans les quatre mois? C'est-
à-dire donc que l'Assuré seroit obligé de signifier
son abandon dans le premier mois? Mais est-il quel-
qu'un qui osât en contester la régularité, quand il
ne seroit signifié que dans les derniers jours du
quatrième mois? Et s'il est régulier, il doit pro-
duire tout son effet. Il y a plus. Ce terme de
quatre mois, selon l'Art 48, que l'on nous oppose,
n'a lieu que pour les pertes arrivées aux Côtes d'An-
gleterre, de Hollande & de Flandre. Il y en a de
Aij

52
4
plus courts. Il y en a un de six semaines, relativement aux Côtes de la même Province où l'Assurance a été faite, & un autre de trois mois, relativement à une autre Province du Royaume. Dans tous ces cas cependant l'Assureur doit jouir du bénéfice de son délai de trois mois depuis l'abandon. Qu'on nous explique donc comment dans l'espace de six semaines, l'Assuré pourroit faire signifier son délaissement, attendre ensuite trois mois, former après ces trois mois sa demande, & la former pourtant de telle sorte qu'elle tombât dans l'espace des six premières semaines. C'est jusqu'à cette absurdité que conduit le système de la Chambre des Assurances.

Pour l'éviter il faut reconnoître, que le mot de *demande* qui se trouve dans l'art. 48, n'a été employé que comme un synonyme de celui de délaissement, & qu'il n'y a point de tems fatal pour former l'action, quand une fois on s'est mis en règle par l'abandon. Elle doit alors durer 30 ans. Du moins l'assuré doit-il avoir quatre mois pour le délaissement, & quatre pour la demande; & dans cette hypothèse-là, celle du sieur Woulfe auroit été intentée dans un tems utile, puisque formée le 12 Septembre 1759, elle l'a bien été dans les huit mois, à compter du 22 Janvier précédent, époque de la révolution de l'année qui a suivi le départ du Vaisseau.

La Chambre des Assurances invoque encore le titre des prescriptions de la même Ordonnance, qui veut, par l'Article. 6. qu'une protestation ne

53

proroge point l'action au-de-là d'un mois. Mais au lieu d'argumenter d'un article relatif à un cas singulier, que n'a-t-on consulté l'Art. 10. qui est général, & qui interdit toute prescription quand il y a cédula, obligation, arrêté de compte ou interpellation judiciaire ? Un délaissement n'est-il pas au moins, n'est-il même pas beaucoup plus qu'une interpellation judiciaire ?

Enfin l'usage est un des plus sûrs interprètes. Nous pouvons bien mettre en fait que de toutes les demandes qui ont été formées à Paris pour le paiement d'assurances, il n'en est point qui l'aient été dans ce court délai que la Chambre voudroit aujourd'hui prescrire ; elles n'en ont cependant pas moins été regardées comme régulières ; & quelques difficultés que les Assureurs aient sçu faire naître, il ne leur est jamais venu dans l'idée de proposer celle-ci, si ce n'est une fois au Parlement dans l'affaire de la *Marguerite Dorothee*. Mais par l'Arrêt ils succomberent dans ce chef comme dans tous les autres : en sorte qu'à tant de motifs qui viennent d'être présentés, le sieur Woulfe a l'avantage de pouvoir joindre l'autorité même de la chose jugée.

Seconde fin de non-recevoir. L'Assurance a été faite sous promesse d'expéditions simulées ; & l'Assuré ne justifie point qu'il ait été mis des papiers de cette nature sur le Vaisseau.

RE'PONSE. Il est une première réflexion. La Chambre des Assurances n'a aucune sorte d'intérêt à proposer cette objection. Ce n'est ni l'inexistence

de Papiers simulés, ni des irrégularités dans leur structure, qui ont causé la perte du Navire, puisque ce Navire n'a point été pris par les Ennemis. Le remboursement des Assurances n'a été demandé que parce qu'on n'en a point eu de nouvelles depuis son départ, & qu'il aura été englouti par les flots. Rien de plus dérisoire dans cette circonstance, que de vouloir découvrir s'il portoit ou non des papiers simulés, & quels ils pouvoient être.

En second lieu, pour pouvoir justifier qu'il a été mis de ces papiers à bord du Navire, il faudroit pouvoir produire le Navire.

Car vainement allègue-t'on que l'Assuré peut rapporter des doubles de ces pièces. Il n'y en a jamais eû de doubles. Le Navire, Irlandois, partoît de Nantes pour Dingle; & les expéditions simulées devoient le feindre parti du Port de Saint-Sebastien en Espagne, & destiné pour un Port de la Norwége. C'étoit assez pour la sûreté de la marche du Capitaine, Anglois de Nation, qu'il eût sur son Vaisseau des papiers Espagnols. Il eût été contraire à sa sûreté qu'il existât des pièces semblables en d'autres mains que dans les siennes. Le commerce qu'il faisoit avec les François l'exposoit à la mort en Angleterre. Il étoit de la dernière conséquence pour lui de n'en laisser après lui aucune trace. D'ailleurs on n'inscrit dans aucun registre public des papiers faux.

La Chambre suppose que ces expéditions simulées devoient consister dans une charte-partie, dans un connoissement, dans une facture & dans un congé.

55

Mais, 10. Il ne se fait point de charte-partie en Espagne pour les Ports du Nord. Un cercificat signé de plusieurs Négocians de Saint Sebastien, du 18 Septembre 1759, atteste ce point de fait. D'un autre côté en quelque Pays que ce soit, il n'y a lieu à une charte-partie, que quand le Propriétaire de la Cargaison ne l'est pas du Vaisseau. Ici le Navire & la plus grande partie de la Cargaison avoient le même Maître. Il eut été ridicule qu'il s'affrêtât à lui-même.

2°. Quant au connoissement, le Capitaine en a signé des doubles du vrai, parce que c'étoit une chose indispensable, quelque dangereuse qu'elle pût être. Mais il n'a signé & dû signer que le seul connoissement simulé, destiné à être mis dans son Vaisseau, parce que ç'eût été sans nécessité multiplier ses dangers dans une négociation où la raison vouloit qu'on les diminuât autant qu'il étoit possible. A quel péril le Capitaine ne se seroit-il pas en effet hazardé, en signant deux ou trois connoissemens simulés? Par exemple, lorsque son voyage fini, il auroit eû remis les marchandises à leur destination à Dingle, le porteur d'un des connoissemens simulés pour la Norwége, n'auroit-il pas pû venir lui demander en Irlande, lieu de son domicile, les Marchandises énoncées dans ce connoissement? Le Capitaine, pour se défendre, auroit été obligé de représenter le connoissement sincère, & de révéler tout le mystère de sa navigation; mais par-là il se seroit mis dans le cas d'être puni du dernier supplice par les Juges à

56
qui il auroit fait entendre une pareille défense.
3°. Pour ce qui est des factures, la Chambre des Assurances est la première qui ait avancé qu'il doive y en avoir à bord de simulées. Il n'est pas même besoin qu'il y en ait de vraies.

4°. Le congé délivré à Saint Sebastion, n'a sûrement été porté sur aucun registre public, puisqu'il étoit faux que le Navire partit de Saint Sebastien.

Il ne faut à aucun égard comparer cette affaire à celle de la *Marguerite Dorothee*, dans laquelle les Assurés ont produit, il est vrai, les expéditions simulées. La *Marguerite Dorothee* étoit un Vaisseau neutre, commandé par un Capitaine neutre, partant véritablement de Marseille; il n'y avoit que le Port de destination qui fût simulé; & il n'y avoit à craindre pour tout le monde qu'une confiscation. Ici le Navire étoit Anglois, commandé par un Anglois qui exposoit sa vie; tout étoit simulé, le Port de départ, comme celui de destination. Cette différence de circonstances change absolument la thèse.

A quel parti faut-il donc s'arrêter, relativement à la seconde fin de non-recevoir de la Chambre des Assurances? On lui a promis, cela est vrai, que le Vaisseau partiroit sous expéditions simulées, & nous ne justifions pas littéralement qu'il y en ait eû. Mais que de légitimes motifs de dispense! Le genre de la perte du Vaisseau rend cette justification impraticable, & à l'impossible nul n'est tenu. La curiosité de la Chambre est sans intérêt, puisque la
perte

57

perte de ce Vaisseau n'a rien qui ait rapport avec l'état des papiers simulés. Le Capitaine avoit l'intérêt le plus considérable de cacher qu'il partît d'un Port de France, & la loi veut qu'on présume qu'il a fait ce qu'il avoit intérêt de faire, & qu'il n'a pas fait ce qu'il ne pouvoit faire sans courir le risque de sa tête. Enfin il y a actuellement une autre Cause indécidée sur le *Dauphin*, autre Vaisseau Anglois, qui a été expédié de la même manière. Celui-là a été pris, & l'Assuré rapporte les papiers simulés du bord, parce qu'il a pû se les procurer.

Troisième fin de non-recevoir. Les titres de propriété ne sont pas non plus représentés.

RÉPONSE. L'examen des pièces suffit pour confondre tous les vains raisonnemens débités sur ce point.

Les titres de propriété, quant aux effets, (car la propriété du Navire occupera séparément la sixième fin de non-recevoir) consistent dans les factures dressées à Nantes par les chargeurs, & tirées de leurs Livres. On y joint surabondamment des déclarations faites à Dingle devant des Notaires par les Propriétaires. Que peut-on souhaiter de plus ?

Il est tout à fait déraisonnable de prétendre que l'on auroit dû envoyer ou faire venir de Dingle, ces mêmes factures que l'on a tirées de Nantes. Elles n'auroient pû parvenir à Dingle que de Nantes qui est leur source ; & ce que l'on auroit fait venir de Dingle n'auroit été que des extraits de ce qu'on a eû de la première main. Ne sont-ce pas les chargeurs qui dressent les factures ? Leurs livres ne sont-ils pas foi ?

Combien n'est-il pas indécent encore de la part de la Chambre des Assurances de soupçonner que les déclarations faites par les Propriétaires en Irlande, l'ayent été sur des modèles envoyés de France ? On n'avoit nul besoin de ces actes ; & si les chargeurs de Nantes eussent voulu respecter moins la vérité, ils n'avoient qu'à se présenter eux-mêmes comme Propriétaires, sans emprunter le secours d'Ennemis de l'Etat.

Quatrième fin de non-recevoir. Point de charte-partie. La représentation en seroit d'autant plus nécessaire, que le nommé Trante, qu'on annonçoit Propriétaire de la Cargaison, étoit en même tems Propriétaire du Navire.

RE'PONSE. Quel argument ! C'est précisément parce que Trante étoit Propriétaire du Bâtiment & de la Cargaison, qu'il n'a point fallu de charte-partie. La charte-partie est-elle donc autre chose qu'une convention pour le louage d'un Vaisseau ? Et le maître d'une chose se la loue-t-il à lui-même ?

Cinquième fin de non-recevoir. Les connoissemens sont aussi irréguliers : le consignataire n'y est point nommé.

RE'PONSES. Surement l'omission du nom du consignataire est une chose indifférente pour l'Assureur, à l'égard duquel il suffit que le chargement soit constaté, & il l'est par la reconnoissance du Capitaine consignée dans le connoissement.

Mais d'ailleurs étoit-ce ici le cas de nommer quelque consignataire, quand les Marchandises de-

59

II

voient être directement délivrées en Irlande, à celui ou à ceux à qui elles appartenoient, & pour lesquels ensemble il a été fait un connoissement unique; les Factures distinguoient les portions; c'étoit l'affaire du Capitaine seul de délivrer à chacun ce qui le concernoit.

Sixième fin de non-recevoir. Il est encore incertain que le Navire appartint à Trante, conjointement avec la Cargaïson, puisque le connoissement stipule un fret en faveur de Trante, à qui en ce cas il n'auroit point été dû de fret.

REPOSE. Il est établi par des actes revêtus de la meilleure forme que Trante étoit Propriétaire du Navire. La mention d'un fret dans le connoissement & sans expression du prix de ce fret, n'est pas capable de détruire une preuve acquise d'ailleurs. Cette clause est de stile dans les connoissemens. D'un autre côté, Trante n'étoit dans le vrai que co-propriétaire de la Cargaïson. Cette Cargaïson avoit trois autres intéressés nommés dans les factures. Tout s'accorde parfaitement.... Nous nous laissons en vérité de combattre tant de puérilités.

Septième fin de non recevoir. La Police d'assurance indiquoit Soullivan pour Capitaine: c'est lui aussi qui est désigné par la plupart des factures. C'est lui qui a obtenu le passe-port, & qui l'a par le ministère d'un sieur Vannenen, présenté à l'Amirauté de Nantes. Cependant les connoissemens se trouvent signés de Jean Nikson.

60
12
RE'PONSE. Une partie des factures indique pour Capitaine Etienne Soullivan ou John Nickson. Ce John Nickson étoit le second Capitaine ; nul doute qu'en cette qualité il n'eût le droit de signer des connoissemens. Il n'a même signé l'un de ces connoissemens que comme faisant pour Etienne Soullivan. La Chambre des Assurances se livre trop hardiment à des imputations injurieuses, quand elle avance que si aux connoissemens représentés lors de la plaidoirie, l'Assuré n'en a pas substitué d'autres, on verra que les mots écrits en Anglois pour *Etienne Soullivan*, & qui précèdent la signature de Nickson, sont d'une encre différente, & par conséquent ont été insérés après coup. Non, l'on n'a point changé les connoissemens, & il suffit d'y jeter les yeux pour se convaincre que la Chambre en impose témérairement, en alléguant une différence d'encre dans l'original Anglois, & une addition coupable faite après coup.

Quant au sieur Vannenen, que l'on dit ridiculement être le seul qui stipulât pour Soullivan, c'est un interprète des langues étrangères, qui a paru à l'Amirauté pour présenter le passeport ; il n'avoit point d'autre mission ; il n'auroit pû par conséquent signer des connoissemens.

Huitième fin de non-recevoir. Nous arrivons enfin au dernier des subterfuges imaginés par la Chambre des Assurances.

Selon elle, puisqu'on avoit par la Police promis

un passeport françois, & des expéditions simulées d'Espagne, il falloit que le passeport François fût conforme aux expéditions simulées d'Espagne. Cependant ce passeport annonçoit un Vaisseau Anglois & non un vaisseau Espagnol; il désignoit le voyage de Nantes à Dingle, & non un voyage de Saint Sébastien en Norwege.

D'ailleurs, ce Passeport mis sur le navire, démasquoit la négociation, & rendoit inutile la convention des expéditions simulées.

Enfin, tel qu'il a été présenté à l'Amirauté de Nantes, il ne concernoit qu'un Navire chargé de sel & d'Eau-de-vie, au lieu que l'*Heureux* ne contenoit pour ainsi dire que du Thé, qui est une denrée de contrebande en Angleterre, & qui aura pû amener une confiscation de la part des Pataches de la Grande-Bretagne.

R E P O N S E S. Voilà d'étranges erreurs, dans lesquelles le désir de soutenir une contestation qui n'auroit pas dû naître, précipite sans discernement la Chambre des Assurances.

Quel a été l'esprit des Conventions faites entre elle & l'Assuré? Il s'agissoit de faire transporter des marchandises de France sur un vaisseau Anglois, de Nantes en Irlande. Pour cet effet, il falloit se garantir & des Corsaires François & des Corsaires Anglois. Il suffisoit que le vaisseau fût Anglois, pour qu'il pût être pris par les François;

62
comme il suffisoit qu'il vînt de France, chargé de denrées de France, pour que les Anglois pussent le saisir & punir même de mort l'homme de leur nation qui exerçoit ce commerce. Ce double danger rendoit donc nécessaire un double remède. On a obtenu du Roi un passe-port, contenant défenses à tous ses Sujets de troubler le navire l'*Heureux* dans sa navigation; Voilà déjà ce navire à l'abri de l'attaque des François. On s'est muni d'une autre part d'expéditions simulées d'Espagne; & ce masque étoit fait pour en imposer aux Anglois. Par conséquent le voilà en sûreté des deux côtés; & c'est cette double précaution qui a formé les deux parties également essentielles de la Convention faite avec la Chambre des Assurances de Paris. Il falloit les exécuter toutes deux également.

Mais en vérité, il eût été bien inutile de les stipuler & de les exécuter, si le passe-port François eût dû être conforme aux expéditions Espagnoles, & si le Capitaine n'eût pas dû mettre sur son vaisseau tant le passe-port que les Expéditions simulées. De bonne foi, quel eût pû être l'usage du Passeport, s'il eût été conçu dans les mêmes termes que les papiers Espagnols, & si semblable ou non-semblable à ces papiers, il fût resté à Nantes? C'est pour le coup que la Chambre des Assurances se seroit plainte qu'on eût violé les conditions sous la foi desquelles elle venoit de souscrire à la Police. Mais au-

63

15

jourd'hui ces mêmes clameurs ne sont pas seulement injustes, elles n'ont point de sens, elles sont absurdes.

Qu'importe, au surplus, qu'à la fin du Procès-verbal de présentation du passe-port, le Juge de l'Amirauté de Nantes ait permis au Maître d'aller à Dingle, chargé de Sel & d'Eau-de-Vie? Cette permission étoit si peu limitative, si peu conforme même aux termes du passe-port, qui, sans doute, comme tous les passe-ports, étoit général pour toutes les marchandises dont l'importation & l'exportation sont permises en France, que les Officiers préposés pour la visite des vaisseaux ont laissé partir celui-là sans obstacle. La Police faite avec la Chambre des Assurances, ne contenoit non plus aucune restriction; Elle a porté sur toutes les marchandises quelles qu'elles fussent. On défie enfin cette Chambre de prouver que le vaisseau ni les effets ayent été confisqués par les Paraches d'Angleterre pour raison de contrebande. Un tel Jugement seroit devenu notoire, & depuis trois ans la Chambre l'auroit découvert.

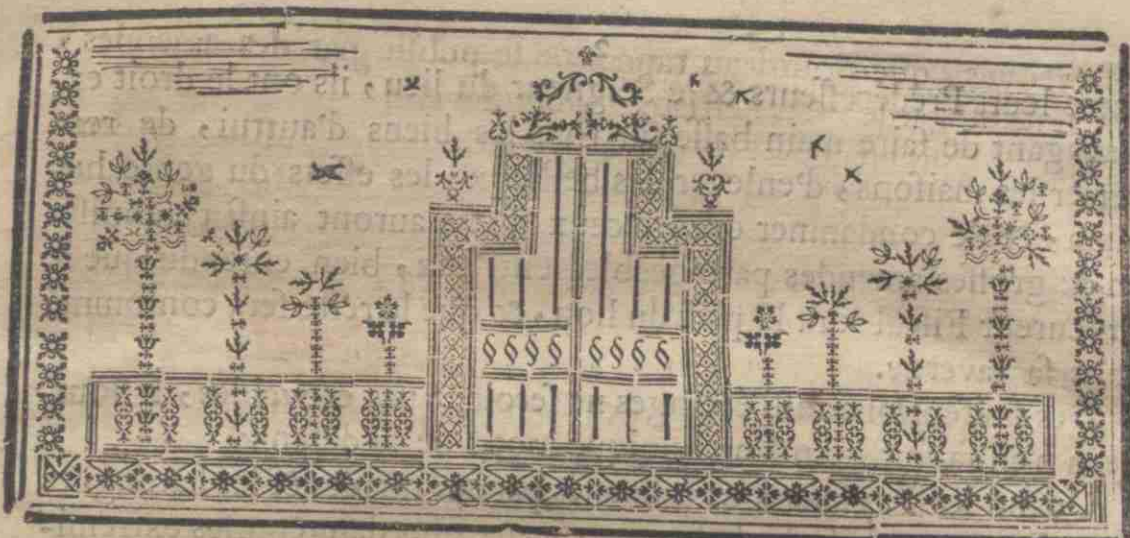
Qu'elle regrette donc la peine qu'elle a prise de rassembler tant & de si déplorables Fins de non-recevoir; & qu'elle cesse désormais d'éluder une demande fondée, tant sur la disposition de la Loi, que sur le pouvoir d'un Contrat synallagmatique. On vient de voir que toutes les obligations que ce

contrat imposoit à l'Assuré, ont été remplies par lui avec une entière exactitude. La Chambre des Assurances doit s'acquitter des siennes avec la même fidélité ; & il est bien tems qu'elle le fasse.

Monsieur GROJARD DE MONGENAU,
Rapporteur.

M^e LE GOUVÉ, Avocat.

P. DORIGNY, Proc.



MEMOIRE

POUR Messire RENÉ QUENTIN DES PREZ, Chevalier,
Seigneur d'Ambreuil, Intimé.

CONTRE PIERRE BOURDEAU, Procureur Fiscal, Notaire &
Cabaretier au Bourg de Benet; Simon Lafne, Sergent.

*Cette Cause doit estre jugée le mercredy
4 Avril 1769 ou le lendemain si
cela touruella*

*Recommandée très humblement
par M^r. De Verdun Conseiller
à la première desquestes*



DE fix Accusés décrétés, & qui ont subi interro-
gatoire, les deux plus coupables interjettent seuls
appel de la procédure extraordinaire, pour se
soustraire non seulement à une instruction indi-
visible, & à des réparations civiles, & domma-
ges-intérêts qui doivent être solidaires, mais à la
vengeance de deux crimes qui intéressent la sûreté publique; l'un,
émotion populaire, attroupement de trois cens personnes au son
du tocsin, assemblées illicites avec port d'armes, ruine de plusieurs
maisons, bestiaux enlevés & tués, pillages & fractures de meu-
bles; ces excès féroces sont déjà prouvés: L'autre, fabrication de
faux de plusieurs pièces, Bourdeau & Lafne en sont prévenus par
les premiers Juges, dont ils redoutent les regards.

F A I T.

Les Habitans de Benet ont un marais commun contigu à ceux
des Paroisses voisines, les eaux qui les couvrent les deux tiers de
l'année n'ont pas permis d'en marquer de limites.

L'esprit seditieux qui regne depuis long-tems dans ce Bourg, est
animé par Pierre Bourdeau qui réunit trois qualités incompatibles,
de Procureur Fiscal, Notaire, & Cabaretier, il persuade aux Paysans
qu'il attire à son Cabaret, que tous les biens & les Domaines qui
environnent leur marais en font partie; que ce n'est que par usur-
pation que les autres Paroisses s'attribuent ceux qui leur confinent,
& que les Particuliers possèdent des cabanes, des terrains, & d'au-
tres héritages en propre; que par une transaction de 1470. passée

entre leurs Prédécesseurs & le Seigneur du lieu, ils ont le droit extravagant de faire main basse sur tous les biens d'autrui, de renverser les maisons, d'enlever les bestiaux, les effets du genre humain, & de condamner encore ceux qu'ils auront ainsi tyrannisés en de grosses amendes partageables entr'eux, bien entendu que le Procureur Fiscal aura la part du lion, & que le reste sera consommé dans sa taverne.

Des prétentions aussi étranges ne seroient pas croyables, si Bourdeau n'en faisoit lui-même l'unique motif de sa défense.

Quand les Payfans sont échauffés par des rasades & les harangues de ce Procureur Fiscal, ils se portent aux plus dangereuses extrémités; on sonne le tocsin, la troupe s'assemble & se grossit, chacun s'arme de ce qu'il peut trouver sous sa main, Bourdeau marche à leur tête, en Général d'armée, Lafne en bandouliere armé d'un fusil lui sert de garde, on va livrer bataille aux Paroisses d'Houlmes, Sainte-Christine, Saint-Sigismond, tout ce qui se rencontre est pillé, détruit, les maisons saccagées, les bestiaux enlevés, mis en fouriere dans le célèbre cabaret de Bourdeau, jusqu'à ce qu'on vienne lui en payer bien cher les frais de geolage, & toujours des amendes.

Tout le monde tremble au nom du terrible Bourdeau, aucun n'ose élever sa voix pour se plaindre.

Entre autres expéditions il s'en fit une en 1742, plusieurs maisons furent démolies, Bourdeau a le front de se faire un moyen de ce que les pauvres opprimés ne l'attaquerent pas; le pere du sieur d'Ambreuil fut le seul qui ne crut pas devoir se taire, une cabane qu'il possédoit de temps immémorial bâtie sur un terrain qui lui appartient à bons titres, n'avoit point échappé à la fureur de ces déterminés; elle fut rasée à n'y pas reconnoître de vestiges. Il résolut d'en demander justice; mais mal conseillé il se pourvut en la Châtellenie même de Benet, quoi que ce fut un cas Royal, il y fit assigner huit habitans pour être condamnés de rétablir sa cabane, on conçoit quel dût être son embarras. Bourdeau étoit l'ame de cette Jurisdiction, la plupart des Habitans complices, il n'étoit point de témoins assez hardis pour déposer d'une vérité qui leur seroit devenue funeste, il y eut des enquêtes respectives, sept des huit Accusés ne pouvant être convaincus, quoique coupables, furent renvoyés de la demande par Sentence du 31 Août 1743. mais le nommé Fleuret contre lequel la preuve se trouva heureusement complete fut condamné de rétablir la cabane au même état qu'elle étoit avant le mois de Juillet 1742, aux dommages-intérêts & dépens, avec défenses de récidiver *à peine de punition corporelle.*

En exécution de cette Sentence la cabane fut reconstruite aux dépens de Fleuret, le sieur des Prez de la Fosse en a joui tranquillement, les quittances de loyer qu'il en a données pendant dix ans à Fabien, & Jean Manteau ne peuvent être suspectes, la dernière est du 21 Avril 1758. il décéda quelques jours après.

A peine avoit-il les yeux fermés que Bourdeau, qui se persuadoit que son fils n'avoit pas de connoissance de la Sentence de

1743. résolut d'anéantir la cabanne, & pour donner au projet qu'il méditoit un air d'autorité, il ajouta à une certaine procédure qu'il avoit déjà préparée contre d'autres, le nom de Manteau locataire du sieur d'Ambreuil. Les Juges de Niort ont cru appercevoir le faux de ces additions qu'ils ont déferées d'office au Ministère public.

Dès le 29 Avril 1757. il avoit présenté Requête au Sénéchal de Benet, il y exposoit, qu'au mépris de la prétendue transaction de 1470. (qui n'est qu'un vrai chiffon, troisième copie collationnée, successivement sur d'autres copies sans que l'original ait jamais paru); « plusieurs personnes avoient anticipé sur les marais communs » de Benet en y bâtissant des cabanes; il denome douze de ces » Propriétaires, du nombre desquels n'étoient ni le sieur des Prez, » ni Manteau son locataire; mais le nom de Manteau s'y trouve à présent placé, soit par un blanc rempli, soit dans une interligne; il demandoit qu'ils fussent assignés pour être condamnés de démolir leur cabanes, se désister des emplacements où elles étoient bâties, combler les fossés, sinon qu'il lui fut permis de le faire.

Le 7 Mai 1757, il prétend avoir fait assigner par Simon Lafne son fidelle Sergent les treize personnes indiquées dans sa Requête; ce qu'il y a de constant, Manteau, locataire du sieur des Prez, n'a point reçu d'assignation, Bourdeau ne pouvoit pas après la Sentence rendue en sa présence en 1743. sur enquêtes & appointement en droit; ignorer que Manteau n'étoit que locataire de la cabane, & que le sieur des Prez en étoit jugé Propriétaire; mais la vérité qui se découvrira par l'instruction du faux, convaincra qu'il n'étoit pas question de Manteau ni dans la Requête ni dans l'exploit, que son nom n'y a été furtivement employé, qu'après la destruction de la cabane.

Le 4 Février 1758. Bourdeau leva un défaut faute de comparoir, il a lui-même dans la copie qu'il en a signifiée figuré les blancs qu'il y avoit laissés pour les remplir à sa discretion, & le nom de Manteau paroît n'en occuper un qu'en partie.

Le 4 Mars 1758. il surprit une Sentence par défaut, qui condamne les cabanes à tomber sous ses coups, il suppose l'avoir fait signifier par Lafne à tous ceux qu'il persécutoit, & singulièrement à Manteau qui n'a pas plus reçu cet exploit que le premier, le Contrôleur a donné un certificat que lorsqu'il lui a été présenté, Manteau n'y étoit pas compris, & qu'il n'est point porté sur ses Registres.

Le même jour 21 Avril 1758. la veuve Rodier interjeta de cette Sentence un appel, qui devoit en suspendre l'exécution pour tous, puisque c'étoit le même prétexte & la même condamnation.

Le 4 Juin 1758. jour de Dimanche à l'issue de la Messe, Bourdeau convoqua à la porte de l'Eglise une assemblée générale pour la démolition des cabanes.

Le lendemain 5 Juin, il fit venir dans son cabaret, les plus résolus du Village, il les encouragea à ne pas laisser pierre sur pierre de toutes les cabanes prosrites; plusieurs brocs ayant été vuidés,

cette troupe envinée, ne demandoit que le signal de leur chef, il ne les crut pas encore en assez grand nombre, il se transporta au Presbitère, demanda les clefs de l'Eglise pour sonner le tocsin; le Curé les refusa; Lafne avec des ordres par écrit de Bourdeau y suppléoit de son mieux en ameutant la populace, le Curé quelque temps après fut obligé d'aller à l'Eglise pour un Baptême qui étoit instant, la porte n'en fut pas plutôt ouverte qu'on se saisit de la cloche, le tocsin mit toute la paroisse en rumeur, 300 hommes armés d'instrumens de toute espèce se rangerent sous l'étendart de Bourdeau, Lafne se décora de la bandouliere & d'un fusil, quelques-uns de ceux qui avoient été attaqués par le sieur des Prez en 1742, d'autres qui sçavoient qu'il avoit obtenu Sentence qui le maintenoit dans la possession de sa cabane, demandèrent à Bourdeau si elle ne devoit pas être exceptée, il répondit qu'il ne lui falloit pas faire plus de grace qu'aux autres; ses ordres furent exécutés; des treize cabanes, il y en eut huit mises en pièces, la nuit qui survint sauva les cinq autres, les meubles des premières furent rompus, dispersés, enlevés, les arbres coupés, les fossés comblés, les bestiaux saisis, quelques-uns de ceux du sieur d'Ambreuil tués, son locataire trainé par les cheveux excédé, outragé.

Ce carnage qui avoit jetté l'alarme dans tout le Canton, attira le sieur d'Ambreuil à sa cabane avant qu'elle fut prise d'assaut, il ne demanda à Bourdeau & ses furieux satellites que le tems de les convaincre par un partage de 1682, un dénombrement de 1691. & la Sentence de 1743. que le terrain sur lequel sa maison étoit bâtie appartenoit à ses Ancêtres, & ne faisoit pas partie de leur marais; la Populace étoit enflammée, la cabane du sieur des Prez fut renversée à ses yeux, il eut la prudence de se retirer en gémissant.

Trois jours après quelques gens sensés firent comprendre à Bourdeau & Lafne, qu'ils avoient fait une action digne de la punition corporelle déjà prononcée par la Sentence de 1743; que les voyes de fait ne sont pas celles de la Justice; c'en fut assez pour inspirer à Bourdeau un tour de son métier.

Le 8 Juin 1758, il fabriqua au coin de son foyer un prétendu procès-verbal de démolition des huit cabanes, que lui & Lafne daterent du 5 Juin jour de l'incursion; il ne faudroit que cette pièce pour les juger tous deux criminels, tel en est le précis. *L'an 1758. & le 5 Juin à la Requête du Procureur Fiscal de Benet, COMPARANT PAR PIERRE BOURDEAU je Simon Lafne Sergent me suis en présence & assisté de Jean Regnier, il en dénomme quinze, & ajoute, & plusieurs autres habitans de ladite Paroisse (ils étoient 300) transporté au domicile premièrement du nommé Arnault, où étant & parlant à sa personne, je lui ai fait iuratif commandement de satisfaire aux condamnations prononcées contre lui, ce faisant faire démolir la cabane où il fait sa demeure, dont il a été refusant; vu quoi, j'ai en présence des témoins ci-dessus, ET PLUSIEURS AUTRES HABITANS, procédé à la démolition de ladite cabane, après avoir fait sortir les meubles & bestiaux qui étoient en icelle; de-là je me suis transporté au domicile de Moreau, &c. les mêmes expressions*

expressions sont répétées pour chacune des huit cabanes ; ce fait, j'ai clos & arrêté le présent procès-verbal de démolition en présence & assisté desdits Jean Regnier, Jacques Papot, Pierre Girardon, Jean Bertrand, Pierre Texier, Jacques Texier, Jean Mouchaud, Louis Truchard, Jacques Charron, Pierre Letang, François Regnier, Jacques Truchaud, René Mesnard, François Thibault, ET PLUSIEURS AUTRES HABITANS de ladite Paroisse, QUI ONT FAIT REFUS DE SIGNER ; quoi, de trois cens Records il n'y en a pas un seul qui signe, ce n'est donc pas en leur présence, que le procès-verbal a été rédigé, cette seule circonstance forme une présomption *Juris & de Jure*, que c'est un ouvrage de ténèbres, que l'inquiétude & la reflexion ont suggeré.

Autre preuve de la fidelité de ce procès-verbal, il porte *délaissé* autant des présentes auxdits Arnault, Moreau, Journoleau, Bailly, de Borde, Manteau, Brelay & Pelletier, aucun d'eux ne l'a reçu, il étoit impossible d'en transcrire l'original & huit copies dans un jour, sur tout après l'avoir employé tout entier à détruire les huit cabanes.

Bourdeau a eu l'audace d'insérer dans cet odieux cartel qu'il se pourvoira contre les huit opprimés, pour le payement des dépens & de ceux de la démolition de leurs cabanes, c'est-à-dire, qu'il faut encore lui payer cette belle vacation.

Ce procès-verbal a été contrôlé le 8 Juin 1758, c'est la véritable date de sa fabrication ; car pour les copies, Lafne est dans l'habitude de s'en dispenser, ce n'est que dans le cours de l'instance criminelle que Bourdeau la fait paroître.

Le sieur d'Ambreuil a rendu plainte au Lieutenant Criminel de Niort de l'attroupement, émotion populaire, violences, voyes de fait, & de la démolition de sa cabane.

Sur les informations qui doivent être concluantes, Bourdeau, Lafne, les nommés Charrier, Ringeaud, Foribaud, Regnier, ont été décrétés d'ajournement personnel, ils ont subi interrogatoire le 27 Octobre 1758, tous les faits dont on vient de rendre compte y sont avoués.

Bourdeau interrogé, si le 4 Juin dernier, il n'annonça pas aux Habitans à l'issue de la Messe qu'ils eussent à s'assembler le lendemain matin, a dit qu'oui ; qu'il ne le fit qu'à la sollicitation des principaux Habitans.

A quelle fin les Habitans le pousserent à demander cette assemblée, a dit que c'étoit pour détruire les cabanes qui avoient été construites sans aucun droit dans le marais commun.

Interrogé pourquoi il s'étoit chargé lui-même de cette commission, a dit que c'étoit faute d'Huissier qui n'avoient point voulu se charger de cette commission attendu la grande quantité de cabanes qu'il y avoit à démolir. Donc Simon Lafne n'a pas agi comme Sergent de la Jurisdiction, ni dressé de procès-verbal en cette qualité, une bandouliere & un fusil n'en marquent pas en effet le caractère.

Interrogé pourquoi il n'avoit point présenté Requête pour faire enjoindre un Huissier, vû que les attroupemens sont suspects, a dit que les Habitans s'étant prêté volontairement à faire la démolition des cabanes, comme ils avoient fait en 1742, il avoit cru qu'il n'étoit pas be-

soin d'employer d'Huissier. Voilà un Procureur Fiscal bien instruit de ses devoirs ; mais il sçavoit que le sieur des Prez avoit obtenu Sentence qui en ordonnant la reconstruction de la sienne dans l'état quelle étoit avant le 18 Juillet 1742, faisoit défenses de la démolir à peine de punition corporelle.

Interrogé de quel droit il avoit abbatu celle du sieur d'Ambreuil, contre lequel il n'y avoit point de Sentence, & qui ne demandoit que huit jours pour justifier son droit d'avoir une cabane.

A dit qu'il n'a jamais connu de cabane appartenante au sieur d'Ambreuil ; c'est en imposant à la Justice, il étoit pleinement informé de la Sentence de 1743, & quand quelques-uns des Habitans lui demandèrent, s'il falloit aussi jeter par terre celle du sieur d'Ambreuil, il les exhorta de ne lui pas faire plus de grace qu'aux autres ; il ajoute, qu'il avoit obtenu Sentence contre le nommé Manteau qui avoit lui-même bâti, ou desunt son père la cabane prétendue par le sieur d'Ambreuil ; (il entend la reconstruction qui en fut faite en vertu de la Sentence de 1743.) Il prétend que Manteau n'ayant point formé d'opposition à la Sentence, il a été en droit ainsi que les Habitans de démolir la cabane . . . qu'elle ne fut détruite que parce que Manteau donna un soufflet à l'un des Habitans. Ce fait que les autres Accusés ont répété, & qu'ils ont concerté ensemble pour se disculper, est absolument faux, & contre vraisemblance, un seul homme ne se seroit pas exposé contre trois cens. Bourdeau qui cherche à s'excuser en particulier observe que le prétendu soufflet vint à contre-temps, lorsqu'il avoit arrêté le tumulte ; (il y avoit donc une assemblée illicite & tumultueuse, & il en étoit l'Auteur ; il convient que le sieur des Prez lui faisoit la promesse de lui justifier son droit dans huitaine.

Lafné confesse, qu'il a convoqué l'assemblée des Habitans pour aller démolir les cabanes, mais que c'est par l'ordre de Bourdeau, qu'il n'en connoissoit pas les conséquences, & qu'il avoit son fusil.

Les autres Accusés répondent, qu'ayant oui sonner la cloche, ils se sont rendu, que presque tous les Habitans du Bourg & de la paroisse y étoient un de chaque maison tant du Bourg que des Villages. (Il y a plus de 400 maisons dans la Paroisse.)

Depuis les interrogatoires les Parties donnerent différentes Requêtes & produisirent, & le 20 Décembre 1758. intervint une Sentence qui en ordonnant le recolement & la confrontation, pour le crime d'attroupement, violences & voyes de fait, contient cette autre disposition, en outre avons ordonné que la pièce sous la cote 2. de la production de Pierre Bourdeau, la pièce de la cote 3, la pièce de la cote 7, la pièce de la cote 9. de ladite production seront déposées en notre Greffe, après avoir été par nous paraphées, NE VARIENTUR, seront communiquées, au Procureur du Roi pour prendre telles conclusions qu'il avisera.

Le 29 Décembre 1758. Bourdeau & Lafné en passant sous silence ce jugement, ont surpris un Arrêt sur Requête, qui les reçoit appellans de la plainte ; information, décret, & de tout ce qui a suivi & fait défenses.

71

7

Bourdeau qui sent toute la gravité des deux chefs d'accusation, d'émotion populaire, & de faux, a cru qu'il jetteroit de la poudre aux yeux, en composant un certificat à sa louange qu'il a fait signer par la plupart de ses complices, ceux qui ne l'étoient pas l'ont refusé, quelques-uns ont signé par crainte, d'autres avec des réserves. Si l'on rapprochoit cet ouvrage de ses mains des différens mémoires envoyés contre lui à M. le Procureur Général, les éloges qu'il fait de sa personne éprouveroit un désagréable contraste.

M O Y E N S.

Les deux Accusés qui entreprennent d'étouffer dans sa naissance une instruction dont ils craignent les suites, sont évidemment non-recevables dans leur appel.

1°. En matière criminelle tout est indivisible & solidaire, l'Ordonnance n'admet point l'évocation; Bourdeau & Lafne sont les seuls qui se présentent en la Cour, Charrier, Ringeau, Faribaud & Regnier, décrétés comme eux, & qui les ont chargés par leurs interrogatoires ne sont point appellans. On ne peut pas absoudre les deux principaux coupables, pour ne faire le procès qu'à leurs complices, *non potest in partes judicium scindi*, * la poursuite est une chose incorporelle & indivisible.

** Gloss. in L. 48.
ff. fam. arscif.*

2°. Bourdeau & Lafne ont approuvé la Jurisdiction du Siège Royal de Niort, non seulement en subissant interrogatoire, mais encore par plusieurs procédures, Requêtes & productions, sur lesquelles est intervenu la Sentence du 20 Décembre 1758. qu'ils ont artificieusement dissimulée lorsqu'ils ont surpris l'Arrêt sur Requête, qui leur accorde des défenses qu'ils n'auroient jamais obtenues, si la Cour eut été informée que les premiers Juges avoient ordonné le recolement & la confrontation sur le premier crime, & une seconde instruction sur le faux.

C'est par dérision à la Justice, que Bourdeau veut persuader que sa conduite est irréprochable, qu'il n'a fait qu'exécuter une Sentence par les voyes ordinaires qui sont d'usage dans la République de Benet, que ses compatriotes s'étant fait une loi de courre sus tous leurs voisins, on a grand tord de mettre ce privilège au rang des assemblées illicites si rigoureusement défendues par les Ordonnances; jamais elles n'ont reçu une plus juste application.

Les Articles 11. & 12. du titre premier de celle de 1670. chargent les Juges Royaux, même les Prévôts de Maréchaussées, de réprimer le port des armes, les assemblées illicites, séditions, émotions populaires, force publique . . . malversations commises par les Officiers en leurs charges.

Tous ces délits se trouvent réunis dans le brigandage affreux de Bourdeau, de Lafne & leur complices.

1°. Le port d'armes, Lafne convient qu'il avoit un fusil, il prétend que ce n'étoit que comme garde de la Terre de Benet. En cette qualité, il n'étoit préposé que pour empêcher le désordre & les

violences, & non pas pour les commettre; la fonction de Garde est-elle de démolir des maisons, briser des meubles, piller, tuer les bestiaux, assommer des hommes? Oui, dit Bourdeau, une transaction de 1470. attribue cette puissance à quiconque à l'avantage d'être Paroissien de Benet.

Mais si Lafne décoré d'une bandouliere, armé d'un fusil, ne s'est transporté avec Bourdeau & trois cens destructeurs que pour faire un ravage inoui, il ne pouvoit donc pas en qualité de Sergent dresser un procès-verbal; ces deux opérations son difficiles à concilier.

* L. 3. ff. de vi & armata, L. 41 ff. de verbor. signif.

(a) Qui aliquem de possessione per vim deiecerit, teneatur lege Julia, de vi privata aut de vi publica; sed de vi privata, si sine armis vim fecerit, non autem armis eum de possessione vi expulerit de vi publica teneatur, armorum autem appellatione non solum scuta, & gladios, & galeas sed & fustes, & lapides significari intelligimus.

* 2^e Conférence du 7 Juin 1670.

* Institution titre du droit de royauté p. 3 col. première, in medio.

* Bornier, Boutaric.

(b) Tome 1. chap. 11. N. 19 & suivant.

Ce Garde, ou ce Sergent n'étoit pas le seul armé, la troupe entiere avoit des armes offensives, haches, cognées, leviers, pieus, fourches & autres instrumens; sous le nom d'armes, disent les Loix, * on entend non-seulement celles qui servent à la guerre, mais aussi tout ce qu'on employe pour nuire & faire violence à quelqu'un, *armorum appellatio non utique scuta & gladios, & galeas significat, sed & fustes & lapides*. Celui qui chasse le Possesseur d'un héritage, dit l'Empereur Justinien, (a) est coupable par la Loi Julia, ou de la violence privée, ou de la violence publique; il l'est de la violence privée s'il l'a commise sans armes; mais il est coupable de la violence publique, s'il a expulsé le possesseur avec des armes; & sous le nom d'armes nous comprenons non-seulement les boucliers, les casques, les épées, mais encore les bâtons & les pierres.

Toutes les anciennes & nouvelles Ordonnances défendent à peine de la vie, le port d'armes & les assemblées illicites. Déclarations des premier Août 1546, 17 Décembre 1559, 5 Août 1560, 30 Avril 1565, &c.

2^o. L'attroupement du 5 Juin 1758. porte tous les caractères des assemblées illicites, sédition, émotion populaire, force publique.

Lors de la rédaction de l'Ordonnance, M. le Premier Président de Lamoignon observa * sur l'article 11. du titre premier, que le port d'armes étoit pris pour un cas Royal; lorsqu'il étoit fait avec attroupement, & à dessein de commettre une violence publique.

Coquille * s'en explique ainsi: en France par Loi ancienne le crime de port d'arme est cas Royal; le port d'armes n'est pas pour être garni d'arquebuses, halebardes, cuirasses on autres offensives & défensives, mais est quand aucuns s'assemblent en nombre de dix ou plus, étant armés avec propos délibéré de faire insulte & outrage à autrui. Ainsi le crime de port d'armes cas Royal, implique en soi l'assemblée illicite d'hommes en armes.

C'est aussi ce que décident les Commentateurs * sur l'article cité de l'Ordonnance, & l'Auteur du Traité (b) de la maniere de poursuivre les Crimes; ce dernier remarque, que les Arrêts de Règlement de la Cour des 25 Octobre 1550, 13 Avril 1604, 21 Juin 1614. ont fait un cas Royal du port d'armes & assemblées illicites, séditions & émotions populaires; mais qu'il peut y avoir assemblée illicite sans port d'armes, lorsqu'elle se fait dans l'intention de nuire à autrui. *Qui turbæ seditionis ve faciendæ consilium inierint & qui pessimo exemplo convocatu, seditione, villas expugnaverint & cum telis & armis*

bona rapuerim. Dominum res suas servare prohibuerint. L. 3. ff. ad Legem Jul. de vi publica.

L'assemblée illicite & tumultueuse est celle, disent d'autre loix, qui se fait par attroupement, lorsque dix ou quinze personnes s'assemblent séditieusement & par émotion, *turbam appellatam labeo ait, ex genere tumultus à tumultuando . . . Enim vero si plures fuerunt decem aut quindecim homines, turba dicetur. L. 4. ff. de vi. bon. rapt.*

Les accusés se trouvent exactement dans cette circonstance; Lafne a dressé après-coup un prétendu Procès-verbal, dans lequel, sans s'apercevoir qu'il faisoit lui-même la preuve de son crime, il a dénomé quinze Habitans de Benet qui l'assistoient avec Bourdeau à la démolition des huit cabanes; & il ajoute qu'il y en avoit plusieurs autres: c'est donc *turba ex genere tumultus, ubi decem aut quindecim & plures homines fuerunt à tumultuando*; leur dessein n'est point caché; ils reconnoissent sans détours qu'ils avoient été convoqués la veille par Bourdeau & Lafne, & qu'ils s'ameuterent le 5 Juin tout exprès pour aller fondre sur treize cabannes & les mettre à sac: *pessimo exemplo convocatu, seditione villas expugnaverint; bona rapuerint dominum res suas servare prohibuerint.*

Les interrogatoires des quatre accusés qui ne sont pas Appelans, & les propres aveux de Bourdeau & de Lafne, constatent que c'est eux qui ont ému cette populace, qui l'ont assemblée au son de la cloche; & Bourdeau déclare que sur la promesse que lui faisoit le sieur Dambreuil de lui justifier son droit d'avoir une cabane sur un terrain dont il est propriétaire, il n'a pas pû arrêter le tumulte; (Pourquoi l'avoit-il excité?) *ni empêcher la destruction de sa cabane.* Le crime est donc avéré; il doit être puni selon la rigueur des Ordonnances.

Si la Justice n'en faisoit pas un exemple sévère, il n'y auroit plus de sûreté pour les Propriétaires & les Fermiers des Domaines situés à la proximité de la Paroisse de Benet: en les exposant à souffrir des violences, des pillages & des ruines, ce seroit les mettre dans la nécessité de repousser la force par la force, & ce n'est pas la première fois que les brigandages des Habitans de Benet ont produit de semblables effets.

3°. Bourdeau & Lafne ont commis des malversations dans leurs charges; autre crime que l'Ordonnance veut que les Juges Royaux poursuivent.

C'est une première malversation de Bourdeau & de Lafne d'abuser de leurs qualités de Procureur-Fiscal, de Garde & Sergent pour mettre leurs voisins au pillage & à contribution sous le titre d'amendes; n'est-il pas de la dernière indécence de voir Bourdeau se faire encore un titre de créance du prétendu Procès-verbal du 8, daté du 5 Juin, contre tous ceux dont il a détruit les maisons, brisé les meubles, tué & enlevé les bestiaux, & les menacer de leur en faire payer les frais.

On est persuadé que M. le Procureur Général a par-devers lui

les preuves, que Bourdeau rançonne le public par des amendes, des frais de garde, des bestiaux qu'il enleve.

Mais ce qui est digne de toute l'attention de la Justice, ce sont les quatre pieces que les premiers Juges ont suspecté de faux, & dont ils ont ordonnés le dépôt en leur Greffe, pour être pris par le Substitut de M. le Procureur Général telles conclusions que son ministère exige.

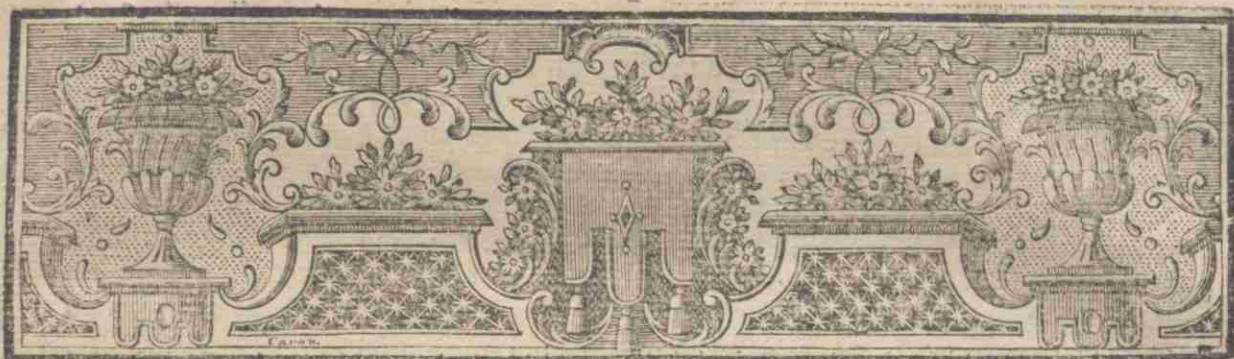
Dans cet état, Bourdeau & Lafne osent-ils se flatter qu'ils éluderont une instruction indispensable & si intéressante pour le Public.

Séquier

Monsieur ~~JOLY DE FLEURY~~, Avocat Général.

M^e PIET DUPLESSIS, Avocat.

AGIER, Proc.



MEMOIRE A CONSULTER ET CONSULTATION

POUR les Héritières de la Dame DE BAZONCOURT.

CONTRE le Sieur DE BAZONCOURT.

SUR la fin de non-recevoir que le Sieur DE BAZONCOURT oppose aux Héritières de sa femme, sous le prétexte, qu'elles n'ont pas pris de Requête civile, contre un Arrêt homologatif de Transactions contenant avantages indirects, ni contre un autre Arrêt, qui, sur la réclamation de la femme, l'a déclaré non-recevable pour n'avoir point attaqué cet Arrêt homologatif.

MEMOIRE AU CONSEIL.

*perdu en
May ou juin
1761 —*



Le sieur de Bazoncourt a accusé sa femme de spoliation en 1731. Sur cette plainte il a été prononcé contre elle un Décret d'assigné pour être ouy, dont elle a aussitôt interjeté appel.

Quelque tems après on a entrepris de réunir les deux Epoux; ils ont transigé le 31 Mai 1731. Cette transaction, que la femme attribue elle-même à des motifs étrangers (dans un Mémoire écrit de sa main, & qui s'est trouvé sous ses scellés,) contient un assemblage monstrueux d'avantages indirects. C'est peu d'accorder 100000 liv. pour l'indemnité des prétendues spoliations, on saisit le prétexte de la transaction pour réduire à 3000 liv. de rente l'intérêt qui appartenait à la femme *comme séparée & autorisée à jouir par son contrat de mariage* d'une somme de 200000 liv. restant de celle de 300000 liv. montant de la dot de la Dame de Bazoncourt, déduction faite des 100000 liv. d'indemnité pour lesquelles on avoit opéré une compensation jusqu'à concurrence. Il y a d'autres avantages indirects aussi exorbitans, que l'on se dispense de détailler ici.

En 1735 la femme, déterminée par des chagrins domestiques, s'est pourvue contre cette transaction; elle a pris des Lettres de rescision dont l'entherinement a été demandé au Châtelet; elle a conclu en même-tems à ce que son mari fût condamné de lui payer les intérêts des 300000 liv. de sa dot, à raison de 15000 liv. par année, sauf la contribution aux frais du ménage, ainsi qu'elle seroit arbitrée.

La Sentence du Châtelet, en adoptant ses conclusions, a entheriné les Lettres, remis les Parties au même état qu'elles étoient avant la transaction, condamné le mari à payer annuellement les 15000 liv. d'intérêts sur lesquels on a fixé la contribution de la femme aux frais du ménage à 10000 liv. par année, tant qu'elle demeureroit avec son mari; & en cas d'habitation séparée, elle lui a conservé la jouissance

des 15000 liv. sauf la déduction d'une somme de 600 liv. pour laquelle elle seroit obligée de contribuer à la pension d'une fille, qui vivoit alors, née de leur mariage.

Le sieur de Bazoncourt a acquiescé à la Sentence quant à l'entérinement des Lettres; mais il a interjeté appel du chef qui le condamne à payer les intérêts de la dot, & en même-tems il a repris l'exécution du Décret d'assigné pour être oui qu'il avoit obtenu sur sa plainte en spoliation.

Alors les Parties ont eu deux Procès au lieu d'un. Comme la Sentence du Châtelet étoit intervenue sur productions respectives, l'appel du chef qui adjuge les intérêts a fait la matière d'un Procès dévolu aux Enquêtes, tandis que l'appel du Décret a été relevé en la Tournelle, où il a été appointé.

En cet état, de nouveaux motifs (expliqués dans le même Manuscrit de la Dame de Bazoncourt) l'ont engagée à souscrire une seconde transaction le 12 Mai 1738, dans laquelle en accumulant de nouveaux avantages au profit de son mari, on a, au surplus, confirmé la première transaction; la Dame de Bazoncourt a été en outre obligée, par une convention expresse, de faire homologuer cette dernière transaction par Arrêt.

Au lieu de porter l'homologation à la Tournelle, où la procédure criminelle étoit pendante, elle a été faite en la Première Chambre des Enquêtes, qui n'étoit saisie que de la seule question de sçavoir, si la Sentence du Châtelet avoit bien jugé en accordant à la femme séparée les intérêts de sa dot, de sorte que les procédures criminelles sur lesquelles on transigeoit, ne pouvoient pas même être connues juridiquement dans ce Tribunal; aussi Messieurs de la Première Chambre des Enquêtes ont-ils prévu par leur Arrêt, les conséquences de l'homologation par rapport aux avantages indirects: car, par la Requête donnée sous le nom de la Dame de Bazoncourt, on demandoit l'homologation pure & simple de la transaction, pour être exécutée selon sa forme & teneur; & par l'Arrêt on a prononcé ainsi, la Cour a homologué & homologue ladite transaction, pour être exécutée selon sa forme & teneur, entre ladite Marie-Jeanne Bonnet de Saint-Leger, & François-Nicolas Raffy de Bazoncourt son mari; de sorte que par cette forme de prononcer, l'exécution n'étant ordonnée qu'entre le mari & la femme, on paroît réserver le droit de l'héritier.

Au surplus, la Dame de Bazoncourt annonce dans son Mémoire manuscrit, qu'elle n'a signé cette seconde transaction que dans l'espérance d'une réunion avec son mari, qu'elle sçavoit même que tout ce qu'elle lui accordoit étoient des avantages indirects. Nombre de ses Lettres rapportées aujourd'hui par son mari même le justifient encore, & prouvent d'ailleurs qu'elle a fait tous ses efforts pour obtenir cette réunion; mais n'ayant pas pu y parvenir, & se trouvant dans l'impossibilité de vivre sans jouir des intérêts de sa dot, (que le mari s'étoit fait déléguer par d'autres actes,) après avoir réduit ces intérêts à 3000 liv. dans la première transaction, elle a pris le parti de se pourvoir une seconde fois, en obtenant de nouvelles Lettres de rescision en 1744.

Ces secondes Lettres de rescision avoient été adressées à la Première Chambre des Enquêtes. Le sieur de Bazoncourt assigné pour les y voir entériner, éleva un incident: Il prétendit que tout étant consommé par l'homologation de la transaction, il falloit renvoyer devant les Juges ordinaires; ce qui a été prononcé par un Arrêt avisé au Parquet; les Parties ont alors plaidé aux Requêtes du Palais; on n'a agité dans ce Tribunal que le fond des transactions, & après sept Audiences de plaidoirie, il est intervenu sur Délibéré, & sur vu des informations, Sentence qui a une seconde fois entériné les Lettres, parce qu'en effet la lésion des transactions est révoltante, & les avantages indirects évidens.

Alors sur l'appel le sieur de Bazoncourt a pris un système différent. Il se plaint lui-même dans les Mémoires qui furent alors distribués, que sa défense n'a pas été présentée comme elle devoit l'être, aux Requêtes du Palais, parce qu'on a négligé des fins de non-recevoir décisives.

Ces fins de non-recevoir ont consisté à soutenir d'un côté, que la Dame de Bazoncourt ayant été Partie dans l'Arrêt homologatif du 16 Juin 1738 intervenu sur sa Requête, Messieurs des Requêtes du Palais n'avoient pas pu rétracter cet Arrêt non attaqué: Il va jusqu'à dire que la Cour elle-même, quoique supérieure en autorité, n'avoit point ce pouvoir, dès que l'Arrêt n'étoit point attaqué par Requête civile. De l'autre,

il excipe de l'Ordonnance de 1560, sur le motif que la transaction est passée entre majeurs, en même-tems qu'il déclare, & répète même plusieurs fois, qu'il n'entend point entamer le fond; mais il est évident que cette Loi n'avoit aucune application à l'espece, puisqu'elle ne comprend que les transactions des majeurs, sur des choses qui sont en leur disposition; & non les transactions entre mari & femme, qui étant incapables en général de contracter ensemble, sont assimilés à des mineurs dont les conventions ne peuvent être jugées que par le mérite du fond, & jamais par la fin de non-recevoir. Ainsi l'Arrêt du 27 Mars 1747, (qui en infirmant la Sentence des Requêtes du Palais, a déclaré la Dame de Bazoncourt non-recevable,) ne peut avoir jugé que la fin de non-recevoir résultante du défaut de Requête civile.

Aujourd'hui ses héritières attaquées par le sieur de Bazoncourt (qui absorberoit, si les transactions subsistoient, beaucoup plus que le montant de la succession,) se sont pourvues par voye d'exception contre les demandes qu'il a formées, à ce que les Arrêts & son contrat de mariage fussent déclarés exécutoires contr'elles; elles attaquent les mêmes transactions, en demandant la nullité ou retranchement de toutes les conventions qui dégénèrent en avantages indirects; à cet effet elles soutiennent, que venant *JURE PROPRIO*, elles ne sont pas liées par les actes passés, ou les Arrêts intervenus avec leur parente; elles n'attaquent même ces Arrêts par tierce-opposition, que subsidiairement, & en tant que de besoin seulement.

Le Sr. de Bazoncourt met au contraire sa principale ressource à prétendre qu'elles ne sont pas recevables, sur le motif, qu'elles sont tenues d'attaquer les Arrêts & de prendre les mêmes voyes que la Dame de Bazoncourt elle-même: Il cite à cet égard l'article premier du titre 8 de l'Ordonnance de 1667, & il ajoute, que ce qui a été jugé avec sa femme, l'est également contre les héritières. Pour cela il se fonde sur l'article 50 du titre 2 de l'Ordonnance de 1747 qui veut, que l'Appellé à la substitution ne puisse attaquer les Arrêts intervenus avec le Grevé, que par la voye de la Requête civile.

Sur cela deux questions à décider.

Premièrement. L'héritier qui a droit de critiquer de son chef tous les avantages directs ou indirects que se font les deux Conjoints pendant leur mariage, est-il tenu, pour les faire tomber, de prendre, soit la voye des Lettres de rescision, lorsque les avantages sont faits par des actes simples, soit les voyes de rétractation prescrites par les Ordonnances, lorsque ces actes sont homologués par Arrêt, pour être exécutés entre les deux époux; n'a-t-il pas la faculté de les faire cesser sans prendre aucunes des formes connues pour operer le rescindant, ou en demandant simplement le retranchement de ces avantages comme prohibés, ou en concluant à ce que les actes qui les contiennent soient déclarés nuls à cet égard?

PREMIERE
QUESTION.

2°. En cas que dans l'espece particuliere, les héritières de la Dame de Bazoncourt soient tenues d'attaquer soit l'Arrêt d'homologation, ou celui qui a déclaré la Dame de Bazoncourt non-recevable, sont-elles obligées d'avoir recours aux Lettres en forme de Requête civile: ou la tierce opposition qu'elles ont formée subsidiairement & par surabondance de droit, n'est-elle pas la seule route qu'elles pouvoient suivre à tout événement?

SECONDE
QUESTION.

CONSULTATION.

LE CONSEIL soussigné répondant aux questions proposées dans le Mémoire, ESTIME sur la premiere, qu'en général un héritier qui reclame contre des avantages que se font faits les Conjoints pendant la durée du mariage, n'est pas tenu en la forme, de se pourvoir contre les actes qui contiennent ces sortes d'avantages, ou qui les confirment; qu'il lui suffit d'en demander le retranchement, par la raison que la Loi les défendant impérieusement, lui donne une action directe, & que dans l'espece particuliere l'Arrêt du 7 Juin 1738, homologatif de la seconde transaction, n'a pas même été jusqu'à compromettre le droit de l'Héritier qui est entièrement conservé.

Tout le monde connoît la prohibition faite aux Conjoints de s'avantager directement ou indirectement, constant le mariage; c'est la disposition particuliere de l'article 282 de la Coutume de Paris.

Le motif de cette prohibition, n'est autre que d'empêcher les époux de pouvoir se dépouiller en faveur de l'un d'eux, *au préjudice de leurs héritiers*: aussi ne sont-ils pas incapables en général de contracter, pourvu que l'origine & la légitimité de leur convention soient établies par des preuves indépendantes de leur aveu, & résultantes d'actes antérieurs ou fondées sur des motifs d'équité évidente; mais à ce défaut, si leurs conventions dégèrent en avantages en faveur de l'un d'eux, la Loi donne à l'Héritier la faculté de les faire tomber par l'effet de la prohibition; il lui suffit d'établir alors, que les conventions n'ont aucun prix; en un mot que ce sont de vraies donations déguisées.

Cette faculté, quoiqu'attachée à la qualité d'héritier, est indépendante de la transmission que le titre successif lui accorde, il ne la tient que des dispositions de la Loi, qui lui donne un droit particulier & non confondu avec les obligations ordinaires, auxquelles ce titre l'assujettit; autrement ce seroit en vain que le Législateur auroit défendu les avantages directs ou indirects aux Conjoints; car si l'on confondoit le droit de l'héritier avec les actions actives ou passives que le défunt lui a transmis, il seroit impossible qu'il se pourvût contre les actes prohibés, d'autant que sa qualité d'héritier le subrogeant au défunt, il seroit tenu d'acquiescer, comme garant, ces mêmes avantages, contre lesquels il auroit droit de réclamer.

Il faut donc distinguer deux personnes en l'héritier; quand il stipule les droits transmis par le défunt, il n'est autre que le défunt lui-même, il profite activement de tout le bénéfice de sa succession, il est obligé d'en acquiescer toutes les charges de la même manière & par les mêmes voyes que le défunt en étoit tenu; quand au contraire il revendique l'effet de la prohibition, qui interdit aux Conjoints tout avantage direct ou indirect, constant le mariage, il devient alors l'homme de la Loi, qui par la prohibition faite en sa faveur, lui ouvre une action particuliere & totalement dégagée des obligations dépendantes du titre successif.

Cette distinction est admise & consacrée journellement par l'usage & dans la Jurisprudence: on regarde tellement l'héritier comme étranger aux obligations du défunt quand il les attaque comme contenant des avantages indirects, que l'on n'exige point de lui qu'il prenne des Lettres de rescision qui supposent toujours une obligation personnelle de la part de celui qui les obtient, on se contente d'une simple demande en retranchement ou nullité des avantages, sur le principe que les Lettres de rescision ne sont pas nécessaires en matière de nullités résultantes de Loix prohibitives.

Les motifs de cette Jurisprudence sont expliqués par nos Auteurs, d'après l'esprit & les conséquences nécessaires de la Loi même. D'Argentré qui a traité cette matière, agite la question sur l'art. 266 de la Coutume de Bretagne, chap. 5, *de donationibus simpliciter nullis prohibitis &c.*

Il établit d'abord qu'en matière de donation inofficieuse ou avantages indirects que se font les époux, *l'action ne commence qu'en la personne de l'héritier* qui a le droit de les arguer de son chef contre la volonté & les précautions que pourroient avoir prises les Contractans: *quæ hæredibus in causis inofficiosarum donationum competunt, non nascuntur à contractu, aut jure contrahentium, licet per eorum factum producantur & æquali utriusque donantis & donatarii fraude & injuriâ, sed à personâ hæredum & ab eorum capite incipiunt contra voluntatem ipsorum contrahentium, & his invitis hæredibus dantur.*

D'Argentré va plus loin, à l'endroit cité, il établit encore que l'on ne peut point opposer à l'héritier les fins de non-recevoir dont les Contractants peuvent exciper l'un envers l'autre, & qu'il n'est pas même tenu de prendre des Lettres de rescision pour revenir contre tout engagement qui contient avantages indirects; *ideo non clauduntur regularibus prescriptionibus nullitatum aut rescisionum quæ ipsis inter se contrahentibus competunt propter intervenientes in ipsis contractibus causas.*

Enfin le même Auteur termine par établir en propres termes, qu'en ce cas l'héritier n'est pas tenu des faits du défunt, qu'il vient par un droit particulier, qu'il tient de la Loi, pour combattre hardiment & sans crainte tous les avantages faits constant le mariage, à son préjudice, & la raison qu'il en donne, c'est que dans ce cas

(au

(au contraire de ce qui se pratique ordinairement) l'héritier est une personne différente, étrangère au défunt ; les termes de cet Auteur sont si énergiques qu'on ne peut pas se dispenser encore de les transcrire ici : *hæres defuncto & contractu defuncti non tenetur quem probat in fraudem suam factum, sed directo oppugnat jure proprio, non tanquam hæres à defuncto scriptus sed tanquam necessarius, & invito à consuetudine factus & oblatus reluctanti, quo magis audacter factum ejus impugnat & arguit nec timet. . . . quia hoc casu non pro eadem persona, sed diversa fungitur contra communes regulas.*

Il résulte nettement de ces principes deux conséquences : la première, que l'héritier en matière d'avantages indirects est l'homme de la Loi, qu'il est étranger au défunt, qu'il a droit de critiquer les avantages à l'ouverture de la succession *jure proprio*, & sans être tenu des obligations contractées par celui qu'il représente. La seconde, que par une suite nécessaire il n'est assujéti à aucunes des formes prescrites pour obtenir la rescision des actes, parce que le rescindant suppose toujours ou une obligation ou une condamnation contre celui qui réclame, au lieu que l'héritier ne peut être ni obligé ni condamné, puisque son droit ne commence qu'au décès de celui auquel il succède.

Ces principes sont tellement certains que les Commentateurs de la Coutume de Paris (& Dumoulin avant eux) ont été jusqu'à soutenir que l'obligation même contractée par l'héritier de garantir les avantages faits constant le mariage, ne pouvoit point l'obliger après le décès ; telles sont les propres expressions de ce dernier Auteur, *quid si donet de consensu fratrum suorum, qui essent ejus hæredes ?* Il répond, *quod non valet : amplio etiam si, les freres eussent promis de garantir, nisi esset donatio onerosa vel mutua.* Dumoulin, not. sur l'art. 46 du chap. 14 de la Coutume d'Auvergne. Duplestis, Traité des Donations, chap. 1^{er}. sect. 1^{re}. Tournet, le Maître &c. sont de même avis.

Cependant si l'héritier est étranger au défunt quand il combat les avantages indirects, s'il est l'homme de la Loi, si c'est d'elle qu'il tient directement le Droit de réclamer contre le gré même de celui auquel il succède, si en un mot il ne peut être ni obligé ni condamné du vivant du défunt, il n'est pas possible de se refuser à la conséquence, qui résulte nécessairement de ces principes, *qu'il n'est assujéti à aucunes des formes prescrites, pour pouvoir faire rescinder les actes contenant avantages indirects.*

„ M. l'Avocat Général Portail a parfaitement développé ce point de droit dans „ une Cause jugée par Arrêt du 8 Janvier 1704, où ce Magistrat a été jusqu'à dire, „ que les avantages indirects étoient si fort prohibés, que quoique l'on eût affecté de „ les autoriser par des transactions & par des Arrêts qui homologuoient les transac- „ tions, même sur les conclusions de M. le Procureur Général, on pouvoit revenir „ contre les transactions & les Arrêts consentis, sans qu'il fût besoin d'obtenir des „ Lettres ; il déclara ensuite qu'il se rendoit opposant à l'Arrêt d'homologation, „ parce qu'un des privilèges du Ministère public étoit l'heureuse impuissance de „ ne pouvoir nuire. On a jugé conformément.

Aussi l'usage & la jurisprudence journalière n'obligent point l'héritier à prendre des Lettres de rescision pour attaquer les actes contenant les avantages dont il se plaint, ces actes peuvent même subsister en la forme & pour les autres conventions qu'ils renferment, en même tems que l'héritier demande le retranchement des avantages indirects comme prohibés.

Il en est en un mot de ces avantages comme de toute espèce de donation, qui embrasse les biens dont le Donateur n'a pas droit de disposer, & que l'on retranche sans toucher à la forme de l'acte. Par exemple, une donation entame la légitime au préjudice des enfans ; la légitime n'est pas en la disposition du Donateur ; que porte l'Ordonnance ? *Que si les biens que le Testateur laisse en mourant ne sont pas suffisans pour parfournir la légitime, les donations qu'il aura faites, même par forme de dot, seront retranchées jusqu'à concurrence.* * On retranche donc sans qu'il soit besoin de rescinder l'acte.

Autre exemple : un Testateur excède la faculté de léguet jusqu'à concurrence du quint des propres ; s'il a inglobé les quatre autres quints dans sa disposition, l'Héritier, sans attaquer le testament, peut les réclamer comme indisponibles ; la raison en est que les Particuliers ne pouvant pas déroger aux Loix prohibitives, il est censé quand ils transgressent ces Loix, qu'ils n'obligent point leurs successions ; dès-là, il n'est pas nécessaire que ceux-ci attaquent les actes, il suffit de demander le retranchement de la disposition prohibée.

* Ordonnance des Donations du mois de Février 1731, art. 34 & 35.

Ces principes sont constants ; mais , dans le cas particulier , il n'est pas même besoin d'aller jusqu'à attaquer les Arrêts des 7 Juin 1738 & 27 Mars 1747 , l'un homologatif de la transaction , l'autre qui a déclaré la Dame de Bazoncourt non-recevable dans les Lettres de rescision qu'elle avoit prises ; il est certain en effet que par ce dernier Arrêt , l'on ne peut avoir jugé qu'une fin de non-recevoir personnelle à la Dame de Bazoncourt , sans entamer le fond des transactions , d'autant qu'en ce cas on eût prononcé par *débouté* & non par *fin de non-recevoir* : or comme il est prouvé que tous les engagements du défunt sont étrangers à l'héritier en matière de prohibition , il ne peut pas être tenu d'une fin de non-recevoir , qui suppose toujours un engagement ou obmission de formalités nécessaires , de la part de celui contre qui on la prononce.

D'un autre côté , le premier Arrêt n'entame point les droits de l'héritier ; la Cour a parfaitement distingué , en homologant , ce qui le concernoit , de ce qui étoit relatif aux deux époux , puisqu'au lieu de prononcer l'homologation pure & simple , (comme elle étoit demandée par la Requête , on n'a homologué la transaction *que pour être exécutée entre la Dame de Bazoncourt & son mari* ; or cette restriction se conciliant avec les principes , a laissé le droit de l'héritier dans toute sa force.

L'homologation n'est en effet qu'une approbation que la Justice donne à l'acte pour en procurer l'exécution , & de ce qu'elle n'a approuvé l'acte que pour être exécuté entre le mari & la femme , lorsque l'on demandoit l'homologation ou approbation pure & simple de toutes les clauses , il est évident qu'elle a prévu que l'héritier pouvoit être intéressé à contredire les avantages indirects , & qu'elle a pris soin de conserver son droit entier.

D'après ces motifs , les Souffignés ne pensent pas que les héritières de la Dame de Bazoncourt , (si les avantages directs ou indirects sont d'ailleurs prouvés) aient été obligées de prendre ni Lettres de rescision contre les transactions , ni Lettres en forme de Requête civile contre les Arrêts ; elles peuvent directement revendiquer par forme de retranchement , (sur le motif de la prohibition ,) tout ce dont la Dame de Bazoncourt a avantage son mari , & faire tomber toutes les conventions dont l'origine & la légitimité ne sera pas prouvée par des titres antérieurs , & ne consistera que dans l'aveu des deux époux.

SUR LA SECONDE QUESTION , il ne peut pas être douteux que s'il étoit nécessaire d'attaquer les Arrêts , la voye de la tierce opposition seroit la seule que les héritières de la Dame de Bazoncourt auroient pu prendre ; c'est la conséquence nécessaire des principes que l'on vient de développer.

On ne connoît en effet que deux formes pour opérer la rétractation des Arrêts contradictoires , la Requête civile , par rapport aux personnes qui ont été Parties , *leurs héritiers , successeurs ou ayant causes* , & la tierce opposition relativement à celles qui ne l'ont pas été & dont l'Arrêt a jugé les droits avec un tiers sans les avoir entendus.

Il n'est donc pas douteux qu'en général tout HERITIER ne peut revenir contre un Arrêt contradictoire avec celui auquel il succède , que par la voye de la Requête civile ; mais aussi la Loi ne s'applique visiblement , qu'aux actions ordinaires de l'hérédité , aux droits transmis par le défunt , & non pas à des avantages prohibés.

Cette distinction est tirée de la Loi même , qui ne prononce l'obligation de se pourvoir que contre les héritiers , *successeurs ou ayant causes* , c'est-à-dire , contre ceux qui ont les mêmes droits , le même genre de défenses , en un mot les actions de l'hérédité de même nature & au même titre que le défunt les exerçoit lui-même ; la raison de la Loi , c'est que le Jugement faisant impression sur le défunt , la fait également contre ses héritiers , qui , par l'effet de la transmission sont identifiés ou confondus avec lui , au lieu qu'en matière d'avantages indirects , le droit de l'héritier étant distinct & indépendant des actions du défunt , lui ouvre une voye personnelle pour réclamer ; de sorte qu'en cela il n'est plus un *successeur ni ayant cause* , ni par conséquent tenu des faits de celui auquel il succède.

Une seconde raison tirée encore de l'esprit de l'Ordonnance même , & qui résulte nécessairement des principes fondamentaux des Requêtes civiles , c'est que les Lettres ne sont nécessaires qu'à ceux qui ont été Parties ou qui représentent celui qui a été Partie dans le droit transmissible qui fait la matière de l'Arrêt : or il est prouvé 1°. Que l'héritier lorsqu'il s'agit de critiquer des avantages indirects , est une personne

différente de celui auquel il succède, *diversâ fungitur personâ* 2°. Que le droit de critiquer les avantages ne naît qu'au décès, de sorte que l'héritier ne peut pas même s'obliger à la garantie des avantages indirects, ni par conséquent être condamné du vivant du défunt; qu'enfin la faculté de réclamer, est un droit purement particulier qui procède nécessairement en faveur de l'héritier des dispositions de la Loi prohibitive, & non pas de la transmission, *ex contractu defuncti non tenetur quem probat in fraudem suam factum, sed directo illum oppugnat jure proprio*. Il suit donc de-là, que les héritières de la Dame de Bazoncourt n'ont pas été implicitement Parties, comme ne formant qu'une même personne avec la défunte, dans les Arrêts qui leur sont opposés; que c'est au contraire un droit particulier, une défense personnelle qu'elles agitent; dès-là, on ne pourroit pas les obliger à prendre des Lettres en forme de Requête civile, quand les Arrêts entameroient leurs droits; la voie de la tierce-opposition seroit la seule qu'elles pourroient à tout événement employer, comme elles l'ont fait surabondamment & en tant que de besoin, puisque cette voye est celle que l'Ordonnance ouvre à ceux qui n'ont pas été Parties.

Le motif contraire a déterminé le Législateur dans l'Ordonnance de 1747, à réduire les Appelés à la substitution, qui voudront réclamer contre des Arrêts rendus avec le Grevé, à ne pouvoir prendre d'autre voye que celle des Lettres en forme de Requête civile.

Comme la substitution est une, ses droits sont toujours les mêmes, quoique régis par différens Administrateurs; ainsi, lorsque l'on plaide vis-à-vis du Grevé, c'est la substitution même qui en est cause; le Grevé n'est que l'organe de sa défense; tandis que le Ministère public veille à l'intérêt des Appelés; de sorte que, s'il intervient des condamnations, c'est la substitution qui est condamnée, comme c'est elle qui a été Partie; il étoit donc conséquent de borner l'Appelé (s'il veut se pourvoir à l'ouverture de la substitution) à ne pouvoir revenir qu'avec le secours des Lettres en forme de Requête civile; le changement d'Administrateur de la substitution, qui est condamnée, n'ouvrant pas un droit nouveau, distinct de celui qui a été primitivement jugé, puisque la substitution ne forme qu'un tout, dont le sort ni les droits ne peuvent pas dépendre des différentes personnes qui l'administrent successivement.

Or par-là même, la position des Appelés à la substitution est totalement différente de celle des héritiers en matière d'avantages indirects; les premiers ne pouvant jamais stipuler que le droit indivisible de la substitution qui est jugée, c'est pour la substitution même qu'ils se pourvoient lorsqu'ils réclament contre un Arrêt dans lequel elle a été Partie; il seroit donc, contre tous principes, d'admettre la tierce-opposition, puisque la substitution, dont ils administrent les droits, ayant été Partie, ce n'est pas le droit d'un tiers qui a été entamé.

Au contraire, l'héritier qui critique des avantages indirects, vient de son chef, propose un droit différent de celui du défunt, est une tierce-personne à son égard, & n'est par conséquent pas lié par les Jugemens qui peuvent être intervenus, *diversâ fungitur personâ, ideoque non clauditur prescriptionibus nullitatum aut rescissionum*.

On ne peut faire qu'une comparaison juste entre les Appelés à la substitution & l'héritier qui réclame contre des avantages indirects; pour déterminer la forme sous laquelle l'un & l'autre doivent se pourvoir, c'est dans l'hypothèse où l'Appelé à la substitution revendique des biens aliénés qui en faisoient partie. Supposons, par exemple, qu'un Grevé ait vendu des biens substitués, que sur cette vente il y ait eu Décret volontaire adjugé par Arrêt, sans opposition de la part des Appelés à la substitution; quand ceux-ci se présentent pour rentrer dans leurs biens, qu'ont-ils à faire? Ils ne sont pas même obligés d'attaquer l'Arrêt d'adjudication par aucune des voyes de rétractation. Ils demandent simplement la nullité de la vente, comme faite au préjudice, non-seulement d'une Loi prohibitive, mais de la connoissance de l'Acquereur, qui au moyen de la publication, n'a pas dû ignorer la substitution.

Or, l'héritier qui se pourvoit contre des avantages indirects n'est pas obligé à plus de formalités; les Arrêts homologatifs, où il n'a pas été Partie, ne le lient point, ces Arrêts d'ailleurs, consentis par le défunt, n'effacent pas les prohibitions faites en faveur de l'héritier, & dont la Loi lui conserve le droit, pour en faire usage après le décès. Enfin, le Conjoint lui-même (qui n'a pas plus ignoré la défense qui lui étoit

faite de recevoir de son Conjoint, aucun avantage direct ou indirect, constant le mariage, que l'Acquereur n'a dû ignorer la publication de la substitution) est constitué dans la même mauvaise foi, & par conséquent doit subir également la demande en nullité ou retranchement des avantages, comme étant individuellement l'effet de la prohibition.

Délibéré à Paris le 29 Juin 1760. Signé, LHERMINIER, GILLET, BOULLE, MALLARD, DE LA MONNOYE, & ROUHETTE.

*REFUTATION des objections particulieres tirées du
Mémoire du Sieur de Bazoncourt, concernant la fin de
non-recevoir.*

POUR soutenir que les héritieres de la Dame de Bazoncourt sont non-recevables; sur le motif, qu'elles ne se sont pas pourvû en *Requête civile*, le sieur de Bazoncourt, peu content de défigurer les principes, entreprend encore de dénaturer l'Arrêt du 23 Mars 1747.

Il fait plus; il ne rougit point de défavouer la défense qu'il employoit lors de cet Arrêt: il est donc nécessaire de rétablir le vrai, & pour cela on va prouver, 1°. D'après le sieur de Bazoncourt lui-même, qu'il ne seroit pas besoin de *Lettres en forme de Requête civile* pour faire réformer l'Arrêt homologatif rendu en la Première Chambre des Enquêtes en 1738. Cet Arrêt eût-il entamé les droits de l'héritiere, au lieu qu'il les a laissés dans leur entier.

2°. Que l'Arrêt qui a déclaré la D^e. de Bazoncourt *non-recevable* en 1747, n'ayant jugé qu'une obmission de forme, un fait personnel à la Dame de Bazoncourt, ne peut pas être opposé aux héritieres, qui, en *matiere d'avantage indirect*, ne sont pas tenues de l'obmission d'une formalité personnelle au défunt. Pour cela il suffira d'un côté d'opposer le Sr. de Bazoncourt à lui-même, ou plutôt la défense qu'il employoit en 1747, à celle qu'il veut y substituer aujourd'hui, & de l'autre de rappeler les principes développés dans la Consultation; par-là le sieur de Bazoncourt fera convaincu de contradiction révoltante dans son système, & d'erreur dans ses principes.

En premier lieu, il est aisé de prouver, d'après le sieur de Bazoncourt, qu'il ne seroit pas nécessaire que les héritieres prissent des *Lettres en forme de Requête civile* pour faire réformer l'Arrêt homologatif de 1738, puisqu'il prétend que la Dame de Bazoncourt elle-même n'en avoit pas besoin. Voici quels sont les propres termes de son Mémoire dans l'affaire actuelle, pag. 15, lig. 30 *J'opposois en premier lieu (le sieur de Bazoncourt parle de sa défense lors de l'Arrêt de 1747) que la transaction de 1738, ayant été homologuée par Arrêt, on ne pouvoit la rétracter sans prendre les voyes de droit; mais on me répondoit, AVEC AUTANT DE FORCE QUE DE RAISON, que l'Arrêt d'homologation s'identifioit avec la transaction même, qu'il n'en pouvoit réparer les défauts, s'il y en avoit d'existans, & qu'en attaquant cette transaction dans sa substance, c'étoit suffisamment attaquer l'Arrêt qui l'avoit homologuée: De-là naît en effet un argument sans réplique, ex concessis. Si l'Arrêt d'homologation ne pouvoit pas être un obstacle à la réclamation de la Dame de Bazoncourt, à plus forte raison il ne peut en servir aujourd'hui contre la demande des héritieres.*

Celles-ci

9
Celles-ci sont en effet dans une position bien plus favorable que celle où étoit la Dame de Bazoncourt ; la Dame de Bazoncourt avoit agréé les transactions , & ces actes sont étrangers aux héritières ; la Dame de Bazoncourt avoit requis l'homologation , & l'Arrêt la prononçoit entre son mari & elle ; au contraire les héritières n'ont rien requis , & l'Arrêt leur réserve implicitement leurs droits en n'homologuant qu'entre le mari & la femme : cependant le sieur de Bazoncourt prétend que la Dame de Bazoncourt n'étoit pas obligée d'attaquer l'Arrêt de 1738 , sur le motif que cet Arrêt s'identifioit avec la transaction ; donc , d'après lui-même , l'Arrêt de 1738 ne pourroit faire aucune impression sur les droits réservés aux héritières par l'effet de la prohibition : donc elles ne sont pas tenues d'attaquer ce premier Arrêt.

Mais le second Arrêt rendu en 1747, n'est-il pas une barrière à leur prétention tant qu'elles n'ont pas pris des Lettres en forme de Requête civile ? Non : au contraire il est encore moins nécessaire d'attaquer cet Arrêt que le premier , puisqu'il n'a jugé qu'une fin de non recevoir personnelle contre la Dame de Bazoncourt , & qu'il est démontré qu'en matière d'avantages indirects , l'héritier n'est pas tenu des faits du défunt.

Le sieur de Bazoncourt a senti la force de cet argument ; & dans l'impossibilité de le détruire , & de se dissimuler que , si l'Arrêt n'a prononcé que sur une fin de non-recevoir , les héritières ne sont pas liées , il veut que le fond même , la justice & la régularité de la transaction aient été décidés par ce Jugement. Voici son système , page 19 de son Mémoire dans la contestation actuelle.

Ce ne peut pas être (dit-il) la fin de non recevoir tirée du défaut de Requête civile qui ait décidé : car d'un côté l'Arrêt intervenu sur le déclinatoire ayant renvoyé les Parties aux Requêtes du Palais , la Cour avoit elle-même jugé que l'homologation n'étoit point un obstacle à l'entérinement des Lettres ; d'ailleurs j'avois abandonné la prétendue fin de non-recevoir tirée de l'Arrêt d'homologation , en me livrant , comme j'ai fait , à la discussion du fond , * on ne pouvoit donc s'arrêter qu'à celle que je tirois de l'Ordonnance de 1560 , non par la seule raison que c'étoit une transaction sur Procès , (ce moyen auroit peut-être été insuffisant dans la bouche du mari contre sa femme ,) mais parce que portant plus loin ses regards , la Cour a reconnu qu'il y avoit eu matière à transiger , * & que toutes les clauses de cette transaction , justes & légitimes , soutenues par les preuves les plus éclatantes , ne renfermoit aucun avantage indirect.

Objection.

* Mém. du sieur de Bazoncourt dans la contestation actuelle, pag. 19.

* Ibid même pag. lign. 35 & suiv.

C'est ici où le sieur de Bazoncourt est en contradiction avec lui-même ; prouvons d'après lui , que l'Arrêt de 1747 ne peut pas avoir touché au fond des transactions ; on reconnoitra aussitôt que cet Arrêt n'a pas été déterminé par la fin de non-recevoir tirée de l'Ordonnance de 1560 , & que la Dame de Bazoncourt n'a été déclarée non-recevable , que pour n'avoir pas pris de Requête civile contre l'Arrêt de 1738.

Réponse.

D'abord, pour convaincre le sieur de Bazoncourt de contradiction, il suffit de rapprocher sa défense actuelle de celle qu'il employoit lors de l'Arrêt de 1747. Condamné aux Requêtes du Palais , où l'on avoit discuté & jugé le fond des transactions , le sieur de Bazoncourt s'est plaint sur l'appel en 1747 , de ce que l'on n'avoit pas fait consister sa défense dans deux fins de non-recevoir qui ne permettoient pas d'examiner le fond. * Il annonce ensuite qu'il va s'y renfermer, qu'il ne proposera que subsidiairement des moyens , ou plutôt des considérations tirées du fond, pour donner plus de jour & plus de force à ses fins de non-recevoir , seules ici décisives , qu'il n'entend point abandonner en se livrant même à l'examen & à la défense des clauses de la transaction : * après cela il excipe de l'art. 5. du tit. 5 de l'Ordonnance de 1667. Je me suis borné uniquement (dit-il) à soutenir, par mes défenses , la Dame de Bazoncourt non-recevable , * il falloit préalablement faire droit sur mes fins de non-recevoir , il fait même un crime au Défenseur qu'il avoit chargé aux Requêtes du Palais , d'avoir été au-delà , & lorsqu'il entre dans la discussion de la fin de non-recevoir tirée du défaut de Requête civile contre l'Arrêt d'homologation , non seulement il soutient que Messieurs des Requêtes du Palais n'ont pas pu toucher à cet Arrêt d'homologation , mais il va jusqu'à dire QUE LA COUR ELLE-MESME , QUOIQUE SUPERIEURE EN AUTORITE A MESSIEURS DES REQUESTES DU PALAIS ,

* Voy. page 14 du Mém. de M. de Bazoncourt imprimé en 1747.

* Ibid. même pag. in fine.

* Ibid. pag. 25.

NE POUVOIT PAS DETUIRE UN ARRÊT, NON ATTAQUÉ PAR REQUÊTE CIVILE ; il argumente enfin de l'Ordonnance de 1560, d'où il tire l'induction que les maris & femmes n'étant pas exceptés de cette Loi, on doit prononcer la fin de non-recevoir contre eux, de même que vis-à-vis d'étrangers, lorsqu'ils ont transigé sur Procès.*

* *Ibid.* page 27.

Tel a été exactement le système du sieur de Bazoncourt : Or, la contradiction entre ce système & celui qu'il emploie aujourd'hui, est, comme on le voit, démontrée. En 1747, le sieur de Bazoncourt déclarait ne se livrer que très-subsidiairement ET PAR FORME DE CONSIDERATION à l'examen du fond ; qu'il n'entendait pas abandonner ses fins de non-recevoir. Aujourd'hui au contraire il ne craint pas d'avancer qu'il avait abandonné la fin de non-recevoir tirée du défaut de Requête civile, en se livrant à la discussion du fond. En 1747, renfermé dans l'art. 5 du tit. 5 de l'Ordonnance, il soutenait qu'il fallait préalablement faire droit sur ses fins de non-recevoir. Aujourd'hui il allègue que c'est le fond des transactions qui a été jugé, parce que l'on a reconnu que toutes les clauses étaient justes, légitimes & soutenues par les preuves les plus éclatantes, parce qu'en un mot elles ne renfermaient aucun avantage indirect. En 1747 il ne craignait pas de dire que Messieurs des Requêtes du Palais n'avaient pas pu rétracter un Arrêt ; que la Cour elle-même, quoique supérieure en autorité, n'avait pas ce pouvoir, tant que l'Arrêt n'était point attaqué par Requête civile. Aujourd'hui il veut que l'on croie qu'il avait abandonné cette fin de non-recevoir en se livrant à la discussion du fond. Mais pourquoi donc ose-t-il hazarder des contradictions aussi évidentes, quand surtout l'Arrêt, en infirmant, a déclaré la Dame de Bazoncourt non-recevable dans ses Lettres de rescision, & ne l'a pas déboutée ? C'est parce qu'il n'est pas possible d'argumenter de l'Arrêt de 1747, contre les héritières, qu'autant qu'il aurait en effet jugé la justice, la légitimité, l'équité des transactions ; c'est qu'en ne jugeant qu'une fin de non-recevoir, personnelle à la Dame de Bazoncourt, l'Arrêt ne peut pas être opposé à ces mêmes héritières, qui ne sont pas liées en matière d'avantages indirects par un fait personnel au défunt. Mais faut-il d'autres preuves que la forme de la prononciation elle-même, pour établir que l'Arrêt de 1747 n'a pas touché au fond des transactions ?

Qui est-ce qui ignore en effet que la forme de prononcer indique le motif du Jugement ? Qui ne sait que quand l'on juge le fond d'un droit, la justice d'une convention, ou l'on admet la demande, ou l'on en déboute, & qu'au contraire toutes les fois que l'on prononce par fins de non-recevoir, le fond n'est jamais entamé ?

Embarassé par ce raisonnement, le sieur de Bazoncourt se retourne avec assez peu d'adresse, il veut que la fin de non-recevoir ait été déterminée par l'Ordonnance de 1560, non par la seule raison que la transaction était sur Procès, (le moyen, il en convient, aurait été insuffisant entre mari & femme) mais parce que l'on a reconnu qu'il y avait matière à transiger, & que les clauses de la transaction étaient justes : quelle conséquence ! C'est selon lui le fond que l'on a jugé, & on l'a jugé par fins de non-recevoir, c'est-à-dire, que l'on a décidé que la Dame de Bazoncourt ne pouvait pas être écoutée, & que cependant, sans entamer l'examen de son droit au fond, l'on a jugé le mérite des transactions, de même que si l'on eût statué sur la réclamation même : Voilà une interprétation trop injurieuse pour les Magistrats, & trop contraire à l'usage & aux saines maximes, pour qu'elle puisse s'accréditer.

Allons plus loin, prouvons que la fin de non-recevoir, tirée de l'Ordonnance de 1560, ne pouvait pas être opposée à la Dame de Bazoncourt ; notre Adversaire en convient, au moins d'une manière implicite, lorsqu'il avoue que le seul moyen tiré de la transaction sur Procès, est insuffisant pour déterminer la fin de non-recevoir entre mari & femme, & l'Ordonnance même va d'ailleurs le défarmer sans ressource.

Que porte cette Loi ? Que nul ne sera reçu, sous prétexte de lésion, à réclamer contre les transactions, qui, sans dol & force, sont passées entre majeurs DES CHOSES QUI SONT EN LEUR COMMERCE ET DISPOSITION, mais que les Juges, à l'entrée du Jugement, déclareront non-recevables ; il suit donc de-là que toutes les fois qu'un majeur transige sans dol ni fraude SUR DES CHOSES QUI SONT EN SON COMMERCE ET EN SA DISPOSITION, il ne faut pas l'écouter dans sa réclamation, on doit le déclarer non-recevable *in limine litis*. Voilà le vœu de l'Ordonnance : mais si ce majeur est incapable, relativement à la personne avec laquelle il contracte, si les conventions peuvent

être prohibées, si en un mot il a passé un acte SUR DES CHOSÉS QUI NE SONT POINT EN SA DISPOSITION, TELS QUE DES AVANTAGES INDIRECTS ENTRE MARI ET FEMME, alors comme la majorité seule ne fait plus un obstacle à l'entherinement, ce n'est plus la fin de non-recevoir, mais l'examen du fond qui doit faire juger de la validité ou de l'invalidité des conventions; on prononce par débouté, & non pas par non-recevable.

En un mot, il en est de cette incapacité comme de la minorité même, les maris & femmes étant personnes prohibées sont assimilés aux mineurs dans les conventions qu'ils font entr'eux. Or comme des mineurs ne peuvent point être déclarés non-recevables *in limine litis* dans l'entherinement des Lettres de rescision, on décide toujours par le mérite du fond, on entherine leurs Lettres s'ils sont lezés, on les déboute s'ils ne le sont pas; telle est la forme invariable de la prononciation dont la Justice ne s'écarte jamais, & d'après laquelle il est aisé de reconnoître ce qu'a décidé l'Arrêt de 1747: cet Arrêt n'a pas débouté la Dame de Bazoncourt, il ne prononce contr'elle qu'une fin de non-recevoir; il est donc impossible que l'on se soit décidé par l'Ordonnance de 1560, puisqu'elle n'a introduit la fin de non-recevoir que contre les majeurs qui transigent SUR DES CHOSÉS QUI SONT EN LEUR COMMERCE ET DISPOSITION, & non pas contre des mineurs ou des incapables assimilés aux mineurs dans leurs conventions, telle qu'étoit la Dame de Bazoncourt.

Le Sr. de Bazoncourt en avouant que le seul moyen tiré de la transaction sur Procès peut être insuffisant dans la bouche du mari contre la femme pour opérer une fin de non-recevoir, qu'il faut encore prouver qu'il y a eu matière à transiger, adopte formellement ces principes. Qu'est-ce en effet que l'obligation de prouver qu'il y a eu matière à transiger? Si ce n'est une défense au fond, un examen du fond des conventions. Or, dès que le fond est engagé, ce n'est plus une fin de non-recevoir que l'on discute, puisque le caractère de toute fin de non-recevoir est de déterminer une décision sur la forme seule de l'acte, indépendamment de la justice ou de l'injustice des conventions; mais l'Arrêt de 1747 n'a point débouté, il a déclaré la Dame de Bazoncourt non-recevable: cet Arrêt a donc jugé un défaut de forme sans entamer l'examen du fond, sans décider la régularité des conventions renfermées dans les actes.

Or, quel peut-il être ce défaut de forme? Si ce n'est l'obmission de Requête civile, fondée sur ce que la D^e. de Bazoncourt étoit Partie dans l'Arrêt de 1738: l'Ordonnance est en effet impérieuse sur ce point, elle veut, article premier du titre 8, que aucun Arrêt ne puisse être rétracté qu'avec le secours des Lettres en forme de Requête civile, à l'égard de ceux qui auront été Parties; & le sieur de Bazoncourt qui reprochoit à Messieurs des Requêtes du Palais d'avoir fait ce qu'ils ne pouvoient pas faire en rescindant la transaction, qui disoit hardiment à la Cour elle-même, que quoique supérieure en autorité, elle ne pouvoit pas détruire un Arrêt non attaqué par les voyes de droit, n'exigeoit-il pas à son tour que l'on se renfermât rigoureusement dans les dispositions de la Loi? On s'y est renfermé; l'Arrêt a prononcé la fin de non-recevoir, il n'a donc jugé que le défaut de Requête civile; aussi peut-on assurer que c'est ce moyen qui a déterminé les conclusions du Ministère public, d'après le témoignage des Défenseurs de la Dame de Bazoncourt qui l'ont attesté aux Appelantes, & qui sont prêts de le réitérer en telle forme que l'on exigera.

Que devient après cela la fin de non-recevoir dans laquelle le sieur de Bazoncourt veut encore se retrancher aujourd'hui? Elle tombe évidemment, sous tel point de vue que l'on la considère. Prétendra-t-il exciper de l'Arrêt de 1738? Mais cet Arrêt ne peut pas être un obstacle aux demandes des héritières, cela est démontré, cela est avoué; démontré par la raison que l'Arrêt n'entame point les droits de l'héritier, pour qu'il n'homologue la transaction qu'entre le mari & la femme: Avoué, le sieur de Bazoncourt convient que l'Arrêt d'homologation devoit s'identifier avec la transaction, & qu'en attaquant cette transaction, c'est attaquer suffisamment l'Arrêt qui l'homologue.* Après un tel aveu il ne peut plus exiger que les héritières prennent Requête civile contre cet Arrêt.

Quant à l'Arrêt de 1747, il est encore impossible de l'opposer aux héritières, puisqu'en matière d'avantages indirects, l'héritier n'est pas lié par le fait personnel du défunt, & qu'il n'y a rien de plus personnel qu'une fin de non-recevoir prononcée sur le motif du défaut de Requête civile, contre un Arrêt dans lequel la Dame de Bazoncourt

* Mém. actuel du sieur de Bazoncourt, page 15, lign. 30.

étoit Partie, quand cette fin de non-recevoir ne frappe que sur l'obmission d'un défaut de forme, & lorsqu'il est évident & avoué que l'héritier n'est tenu d'employer aucunes formalités pour faire rescinder le premier Arrêt.

Envain le sieur de Bazoncourt s'efforce de donner le change sur le second Arrêt, envain il substitue une cause étrangère à celle qui a déterminé la fin de non-recevoir prononcée par ce Jugement; l'embarras qui regne dans son système suffiroit seul pour démasquer toute l'inconséquence de ses raisonnemens, puisqu'il est obligé de s'égarer jusqu'à dire que l'on a jugé le fond par fins de non-recevoir; d'ailleurs les Ordonnances citées, le témoignage des Défenseurs, l'Arrêt même sont inconciliables avec cette idée: on vient de le voir, les Ordonnances n'attachent la fin de non-recevoir qu'à l'obmission des formalités. Les Défenseurs de la Dame de Bazoncourt attestent que c'est ce défaut de formalité qui a été jugé, & l'Arrêt en est une preuve incontestable, puisqu'il déclare la D^e. de Bazoncourt non-recevable & ne la déboute point.

Or une fin de non-recevoir personnelle, ne peut pas nuire à l'héritier en matière d'avantages indirects, cet héritier n'est lié par aucune formalité dont le défunt pouvoit être tenu, *non clauditur prescriptionibus nullitatum aut rescisionum quæ ipsis inter se contrahentibus competunt*, il vient de son chef pour combattre les actes, pour demander le retranchement des avantages prohibés. *Directo oppugnat jure proprio, non tanquam hæres à defuncto scriptus sed tanquam necessarius & invitò à consuetudine factus, & oblatu reluctanti quo magis audacter factum ejus impugnat & arguit nec timet.* C'est une personne étrangère au défunt, *diversâ fungitur personâ contra communes regulas*; les héritières de la Dame de Bazoncourt ont donc le droit de discuter les actes, & d'en demander la réformation s'ils contiennent des conventions prohibées, sans que l'on puisse leur objecter de fin de non-recevoir résultante, soit de l'Arrêt d'homologation, soit de celui qui a déclaré la Dame de Bazoncourt non-recevable pour n'avoir point rempli une forme dont elle étoit tenue comme ayant été Partie dans l'Arrêt de 1738, forme que les héritières non pas besoin d'employer, parce qu'étant étrangères à la défunte, relativement aux avantages indirects, elles ne sont pas liées par l'un ni l'autre de ces Arrêts.

M^e. MARGUET, Avocat.

DE RECICOURT, Proc.



MEMOIRE

POUR les Dames Veuves PELÉE DE VARRENNES & MENU,
Héritières bénéficiaires de la Dame de Bazoncourt.

CONTRE le Sieur DE BAZONCOURT.



Le Sieur de Bazoncourt s'annonce comme une victime malheureuse des spoliations de son épouse : il accuse *d'imposture & de calomnie* des héritières légitimes, qui lui reprochent un assemblage monstrueux d'avantages indirects.

On croiroit qu'il s'est flatté d'étouffer leur voix par cette déclamation indécente; mais le tableau seul de la succession, comparé avec la fortune des pere & mere de la Dame de Bazoncourt, ne fait que trop malheureusement l'apologie d'une demande que les principes justifient.

La Dame de Bazoncourt a été dotée de trois cens mille livres. Ses pere & mere possédoient la Charge de Grand Maître des Eaux & Forêts du Poitou, acquise cinq cens soixante & quinze mille livres, ils ont laissé outre cela quelques mobiliers, & environ dix mille livres de rente en fonds, ce qui compose plus d'un million, & cependant leur fille, seule héritière, passée sous puissance de mari avant l'âge de quatorze ans, qui n'a pû aliéner que sous son autorisation & pour causes justes, qui *ne s'est point engagée conjointement avec lui*, ne laisse à son décès qu'environ cent mille livres de biens, & des Créanciers qui se présentent pour des sommes beaucoup plus considérables. C'est le sieur de Bazoncourt qui retient le surplus de sa fortune, & qui reclame en outre pour plus de 150000 liv. de créances.

On ne concevra jamais qu'une telle déprédation se soit faite *sans avantages indirects*; aussi, des transactions passées avec la femme au profit du mari, *des constitutions à la charge de la premiere & autorisées de celui-ci, pour payer ses dettes personnelles*, des emprunts causés par le défaut de jouissance des revenus, qu'il s'est appropriés sans droit, d'autres circonstances que les faits développeront : voilà les causes prohibées par la Loi, d'une ruine, qui, pour l'intérêt des Citoyens, doit attirer toute l'attention des Magistrats. On établira encore la nullité d'une donation de 300000 l. faite dans un contrat de mariage, par une mineure, à peine pubere, & non autorisée à cet effet. Tous ces objets engagent les questions les plus importantes.

F A I T.

Pour prendre une juste idée de la conduite du sieur de Bazoncourt, il faut remonter jusqu'à sa connoissance avec le pere de la Dame son épouse.

Un mémoire écrit de la main de celle-ci, (dans lequel elle a transmis les principaux evenemens de son mariage, qui s'est trouvé sous ses scellés, & dont on aura plusieurs

fois occasion de tirer des anecdotes) nous apprend que le sieur de Bazencourt est fils d'un Traitant; que taxé par la Chambre de Justice à 1400000 liv. il s'adressa au sieur de Saint-Leger, pere de la Dame de Bazencourt, qui étoit connu pour avoir part aux bontés de M. le Duc d'Orléans Régent. Heureuse démarche! Le sieur de Bazencourt a obtenu, par cette entre-mise, la décharge de la taxe & la restitution des quatorze cens mille livres qu'il avoit payées. C'est au pere de sa femme qu'il a dû, dès ce premier pas, la conservation, ou plutôt la restitution de sa fortune.

Un tel service méritoit toute la reconnaissance du sieur de Bazencourt, aussi voulut-il que l'on crût qu'il en étoit pénétré: c'est le prétexte dont il se servit pour engager son bienfaiteur à resserrer plus particulièrement les nœuds d'une union, qu'il vouloit (disoit-il) rendre indissoluble.

La Demoiselle de Saint-Leger n'étoit pas encore âgée de quatorze ans; ce ne fut point un obstacle au mariage que proposa le sieur de Bazencourt: le sieur de Saint-Leger qui l'aimoit, non-seulement lui donna sa fille, mais ne s'opposa point aux avantages immenses, que cette mineure lui fit par leur contrat de mariage, signé le 20 Septembre 1720. C'est tout dire, le sieur de Bazencourt en a obtenu une donation de l'universalité de la dot montant à 300000 liv. contre les dispositions de l'art. 272 de la Coutume, qui ne permet aux mineurs de ne donner par contrat de mariage, que leurs meubles seulement & lorsqu'ils sont âgés de vingt ans.

* 20 Septembre
1720.

La Demoiselle de Saint-Leger n'a pas même été autorisée à l'effet de cette donation, qui d'ailleurs est illégitime, pour n'être rachetée par aucune sorte de réciprocité; à moins que l'on ne regarde comme une espèce de récompense un brevet de retenue de la somme de 100000 liv. accordé (dit-on) le jour du contrat de mariage * pour la Demoiselle de Saint-Leger & ses héritiers, sur la Charge de Maître d'Hôtel, dont le sieur de Bazencourt est pourvu; mais que depuis le décès de sa femme il a fait repasser sur sa tête par une surprise manifestement faite à la religion du Roi.

Quant aux autres clauses du contrat de mariage, on y stipule l'exclusion de communauté, avec séparation de jouissance, pour que la Demoiselle de Saint-Leger n'ait aucune espérance de bénéficier; & ce qui est plus singulier, quoiqu'elle ne fût encore âgée que de quatorze ans, son mari l'autorise dès-à-présent pour agir en toutes ses affaires, en personne libre, vendre, emprunter, aliéner, déclarant qu'il la tire dès-lors de sa puissance maritale. On verra dans la suite combien toutes ces clauses ont préparé la ruine de la Dame de Bazencourt.

* Aête du 19
Décembre 1720.

Le mariage étoit à peine consommé, que le sieur de Bazencourt a trouvé le moyen de s'assurer, au détriment de sa femme (à la suite d'un prêt de 200000 liv. de billets de banque décredités) la Charge de Grand Maître des Eaux & Forêts de Poitou * que son beau-pere venoit d'acquérir 575000 liv. au moyen d'une donation réciproque, faite au survivant, sçavoir, de la part du sieur de Bazencourt, de 125000 liv. dans les 200000 liv. (dont il conserve la jouissance) d'effets décredités, & de la part du sieur de Saint-Leger de la Charge de Grand Maître, sous la réserve de l'usufruit pendant sa vie, & d'une modique rente viagère à la Dame de Saint-Leger après son décès.

Non content de ce premier avantage, le sieur de Bazencourt crut devoir proposer encore aux Sieur & Dame de Saint-Leger, de lui faire une donation universelle de leurs biens: „ Ceci (dit la Dame de Bazencourt dans son manuscrit) fit ouvrir les yeux à mon pere, qui rejetta la proposition; mais ce refus fut suivi d'une brouillerie qui subsista jusques à mes couches. “

On ne trouve rien d'intéressant dans le récit qu'elle fait ensuite, jusqu'à la fameuse époque de 1731, où commence la division éclatante du beau-pere & des deux époux: le sieur de Bazencourt, qui l'annonce dans son Mémoire, l'attribue à la dissipation outrée de sa femme, soutenue des conseils du sieur de Saint-Leger, en même-tems que par une contradiction révoltante, il prétend ne s'être aperçu de cette dissipation qu'après que sa femme se fut d'elle-même retirée de sa maison le 14 Mars 1731; ce fut alors seulement (dit-il page 3) que j'ouvris les yeux, & reconnus mon désastre. Mais en ce cas, il faut donc supposer que cette retraite lui a rendu la vue. Comment en effet, à moins d'être aveugle, ne se fut-il pas aperçu que depuis des années entières, l'on dégarnissoit sa maison, l'on vuidoit son garde-meuble, l'on

3
faisoit disparoître ses bijoux, ses diamans, l'on vendoit son argenterie, en y substituant de pareilles pièces argentées? Comment n'auroit-il pas vu que l'on avoit pris jusqu'à la courtépointe & les soubassemens du lit où il couchoit, les portieres de sa chambre, ses habits, son linge, son épée, ses pistolets, ses papiers, en un mot sa fortune entière? Car voilà les spoliations qu'il articule, & tous ces faits seroient antérieurs à la retraite, les uns de deux ans, d'autres d'un an & demi, plusieurs d'un an, & les moins éloignés de six mois.

Aussi la Dame de Bazoncourt qui explique différemment les motifs de son départ, détruit-elle sans difficulté tous ces chefs d'accusation; elle attribue la démarche qu'elle fit de se retirer chez son pere à des circonstances domestiques dont elle & sa fille, déjà âgée de neuf ans, ne pouvoient pas décemment être témoins; sa dot étoit d'ailleurs d'autant moins assurée, que le Sr. de Bazoncourt, en renonçant à la succession du sieur Raffy son pere, avoit vendu ses immeubles personnels: voilà les raisons que la Dame de Bazoncourt donne de sa retraite chez ses pere & mere, aujourd'hui désignés* comme ennemis irréconciliables du sieur de Bazoncourt, parce qu'ils ont donné un azil à leur fille.

* Page 35

Mais il ne s'agit point ici de prononcer entre le beau-pere & un gendre qui devoit respecter sa mémoire, plutôt encore par l'immense libéralité du 19 Décembre 1720, qui exprimoit toute sa tendresse, que par les bons offices qui ont valu au sieur de Bazoncourt la conservation d'une somme de 1400000 liv. ou plutôt de sa fortune entière.

L'on doit être convaincu que le sieur de Saint-Leger, qui avoit aimé son gendre, au point de dépouiller sa fille pour lui dans l'acte du 19 Décembre, a eu les raisons les plus fortes pour protéger cette même fille contre lui, en la recevant lors de sa retraite, & l'autorisant à rendre contre son mari une plainte, qui contient tous ses griefs & le danger que court sa dot.

Quel crédit pourroient obtenir après cela les prétendues spoliations, que le sieur de Bazoncourt n'a imaginées, que pour servir de contre-batterie, & qui pèchent dans la vraisemblance, par la circonstance seule, que les faits remontent à des tems éloignés? Il faudroit supposer (fussent-ils vrais) une approbation du mari, qui ne peut d'ailleurs articuler aucune spoliation actuelle, la Dame de Bazoncourt s'étant retirée, sans prendre même ni ses linges ni ses habits.

Au surplus on ne détaillera point ici les différens chefs de sa plainte, qui ne consistent pour la plupart, que dans les prétendues spoliations que l'on vient d'annoncer, on se contentera de faire observer, que le sieur de Bazoncourt ajoute, que sa femme a vendu moyennant 9750 liv. six Actions, cinq dixièmes qu'il lui avoit confiés, sans lui en rendre compte; mais, outre que des Actions confiées ne sont pas spoliées, il est évident que le fait remontant à plus de deux années de date, il faudroit nécessairement présumer, que la femme en auroit remis le prix au mari depuis cet intervalle; on ne pourra donc qu'être étonné par la suite de voir cet article, non-seulement employé dans l'indemnité dont on parlera bientôt, mais porté à 39700 liv. quoi-que le sieur de Bazoncourt ait pris soin de le fixer lui-même à 9750 liv. par sa plainte.

Les informations faites sur cette plainte, n'ont pas été sans doute aussi concluantes que le sieur de Bazoncourt l'annonçoit; car il n'a obtenu qu'un simple décret d'assigné pour être oui, quoiqu'il n'ait fait entendre que ses Domestiques, & gens qui lui étoient dévoués.

Aussi, bien convaincu de l'inutilité de ses poursuites, imagina-t-il une autre ressource pour en tirer parti; voici ce que nous en apprend la Dame de Bazoncourt elle-même à la page 8 du Mémoire manuscrit trouvé sous ses scellés.

„ Il falloit faire réussir ses projets; quoiqu'en train de procédures, j'eus beaucoup
„ de gens envoyés chez mon pere, qui me firent des propositions toutes d'or; je me
„ laissai gagner: J'aimois mon mari, je perissois de n'être pas avec lui; je quittai la mai-
„ son paternelle, tout aussi promptement que j'avois eu peine à quitter celle de mon
„ mari; ce fut le Tuteur de ma fille qui fit ce beau racommodement; on l'avoit
„ trompé le premier: on me fit signer le 31 de Mai, une transaction, où il n'y avoit
„ pas l'ombre de bon sens; elle fut passée chez Me. Daoust Notaire: Les conven-
„ tions verbales & de parole d'honneur entre nous étoient pour premier préliminaire;

que la créature de M. de Bazencourt devoit sortir, & que je devois retourner dans ma maison, & m'y trouver comme j'en étois sortie, avec équipage. (a) "

(a) Na. Pendant l'impression de ce Mémoire, le sieur de Bazencourt a fait une production nouvelle, dans laquelle est une lettre, (qu'il avoue être écrite par la Dame de Bazencourt, & qu'il a reçu la veille de la transaction;) l'on trouve dans cette lettre la confirmation de ce qui est dit dans le manuscrit. La Dame de Bazencourt a même été plus loin dans la lettre; car, après avoir mandé à son mari qu'elle ne retourneroit pas à la Villette (chez son pere,) qu'elle ne vouloit se retirer que dans des endroits où il seroit sûr de ses sentimens & de la façon dont elle agiroit, elle ajoute en propres termes: Je vous le dis comme je le pense, & comme je le ferai; j'EN PASSERAI PAR OU IL VOUS PLAIRA, CE N'A JAMAIS ÉTÉ LE BIEN QUI M'A TENTÉE: M. Paty vous expliquera le reste. Telles étoient les dispositions de la Dame de Bazencourt, la veille de la transaction.

Tels sont les motifs qui ont donné lieu à la transaction, expliqués par celle-même qui l'a soussignée: C'est une femme qui aimoit son mari, qui périssoit de n'être point avec lui; que la tendresse a déterminée au sacrifice de sa fortune. Or voilà précisément l'écueil prévu par le Législateur, & dont il a sauvé les héritiers par les prohibitions d'une Loi rigoureuse qui lie les mains aux deux époux, en leur interdisant la faculté réciproque de s'avantager. Jamais ce ne fut le cas d'appliquer plus utilement ces heureuses défenses que vis-à-vis du sieur de Bazencourt, dont toute la conduite caractérise les abus les plus crians de la puissance maritale; commençons pour les développer, par le détail de la transaction.

PREMIERE
TRANSACTION.
3 May 1731.

* On prouvera dans les moyens que cette reconnaissance n'est pas vraie; qu'il n'y a point de preuve dans les informations qui ont été connues depuis les transactions.

„ C'est peu de faire avouer ignominieusement à la Dame de Bazencourt, qu'elle a volé son mari, on lui fait reconnoître encore qu'il y a preuve complete de ce vol, (comme si des Parties pouvoient avoir connoissance d'une procédure secrète;) * on ajoute qu'elle en demande pardon à son mari, & qu'elle entend réparer sa faute par une meilleure conduite. "

Une amende honorable ne seroit pas conçue en des termes plus humilians; mais, c'est à ce prix que le sieur de Bazencourt avoit mis le retour de sa tendresse, & moyennant d'autres conventions qui vont satisfaire ses intérêts.

„ Il faut néanmoins que l'on se soit défié de la preuve complete, contenue dans les informations. Car on arrache à la Dame de Bazencourt un nouvel aveu: on lui fait encore convenir de bonne foi de la qualité & importance des divertissemens de toute nature, dont on fait un état qui en porte le prix à la somme de 100000 liv. pour laquelle la Dame de Bazencourt se constitue débitrice. "

„ On stipule ensuite la compensation de ces 100000 liv. sur les 300000 liv. de dot portées au contrat de mariage, avec consentement que la minute soit déchargée jusqu'à concurrence; par-là tout paroïssoit devoir être terminé; car, si les spoliations vont à 100000 liv. 100000 liv. suffissent pour les acquitter; mais le sieur de Bazencourt n'auroit pas profité de tous ses avantages. Sa femme étoit résolue d'en passer par tout ce qu'il lui plairoit, le bien ne la tentoit pas, il pouvoit tout ofer, tout exiger; * est-il étonnant qu'il ait accumulé en sa faveur tout ce qui pouvoit être utile à ses intérêts?

* Lettre de la Dame de Bazencourt la veille de la transaction.

„ Comme il restoit 200000 liv. de la dot non compensées, & que la Dame de Bazencourt étoit autorisée à jouir séparément par son contrat de mariage; l'on a stipulé que le sieur de Bazencourt (désirant s'en acquitter,) constituoit à sa femme 3000 liv. de rente rachetable de pareille somme de 200000 liv. & en conséquence il lui transporte un contrat de même revenu & principal, que le sieur de Saint-Leger avoit consenti à son profit, pour les 200000 liv. d'effets décredités avec partie desquels il avoit acquis éventuellement la Charge de Grand Maître; & en conséquence de ce transport la Dame de Bazencourt donne à son mari une quittance finale de la dot. "

Mais quelle est donc la relation entre cette dernière clause & les prétendues spoliations? De quel droit un mari réduit-il à 3000 liv. de rente un reste de dot montant à 200000 liv. & qui rapportoit 10000 liv. lorsque, surtout, étant séparée de jouissance par son contrat de mariage, la réduction opère un avantage qui tourne totalement en sa faveur? En supposant que les divertissemens fussent réels, il auroit suffi que l'on prît soin de les éteindre par une indemnité, pour qu'il n'y restât plus matière à transiger. Cependant voilà la dot anéantie; la fortune de la Dame de Bazencourt est réduite à rien: l'on verra que c'est du défaut de jouissance de cette dot pendant trente ans, que sont provenus les désastres qui ont opéré sa ruine. Et néanmoins, le croiroit-on? C'est le sieur de Bazencourt qui se permet aujourd'hui d'éclater; il ose crier à l'imposture,

à la calomnie; il ne rougit pas de traiter d'impudente la juste réclamation d'héritières légitimes qui sont aussi cruellement les victimes de sa fraude.

Ce n'est pas tout, avant de terminer la transaction, le sieur de Bazoncourt se rappelle, que les 3000 liv. de rente qu'il transporte à sa femme, sont pour la plus forte partie éventuellement données à son beau-père pour contrebalancer l'expectative de la Charge de Grand Maître: il pare en homme habile à cet inconvénient; il stipule, que dans le cas où la donation faite à son beau-père aura lieu, & où le contrat de 3000 liv. de rente, qu'il vient de transporter, se trouvera éteint, sa femme ne pourra exiger d'autre indemnité, qu'une pareille somme de 3000 l. au principal de 200000 l. ce qui est de convention expresse: ensuite il paroît se contenter des mêmes 200000 liv. produisant 3000 liv. de rente, pour les deux tiers de la donation portée en son contrat de mariage, dans le cas où elle sera ouverte à son profit; mais il a soin de se réserver le droit de répéter les autres 100000 liv. qu'il venoit d'éteindre & de compenser, contre les héritiers de sa femme, en cas de prédécès.

Cette dernière clause doit paroître la plus criante. Qui ne sera pas révolté, de la cruauté avec laquelle le sieur de Bazoncourt exige, que le transport de la rente de 3000 liv. au principal de 200000 liv. soit remplacé par un effet de même nature, au décès du sieur de Saint-Leger, quand cet événement doit lui procurer (au détriment de sa femme & pour ainsi dire à titre gratuit) la Charge de Grand Maître des Eaux & Forêts qui avoit coûté 570000 liv. en 1728, & qu'il vient de revendre 340000 livres? Qui ne sera pas indigné, de le voir encore se réserver, contre les héritiers, la faculté d'exiger un second paiement des 100000 liv. lorsque, par l'effet de la compensation, sa prétendue créance seroit totalement éteinte, & quand on stipule que le contrat de mariage sera déchargé jusqu'à concurrence! C'est-là une de ces entreprises hardies, contre lesquelles la Loi s'arme de toute sa sévérité: quel exemple dangereux! Les prétextes les plus vagues suffiroient donc à l'un des époux pour abuser de la facilité de l'autre, & s'enrichir impunément de ses dépouilles?

On ne parlera point en ce moment des états annexés à cette transaction, qui a été signée le 31 Mai 1731, qu'il suffise de dire que, démentis en tout point par le calcul même que le sieur de Bazoncourt avoit fait dans ses plaintes, ces états nous donneront dans la suite le droit de traiter, avec plus de vérité, son opération d'imposture & d'artifice. Suivons le détail des faits.

Quelque exorbitans que fussent les avantages portés en la transaction, le sieur de Bazoncourt n'étoit point encore rassasié; ce qu'il a imaginé trois mois après en est une preuve la moins équivoque.

Il n'a pas craint de faire passer successivement à sa femme, sous son autorisation; dans les mois de Septembre & de Novembre 1731, des contrats de constitution & d'obligation, au principal de 16957 liv. au profit de différens Marchands, pour prétendues fournitures faites à la Dame de Bazoncourt en 1729 & 1730, quoique dans un tems intermédiaire, c'est à-dire, les 5 & 27 Juillet 1731, il eût été dressé entre le mari & la femme un compte des intérêts de la dot, où il est dit expressément, „ que de compte fait, des sommes que la Dame de Bazoncourt devoit payer à son „ mari pour ses nourritures, logemens & entretiens, il lui revient (compensation faite „ du passé) les arrérages de la rente de 3000 liv. à compter du premier Octobre „ 1730, au moyen de quoi l'on fixe à 3000 liv. pour l'avenir, les mêmes entretiens, „ nourritures & gages de domestiques, pour remplir laquelle fixation, la Dame de „ Bazoncourt délègue à son mari la rente à perpétuité. “

On conçoit aisément l'importance de ces dernières opérations; il est évident que le compte ayant embrassé tous les intérêts antérieurs qui sont compensés avec les nourritures & entretiens de la Dame de Bazoncourt, le sieur de Bazoncourt étoit tenu d'acquitter les sommes qui pouvoient être dûes à cet égard, ce qui fait tomber les contrats de constitution causés pour dettes, dont l'origine remonte à des fournitures plus anciennes; il résulte encore de la compensation des intérêts de la dot avec les nourritures & entretien de la femme, que le mari forcé de rendre hommage à la séparation de jouissance stipulée par le contrat de mariage, reconnoissoit d'autant plus formellement que ces intérêts ne lui appartenoient pas, qu'il se les fait déléguer pour l'avenir. On verra bientôt de quel poids est cette réflexion, & l'on ne peut être qu'ex-

91

CONTRATS
de constitution au-
torisés du sieur de
Bazoncourt.

trémement surpris que le sieur de Bazoncourt n'ait pas daigné parler de ces actes dans son Mémoire.

Cependant les contrats de constitution justifient de plus en plus & l'autorité du mari & la foiblesse de la femme, qui ne pouvoit rien refuser. Aussi le sieur de Saint-Leger, ce beau-pere généreux, à qui le sieur de Bazoncourt devoit son état & sa fortune, ne put-il pas tenir contre de tels écarts; il éclata contre son gendre qui, pour se venger, lui fit faire le lendemain de l'échéance, commandement de payer un quartier des 3000 liv. de rente à quoi l'on avoit réduit les 200000 liv. prêtées en 1720, & données en partie pour contrebalancer l'expectative de la Charge de Grand Maître.

On voudroit pouvoir supprimer une note écrite à ce sujet de la main du sieur de Saint-Leger, & qui s'est trouvée, lors de la levée des scellés apposés après son décès, dans les liasses de quittances de la rente de 3000 liv. mais le jugement d'un pere qui a fait éclater la tendresse la plus vive pour son gendre, tant qu'il l'a mérité, est d'un trop grand poids sur ce qui concerne sa famille pour en ôter la connoissance aux Magistrats; le sieur de Saint-Leger étoit si convaincu de l'injustice des actes passés en 1731 qu'il écrivit:

[Nota. La quittance de 1731 est dans mon Bureau, avec les pièces de chicanne de ce malheureux voleur, car du depuis il a volé sa femme & sa fille.]

Le sieur de Saint-Leger crut même alors devoir porter plus loin sa prévoyance paternelle; instruit que le sieur de Bazoncourt avoit vendu des diamans pour un prix considérable à un Banquier d'Hollande, & de crainte que l'on accusât encore sa fille de les avoir divertis, il prit sur lui d'en revendiquer les preuves, & de demander le dépôt au Greffe, des récépissés qui prouvoient que le sieur de Bazoncourt en avoit touché le prix, prévoyant bien (dit la Dame de Bazoncourt,) * que si mon mari pouvoit une fois mettre la main dessus, il n'en seroit plus question.

A des traits si éclatans, qui pourroit se dissimuler la fraude que les héritières combattent? Cependant, on ne voit encore que les premières causes de la déprédation d'une fortune aussi considérable que celle de la Dame de Bazoncourt; ce qui nous reste à dire, en développant les effets que ces actes ont produit, va mettre le tableau dans tout son jour.

La transaction de 1731 avoit ramené la Dame de Bazoncourt chez son mari, sous la promesse que la Domestique, qui semoit la division entre les deux époux, seroit expulsée; ce fut (dit-elle dans son Manuscrit) la première chose que l'on oublia; elle détaille dans cet écrit tout ce qu'elle eut à souffrir, & les motifs qui l'ont déterminée à une seconde retraite en 1735.

La Dame de Bazoncourt prétend que cette seconde retraite fut concertée avec le Conseil même de son mari, qui fit toutes les démarches possibles pour prévenir ce nouvel éclat. „ Je n'exigeois (dit-elle) d'autre sacrifice que le renvoi de la Femme „ de Chambre; mais mon mari déclara nettement à son propre Conseil, que son „ parti étoit pris, que puisque je tombois toujours sur cette personne, pere, „ mere, femme & enfans, il sacrifieroit tout pour elle. “ C'est ce qu'on lit à la page 6. *

Elle annonce ensuite que depuis le mois de Septembre qu'elle s'étoit retirée, on employa jusqu'au mois de Novembre à négocier une seconde paix: & que ces démarches ayant été infructueuses, elle se détermina à prendre des Lettres de rescission contre l'acte du 31 May 1731. On lui conseilla aussi d'intenter une demande en séparation de corps, dont elle s'est désistée quelque tems après.

Il est essentiel d'observer ici que, par sa Requête en entherinement donnée au Châtelet, après avoir conclu „ à être remise au même état que les Parties étoient „ avant la transaction, elle a demandé que son mari fût condamné à lui payer annuellement, en qualité de femme séparée & autorisée à jouir par son contrat de mariage, „ 15000 liv. pour les intérêts, à raison du denier 20, de sa constitution dotale de „ 300000 livres, aux offres de tenir compte de ses nourriture & entretien, & „ de contribuer à l'avenir aux charges du ménage, de la manière & ainsi qu'il seroit „ arbitré. “

* Ligne première de la page 9 de son Mémoire manuscrit.

* Manuscrit de la Dame de Bazoncourt.

Par la Sentence intervenue le 23 May 1737, toutes ces conclusions ont été adoptées; le dol & la lésion étoient trop évidemment démontrés, pour qu'il y eût la moindre incertitude dans le succès; on a entériné les Lettres, & après avoir confirmé la compensation des intérêts avec les dépenses & entretiens, conformément à l'acte du 27 Juillet 1731, le sieur de Bazoncourt a été condamné à payer ceux échus depuis & à échoir pendant la durée du mariage, sur le pied de 15000 l. par an: on a fixé à 10000 liv. aussi par année la contribution de la Dame de Bazoncourt aux charges du ménage, tant qu'elle demeureroit avec son mari; & dans le cas où elle vivra séparément, on lui en a conservé la totalité, à la déduction d'une somme de 600 liv. de pension pour sa fille.

Il étoit impossible de se dissimuler la justice de cette Sentence; le sieur de Bazoncourt ne le pouvant pas lui-même, a été forcé d'y acquiescer en partie; il s'est contenté de restreindre son appel, en ce qu'il étoit condamné à payer les 15000 liv. d'intérêts de la dot; mais, il n'en a été que plus vif à reprendre ses premières procédures extraordinaires, dont la Dame de Bazoncourt a interjeté appel.

Par ce moyen les Parties se sont trouvées engagées dans deux Procès au lieu d'un: l'appel des procédures criminelles pendant à la Tournelle y a été appointé, au rapport de M. Lambelin; l'appel civil a fait la matière d'un Procès par écrit dévolu en la Première Chambre des Enquêtes, & dont M. Thomé a été nommé Rapporteur.

Le sieur de Bazoncourt triomphe dans ses Mémoires, en racontant deux événements relatifs à ce Procès civil. J'obtins (dit-il) d'un côté un Arrêt, qui, sur la demande à fin d'exécution provisoire de la Sentence du Châtelet, joignit la Requête au fond; on préjugea par ce moyen que les intérêts de la dot m'appartenoient *ad sustinenda onera matrimonii*. D'un autre côté, je fis signifier soixante-onze faits & articles qui ont été tenus pour avérés, parce que ma femme n'est point comparue; tout cela l'intimida au point qu'elle me fit bientôt proposer une seconde transaction, qui fut signée le 16 May 1738. Mais ce ne sont pas ces motifs qui ont déterminé la Dame de Bazoncourt, elle-même a pris le soin de nous les transmettre, pag. 19 & 20 de son Manuscrit.

„ Je venois (dit-elle) de perdre ma mere, & j'avois déjà perdu mon pere dans
 „ le cours de ce Procès, j'avois pour 45000 livres de dettes à payer*, chose qui
 „ m'embarassoit beaucoup; fatiguée d'avoir des affaires continuellement avec un
 „ homme, qui, pour attrapper le moindre bien, n'épargnoit personne, & même in-
 „ ventoit des faussetés. M. Thomé, qui étoit mon Rapporteur, pensant en homme
 „ sensé, voulut tâcher, s'il étoit possible, de terminer par un accommodement un
 „ Procès qui est toujours disgracieux entre mari & femme: il m'en parla; je com-
 „ mençois à me ressentir d'un abcès, dont on m'a fait une operation cruelle: il en
 „ parla aussi à M. de Bazoncourt, qui saisit avec chaleur cette bonne volonté;
 „ mais il le trompa, & lui porta un projet de transaction extravagant. M. Thomé
 „ qui la trouva telle, m'en parla; il est vrai que je consultai: on m'assura que telle
 „ chose que je ferois, je ne pouvois pas avantager mon mari; que cela étoit totalement
 „ opposé à la Coutume de Paris, dans laquelle j'étois mariée: pour avoir la paix, j'aurois
 „ tout sacrifié; je dis donc à M. Thomé que j'en passerois par tout ce qu'il voudroit; cepen-
 „ dant je sçavois (comme je l'ai déjà dit) que je ne pouvois avantager mon mari, & que la
 „ transaction que l'on vouloit me faire faire, étoit un avantage indirect. . . . Mon mari
 „ porta une seconde transaction à M. Thomé, lui disant que je l'avois vûe; je répondis
 „ à M. Thomé, que cela étoit faux (comme c'étoit la vérité:) je pris le parti de
 „ lui conter tout ce qui s'étoit passé, que depuis quelque tems mon mari me voyoit
 „ souvent; je lui avouai que j'étois charmée de ses attentions, que j'imaginois que
 „ cela pourroit remettre la paix entre lui & moi: je l'aimois; que n'aurois-je point
 „ fait pour ravoir son cœur, & vivre tranquillement avec lui? Mon air de sincérité
 „ & de confiance plurent à M. Thomé: de plus, le dirai-je? Plus expérimenté
 „ que moi, il vit la fausseté de cette transaction, & ne put m'en cacher l'énor-
 „ mité: je la sentoís bien, mais j'étois malade: je lui dis, que ne pouvant plus
 „ soutenir le poids d'un tel Procès, je voulois vivre tranquille; que je sentoís
 „ que je me mourois; que je voulois en sortir; que, pourvu que M. de Bazoncourt m'eût

SENTENCE
du Châtelet du 23
May 1737.

* Les dettes pro-
venoient pour la
plupart des suc-
cessions des pere
& mere.

93

„laissât ma liberté, je lui abandonnois volontiers ma dot; pour assouvir son avidité
„insatiable.“

Voilà ce que nous apprend la Dame de Bazencourt elle-même. Elle a signé en connoissance de cause, *des avantages indirects, prohibés & totalement opposés à la Coutume.* Elle n'a fait ce sacrifice, que pour recouvrer sa tranquillité, & regagner le cœur d'un époux qu'elle aimoit. En un mot, les conventions qu'elle a souscrites sont marquées à tous les caractères qui ont déterminé la prohibition *en faveur des héritiers contre une fraude, d'autant plus dangereuse, que le principe en est plus séduisant.* Aussi suffit-il de lire cette seconde transaction, pour être révolté des avantages que le sieur de Bazencourt s'y procure? Il s'y fait accorder (sans aucun motif nouveau) beaucoup plus qu'il n'avoit exigé dans la première, déjà si injuste. Il y fait reconnoître à sa femme, 1^{re}. que sa dot *est fictive*, quoique le contraire soit prouvé, même avoué de lui.

2^o. Qu'elle n'a pas droit de *jouir des intérêts de sa dot*, contre la clause expresse de son contrat de mariage, contre celle de la transaction même de 1731, où le sieur de Bazencourt, après avoir transporté à sa femme en déduction de cette dot, le contrat de 3000 liv. au principal de 200000 liv. à prendre sur le sieur de Saint-Leger, lui remet la grosse pour en jouir par elle-même. Enfin, contre les comptes & délégations des 5 & 27 Juillet 1731, qui supposent nécessairement le droit de jouir dans la Dame de Bazencourt. Tous ces actes démontrent en effet & la séparation de jouissance, & son exécution. Ils s'élevent donc avec une force égale contre la fraude pratiquée dans la reconnoissance.

Comment excuser encore un troisième article de cette seconde transaction, dans lequel on prend des arrangements nouveaux par rapport à ce contrat de 3000 liv. de rente au principal de 200000 liv. transporté à la Dame de Bazencourt par celle de 1731, pour acquitter le restant de sa dot? Il est vrai que l'événement prévu lors du premier arrangement étoit arrivé: le sieur de Bazencourt étoit pourvu de la Charge de Grand-Maitre, & le décès du sieur de Saint-Leger avoit éteint en partie le premier contrat, conformément à la donation du 19 Décembre 1720. Il est vrai encore, que l'on étoit convenu dans la transaction de 1731, qu'en ce cas le sieur de Bazencourt ne seroit tenu que de rendre pour indemnité un contrat de même nature; mais aussi cette première injustice devoit-elle être couronnée par une seconde? Le sieur de Bazencourt pouvoit-il équitablement réduire à rien la dot, tandis qu'il rassembloit en ce moment sur sa tête, indépendamment de la dot, la Charge de Grand-Maitre qui avoit coûté 575000 liv. & qu'il a vendu depuis 340000 liv. provenant de la fortune de sa femme qu'il dépouilloit? Cependant après avoir continué la même réduction, en fixant à 3000 liv. de rente le principal de 200000 liv. dont il redevenoit débiteur, il ne rougit point de stipuler qu'en cas de vente de la Charge de Grand-Maitre, il sera tenu de faire emploi de ces 200000 livres, & comme elles produiront 10000 liv. de rente, le sieur de Bazencourt se réserve la faculté de jouir de la totalité des 10000 liv. au lieu de 3000 liv. qui lui étoient originairement déléguées.

On ne parle point de l'indemnité de 100000 liv. pour les prétendues spoliations (la transaction de 1731 est confirmée à cet égard:) mais, ne sera-t-on pas révolté de trouver une nouvelle clause, par laquelle, sous le prétexte de récompenser le sieur de Bazencourt de la jouissance de ces 100000 liv. dont il a purement & simplement consenti la compensation sur la dot, on fait obliger sa femme de lui payer 1500 liv. par an, & ce pour lui tenir lieu des fruits & revenus de cette portion de dot, qui ne lui appartenoient pas, & dont on répète cependant qu'il a droit de jouir, quoique le contraire soit évidemment démontré.

Il y a encore trois clauses qui ne se trouvent pas dans la transaction de 1731.

La première est une donation (exigée de la Dame de Bazencourt, comme condition de la transaction:) donation qui est faite à la Demoiselle sa fille, & autres enfans qui pourroient naître de son mariage, des 200000 liv. restant de la dot, qui venoient d'être transformées en un contrat de 3000 liv. de rente, circonstance remarquable par la preuve qui en résulte, que le sieur de Bazencourt ne paroissant occupé que de l'intérêt de ses enfans, les Auteurs de la transaction pouvoient ne point être touchés des avantages qu'il accumuloit sur sa tête, dans la persuasion, qu'il n'en résulteroit aucun

9
aucun dommage pour ces enfans mêmes, héritiers présomptifs de leur pere & mere; à qui il étoit indifférent de retrouver leurs biens dans l'une ou l'autre succession: mais le prédecès des enfans a totalement dérangé ces vûes: la succession est ouverte en faveur d'héritiers étrangers au sieur de Bazoncourt, & qui par-là ont un intérêt sensible de s'armer des prohibitions de la Loi, pour reclamer la fortune de leur parente.

La précaution que l'on prend dans la clause suivante ne pourroit qu'attirer des éloges, si le sieur de Bazoncourt n'en eût point abusé. „ On convient que la Dame „ de Bazoncourt rentrera avec son mari, après une simple sommation, faute de „ quoi elle ne pourra demander les intérêts de sa dot. Le sieur de Bazoncourt qui prétend l'avoir fait sommer en exécution de cette clause, de revenir chez lui, devoit dire aussi que non-seulement elle ne l'a point refusé, mais que tous ses desirs aboutissent à cette réunion; on n'en voudroit d'autres preuves que les lettres qu'il rapporte, si la Dame de Bazoncourt pour le mettre en retard n'eût pas formé une demande précise dont il a exigé le désistement.

L'on termine enfin par obliger la Dame de Bazoncourt, à faire homologuer la transaction à ses frais, soit en la Tournelle ou en la Premiere Chambre des Enquêtes, & à cet effet on lui fait révoquer son Procureur, pour en charger un autre dévoué au sieur de Bazoncourt, de sorte qu'il est évident que l'homologation dont on va parler a été dirigée par lui-même.

La transaction étoit signée le 16 May 1738, l'homologation a été faite le 7 Juin, en la Premiere Chambre des Enquêtes; mais les informations n'y ont pas été connues juridiquement, parce qu'elles n'y étoient point pendantes, de sorte que M. Thomé, Rapporteur, n'a pu porter sur cela, que l'intention des Parties, sans fouiller dans les pieces qui devoient constater l'origine & la légitimité des engagements: fondement nécessaire de toutes conventions entre mari & femme. Aussi voit-on par l'Arrêt même que l'on s'est défié de l'événement. On a tellement craint de blesser, en autorisant des avantages indirects, purs & simples, *les droits de l'héritier*, s'il avoit un jour intérêt de reclamer, que l'on s'est contenté d'ordonner l'homologation entre la femme & le mari, quoiqu'elle fût demandée pour être exécutée purement & simplement.

Devoit-on s'attendre, que cette réflexion sur l'Arrêt d'homologation autoriseroit le sieur de Bazoncourt à accuser les héritières de sa femme, d'imaginer des impostures, dans la persuasion que la mort de M. Thomé y laisseroit un libre cours? Devoit-on penser qu'il oseroit (sous le prétexte de rendre hommage à la vérité trahie) intéresser le témoignage de l'un des premiers Magistrats, pour attester que ce Magistrat tient de M. Thomé, que la transaction a été faite sous ses yeux, examinée par des Conseils, & signée par la Dame de Bazoncourt en connoissance de cause? Jamais les héritières de la Dame de Bazoncourt n'ont dénié ces faits. Oui sans doute la Dame de Bazoncourt a sçu ce qu'elle signoit, elle-même l'avoue dans son Manuscrit: *Je sçavois (dit-elle) que je ne pouvois pas avantager mon mari, & que la transaction étoit un avantage indirect.* Sans doute elle a consulté, mais, on lui a assuré, que telle chose qu'elle feroit, elle ne pourroit pas avantager son mari. Sans doute M. Thomé a eu connoissance des arrangemens. Mais M. Thomé devoit faire ce qu'il a fait. Le premier devoir d'un Magistrat étant de rétablir la concorde entre les deux époux, comme on se le promettoit de l'effet des transactions. Quant à l'intérêt pécuniaire, il ne paroissoit point d'inconveniens actuels dans les conventions, d'autant, que la Demoiselle de Bazoncourt étant alors vivante, & destinée à succéder à ses pere & mere, devoit retrouver dans la succession de l'un, ce qui seroit ôté de celle de l'autre. Aussi bien loin de nier que M. Thomé ait eu connoissance des arrangemens, bien loin d'insulter à la mémoire de ce Magistrat respectable, les héritières de la Dame de Bazoncourt se font-elles un devoir de publier son éloge. Il en est digne, & par le soin qu'il a apporté pour faire cesser un divorce, & par les attentions qu'il a eu de ménager à tout événement le droit des héritiers, par la restriction portée en l'Arrêt d'homologation rendu à son rapport & sur ses représentations. On ne peut trop le répéter, cet Arrêt restraint l'exécution de la transaction entre le mari & la femme: preuve certaine que s'il ne paroissoit aucun danger actuel dans les conventions qui devoient procurer la réunion des deux époux, on ne s'est point dissimulé que les héritiers pourroient un jour avoir des intérêts differens, qu'il ne falloit pas entamer,

* Expressions de
son Mémoire ma-
nuscrit.

Cependant la Dame de Bazencourt qui aimoit son mari, qui avoit tout sacrifié pour avoir son cœur, & vivre tranquillement avec lui, fut cruellement trompée dans ses espérances; ce n'est pas qu'elle ait négligé aucunes démarches pour parvenir à une réunion. Le sieur de Bazencourt lui-même nous l'annonce dans son Mémoire. Dès le lendemain de l'homologation elle lui écrivoit „ On m'avoit assuré qu'aussitôt cette affaire terminée, vous consentiez, Monsieur, à revoir une femme accablée par ses malheurs „ depuis dix mois, & qui étoit dans l'espérance de les voir finir, puisqu'on la flattoit qu'elle alloit retrouver le seul ami qu'elle avoit dans le monde. . . . Elle le supplioit, avec toute la soumission possible, de ne vouloir plus retarder son bonheur, de lui donner un rendez-vous, soit chez lui, soit à la maison de la Villette, provenant de la succession du sieur de Saint-Leger, où sa présence étoit absolument nécessaire. . . . songez, Monsieur, (ajoutoit-elle) à ma triste situation, qui devient de jour en jour plus pressante. . . . Enfin sa reconciliation étoit si sincère qu'elle terminoit sa Lettre en ces termes. . . . je donneroie de bon cœur deux pintes de mon sang, pour voir l'instant où je pourrai vous assurer de vive voix, &c.

„ En 1739 & 1740, elle tenoit un langage aussi animé; c'est le sieur de Bazencourt lui-même, qui nous en administre encore la preuve dans les Lettres qu'il a produites : Rien ne pouvoit la rendre heureuse sans lui. . . Il étoit sa seule consolation. . . c'est de lui que dépendoit son entière satisfaction. . . rien au monde ne la pouvoit dissuader que Dieu ne désuniroit pas ce qu'il avoit lié par le Sacrement. . . elle lui demandoit enfin pour toute grace de l'honorer de ses visites, comme une chose précieuse. . . elle prend même dans une de ces Lettres, une tournure nouvelle pour obtenir l'entrevue qu'elle sollicitoit en vain depuis si longtems. . . si votre femme ne peut rien sur votre cœur (lui dit-elle) c'est au nom de votre fille, que j'ose espérer que vous ne me la refuserez pas. “

Mille autres traits aussi pressans répandus sans interruption dans les Lettres de 1738 à 1740, prouvent que l'intention de se réunir avec son mari étoit son seul objet, que c'étoit ce mobile, qui l'avoit déterminée à signer la transaction; mais en vain elle a fait parler son cœur, celui du sieur de Bazencourt étoit fermé pour elle sans retour. Cependant le croiroit-on? C'est à l'époque même de ces sollicitations si inutilement réitérées, qu'il place indiscrettement deux sommations des 19 & 23 Février 1739, qui, (dit-il) constatent deux refus de rentrer avec lui, comme si l'on pouvoit mettre en parallèle ces actes, trop visiblement concertés, avec les effusions naïves de ces sentimens tendres, que l'art ne rend point, & dont le sieur de Bazencourt nous administre lui-même des témoignages non suspects, puisqu'il en est resté dépositaire.

Son insensibilité avoit un but : résolu de ne point recevoir sa femme, il se flattoit qu'en faisant attester un refus par un Huissier, il parviendrait à réaliser la clause qui lui promettoit la confiscation des intérêts de la dot à défaut de retour chez lui, après une simple sommation; c'est aussi ce qui l'a déterminé, dans la conviction que son objet étoit rempli, à préférer de placer sa femme en 1740 au Port-Royal, plutôt que de céder à l'empressement qu'elle avoit de rentrer avec lui; mais qui doutera que l'autorisation qu'il a donnée à ce refuge, ne soit équivalente à la rentrée, dont il lui avoit imposé l'obligation dans la transaction, qu'elle desiroit avec tant d'ardeur, & que jamais elle n'a pu obtenir?

Cependant cette séparation que le sieur de Bazencourt a exigée, & l'attention qu'il a eu de s'emparer de tous les revenus de sa femme, sont aujourd'hui les causes prouvées de la ruine totale de la Dame de Bazencourt.

On se rappelle que la Dame de Bazencourt avoit des dettes à acquitter, provenantes pour la plupart, des successions de ses père & mère, indépendamment de celles que le sieur de Bazencourt lui avoit fait contracter, au profit de différens Fournisseurs en 1731, & d'autres dettes qu'elle avoit fait nécessairement depuis sa retraite en 1735, pendant lequel tems, ne vivant point chez son mari, & ne touchant pas les intérêts de sa dot, il étoit impossible qu'elle ne fût pas considérablement oberée.

La Dame de Bazencourt devoit à cette époque plus de 50000 liv. mais son mari lui devoit à son tour 62033 liv. pour les intérêts de sa dot, échus ayant & depuis sa

97

retraite ; distraction faite des contributions dont elle étoit tenue , suivant la Sentence du Châtelet. D'après cela , il est évident que si le sieur de Bazoncourt se fût acquitté , les biens de sa femme étoient totalement libérés. Mais , au lieu de cela , qu'a-t-il fait ?

Il a autorisé la Dame de Bazoncourt à emprunter 40000 liv. du sieur Girardot de Vermenoux, qui ont été employées à l'acquit des dettes de successions & d'entretien personnelles à la Dame de Bazoncourt ; & comme cet emprunt n'acquittoit pas sa femme , il lui a fait faire en 1740 un abandonnement des revenus provenans des successions de ses pere & mere , en même-tems qu'il a placé le sieur Carré son Secrétaire à la tête de la régie.

Pendant cette régie l'on a fait vendre en 1741 par la Dame de Bazoncourt , autorisée de son mari , un bien situé à Villeneuve-le-Roy moyennant 18 à 19000 liv. qui ont été employées à acquitter les contrats que le Sr. de Bazoncourt avoit fait passer à sa femme en 1731 au profit de differens Fournisseurs.

D'un autre côté l'abandonnement a subsisté jusqu'en 1744 , & durant ce tems , la Dame de Bazoncourt ne s'est point mêlé de la régie ; mais , au lieu d'avoir été libérée , elle avoit de moins les biens de Villeneuve-le-Roy , & une dette de plus envers le sieur Carré , Régisseur , qui s'est prétendu créancier de 20000 liv. pour des réparations extraordinaires survenues en 1740.

Alors , les Créanciers de la Dame de Bazoncourt ne pouvant plus se flatter d'être payés sur les revenus , sera-t-on surpris que le contrat d'union ait été rompu à cette époque , que les saisies mobilières & immobilières aient recommencé ? On ne doit être étonné que de la dureté du sieur de Bazoncourt , qui creusoit lui-même le précipice où sa femme étoit engagée , & qui pour dernier trait , au lieu de l'acquitter en lui faisant justice sur ce qu'il lui devoit légitimement , refusa même en 1745 , de l'autoriser à vendre pour arrêter le cours des saisies de toute nature.

Quelle opinion concevoir après cela , des ventes de meubles qui sont devenues forcées en 1744 , & dont le sieur de Bazoncourt fait à sa femme les reproches les plus amers ? N'est-il pas évident que tout ce désordre n'a été occasionné , ou que par son obstination à ne point la recevoir avec lui (comme il le devoit aux termes de la transaction ,) ou que par les manœuvres à la faveur desquelles il retenoit les intérêts de la dot ?

Voilà cependant ce qui a déterminé la Dame de Bazoncourt d'un côté , à se pourvoir en Justice , pour être autorisée à vendre une partie de ces biens sans frais ; & de l'autre , à réclamer contre la transaction de 1738 , qu'elle avoit considérée comme devant rappeler son bonheur par l'espérance qu'elle avoit de rentrer avec son mari , & qui lui portoit dans ces tristes conjonctures le coup le plus accablant ; le détail de la procédure tenue pour faire rescinder cette transaction , doit fixer encore les attentions des Magistrats , puisque de-là naît la principale question de l'affaire , sur laquelle il s'agit de prononcer aujourd'hui.

On n'a point oublié que la transaction de 1738 avoit été homologuée pour être exécutée entre la femme & le mari , sur la propre Requête de la Dame de Bazoncourt , par Arrêt rendu le 7 Juin en la première Chambre des Enquêtes ; elle fit adresser ses Lettres de rescision à ce Tribunal ; mais le sieur de Bazoncourt ayant décliné sur le motif qu'il n'y restoit rien de pendant , la contestation fut renvoyée par Arrêt contradictoire aux Requêtes du Palais.

Après une Plaidoirie de sept Audiences , pendant lesquelles on disputa le fond de la transaction , MM. des Requêtes du Palais , pénétrés de toutes les injustices que la Dame de Bazoncourt articuloit , ont prononcé un délibéré au rapport de M. Boutin , & à cet effet ont ordonné que les plaintes , informations & autres procédures extraordinaires , seroient remises entre ses mains dans quinzaine , à la diligence du sieur de Bazoncourt.

Par-là , MM. des Requêtes du Palais adoptoient visiblement le principe , que toutes conventions entre mari & femme étant prohibées , il falloit examiner l'origine des droits attribués à l'un des conjoints , pour confirmer l'acte si l'origine en étoit prouvée ,

& le rejeter dans le cas où la convention ne procederoit que du fait ou de l'aveu de l'un des deux époux ; aussi ont ils jugé conformément, ils n'ont apperçu aucune preuve dans les informations, les Lettres de rescision ont été entérinées par Sentence du 22 Août 1746.

Si les choses fussent restées en cet état, les Héritières de la Dame de Bazencourt n'auroient point maintenant un procès à soutenir ; mais le sieur de Bazencourt ayant changé son système sur l'appel, la Sentence des Requêtes du Palais a été infirmée par Arrêt du 27 Mars 1747 ; la Dame de Bazencourt a été déclarée non-recevable, pour n'avoir point attaqué l'Arrêt homologatif du 7 Juin, par Requête civile ; heureusement que ses héritières n'ont point aujourd'hui les mêmes reproches à craindre, elles ne sont pas même obligées d'attaquer aucun de ces Arrêts pour faire réformer les avantages indirects dont la transaction fourmille, & qu'elles ont droit de critiquer *jure proprio*. L'Arrêt homologatif ne peut en effet être opposé aux héritières, puisque l'homologation n'est ordonnée qu'entre la femme & le mari ; & quant à l'Arrêt qui a déclaré la Dame de Bazencourt non-recevable, cet Arrêt ne jugeant qu'un fait, qu'une omission de formalités personnelles, on ne peut également en argumenter contre elle, par la raison, qu'en matière d'avantages indirects, l'héritier n'est pas tenu des faits du défunt.

Cependant le sieur de Bazencourt fait les derniers efforts, pour triompher par la même fin de non-recevoir ; mais cette ressource ne lui sera point utile, il ne peut pas y avoir à cet égard une difficulté sérieuse dans les principes : car en matière d'avantages indirects, l'héritier n'est point tenu des fins de non-recevoir personnelles au défunt : on peut dire même que le Sr. de Bazencourt n'insiste avec tant d'obstination dans ce moyen, que parce qu'il apperçoit une impossibilité de réussir au fond.

Difons aussi qu'il lui est bien permis d'en redouter le Jugement ; car deux fois le fond a été agité, deux fois les transactions ont été rescindées : au Châtelet, aux Requêtes du Palais on en a prononcé la nullité. Il s'est tiré du premier pas, en renouvelant dans la transaction de 1738 les mêmes conventions que la Sentence du Châtelet avoit jugé ne pas être au pouvoir des deux époux. Il a évité le second avec le secours de la Loi, qui veut imperieusement (comme il le disoit lui-même) que tout Arrêt ne puisse être retracté, que par des Lettres en forme de Requête civile, par rapport à ceux qui auront été Parties : Or, la Dame de Bazencourt avoit été Partie dans l'Arrêt du 7 Juin 1738, intervenu sur sa propre Requête ; dès-là, on a dû la déclarer non-recevable par l'Arrêt du 27 Mars 1747, d'autant plus que l'homologation portoit, pour être exécutée entre le mari & la femme ; mais vis-à-vis de ses héritières qui sont des tiers, quand il s'agit d'avantages indirects, & contre lesquels l'homologation n'est pas même prononcée par l'Arrêt de 1738, la fin de non-recevoir cesse, on ne peut pas leur opposer l'Arrêt d'homologation, qui n'a pas entamé leur droit ; il est donc évident que les vraies questions qu'il s'agit de discuter, résident dans l'examen du fond des conventions.

Au reste, le sieur de Bazencourt a le mérite d'être ici l'Agresseur ; c'est lui qui, aussitôt l'inventaire fait après le décès de la Dame de Bazencourt, a traduit au Châtelet les Dames veuves Menu & Pelée de Varennes, qui s'étoient portées héritières bénéficiaires ; on ne croiroit pas que le sieur de Bazencourt se trouve humilié de cette démarche. *Etre réduit à combattre de telles Adversaires, c'est (dit-il) le dernier trait qui lui étoit réservé :* * Pourquoi donc les a-t-il attaquées, ou plutôt pourquoi les a-t-il réduites lui-même à prendre cette qualité d'héritières bénéficiaires qui lui tient tant à cœur ? Si la succession de leur parente se fût trouvée dans l'état où elle devoit être, elles n'auroient point pris de Lettres de bénéfice, & il se feroit évité l'humiliation de plaider avec elles.

* Exorde de son Mémoire.

Au surplus qu'a-t-il demandé ? Quelles ont été nos conclusions incidentes ? Le sieur de Bazencourt demande « que son contrat de mariage & les transactions soient » déclarées exécutoires ; qu'en conséquence on l'autorise à retenir 300000 liv. montant de la dot, & faisant l'objet de la donation qui lui est faite par ce contrat de » mariage, 15000 liv. pour le préciput stipulé par le même acte, 100000 liv. pour » l'indemnité des prétendues spoliations, 1500 liv. par année pour autre indemnité » résultant du défaut de jouissance des 100000 liv. compensées, indépendamment » des

» des intérêts & frais qui lui ont été adjugés contre sa femme, dont il ne veut pas
 » même faire grace; desorte que ses prétentions vont à plus de quatre cens cinquante
 » mille livres; il a obtenu deux Sentences par défaut qui les lui ont adjugées.

Inutilement on a essayé une conciliation: inaccessible à tout arrangement, le sieur de Bazoncourt n'a voulu rien entendre; les héritières ont été forcées d'interjeter appel, & les Créanciers d'intervenir; les premières, pour sauver le reste d'une fortune visiblement absorbée par des avantages contraires aux Loix; les autres, pour retirer des créances qui seroient ahéanties, s'il étoit possible que le Sr. de Bazoncourt réussit, tous les biens que sa femme a laissés ne faisant pas actuellement un objet de 100000 liv. sur lesquelles il seroit premier créancier hypothécaire: ainsi d'un côté la voix du sang s'élève, pour demander à la Justice des biens que la Loi lui assure; de l'autre, des Créanciers font entendre leurs gémissemens, pour revendiquer des sommes qu'ils ont avancées de bonne foi, spectacle aussi intéressant que les questions qui en dérivent.

Demandes des Héritières.

Elles naissent naturellement; & par exception aux demandes du Sr. de Bazoncourt, on soutient que la donation portée au contrat de mariage est nulle, comme faite par une mineure de 14 ans, sans reciprocité ni autorisation expresse; on demande la nullité des transactions, comme réunissant un assemblage monstrueux d'avantages indirects: Il n'est pas nécessaire pour y parvenir d'attaquer les Arrêts; cependant les héritières y forment *surabondamment*, & en tant que de besoin, opposition. Enfin l'on termine par soutenir que les contrats de constitution passés en 1731, sont à la charge du sieur de Bazoncourt, comme les ayant autorisés sans emploi légitime, ainsi que l'indemnité des dettes créées, faute d'avoir joui des intérêts de la dot, & les intérêts arrérages de cette même dot, en même-tems que l'on offre de lui tenir compte, & du préciput & de toutes les créances sur sa femme, dont la légitimité & l'origine seront prouvées; c'est, comme on le voit, se renfermer dans les principes de la matiere.

Le sieur de Bazoncourt intervertit cet ordre dans son Mémoire, il partage les demandes respectives en trois objets principaux: sur le premier il examine quel doit être le sort des transactions: il discute en second lieu la validité de la donation portée au contrat de mariage: il contredit enfin la demande en indemnité, sur le motif du défaut de jouissance des intérêts de la dot, ainsi que la garantie de toutes les dettes autorisées, & dont la légitimité n'est pas prouvée. On ne suivra pas le même ordre; on comprendra dans la première partie de la défense des héritières, la discussion des avantages indirects de toute nature. On traitera ensuite la nullité de la donation.

P R E M I E R O B J E T.

Discussion des avantages indirects.

Le sieur de Bazoncourt, sur cette première partie, met toute sa confiance dans une fin de non-recevoir; s'il jette un coup d'œil rapide sur les transactions, ce n'est que par *surabondance de droit*: * au contraire les héritières de la Dame de Bazoncourt ne traitent ici que le fond des conventions, convaincues d'un côté, qu'en matiere d'avantages indirects, la critique n'appartient qu'à l'héritier, dont le droit dort pendant la vie des Conjoints qui se sont avantagés, de sorte qu'aucun engagement prohibé ne peut nuire à celui qui succède; & de l'autre, que dans l'espece particuliere, les Arrêts des 7 Juin 1738, & 23 Mars 1747, n'ont point entamé ce même droit, qui a été totalement réservé.

* Page 28 de son Mémoire.

Au reste, ces principes sont plus particulièrement développés dans une Consultation & des Réflexions, que les héritières de la Dame de Bazoncourt ont mises sous les yeux des Magistrats. Il y est démontré qu'elles ne sont pas obligées d'attaquer ni les transactions par Lettres de rescision, ni les Arrêts dont on excipe par les voyes de droit, d'autant que ces transactions & Arrêts ne sont pas obligatoires contr'elles, & que dans ce cas même, la route de la tierce opposition eût été la seule qu'il eût fallu suivre.

Ainsi, sans entrer ici dans aucun détail à cet égard, l'on va se borner à établir la

preuve des avantages indirects, & prohibés, dont les héritières se plaignent.

Discussion des avantages indirects.

Première preuve d'avantages indirects. 100000 liv. accordées par les transactions pour prétendues spoliations.

La première attaque doit être dirigée contre les 100000 liv. accordées pour prétendues spoliations ; & combien les héritières de la Dame de Bazencourt n'ont-elles point à cet égard d'avantage sur leur Adversaire ? Le genre seul de cette prétendue indemnité suffiroit pour indisposer les esprits, quand les deux Sentences du Châtelet & des Requêtes du Palais (seuls Jugemens contradictoires intervenus sur l'examen du fond dans le cours des contestations qui ont divisé la femme & le mari) ne garantiroient pas l'injustice de l'obligation & la fausseté de la cause.

Quel est au surplus le système du sieur de Bazencourt ? Il dit en général que sa femme l'a volé (sans énoncer même les différens articles de prétendues spoliations ;) il soutient que l'état annexé à la transaction est vrai, parce que, dit-il, la déprédation dont il est le tableau, est prouvée par les procédures criminelles ; d'ailleurs, la Dame de Bazencourt en a donné des reconnoissances géminées dans les deux transactions, & par ses Lettres. Il allégué ensuite un Procès-verbal d'interrogatoire sur faits & articles, qui a tenu (dit-il) les faits pour avérés, faite par la Dame de Bazencourt d'être comparue ; & il se retranche à soutenir que n'étant pas obligé à la preuve des spoliations de chaque article énoncé dans l'état, l'on ne pourroit au plus exiger que son serment. Répondons par ordre, & fixons, avant tout, le principe.

Les aveux des Conjointes ne sont pas preuve.

* Premier Mém. page 33.

Le sieur de Bazencourt reconnoît lui-même, que dans toutes transactions passées entre mari & femme, les aveux des deux époux sont aussi impuissans pour les engager, qu'une libéralité directe, & que conséquemment il faut établir par des preuves antérieures la légitimité de leurs conventions *. Dès-là on ne peut pas considérer les aveux de la Dame de Bazencourt, comme capables de justifier l'origine de celles qui sont attaquées, soit que ces aveux soient faits dans les transactions, répandus dans des Lettres, ou présumés, faute d'être comparu à l'interrogatoire sur faits & articles.

Aveux dans les transactions.

Il ne peut point y avoir de difficulté par rapport aux aveux inferés dans les transactions, c'est l'application directe du principe, qui veut que les deux époux ne puissent pas se lier par de simples reconnoissances. Ainsi, tel aveu que l'on ait arraché de la Dame de Bazencourt dans ces actes, plus ils sont humilians, moins ils sont capables de produire une obligation, à moins qu'ils ne soient soutenus de preuves qui déterminent la confiance de la Justice.

Aveux tirés des Lettres.

Les aveux prétendus tirés des Lettres ne font pas plus de poids : bien loin d'être utiles au sieur de Bazencourt, ces Lettres ne vont servir qu'à démontrer la fraude ; on va être étonné qu'il ait eu l'imprudence de les produire, & plus étonné encore de la satisfaction avec laquelle il publie quelques traits qu'il en a détachés pour les ajuster à son système.

L'idée générale qu'il faut en concevoir, c'est que ces Lettres ont été écrites dans des tems où la Dame de Bazencourt mettoit tout en usage pour régagner l'affection de son mari : il y regne une tendresse, pour ne pas dire une passion outrée ; en un mot, on y découvre le danger contre lequel les Loix sont si sévèrement en garde, dans la vue de prévenir les avantages qu'elles défendent. La première surtout fournit aux héritières un moyen victorieux pour développer la véritable cause des sacrifices qu'elle a prodigués au sieur de Bazencourt dans les transactions.

Cette Lettre est celle que l'on a annoncé dans les faits comme nouvellement produite par le sieur de Bazencourt. Il convient lui-même que sa femme lui a écrit de chez le sieur Paty *, (qui est l'Auteur de la première transaction) pendant le cours des arrangements ; or voici ce qu'elle mandoit dans cet instant critique qui a décidé de toute sa fortune : „ JE NE PARTIRAI POINT D'ICI POUR RETOURNER A LA VILLETTE, JE N'EN VEUX PARTIR QUE POUR ALLER DANS DES ENDROITS OÙ VOUS SEREZ SÛR DE MES SENTIMENS, & de la façon dont j'agirai. Je vous le dis comme je le pense & comme je le ferai : j'en passerai par où il vous plaira, ce n'a jamais été le bien qui m'a tenté. M. Paty vous expliquera le reste, MAIS DU MOINS SOYEZ ASSURÉ QUE CE QUE JE VOUS MARQUE SONT LES VRAIS SENTIMENS DE MON CŒUR. „ Quelle lumière cette Lettre ne jette-t-elle point sur les véritables causes des avan-

* Page 4 de son Mém. sur la contestation actuelle. La lettre est produite, troisième pièce de la prod. nouv. du 6 Juin 1760.

rages dont nous nous plaignons? Les projets du sieur de Bazoncourt y sont à découvert, on ne peut pas se dissimuler les motifs auxquels il en doit le succès. Tant que la Dame de Bazoncourt restoit à la Villette, guidé par le sieur de Saint-Leger son pere, les vûes de son mari ne pouvoient pas être remplies. Des Emissaires lui marquent de la défiance, elle n'hésite point, elle renonce à retourner dans ce séjour suspect à si juste titre au sieur de Bazoncourt; elle ne veut se retirer que dans l'endroit où il sera sûr de ses sentimens, & de la maniere dont elle agira, c'est-à-dire, dans un lieu où elle ne sçaura rien lui refuser: aussi s'engage-t-elle d'avance A EN PASSER PAR TOUT CE QUE L'ON VOUDRA; ce n'est ni la justice ni l'équité qui doivent regler les prétentions du sieur de Bazoncourt, jamais le bien n'a tenté sa femme, il peut tout prétendre, tout oser, il obtiendra d'elle ce qu'il voudra exiger; voilà les sentimens d'un cœur épris; qui guidoit la générosité sans bornes de la Dame de Bazoncourt au moment de la transaction: est-il donc aucuns de ces traits qui ne justifient la précaution qu'à pris le Législateur, d'interdire aux époux la faculté de s'avantager directement ni indirectement.

Qui ne sera pas indigné que le sieur de Bazoncourt ose après cela triompher dans ses Mémoires, où il place quelques aveux échappés (dans d'autres Lettres) à une femme qui se disoit coupable, pour obtenir une réconciliation que la transaction n'avoit pas produit, & pour laquelle elle auroit tout sacrifié. . . . La Dame de Bazoncourt (dit-on) y a reconnu qu'elle avoit culbuté la maison de son mari. . . . Qu'elle l'avoit mis dans l'impuissance d'avoir équipage, qu'elle l'avoit ruiné par sa mauvaise économie. Mais si la décence nous permettoit de transcrire ici toutes les expressions des Lettres dont on a tiré ces fragmens, on y reconnoitroit le véritable motif qui les dictoit; il nous est cependant bien permis de dire, qu'en écrivant, la passion égardoit la main de la Dame de Bazoncourt, que l'on y voit éclater une tendresse sans borne pour un mari qu'elle idolâtroit, & le désespoir le plus vif de l'y trouver insensible; partout elle y prodigue, pour parvenir à son but, les sollicitations les plus avilissantes: est-il donc étonnant que, livrée tout entiere à des mouvemens si impétueux, elle ait été jusqu'à s'avouer coupable, lorsque dans l'une des Lettres que le sieur de Bazoncourt rapporte, elle écrivoit en peignant la douleur profonde que lui causoient les refus de son mari: QUAND JE VOUS QUITTE, JE NE SUIS PAS UNE FEMME, je suis une folle qui extravague & qui meritoit d'être liée. * Croyons-en la Dame de Bazoncourt, il faut juger de ce qu'elle écrivoit, au milieu de ces impressions tumultueuses (sur ce qu'elle en dit elle-même;) & comme il est notoire d'ailleurs que la maison du sieur de Bazoncourt n'a point été culbutée. Que sa femme ne l'a pas mis dans l'impuissance d'avoir équipage. . . . & qu'en un mot elle ne l'a point ruiné, il s'ensuit que l'on ne peut tirer des Lettres, qui nous sont opposées, d'autres preuves que celle du sacrifice des intérêts de la Dame de Bazoncourt: j'en passerai par où il vous plaira. CE N'A JAMAIS ESTE' LE BIEN QUI M'A TENTE'; M. PATI VOUS DIRA LE RESTE.

* Quinzième
pièce de la prod.
nouv. du sieur de
Bazoncourt, du 6
Juin 1760.

Si l'on veut après cela examiner les procédures criminelles, on reconnoit aisément la consommation de la fraude simplement annoncée dans les Lettres; car bien loin que l'indemnité de 100000 livres soit justifiée par ces procédures, on va être convaincu 1°. Que l'accusation n'étoit pas même admissible. 2°. Que la plainte étoit originairement récriminatoire. 3°. Que cette plainte comparée avec les états annexés à la transaction qu'elle dément, en détruit les principaux articles. 4°. Qu'il n'y a aucunes preuves de spoliation, sur lesquelles la Justice puisse se décider.

Procédures cri-
minelles.

En premier lieu, de quoi le sieur de Bazoncourt a-t'il accusé sa femme? Est-ce d'une spoliation pratiquée à l'instant qu'elle s'est retirée, d'un vol précipité, d'une action éclatante? Non: la Dame de Bazoncourt n'emporte rien avec elle; on ne s'en plaint pas, les faits qu'on lui reproche sont antérieurs, les uns de deux ans, d'autres d'un an & demi, quelques-uns d'un an, & les moins éloignés de six mois; mais de quelle dangereuse conséquence ne seroit-il pas d'accorder l'action criminelle à un mari contre sa femme, pour des faits de cette nature! La société est intéressée à ce que l'on rejette une entreprise si propre à bouleverser toute l'harmonie de l'union conjugale, ce seroit rendre les maris arbitres souverains de la fortune de leurs femmes.

1°. L'accusation
n'étoit pas admissi-
ble.

Pénétrons pour un moment dans l'intérieur d'une maison. Qu'y trouvons-nous ? Une femme qui administre, un mari qui doit veiller à son administration : La femme achete, souvent même elle est obligée de revendre, de changer des meubles, ou parce qu'ils ne sont plus de goût, ou parce que l'on n'en a plus de besoin ; le mari qui s'en rapporte à elle du soin de ses opérations, sera donc autorisé, quand l'humeur ou l'intérêt lui en feront naître le dessein, à traduire ignominieusement cette femme dans les Tribunaux, parce qu'elle n'aura pas pris la précaution, ou de se faire autoriser par écrit à vendre, ou de tirer quittance quand elle aura remis le prix à son époux ? Il est évident que la possibilité seule d'un tel abus doit exciter toute la sévérité des Magistrats.

La Loi a prévu tous ces inconvéniens, elle y a pourvu en rendant le mari maître absolu de l'administration ; c'est à lui de veiller journellement, de prendre garde si on le trompe, d'y remédier par son autorité : mais quand il est des années entières sans s'être plaint, il est trop tard d'articuler de prétendues spoliations faites insensiblement : Il faudroit, ces spoliations fussent-elles réelles, punir alors la négligence du mari, en rejetant sa plainte, & ne l'écouter jamais que lorsqu'il articule une déprédation à l'instant qu'elle est pratiquée & soutenue de la preuve que la femme s'en est appliqué le bénéfice ; autrement, on doit présumer (pour l'honneur même du mariage,) qu'il n'y a point de corps de délit, & rejeter la plainte.

* Page 3 de son
Mémoire.

Croira-t-on d'ailleurs (dans l'espece particuliere) qu'une femme ait pu voler insensiblement pendant des années entières des effets, que l'on fait monter à une somme de 100000 liv. sans que son mari s'en aperçût ? C'est cependant le langage du sieur de Bazoncourt. Il assure que jamais il ne fut d'exemple d'une spoliation si complète * que celle dont il se plaint ; en même tems qu'il avoue ne s'être aperçu de son désastre qu'après la retraite de sa femme. Mais comment concilier ces deux idées ? Est-il possible qu'une spoliation complète se fasse insensiblement, & sans qu'on s'en aperçoive pendant des années entières ? En cela la plainte pèche donc visiblement contre la vraisemblance.

Aussi ne peut-on pas douter que le sieur de Bazoncourt n'aurait pas même entrepris la procédure criminelle s'il n'eût été instruit, qu'en se retirant chez son pere la Dame de Bazoncourt vouloit exiger l'emploi de sa dot, & que pour cet effet elle avoit rendu une plainte le 19 Mars, contre laquelle il a récriminé dans celle qu'il a donnée le 8 Avril 1731.

SECOND POINT.
Récrimination.

„ Pour prouver que l'instruction provoquée par le sieur de Bazoncourt étoit récriminatoire, il suffit d'analyser ici quelques fragmens des deux plaintes. La Dame de Bazoncourt (après avoir expliqué que l'un des motifs de sa retraite étoit le commerce du sieur de Bazoncourt avec sa Femme de Chambre) articule nommément que son mari n'a pas fait l'emploi de sa dot, que cependant il a aliéné la plupart de ses immeubles, desorte qu'elle n'a plus de sureté pour l'emploi ; elle ajoute ensuite (ce qui est très-remarquable) qu'indépendamment de ses immeubles, il a vendu pour plus de 100000 livres de diamans, qu'il lui avoit donné lors de son mariage, & que depuis quinze ou dix-huit mois il en avoit fait autant de sa vaisselle d'argent. *

* La vente des
immeubles n'est
pas désavouée par
le sieur de Bazon-
court, & le réce-
pissé du Banquier
d'Hollande prou-
ve qu'il a vendu
les Diamans ; les
faits de la plainte
sont donc cons-
tans.

„ Que porte maintenant la plainte du Sieur de Bazoncourt ? On y va recon-
noître la récrimination ; il articule que la dot de sa femme étoit fictive ; & qu'il n'y eût aucune relation entre les prétendus divertissemens, & l'intention de
„ jouir de cette dot, il dit ensuite, que son épouse approchant de sa majorité, séduite
par des conseils dangereux, avoit résolu de s'assurer un bien réel, au lieu de sa dot qui est
fictive, & de s'en procurer la jouissance, pourquoi elle a employé différens émissaires, pour
le dépouiller d'un mobilier précieux, dont il détaille la perte.

Il est évident, (en comparant ces deux plaintes) que la dernière est destinée à contrebalancer l'autre, & que les prétendues spoliations sont visiblement mises en opposition, au dessein formé par la Dame de Bazoncourt d'exiger l'emploi de la dot & d'en jouir.

Aussi suffit-il de présenter le détail des effets que l'on dit avoir été spoliés, pour connoître le ridicule de la plainte. „ Ce sont d'abord 36 chemises à dentelles à
„ l'usage du Sieur de Bazoncourt, de plus de 200 liv. chacune, douze autres che-
„ mises

„ mises de Frize garnies de batiste effilée, deux paires d'habits complets, galonnés
 „ d'or, une grande quantité de nappes & serviettes de petite Venise, dix-neuf paires
 „ de draps de Maître, *la courte-pointe & les soubassemens du lit où couchoient le mari*
 „ & la femme (ce sont les termes de la plainte;) les portieres de la chambre, le
 „ tout de damas galonné d'or, une épée d'argent, des pistolets d'arçon, le galon
 „ de deux selles de velours, & la housse du Cocher, les layettes des enfans, des
 „ bijoux pour 5 à 6000 livres.

Ce qui suit doit encore plus particulièrement fixer les attentions. Le sieur de Bazoncourt accuse sa femme d'avoir vendu six actions, cinq dixièmes, qu'il lui avoit confiées, dont elle a touché 9750 liv. sans lui en avoir remis le prix. Mais outre que des actions confiées ne sont pas spoliées; qui ne sentira point l'absurdité du système d'un Plaignant, qui veut que l'on croie que l'on a volé depuis long-tems une courte-pointe & les soubassemens du lit où il couchoit, les portieres de la chambre qu'il habitoit, son linge, ses habits, de l'argenterie, des diamans, & tout cela sans qu'il s'en aperçût? Il veut donc aussi que l'on pense qu'il ne s'habilloit point pendant des années entières; & même en restant dans sa chambre, comment n'eût-il point vu que la courte-pointe & les portieres ne garnissoient ni le lit, ni l'appartement? Néanmoins ces spoliations prétendues sont évaluées dans la plainte à une somme de 60000 liv. & par les transactions on a accordé 100000 liv. d'indemnité au sieur de Bazoncourt.

Aussi l'état annexé à la transaction n'est-il pas moins contradictoire avec la plainte, que la plainte elle-même est inconciliable avec la vraisemblance.

TROISIEME
POINT.
Contradiction.

Quelle exagération plus effrayante que d'exiger 100000 liv. en transigeant sur des objets dont le prix n'avoit été porté dans la plainte qu'à 60000 livres! Mais ce n'est rien que cette contradiction auprès de celle qui regne dans le détail de chaque article; on a pris le parti, pour les rendre sensibles, & pour dépouiller les informations, de dresser un tableau de comparaison des choses énoncées dans les états annexés à la transaction, comme prétendues spoliées, avec les objets de plainte, & le résultat des charges; il est curieux de jeter un coup d'œil sur ce tableau: * En voici quelques traits; & pour juger du tout, il ne faut que lire le tableau entier.

* Ce tableau sera produit.

Le premier article de l'état qui est porté à 39700 liv. a pour objet les actions que le sieur de Bazoncourt dit avoir confiées à sa femme, & qu'il n'avoit fait monter par sa plainte qu'à 9750 liv. Il ne s'est jamais plaint que l'on lui eût spolié des billets au porteur, & dans l'état on en trouve pour 18500 liv. Voilà en deux articles pour 48500 liv. d'exagérations. Il a prétendu dans ses plaintes que sa femme avoit enlevé dix-neuf paires de draps, deux habits, & quatre douzaines de chemises à dentelles & effilées, & dans l'état on trouve employé trente-deux paires de draps, quatre habits, & six douzaines de chemises. On peut juger par cette esquisse, de la sincérité qui a régné dans toute l'opération: L'estimation est d'ailleurs portée trois fois au-delà de la valeur des choses prétendues spoliées.

C'est encore une vérité dont on se convaincra, par la lecture du tableau, qu'il n'existe aucune preuve de spoliations réelles: Si quelques Témoins ont parlé de ventes faites par la Dame de Bazoncourt plus de dix-huit mois avant la plainte, on voit d'après leur témoignage même que le sieur de Bazoncourt les autorisoit; par exemple, Moutier, Maître-d'Hôtel du sieur Raffy pere, & du sieur de Bazoncourt son fils, leur homme de confiance, qui les servoit l'un & l'autre depuis trente-huit ans, & auquel on avoit conféré la tutelle de la Demoiselle de Bazoncourt, qui par conséquent ne peut pas être suspect au sieur de Bazoncourt qui l'a fait entendre, dépose avoir fait la plupart de ces ventes, & singulierement celle des actions, moyennant 9750 liv. & ajoute qu'il a toujours cru que c'étoit de l'agrément du sieur de Bazoncourt, ne pouvant s'imaginer le contraire, par la bonne intelligence qui regnoit entre le mari & la femme. Si d'autres Témoins allèguent quelques autres faits, ce sont des Domestiques du sieur de Bazoncourt, gens par conséquent récusables, ils ne caractérisent cependant aucunes spoliations déterminées, leurs discours se bornent à jeter quelques suspensions, sur ce que dans des tems antérieurs, une nommée Madelaine Linger avoit emporté des paquets de hardes, sans doute pour les blanchir

QUATRIEME
POINT.
Défaut de preuves.

ou pour les raccommoder; mais outre que plusieurs Témoins attestent que l'on en a vu rapporter, n'est-il pas évident que la Dame de Bazoncourt, étant chargée de cette portion de l'administration, a pu faire porter & rapporter des paquets sans crime? En un mot, les informations ne contiennent point de preuves, ni de la vente de ces paquets, ni que la Dame de Bazoncourt s'en soit appliqué le prix; dès-là il ne peut résulter, du contenu aux informations, aucunes preuves de spoliations effectives.

Quelle confiance attacher après cela à des transactions, qui prennent évidemment leur source dans des fraudes, dont l'origine & l'événement sont prouvés? La fraude se présume quand les conventions entre Conjointes ne consistent que dans leur aveu. * Ici elle est prouvée par ce qui a précédé, accompagné & suivi.

* *Præsumitur
fraus in confessione
facta in favorem
incapacis. L. 17,
de probationib.*

Avant la transaction, la femme annonce qu'elle en passera par tout ce que l'on voudra, que le bien ne l'a jamais tentée; en transigeant elle reconnoît des faussetés. Pour se procurer la paix, & après la transaction, elle consent à l'annexe d'un état qui contient les contradictions les plus frappantes, les exagérations les plus outrées; rien ne l'arrête, elle signe, elle accorde ce que l'on ose exiger d'elle. L'avantage indirect éclate donc de toute part: On ne peut pas se dispenser d'annuler les transactions sur ce point.

Cependant il reste au sieur de Bazoncourt une ressource, c'est le Procès-verbal qui tient les faits & articles pour avérés, faite par la Dame de Bazoncourt d'être comparue; mais de bonne-foi, se seroit-on flatté de faire illusion avec un pareil titre?

*Interrogatoire
sur faits & articles.*

Comment a-t-on pu imaginer que le défaut de comparution à cet interrogatoire feroit plus d'effet, que si la Dame de Bazoncourt eût eu la complaisance de répondre & de tout avouer, quand on convient du principe, que les aveux des deux époux ne peuvent point les lier pour autoriser des avantages?

L'interrogatoire sur faits & articles, (d'ailleurs si propres à éclaircir la vérité dans les contestations ordinaires,) est suspect à la Justice même, quand il s'agit d'élever des avantages entre conjoints sur ses simples aveux, par le principe, que quiconque ne peut donner, est également incapable pour s'avouer débiteur: *Qui non potest dare, non potest confiteri.*

Quel danger, s'il étoit possible qu'un usage contraire s'accréditât! Il ne dépendroit donc que des conjoints de susciter des contestations entr'eux; un interrogatoire sur faits & articles, ou plutôt un refus de comparoître suffiroit ensuite, (en réparant leur incapacité,) pour autoriser les transactions qu'il leur plairoit de consentir: Or ce seroit évidemment porter le coup mortel à la prohibition, les Loix deviendroient bientôt impuissantes, leurs défenses ne seroient plus qu'une illusion. Aussi ont-elles pris soin elles-mêmes de protéger leur autorité contre de tels abus.

Tout le monde sçait que les Romains avoient établi différentes espèces d'incapacité, relativement à la faculté de recevoir par testament, c'est ce qui a donné lieu originairement au *fidéicommiss* tacite, & aux déclarations frauduleuses, par lesquelles au lieu de léguer, un Testateur s'avoit Débiteur d'un Incapable. Le Législateur a reconnu la fraude, & pour l'arrêter jusques dans sa source, il y a remédié par la Loi 3, §. de Leg. Il a voulu qu'une déclaration faite en faveur d'un Incapable, demeurât sans effet, fût-elle même appuyée de la religion du serment: *confessio etiam jurata favore incapacis præsumitur facta in fraudem.*

Eh d'ailleurs! Cet abus n'éclate-t-il point visiblement dans la conduite du sieur de Bazoncourt? Par quelle raison fait-il signifier des faits & articles dans le Procès civil pendant aux Enquêtes, lorsque les spoliations ne pouvoient concerner que le Procès criminel appointé en la Tournelle? Il est évident que ces faits & articles ont été clandestinement imaginés. Le sieur de Bazoncourt n'avoit qu'une voye pour réaliser les prétendues spoliations, c'étoit de suivre son instruction criminelle; mais convaincu que les spoliations étoient imaginaires, il a fait signifier des faits & articles quelque tems avant la seconde transaction, & quand peut-être elle étoit déjà concertée, pour faire illusion aux Magistrats, lors de l'homologation, qui n'auroit dû naturellement être portée qu'en la Tournelle, & dont on a saisi par ce moyen Messieurs de la Première Chambre des Enquêtes.

Une dernière réflexion écarteroit enfin sans ressource cet interrogatoire sur faits & articles : Quelle induction le sieur de Bazoncourt en tire-t-il ? Il soutient qu'il a par ce moyen la preuve que sa femme lui a spolié 100000 liv. parce qu'elle a refusé de répondre, & que l'une de ses questions étoit : „ S'il n'est pas vrai que tous les effets, par „ elle pris & enlevés, avoient une valeur effective & réelle de plus de 100000 „ livres ? ”

Mais, où a-t-on trouvé qu'une pareille preuve pût être acquise dans une procédure civile ? C'est un vol dont le sieur de Bazoncourt accuse ici sa femme. Or, tout vol doit & ne peut être constaté qu'en la forme prescrite pour l'instruction criminelle par des dépositions ou autres preuves indépendantes de l'aveu de l'Accusé, un aveu sans preuve devient même insuffisant pour le condamner. * A plus forte raison on ne pensera point que la Dame de Bazoncourt fût coupable de vol, pour avoir refusé de comparoître à un Procès-verbal nul, & qu'elle ne pouvoit pas approuver.

* Nemo auditur perire volens.

Il s'élève donc des raisons décisives de toutes parts pour rejeter la prétendue preuve résultante du défaut de réponse à l'interrogatoire sur faits & articles, dont les héritières de la Dame de Bazoncourt ont demandé d'ailleurs, en tant que de besoin, la nullité, comme surpris, pour avoir été porté en la Première Chambre des Enquêtes, lorsque l'instruction sur les spoliations étoit pendante à la Tournelle, & comme contraire aux principes fondamentaux du Droit public, qui défendent de présumer le vol, & n'en attachent la preuve qu'à une instruction faite dans les formes prescrites par les Ordonnances. On ne peut donc en tirer aucun avantage.

Il reste encore un retranchement au sieur de Bazoncourt. Il soutient que l'on ne peut à tout événement exiger que son serment sur le plus ou le moins des spoliations. Mais on lui répondroit, si la proposition étoit vraie dans les principes, qu'avant de l'écouter sur le plus ou le moins, il faudroit préalablement établir que la spoliation existât : Eh d'ailleurs, que pourroit-il affirmer ? Affirmera-t-il que sa femme lui a volé pour 39700 liv. d'Actions de la Compagnie des Indes, tandis qu'il n'en a demandé que pour 9750 liv. dans sa plainte, comme les ayant confiées, & non pas comme ayant été spoliées ? Affirmera-t-il que l'on lui a volé pour 18500 liv. de billets au porteur, dont il n'est pas même parlé dans la procédure criminelle ? Affirmera-t-il enfin, que l'on a spolié trente-deux paires de draps, quand il n'a articulé un déficit que de dix-neuf ; quatre habits, quand il n'en a réclamé que deux, six douzaines de chemises, lorsqu'il n'en a demandé que quatre, & quantité d'autres contradictions de cette espèce ? Sans doute il n'oseroit l'affirmer, quand même les Loix permettroient de l'entendre, au lieu qu'elles rejettent formellement une telle affirmation.

REPONSE à l'objection tirée du serment offert.

Il peut être vrai que vis-à-vis d'étrangers, lorsque le vol est prouvé, & qu'il ne s'agit plus que d'en fixer la valeur, on admet l'affirmation du Plaignant ; mais ici, indépendamment du défaut de preuve, (qui exclut l'affirmation sur le plus ou le moins,) il est encore de règle que l'on n'admet point le serment d'un Incapable, sur des intérêts qui peuvent entamer la prohibition : *Confessio etiam jurata favore incapacis presumitur facta in fraudem.*

L'importance de ce principe éclate surtout par les conséquences de l'abus qui pourroient en naître : Qu'un mari accuse sa femme, qu'il acquiert la preuve que celle-ci lui a spolié (par exemple) pour une somme de 10000 liv. il sera donc le maître en affirmant d'absorber sa fortune entière, parce qu'il lui plaira de porter cette spoliation à une déprédation totale ? Mais l'inconvénient deviendroit alors visiblement plus dangereux que le mal même ; aussi ne connoît-on qu'un principe en cette matière : comme les époux sont respectivement incapables, ils ne peuvent contracter ensemble, qu'autant que l'origine de leurs conventions est établie par des preuves indépendantes ou de leurs aveux, ou de leurs prétentions : Or, il est ici démontré que le sieur de Bazoncourt n'allègue aucunes preuves de cette nature pour justifier l'indemnité des 100000 liv. qu'il s'est fait accorder, les reconnoissances portées dans les transactions, les aveux tirés des Lettres (suspectes par la passion qui les a dictées,) la présomption de ceux que l'on tire d'un défaut de réponses à l'interrogatoire sur faits & articles évidemment nul ; tout cela ne forme point des preuves

justificatives de convention entre conjoints, & l'instruction criminelle n'en conte-
nant d'ailleurs aucune, il ne reste ici qu'une contravention à la Loi prohibitive; c'est
donc un avantage indirect établi de toutes parts que les 100000 liv. d'indemnités ac-
cordées par les transactions.

Seconde espece
d'avantages indi-
rects, résultant de
l'aveu que la dot
est fictive.

On peut regarder comme une seconde espece d'avantages indirects l'aveu que
l'on extorque à la Dame de Bazencourt par la transaction de 1738, que la dot étoit
fictive; ce que l'on n'avoit point fait dans la transaction de 1731, où la réalité est
pleinement reconnue: Eh! Que dit-on encore pour établir cette prétendue fiction?
Que le paiement en a été fait en Actions d'Occident tombées en discredit: Mais
ce seul mot ne permet pas de penser que la dot soit fictive. Car en se prêtant même
au système du sieur de Bazencourt, en supposant pour un moment que la dot ait été
payée en Actions d'Occident, tout le monde sçait qu'au mois de Septembre 1720,
c'étoit le seul papier en valeur, & le sieur de Bazencourt qui ne se plaint que d'un
discredit postérieur, ne le défavoue pas lui-même: Or, la perte ne pourroit pas re-
tomber sur la femme, lorsque surtout le mari, chargé de l'emploi, n'a pas rempli
les formalités que les Loix ont prescrites alors pour sa décharge; il eût fallu pour
pouvoir repoter la perte sur la Dame de Bazencourt, que le sieur de Bazencourt
déclarât, lors de la chute des Actions, l'origine de celles qu'il étoit forcé de porter
au Visa. Il faudroit au moins pour pouvoir exercer une garantie, qu'il les représentât
en nature; mais il n'a rien fait de tout cela; & quelle en est la raison? C'est qu'en reve-
nant au vrai, en se réglant par les principes, la fiction est détruite de toutes parts;
car 1°. la quittance qui est au pied du contrat, justifie que le paiement a été fait en
deniers. 2°. Comme nous ne connoissons pas l'exception que l'on nomme en Droit
non numeratae dotis, il n'est pas permis, ni de se livrer à l'idée de fiction, ni de s'é-
carter un moment des termes de la quittance; toutes ces vérités seront portées jusqu'à
la démonstration dans la seconde partie de ce Mémoire, où la question renaît, à
l'occasion de la demande en nullité de la donation; mais dès-à-présent sans douter
de la réalité de cette dot, on doit considerer comme un avantage indirect révoltant,
la reconnoissance contraire exigée artificieusement de la Dame de Bazencourt.

Troisième espece
d'avantages indi-
rects.
Réduction des in-
térêts de la dot.

* Pag. 25, lig. 24
du Mem. dans la
contestation ac-
tuelle.

Aussi le sieur de Bazencourt en est-il lui-même tellement convaincu, qu'il n'insiste
que foiblement sur cette fiction, puisqu'il se retranche à soutenir qu'au surplus la
jouissance de la dot lui ayant appartenu comme destinée à acquitter les charges pendant le
cours du mariage, il importe peu aux héritières de la Dame de Bazencourt que les
intérêts aient été réduits ou non, d'autant qu'il les confondoit dans sa personne. Voici
les propres termes de son Mémoire: * Il s'agit donc uniquement (dit-il) d'examiner si
cette jouissance m'appartenoit ou non. En cela nous sommes d'accord. La difficulté est
en effet réduite. Tout doit se décider par cette question, les intérêts de la dot appar-
tenoient-ils, ou n'appartenoient-ils point au sieur de Bazencourt?

Mais, qui pourroit penser que le sieur de Bazencourt en eût été le Propriétaire;
quand il n'a osé le penser lui-même, lors de la premiere transaction? Demandons-lui
en effet pourquoi, ayant droit de jouir des intérêts de la dot, il a pris la précaution,
dans ce premier acte, de les réduire à 3000 livres? Car, il n'eût pas été nécessaire de
faire aucune réduction d'une jouissance qu'il auroit eu droit de confondre dans sa main:
Demandons-lui encore, pourquoi dès 1731 il a transporté à sa femme un contrat de
3000 liv. de rente, dont il lui a remis la grosse, pour s'acquitter envers elle du fonds
même de la constitution dotale? Par quelle raison enfin il a autorisé dans le même acte
sa femme à jouir sur ses quittances? On le dit hardiment, cette conduite est inconci-
liable avec la prétention que les intérêts de la dot fussent destinés à acquitter les charges
du ménage.

Où a-t-on vu en effet qu'un mari qui a droit de jouir remette lui-même la dot pen-
dant le cours du mariage, & qu'il autorise sa femme, en la lui remettant, à jouir
par elle-même? Il ne faudroit, sans doute, point d'autres preuves, pour développer
toute l'absurdité des prétentions du sieur de Bazencourt; mais ne craignons pas d'en-
trer en matiere, les motifs sur lesquels il prétend établir son droit de jouir, ne sont
point assez formidables pour en redouter la discussion; le droit des héritières ne peut
au-contre que s'éclaircir en les examinant.

,, J'ai

„J'ai dû jouir des intérêts de la dot (dit le sieur de Bazoncourt) par trois raisons : 1°. La dot m'a été remise sans stipuler que j'en payerois les intérêts. 2°. L'on a prévu le cas où je décéderois *laissant des enfans*, & ce n'est que dans ce cas que l'on stipule que les intérêts auront alors cours au taux de l'Ordonnance, preuve qu'ils ne doivent pas courir pendant la durée du mariage. 3°. Enfin l'on n'a fixé aucune somme pour laquelle la Dame de Bazoncourt dût contribuer aux charges du ménage, dernière circonstance qui justifie encore que l'on a entendu que je devois en jouir : Aussi (ajoute-t-on) depuis 1720 jusqu'en 1737, il n'a pas même été question des intérêts de cette dot, la Dame de Bazoncourt n'en a rien demandé, & son mari l'a nourrie & entretenu sans rien exiger d'elle ; enfin (continue le sieur de Bazoncourt) il résulte des faits & articles tenus pour confessés, que j'avois droit en effet de jouir des intérêts pendant le cours du mariage, que telle a été l'intention des Parties lors du contrat. Voilà dans toute sa force le système du sieur de Bazoncourt. Répondons par ordre, & avant tout, établissons que par une clause précise du contrat de mariage la Dame de Bazoncourt avoit droit de jouir. Voici la clause.

Objections.

Après avoir stipulé une exclusion de communauté il y est dit en conséquence chacun desdits Sieur & Demoiselle futurs époux JOUIRA EN SON PARTICULIER DES BIENS ET DROITS QUI LUI APPARTIENNENT ET APPARTIENDRONT EN MEUBLES ET IMMEUBLES, à l'effet de laquelle jouissance & disposition par ladite Demoiselle future épouse DE TOUS SES BIENS, qu'elle puisse recevoir ses revenus, ester en Jugement, vendre, ceder, aliéner ses biens meubles & immeubles, emprunter par billets, obligations ou à constitutions les sommes dont elle aura besoin, & qu'elle jugera à propos, ledit futur époux a mis & tiré lad. Demoiselle future épouse hors de sa puissance maritale, & l'a dès-à-présent autorisé & autorise, tant pour ce qui vient d'être expliqué, que pour agir en toutes ses affaires en personne libre, & comme bon lui semblera, sans qu'en aucun cas, il soit besoin d'autre autorisation.

Réponses

Si ce n'est pas-là une *séparation de jouissance*, on ne connoît aucune clause qui puisse dorénavant l'opérer. * Que faut-il donc de plus précis ? Quoi, ce n'est pas stipuler une jouissance séparée, de dire formellement que chacun des époux jouira en son particulier : ce n'est pas convenir que la Dame de Bazoncourt jouira nommément de sa dot, que d'envelopper dans la séparation de jouissance les droits QUI LUI APPARTIENNENT ET QUI LUI APPARTIENDRONT, que de dire, qu'à l'effet de la disposition de TOUS SES BIENS on l'autorise à contracter ! La dot n'a pas été exceptée des biens de la femme, au-contraire on la lui a payée & remise personnellement ; or comprendre l'universalité des biens dans sa jouissance, ce n'est certainement rien réserver. Stipuler d'ailleurs la faculté de jouir DE CE QUI LUI APPARTIENT ACTUELLEMENT, c'est confondre nommément la dot dans cette jouissance, puisque mariée à quatorze ans la Dame de Bazoncourt n'étoit Propriétaire d'aucuns autres biens lors de son contrat de mariage ; on ne voit pas qu'il soit possible de donner à cette clause un autre sens, & pour le faire, le sieur de Bazoncourt auroit dû prendre la peine de la discuter ; au lieu de cela, il a dédaigné d'en parler dans son Mémoire, il ne se permet que de la combattre par des présomptions ; mais, outre que des présomptions ne détruisent pas une clause précise, * il est facile encore d'expliquer le contrat sur ce point.

* Na. Le sieur de Bazoncourt avoue pag. 28, lig. 1, 2 & 3 de son Mémoire, que sa femme avoit la jouissance de cette dot.

En premier lieu, pourquoi n'a-t-on pas stipulé d'intérêts de la dot ? C'est (comme on vient de le dire) par la raison qu'elle n'a pas été payée au mari ; les pere & mere ont promis par le contrat de fournir & payer les 300000 liv. à la future épouse, & l'on voit par la quittance qui est aux pieds, que c'est en effet la future qui l'a reçue : il est vrai qu'elle en a remis à l'instant le montant à son mari, qui s'en est chargé envers elle ; mais il n'est devenu par-là, que chargé de l'emploi : Il n'en a pas reçu le paiement pour soutenir les frais du ménage. Qu'étoit-il donc besoin de stipuler des intérêts, quand il est de principe, qu'une dot en produit de droit à l'instant qu'elle est remise au mari, comme formant dans sa main un emploi de même qu'un Tuteur doit les intérêts de ce qu'il touche pour son mineur. * C'est sans doute répondre avec satisfaction à la première difficulté du sieur de Bazoncourt.

* Semper in stipulationibus & in ceteris contractibus id sequitur quod actum est. Lib. 34, ff. de reg. juris.

La seconde se dissipe aussi promptement. S'il a été dit, que les enfans auroient sa liberté, au décès de la femme, de rembourser ou de ne point rembourser le montant de la dot, & que dans le dernier cas, ils payeroient les intérêts au taux de l'Ordon-

* Le Brun, traité de la Communauté, liv. 2, chap. 2. S. 4, n. 171

nance ; la raison en est sensible ; c'est parce que le fond de la dot (quoique remise au mari par sa femme , & produisant par-là des intérêts de droit) n'étant point aliéné , on a voulu dans le cas de *précédés* , que le principal ne devint point exigible , & que les enfans pussent le convertir en un contrat de constitution ; mais il n'en résulte rien contre la *jouissance séparée* PENDANT LE COURS DU MARIAGE , si formellement convenue dans l'acte , puisque la Dame de Bazoncourt conserve en ce cas tous les avantages d'un emploi solide par la conversion de cette dot en une rente au taux de l'Ordonnance.

Enfin l'obmission de la contribution aux charges du ménage n'a rien encore qui puisse exclure la *séparation de jouissance* , tout ce qui en résulte , c'est qu'elle pouvoit être arbitrée dans la suite , aussi l'a-t-elle été par la Sentence du Châtelet.

D'après cette explication aussi simple que fondée en principes , il est évident que le sieur de Bazoncourt ne trouve aucune ressource dans le contrat de mariage pour s'approprier les intérêts de la dot. Est-il donc vrai que l'exécution de cet acte lui soit plus avantageuse ?

On trouve dans ce qu'il dit à cet égard , un défaut d'exactitude qui tient de la dissimulation : Comment ose-t-il prétendre que jusqu'en 1737 il n'a pas été question de ces intérêts , qu'il les a confondus avec les nourritures & entretiens de sa femme ? Quand le fait est démenti dans quatre actes différens où la *séparation de jouissance* est aussi formellement reconnue que le défaut de confusion des intérêts.

Premier Acte
approbatif de la
séparation de jouis-
sance.

Le premier de ces actes est la transaction de 1731 elle-même , qui contient non-seulement un transport fait par le sieur de Bazoncourt pour s'acquitter de la dot , mais une remise qu'il fait à sa femme de la grosse du contrat transporté , pour qu'elle pût jouir par elle-même : Preuve évidente qu'il n'entendoit pas avoir droit d'en jouir , ni de confondre les intérêts dans sa main.

Second Acte.

Le 5 Juillet 1731 second acte , dans lequel , après avoir compté des revenus de la dot d'une part , & des nourritures & entretiens de la Dame de Bazoncourt & de ses Domestiques d'autre part ; les Parties se tiennent respectivement quittes de tout le passé jusqu'à ce jour. Est-ce donc-là une confusion ? Compter d'une part des intérêts de la dot , de l'autre des nourritures & entretiens , se tenir respectivement quittes , n'est-ce point avoir formellement avoué que la *jouissance séparée* subsistoit , puisque sans cela il n'eût pas été besoin , ni de compter , ni de se faire raison l'un à l'autre.

Troisième Acte.

Troisième acte plus décisif encore : Le sieur de Bazoncourt reconnoît si précisément que sa femme a droit de jouir , même des intérêts de la dot , que le 27 Juillet 1731 il se fait faire par sa femme une délégation des 3000 liv. de rente à prendre sur le sieur de Saint-Leger , qu'il lui avoit transporté pour s'acquitter , & où il est dit encore , que la Dame de Bazoncourt ayant acquitté ces nourritures & entretiens jusqu'au 5 Juillet 1731 , le sieur de Bazoncourt lui remettra manuellement les arrérages échus depuis le premier Octobre jusqu'à ce jour 5 Juillet , comme n'ayant pas fait partie de la compensation. Est-il possible de trouver une filiation plus suivie d'actes confirmatifs de la clause de *jouissance séparée* , & de l'obligation où étoit le mari d'acquitter les intérêts de la dot ? Mais voici deux réflexions qui sont encore aussi victorieuses.

1°. Le sieur de Bazoncourt , par la transaction de 1731 , a converti la dot en un contrat de constitution de 3000 liv. par an ; & pour s'en acquitter il a fait un transport de pareille somme : En ce moment les intérêts ont au moins été dûs , compensation faite du passé avec les nourritures & entretiens , ainsi qu'il a été réglé par les actes des 5 & 27 Juillet suivant ; aussi ne nous plaignons-nous que de la réduction que le sieur de Bazoncourt a imposée à la rente , réduction qu'il ne pouvoit pas faire au-dessous du taux de l'Ordonnance ; en même-tems que nous soutenons que depuis cette époque les intérêts ont nécessairement courus.

2°. Lors de la retraite de 1735 la D^e. de Bazoncourt a conclu (en réclamant contre la transaction de 1731) à ce que les intérêts lui fussent payés à raison du denier 20 , aux offres de contribuer aux frais du ménage , ainsi qu'ils seroient arbitrés ; & par la Sentence rendue au Châtelet le 23 May 1737 , après avoir entériné les Lettres de rescision , on a ordonné l'exécution des actes du mois de Juillet 1731 , portant la compensation des intérêts avec les entretiens & dépenses antérieures , en même-

tems que l'on condamne le sieur de Bazoncourt à payer depuis ce tems les intérêts sur le pied de 15000 liv. dont on a distrait 10000 liv. pour la contribution aux charges du mariage, pendant tout le tems *que les époux vivront ensemble*. N'est-il donc pas démontré d'après tous ces actes, 1°. Que la clause de séparation de jouissance embrassoit les intérêts de la dot, de même que les autres revenus de la Dame de Bazoncourt? 2°. Que ces intérêts étoient dûs à compter du jour du contrat de mariage, puisqu'ils ont été compensés jusqu'aux opérations de 1731: 3°. Que depuis 1731 ils ont été confirmés plus particulièrement au moyen des contestations & des demandes en condamnations d'intérêts portées en Justice, aussi n'a-t-on enlevé à la Dame de Bazoncourt le droit de jouir que par la transaction de 1738?

Or, d'après cela, il est évident que cette transaction contient à cet égard un avantage indirect démontré. Qu'est-ce que l'avantage indirect? La Loi elle-même a pris soin de le fixer en ces termes: *Intelligitur enim, cum ex re mulieris locupletior factus est maritus*. Il consiste dans toute convention qui a pour objet d'enrichir l'un des époux aux dépens de l'autre, & le sieur de Bazoncourt lui-même ne fait dépendre celui dont il s'agit ici que de la question de savoir, si la jouissance de la dot appartenait ou non à la Dame de Bazoncourt? Or, l'affirmative est prouvée: l'avantage indirect l'est donc également.

Qui pourroit en douter? Réduire à 3000 liv. de rente une dot qui doit en rapporter 15000 livres, c'est retrancher 12000 liv. par an des biens de la femme dont le mari s'applique le bénéfice; le mari s'est donc enrichi aux dépens de la femme, & il l'a fait dans un tems où l'avantage indirect développe une fraude impardonnable; car, en 1738 date de la seconde transaction, le sieur de Bazoncourt réunissant sur sa tête la Charge de Grand-Maître des Eaux & Forêts, c'est-à-dire, qu'il jouissoit au préjudice de sa femme, de presque toute la fortune du sieur de Saint-Leger: D'après cela est-il rien de plus révoltant, que de voir un mari, ainsi comblé de biens *qui auroient dû appartenir à sa femme*, lui ôter jusqu'à la jouissance de celui qui étoit destiné à sa dépense journalière, lorsque surtout l'on va reconnoître que ce défaut de jouissance a opéré la ruine totale de la Dame de Bazoncourt, par les emprunts & ventes qu'il a nécessités, & par les frais immenses dont elle a été la victime. On ne suspend ce détail que pour développer un autre avantage indirect produit par la même transaction de 1738, & celui qui résulte des contrats & obligations que le sieur de Bazoncourt a fait contracter à sa femme sous son autorité en 1731.

Le quatrième avantage indirect, qui résulte de la transaction, consiste en ce que le sieur de Bazoncourt a exigé par ce nouvel arrangement 1500 liv. d'indemnité, dont il n'étoit pas parlé dans la première transaction, *pour non-jouissance des intérêts de la dot*, à raison des 100000 liv. compensées sous le prétexte des prétendues spoliations.

On ne conçoit pas comment le sieur de Bazoncourt n'a pas eu honte lui-même de la demande qu'il a formée à cet égard; car, supposait-on qu'il eût droit de jouir des intérêts de la dot, dès qu'il avoit consenti en 1731 la compensation pure & simple des 100000 liv. tout étoit consommé, & ce seroit une autre espèce d'avantage indirect que le supplément seul de la clause nouvelle; mais le sieur de Bazoncourt est bien moins excusable encore, en examinant cette clause en elle-même, après la preuve que l'on vient d'établir que la jouissance des intérêts de la dot appartenait à la Dame de Bazoncourt; car, il ne peut pas être dû à son mari une indemnité pour non-jouissance d'une chose dont il n'avoit pas droit de jouir. Cette prétention fait néanmoins aujourd'hui un objet de plus de 30000 liv. dans le calcul des sommes réclamées par le sieur de Bazoncourt.

Mais si les avantages prohibés qui en résultent, considérés en eux-mêmes, sont déjà si condamnables, de quel œil va-t-on regarder la déprédation qui en a été la suite? Prouvons que la Dame de Bazoncourt, faute de jouir des intérêts de sa dot pendant plus de vingt-cinq ans, & pour avoir contracté des engagements que son mari lui a fait souscrire *sans cause légitime & nécessaire*, quoique sous son autorisation, a vu successivement disparaître la totalité de sa fortune.

Les contrats de constitutions & obligations passés en 1721 (dont les clauses sont pour de prétendues fournitures faites en 1729 & 1730, & qui suivant le compte du

Quatrième espèce d'avantages indirects. Indemnité de 1500 livres par an, pour le prétendu défaut de jouissance des intérêts de 100000 liv. accordées sous le prétexte de l'indemnité des spoliations.

5 Juillet ne pouvoient être qu'à la charge du sieur de Bazoncourt) doivent attirer les premiers regards, quoique ne procédant pas du défaut de jouissance des intérêts de la dot.

On parlera ensuite de l'emprunt de 1738, qui n'étoit pas nécessaire; car si le sieur de Bazoncourt eût payé ce qu'il devoit alors d'intérêts, la femme se fût trouvée acquittée, & il n'eût plus été besoin du contrat d'union fait en 1740, des ventes faites en 1742 & 1745, on eût évité d'ailleurs les frais immenses de dépôt, distribution, Instances de préférence: tableau affligeant dont tous les traits se réunissent pour peindre les désordres occasionnés par les injustices du sieur de Bazoncourt.

Cinquième espèce d'avantages indirects. Contrats de constitutions & obligations passés en 1731.

Ces contrats de constitutions & obligations montans à 16957 liv. de principaux, sont passés dans les mois de Septembre, Octobre & Novembre 1731. Le sieur de Bazoncourt non content d'avoir anéanti la dot de sa femme par la première transaction, imagine trois mois après de la charger personnellement de ces obligations, sur le motif que la Dame de Bazoncourt avoit profité des fournitures qui, dit-il, en sont le fondement.

Il est curieux de l'entendre justifier sa conduite sur ce point. Les faits & les principes, tout prend sous sa main une autre forme. Il imagine avoir prouvé que sa femme étoit tenue de payer *jusqu'à la viande du Boucher qui étoit servie sur sa table*, & des fournitures pour entretiens qui (selon lui) formoient des dépenses folles & excessives, dont il ne pouvoit être chargé: d'où il conclut que sa femme seule devant en être tenue, l'origine des contrats qu'il a autorisée est pleinement justifiée.

Mais qui ne sentira point l'absurdité de ce raisonnement? Déclinons d'abord quelques principes.

Il est de règle qu'un mari est tenu de l'emploi, ou, ce qui est la même chose, de justifier des causes légitimes des emprunts qu'il a autorisés, surtout, lorsqu'ils emportent aliénation & ne sont point acquittés sur les revenus. Ce principe qui a réglé la demande en indemnité des héritières, n'a éprouvé aucun contredit de la part du sieur de Bazoncourt; & comment eût-il pu le contester, sans renverser toute l'économie du Droit Coutumier? Il n'est pas un Auteur qui ne pose pour maxime certaine, que le mari est responsable de son autorisation, sans laquelle la femme ne peut contracter. La raison en est puisée, dit M^e. Cochin, dans l'esprit même de la Loi, qui défend les avantages directs ou indirects entre conjoints; autrement il seroit aisé de convertir en deniers tout le bien d'une femme qui le donneroit à son mari, ou qui se ruineroit en empruntant pour l'avantager. * Aussi trouvons-nous dans le même Auteur nombre d'Arrêts qui ont jugé conformément; il y en a deux entre autres dont l'application se fait directement à notre espèce; le premier rendu au rapport de M. l'Abbé Paulle le 3 Septembre 1711; le second au rapport de M. Henin le 25 May 1724. Ces Arrêts ont jugé que les héritiers d'une femme non commune, qui avoit fait des ventes, dont elle paroissoit avoir touché les deniers, étoient autorisés à en demander l'indemnité au mari. Envain l'on opposoit que c'étoit toucher deux fois le prix; les héritiers répondoient, que le mari, en autorisant, étoit obligé de suivre l'emploi, & que faute d'en avoir justifié, il étoit censé que le prix avoit tourné à son profit, ce qui operoit la garantie. Les Arrêts ont constamment confirmé la maxime, desorte qu'il y a sur cela un dilemme sans réplique: De deux choses l'une, ou les dettes sont légitimes, & dans ce cas le mari doit prouver leur origine; ou ce sont des dépenses folles, & alors le mari n'ayant pas dû les autoriser en est tenu, comme garant de son autorisation; on ne prévoit pas qu'il y ait un moyen d'échapper à cette alternative.

Voyons cependant sur quels motifs le sieur de Bazoncourt prétend établir la légitimité des dettes qui ont formé la cause des contrats & obligations.

Il se dispense de justifier dans son Mémoire celle des contrats faits au profit des Demoiselles Lambert, des sieurs Lhomme & Cavin, ainsi que l'obligation faite au sieur Lethuillier, qui sont un objet de 11113 liv. Dès-là, comme par son silence l'origine de ces créances n'est pas prouvée, il ne peut y avoir aucun doute à prononcer l'indemnité.

Restent les trois contrats faits au profit de Chevenot Boucher, Frion Marchand d'Etoffes

* M. Cochin, Plaid, 53, tom. 3.

d'Etoffes de Soye, & de la veuve de Varenne. Voici son système à l'égard des uns & des autres qu'il faut combattre particulièrement.

Il ne nie point que la dette de Chevenot ne provint originairement de fournitures de viandes faites pour la dépense de sa maison, ces fournitures étoient donc naturellement à sa charge; mais pour les reporter sur sa femme, il veut que l'on croie que lui ayant remis l'argent nécessaire, au lieu de payer le Boucher, elle a employé cet argent à d'autres usages: „ Pour me tromper (ajoute-t-il) elle avoit fait faire „ deux Livres de boucherie, l'un qui restoit en ses mains, l'autre que le Boucher „ gardoit: sur le premier on prenoit des quittances du Boucher que la Dame de „ Bazoncourt me représentoit; mais sur l'autre, pour remplacer ces quittances, „ elle faisoit des billets de cette même viande qui paroissoit acquittée. “ C'est après cette histoire (démentie par les Livres mêmes de boucherie que le sieur de Bazoncourt rapporte) qu'il s'écrie: N'est-ce donc pas braver toute pudeur, de vouloir qu'un mari séparé de biens indemnise les héritiers de sa femme d'un tel engagement?

On va juger par nos réponses, qui des héritières, ou de lui, mérite une pareille apostrophe? Les deux Livres du Boucher qu'il représente, n'ont d'abord aucune analogie, l'un est pour l'année 1727, & l'autre pour 1729: Ainsi l'on ne voit pas sur quoi est fondé la supposition qu'il y avoit en même-tems deux Livres de boucherie, l'un restant entre les mains du Boucher, & l'autre entre les mains de la Dame de Bazoncourt. Cette supposition exigeroit en effet que les deux Livres continssent les mêmes fournitures, le sieur de Bazoncourt le prétend lui-même, en disant, *que l'on mettoit sur l'un les quittances de la viande fournie, & que sur l'autre, pour remplacer ces quittances que l'on lui montrait, l'on faisoit des billets au profit du Boucher.* La fable est donc visiblement détruite par la comparaison des deux Livres.

Il est vrai qu'à la suite des fournitures de 1727, l'on trouve differens billets de la Dame de Bazoncourt montans à 1081 liv. 5 sols, & qu'à la fin du Livre des fournitures de 1729, il y a un arrêté en ces termes: *Reste à payer des comptes arrêtés sur ce Livre 93 liv. 11 sols 6 deniers, lesquels ont été payés le 3 May 1730.* Mais il est clair par le calcul, que cet arrêté ne comprenoit que les fournitures qui sont contenues dans le Livre de 1729, & que les 1081 liv. de billets n'ont pas été faits pour cet objet. Dès-là, on n'a pas trompé le sieur de Bazoncourt, en portant les mêmes fournitures sur deux Livres differens, l'un acquitté, & l'autre qui ne l'étoit pas.

Il doit paroître encore bien singulier que le contrat fait à Chevenot, Boucher, monte à 1826 liv. 10 sols, tandis que les billets ne formeroient que 1081 liv. 5 sols. De toute part il y auroit donc fraude évidente.

Quant à la créance de Frion, on s'appuye d'une Lettre prétendue écrite par la Dame de Bazoncourt à ce Marchand; mais il est visible, en consultant l'adresse, que cette Lettre * n'a jamais été destinée pour Frion: le nom Frion est totalement surchargé & illisible, l'on reconnoît aisément qu'il y avoit un autre nom, & d'ailleurs la surcharge est précédée de la particule *de* qui ne convient point au nom *Frion.* Au surplus, que porte la Lettre? “ Que la Dame de Bazoncourt prie de ne point „ parler à son mari de l'étoffe qu'elle a levée, & qu'elle ira payer dans huitaine. “ Mais, outre qu'il est censé qu'elle a acquitté sa parole, elle pouvoit avoir (sans crime) des motifs particuliers, pour que dans ce moment on ne parlât pas de cette fourniture à son mari. On ne voit pas d'ailleurs en quoi la fourniture consistoit.

Reste le contrat de la Dame de Varenne; il est vrai qu'elle avoit prêté de bonne foi à la Dame de Bazoncourt 2592 liv. dont elle avoit pris un billet, dans la confiance que la Dame de Bazoncourt séparée par son contrat de mariage, n'engageoit par-là que ses revenus; mais le sieur de Bazoncourt s'étant approprié ces mêmes revenus, si elle a consenti alors à convertir son billet en une constitution, elle ne l'a fait que pour ses intérêts actuels, sans entrer dans les motifs qui pouvoient déterminer la femme & le mari à se conduire de la sorte.

Toutes ces explications sont sans doute satisfaisantes; mais quelqu'en soit l'événement, on ne peut pas douter que les objections du sieur de Bazoncourt ne détruisent point le principe, que le mari est tenu de justifier de *l'in rem versum* des

*Première pièce de la production nouvelle du 6 Juin 1750.

emprunts qu'il a autorisés, dès qu'ils entament les fonds qu'une femme en puissance de mari ne peut jamais aliéner sans emploi : de sorte qu'il ne s'agit point aujourd'hui d'examiner les dettes en elles-mêmes, mais seulement si elles ont tourné au profit de la femme. Or, comment ces dettes pourroient-elles lui avoir profité, lorsqu'elles n'ont servi, comme on va le voir bientôt, qu'à occasionner des alienations qu'il a fallu faire pour les acquitter dans la suite ?

L'administration du sieur de Bazoncourt devient par-là, d'autant plus répréhensible, que les prétendues dettes qui forment l'origine des contrats de constitution n'auroient pu, à tout événement, être acquittées que sur les revenus, au-delà desquels une femme en puissance de mari n'a pas droit de s'engager, sans cause ni emploi légitime ; & comme les revenus des années 1729 & 1730, à l'époque desquels on fait remonter les emprunts, ont été totalement abandonnés au sieur de Bazoncourt, qui s'en est emparé, suivant les comptes & délégations du mois de Juillet 1731, il s'ensuit qu'il étoit encore par ce moyen tenu d'acquitter personnellement ses dettes, supposé qu'elles existassent. Il y en a deux raisons.

La première, que n'ayant, de son aveu, payé aucun intérêt de la dot jusqu'aux comptes des 5 & 27 Juillet 1731, il n'a pu en compenser la totalité avec les dépenses d'entretien, sans payer les dettes causées pour dépenses antérieures.

La seconde, que cette compensation étoit d'autant moins en son pouvoir, qu'il n'eût pas ignoré l'existence de ces mêmes dettes, quand la compensation a été opérée. On en trouve la preuve dans la plainte même du 8 Avril (antérieure de trois mois au compte) où il tient ce langage : „ La Dame de Bazoncourt a fait differens „ emprunts & beaucoup de dettes pour les fournitures de bouche de la Maison, & „ autant qu'elle a pu, afin de garder l'argent que je lui donnois pour cette dépense, „ ainsi que je l'ai appris par le Boucher, Marchand de vin, & autres qui sont venus „ pour me demander de l'argent. “

Cependant si le sieur de Bazoncourt n'ignoroit pas que les prétendues dettes existassent dès l'instant de sa plainte, ou plutôt, s'il avoit dès ce moment formé le dessein de les réaliser, il ne peut pas être douteux, 1°. qu'en ne les portant pas au nombre des prétendues spoliations, lors des transactions, il a reconnu qu'à cet égard il n'avoit aucune indemnité à prétendre. 2°. Qu'en compensant trois mois après, les intérêts de la dot avec les dépenses qui avoient précédé, ces prétendues dettes auroient été comprises dans la compensation. Il est donc très-ridicule de les avoir fait revivre trois mois après, lorsque surtout le sieur de Bazoncourt, si attentif à présenter tous ses Domestiques comme Témoins, n'a osé faire entendre dans les informations, pour constater la prétendue mauvaise administration de sa femme, ni le Boucher, ni le Marchand de vin, ni les autres Marchands, qui (selon lui) étoient venus pour lui demander de l'argent ; de sorte, qu'au lieu d'avoir le moindre indice des manœuvres prétendues pratiquées dans les dettes données pour causes aux contrats de 1731, il faut croire au contraire, que les prétextes allégués par le sieur de Bazoncourt, ne sont que des détours pour frauder la prohibition de la Loi.

D'après cela, il est donc évident que les héritières n'ont pas besoin d'entrer aujourd'hui dans la discussion de la légitimité des créances autorisées en 1731. Il faut en revenir au principe, dès qu'il est certain d'un côté qu'une femme séparée ne peut s'obliger au-delà de ses revenus, sans cause ou emploi légitime ; & de l'autre, que le sieur de Bazoncourt prétendoit connoître les obligations de sa femme, quand il a compté & transigé, il n'a pas pu, si les dettes étoient légitimes, s'emparer des revenus échus jusqu'au mois de Juillet 1731 sans les acquitter : Si au contraire elles ne provenoient que de folles dépenses, c'est à lui à s'imputer de les avoir autorisées, il est toujours garant de l'aliénation qu'elles ont produit. On lui laisse l'option dans l'un & l'autre cas.

Cette conséquence doit faire bien moins de doute lorsque l'on voit, qu'au lieu d'acquitter même les rentes produites par les contrats de constitution que ces prétendues dettes ont occasionnées, le sieur de Bazoncourt non content d'avoir compensé les revenus échus, s'est encore emparé de ceux à écheoir ; de sorte qu'à l'époque de ces contrats, & jusqu'en 1736 que la Dame de Bazoncourt a atteint sa succession ; (comme elle n'avoit d'autre bien que sa dot dont elle ne jouissoit

pas) elle étoit, par le fait de son mari, engagée en même-tems dans des dettes qui minoient ses fonds, & dans l'impossibilité absolue de pouvoir acquitter ni principal, ni arrérages.

Or, on le demande au sieur de Bazoncourt lui-même, une administration de cette nature est-elle excusable? Quel mari dorénavant ne parviendra pas à ruiner sa femme, s'il lui est permis de s'en appliquer les revenus, & d'engager ses fonds pour des dettes qu'il autorise, sans se charger même des intérêts qu'elles produisent? Un mari, quand il y a communauté, ne jouit des biens de sa femme, qu'en acquittant les charges. Quelle seroit donc la raison qui permettroit à un mari, dans le cas de séparation, de surprendre, non-seulement une délégation des revenus à son profit, & d'en priver sa femme, mais de ne pas même acquitter les charges qu'il a autorisées?

Cependant on va juger de quels excès cet abus est la source, par les événemens qui déterminent ici la juste réclamation des héritières de la Dame de Bazoncourt.

On a déjà dit que sa succession seroit beaucoup plus qu'absorbée par les dettes qui se sont trouvées au décès; si le système du sieur de Bazoncourt pouvoit réussir. La preuve en est aisée. Il ne reste pas aujourd'hui pour cent à cent vingt-mille livres de biens réels, & le sieur de Bazoncourt seul répète plus de 150000 liv. tant pour le capital des 100000 liv. d'indemnités fixées par les transactions pour prétendues spoliations, que pour les 1500 liv. par année d'indemnité de jouissance, le préciput, les frais & autres accessoires; & cela indépendamment des 300000 liv. de dot qu'il prétend retenir à titre de Donataire, de 340000 liv. prix de la Charge de Grand-Maitre, & de 100000 liv. pour un Brevet de retenue sur la Charge de Maître d'Hôtel, accordée à la Dame de Bazoncourt, & à ses héritiers: Brevet qu'il a fait (dit-on) convertir sur sa tête depuis le décès de sa femme, en surprenant la religion de Sa Majesté.

Il se présente ensuite des Créanciers pour au moins 100000 liv. à la tête desquels sont les sieurs Girardot de Vermeux, qui ont prêté, sous l'autorisation du sieur de Bazoncourt en 1738. Viennent après les représentans du sieur Carré, qui s'annoncent comme créanciers de plus de 20000 liv. pour réparations faites pendant la durée de l'abandonnement dont le sieur Carré étoit Régisseur placé par le sieur de Bazoncourt lui-même. Enfin l'on trouve nombre de Fournisseurs, des Domestiques pour gages, & une immensité de frais occasionnés par les procédures, saisies-réelles, distributions, instances de préférence faites depuis 1738, & qui n'ont eu lieu, que, parce que le sieur de Bazoncourt avoit confisqué les intérêts de la dot sans en acquitter les charges.

Il est clair, d'après ce tableau, qu'en adoptant ses prétentions il s'en faudroit de plus de 150000 l. qu'il n'y eût de quoi payer. Il est encore évident, que retenant déjà par ses mains presque toute la fortune de sa femme, le sieur de Bazoncourt en absorberoit encore le reste avec les 150000 l. de créances qu'il réclame (même au préjudice des Créanciers,) puisqu'il seroit premier en hypothèque, soit que l'on datât du 31 May 1731, jour de la première transaction, soit que l'on se reportât à 1738. Toutes les autres dettes de la Dame de Bazoncourt étant postérieures à ces deux époques.

Comment arrive-t-il donc que la Dame de Bazoncourt (dont les pere & mere jouissoient de près d'un million) doive à son décès 150000 l. de plus qu'elle ne laisse de bien: Elle qui, passé avant l'âge de quatorze ans sous puissance de mari, n'a jamais pu s'obliger valablement, ni aliéner sans cause ou emploi légitime? On a sans doute déjà reconnu d'où procède une déprédation si effrayante. En tout cas, si l'Auteur n'en est pas encore démasqué, quelques réflexions vont mettre sa conduite au grand jour.

Cause de la ruine
de la Dame de
Bazoncourt.

La ruine de la Dame de Bazoncourt provient d'un projet réfléchi & consommé par son mari durant le courant du mariage, que l'on peut envisager sous deux époques. La première, contenant ce qui s'est passé depuis le 31 May 1731, jour de la première transaction, jusqu'en 1738. Et la seconde, tous les désastres postérieurs à 1738. Car on ne parlera point ici des autres avantages que le sieur de Bazoncourt

s'est procuré par son contrat de mariage, & dans l'acte passé avec le sieur de Saint-Leger le 19 Décembre 1720.

Première Epoque.

Quelle étoit donc la situation de la Dame de Bazoncourt en 1731 ? Dotée de 300000 liv. elle jouissoit, ou devoit jouir de 15000 liv. par année, sauf la contribution aux frais du ménage. On vient de voir que c'est sur ce pied que le contrat de mariage & la Sentence du Châtelet ont réglé l'état des Parties, & que les Parties elles-mêmes s'y sont conformées, pour tout ce qui a précédé 1731, ainsi qu'il résulte des comptes des 5 & 27 Juillet de la même année.

Or, la ruine de la Dame de Bazoncourt trouve sa source à cette époque dans plusieurs causes. La première résulte non pas seulement de la réduction, mais de la privation totale des intérêts de la dot que le sieur de Bazoncourt s'est appliqués. La seconde se tire de ce qu'avant 1735, tems de la seconde retraite, le sieur de Bazoncourt, quoique réuni avec sa femme, ne lui a pas fourni ce qui étoit nécessaire pour son entretien, & de ce que depuis 1735 jusqu'en 1740, non-seulement il n'a pas pourvu à ce même entretien, mais ne lui a pas même payé ses logement & nourriture ; de sorte qu'elle a contracté forcément des dettes, qui devenues nécessaires (parce que la Dame de Bazoncourt ne jouissoit pas des intérêts de sa dot,) n'auroient certainement pas existé, si les intérêts de sa dot lui eussent été payés. La troisième résulte des engagements que le sieur de Bazoncourt a fait contracter à sa femme en 1731, sans causes ni motifs légitimes.

Seconde Epoque.

D'un autre côté, tous les désastres survenus à la Dame de Bazoncourt dans la seconde époque, c'est-à-dire, depuis 1738 jusqu'à son décès, ne sont que les effets naturels de ces premières causes, & de l'injustice permanente du sieur de Bazoncourt. 1°. La transaction de 1738 n'a été faite que dans l'intention exprimée par l'acte, de réunir les deux époux, (motif qui a fait illusion aux Auteurs de cette transaction, puisque malgré les avantages indirects dont l'acte fourmille, la réunion pouvoit conserver du moins ce qui restoit de biens à la Dame de Bazoncourt.) Cependant le sieur de Bazoncourt n'a jamais voulu effectuer cette réunion, telles soumissions, tels efforts mêmes que sa femme ait faits pour l'obtenir. 2°. L'emprunt de 40000 liv. fait du sieur de Vermeux en 1738 (emprunt que le sieur de Bazoncourt a autorisé) n'étoit pas nécessaire, s'il eût voulu rendre justice à sa femme, puisqu'en ce moment il lui devoit 62033 liv. d'intérêts accumulés de sa dot. 3°. L'abandonnement qu'il l'a forcé de souscrire en 1740 (dont la régie a augmenté les dettes de la Dame de Bazoncourt de plus de 25000 liv.) étoit encore sans nécessité, puisqu'il devoit alors à sa femme beaucoup plus qu'elle n'avoit elle-même d'obligations à acquitter. 4°. La vente faite du bien de Villeneuve-le-Roy en 1741, pour éteindre les contrats & obligations de 1731 ; celle de la Maison Blanche en 1745, pour payer forcément les dettes qui s'étoient accumulées par l'inutilité de l'abandonnement, (vente qui n'a pas suffi pour acquitter la Dame de Bazoncourt ;) les saisies-réelles, instances de préférence, contributions, & les frais immenses que toutes ces poursuites ont occasionnées, tout cela ne provient que de ce que le sieur de Bazoncourt, confisquant les intérêts de la dot au préjudice de sa femme, & ne l'acquittant pas, il a été impossible qu'elle se liquidât ; de sorte qu'elle s'est vue forcément & successivement précipitée d'abîmes en abîmes. Reprenons succinctement les preuves de toutes ces vérités.

Preuves relatives à la première époque.

1°. La réduction des intérêts de la dot est établie par les transactions mêmes. (On a fait voir qu'une telle convention n'étoit pas au pouvoir des deux époux.) Voilà donc un premier point prouvé.

2°. La privation de ces intérêts est avouée par le sieur de Bazoncourt, qui ne prétend avoir payé 3000 liv. par année, qu'à commencer du mois d'Avril 1740. Ainsi depuis 1731 jusqu'en 1740, point de paiement ; mais depuis 1740 jusqu'en 1757, tems du décès de la Dame de Bazoncourt, son mari a payé 3000 liv. par année : de sorte qu'il n'a retenu par ses mains sur les intérêts de la dot, que 12000 liv. Ces faits sont constans. Or, on verra dans les preuves relatives à la seconde époque, que les dettes de la Dame de Bazoncourt ont été contractées dans l'intervalle de 1735 à 1738 ; & qu'elle n'a été dans l'impossibilité de s'acquitter depuis, que parce que le sieur

sieur de Bazoncourt ne lui a pas fait raison des arrerages jusqu'en 1740, ni de la totalité des intérêts depuis cette époque jusqu'au décès.

3°. Les contrats & obligations faits sans cause ni emploi légitime en 1731, sont par-là même une preuve de déprédation, & la vente faite en 1741 pour les acquitter en est le complément.

Ici commence le développement du désastre de la seconde époque. On peut en rapporter la première cause, après celles que l'on vient d'expliquer, au refus constamment fait par le sieur de Bazoncourt de recevoir sa femme avec lui depuis la transaction de 1738, quoique le sieur de Bazoncourt en ait lui-même imposé la loi dans cet acte: aussi la Dame de Bazoncourt n'avoit-elle signé, que dans la confiance de cette réunion, elle-même nous l'apprend. Instruite que tout ce qu'elle accordoit à son mari, étoient autant d'avantages indirects, elle s'y étoit déterminée par l'espérance de r'avoir son cœur, & de vivre tranquillement avec lui*. Or, si ses espérances n'eussent pas été trompées, elle évitoit sa ruine; car, en employant les revenus arreragés de sa dot à l'acquit des dettes qui existoient, eût-elle même confondu, par la suite, ceux à échoir dans les dépenses du ménage, du moins elle eût vécu sans contracter de dettes. De-là la conséquence qu'elle eût conservé ses biens, qui n'eussent point été la proie des poursuites des Créanciers devenues nécessaires.

Preuves relatives à la seconde Époque.

* Expressions du Mandement.

Avant d'entrer dans le calcul arithmétique qui établit cette vérité, fixons ce point intéressant, que le sieur de Bazoncourt n'a jamais voulu se prêter à une réunion; que par conséquent, il a lui-même à se reprocher d'être contrevenu à l'un des points fondamentaux de la transaction de 1738, au moyen de laquelle il veut tout absorber, & qui devrait être rétorquée contre lui par sa contravention à la principale clause de cet acte.

Convaincu de cette conséquence, le sieur de Bazoncourt a essayé de détruire l'objection par le fait, en excipant de deux sommations qu'il date de 1739, & qui constatent (dit-il) un refus de sa femme de retourner avec lui. Heureusement il prend soin lui-même de nous administrer la réponse en représentant des Lettres non suspectes, qui confondront toujours ces actes mandiés.

Peut-on en effet soupçonner d'un refus de retourner avec son mari, une femme qui auroit donné deux pintes de son sang pour voir l'instant où elle pourroit lui parler. Une femme qui lui écrivoit nommément: „ On m'avoit assuré qu'aussitôt cette affaire „ terminée, vous consentiez à revoir une femme accablée par ses malheurs, & qui étoit „ dans l'espérance de les voir finir, puisqu'on la flattoit qu'elle alloit retrouver le seul „ ami qu'elle avoit dans le monde. “

Voilà le langage que tenoit la Dame de Bazoncourt à l'instant de l'homologation de la transaction. On en convient. Est-ce une femme qui mandoit au sieur de Bazoncourt (dans l'intervale de 1739 à 1740, c'est-à-dire, à l'époque des prétendues sommations) rien ne peut me rendre heureuse sans vous . . . rien ne peut me dissuader que Dieu ne défunira pas ce qu'il a lié par le Sacrement . . . Je vous demande pour toute grâce de m'honorer d'une de vos visites, comme d'une chose précieuse ? Est-ce cette femme (disons-nous) à qui l'on peut imputer la continuation du divorce, qui a subsisté pendant près de vingt-cinq ans ? Non, certainement : ces lettres non-suspectes (puisqu'elles sont représentées par le sieur de Bazoncourt lui-même) portent avec elles un caractère de vérité, dont on ne peut se dissimuler la force, & qui ne peut être mis en comparaison avec des actes mandiés, peut-être même concertés, ou en tout cas, qui ne contiennent aucune preuve de la volonté de la Dame de Bazoncourt, qui n'a point signé de réponse. D'ailleurs, qui ne sçait qu'une simple sommation seroit insuffisante pour constater un refus ? Le sieur de Bazoncourt étoit mari, il joignoit à cette autorité celle des Loix pour forcer sa femme de rentrer avec lui, & certainement il n'eût pas négligé de le faire, s'il eût cru que ce fût son intérêt; il a eu ses raisons pour éloigner sa femme, pour la placer au Port-Royal; & cette démarche qu'il a autorisée, ensuite lui-même, justifie encore la Dame de Bazoncourt, par rapport à la réunion à laquelle elle aspirait si constamment.

Quels reproches son mari n'a-t-il donc pas à se faire, lorsqu'il est prouvé que c'est à ce divorce & à la privation des intérêts de la dot qui en est résulté, que l'on peut seulement imputer la ruine totale de la Dame de Bazoncourt. Revenons dans les calculs,

* Ces faits sont établis & détaillés dans le tableau que les héritières ont produit.

La Dame de Bazoncourt devoit en 1738, 51 à 52000 liv. ſçavoir, 30719 liv. de dettes exigibles provenant des ſuccellions de ſes pere & mere, ouvertes en 1736 & 1737, & 20185 liv. pour leſquelles elle s'étoit engagée perſonnellement, & qui étoient cauſées pour les nourriture & entretien que ſon mari ne lui avoit pas fournis depuis pluſieurs années.*

Il n'y a certainement rien dans ces dettes que de très-légitime; cependant celles contractées pour nourriture & entretien étoient de droit à la charge du ſieur de Bazoncourt, eût-il même eu droit de jouir des intérêts de la dot; & comme il ne l'avoit pas, il étoit tenu de compter avec ſa femme à cette époque, comme il avoit fait en 1731, & alors il lui redevoit plus de 12000 liv. au-delà de ce qui étoit néceſſaire pour l'acquitter.

Le calcul eſt ſimple: Par la Sentence du Châtelet, du 12 May 1737, le ſieur de Bazoncourt eſt condamné de payer à ſa femme, ſeparée de biens, 15000 liv. par année, pour les intérêts de la dot. On fixe à 10000 liv. auſſi par année, la contribution de la Dame de Bazoncourt aux charges du mariage, *tant qu'elle demeurera avec ſon mari*, & dans le cas où elle vivra ſeparément, on les lui conſerve, en totalité, à la déduction de 600 liv. de penſion pour ſa fille.

* Voir le tableau de ſituations produit par les héritières.

* Prouvé par le même tableau.

D'après cela, & en partant du 27 Juillet 1731 jour du compte, juſqu'au mois de Septembre 1735, époque de la ſeconde retraite, ce qui fait quatre ans & deux mois, pendant leſquels la Dame de Bazoncourt a vécu avec ſon mari; de-là, calculant depuis 1735 juſqu'en 1738 que l'emprunt a été fait, & ajoutant trois années pendant leſquelles le ſieur de Bazoncourt (ainſi qu'il eſt convenu) n'a rien payé à ſa femme qui ne vivoit point avec lui, il lui redevoit, calcul fait, * 62033 liv. Voyons maintenant quelles étoient ſes dettes, & ce que l'on a fait pour les acquitter.

On l'a déjà dit, la Dame de Bazoncourt devoit en 1738 * aux environs de 51000 à 52000 liv. exigibles, dont 30719 liv. provenant des ſuccellions de ſes pere & mere, & 20185 liv. pour leſquelles elle s'étoit engagée perſonnellement, & qui étoient cauſées pour ſes nourriture & entretien, que ſon mari ne lui avoit pas fournies pendant trois années. Il n'y a certainement rien d'exhorbitant en cela, ſi l'on conſidere que la Dame de Bazoncourt avoit 15000 liv. à dépenser chaque année, & qu'elle n'avoit trouvé aucune reſſource dans le mobilier des ſuccellions de ſes pere & mere qui étoit abſorbé, ainſi que les arrérages de rentes, par les frais d'inventaire, ſcellés, frais funéraires & dettes criardes, indépendamment de celles dont on vient de parler.*

* Ces faits ſont avoués par le ſieur de Bazoncourt dans l'acte d'autorisation, à la ſuite du contrat de conſtitution fait au profit du ſieur Girardot de Vermenoux: Voy. cet acte produit par les héritières.

Cependant il falloir acquitter les 51000 liv. Le ſieur de Bazoncourt lui-même l'a jugé ainſi, puifqu'il a autorisé l'emprunt de 40000 liv. fait du ſieur de Vermenoux pour y parvenir en partie: Or, c'eſt en cela que ſon adminiſtration eſt criante; car, devant alors 62033 liv. à ſa femme, pourquoi a-t-il diminué les revenus, hypothéqué, engagé les biens de la Dame de Bazoncourt, au lieu de s'acquitter envers elle? Quand ſurtout ce défaut de paiement, perpetué juſqu'au décès de la Dame de Bazoncourt, a occasionné l'aliénation d'une partie de ſes fonds, & les dettes qui ſubſiſtent encore aujourd'hui, pour abſorber ce qui en reſte: déprédation effrayante dont voici la preuve!

* Prouvé par le tableau de ſituations qui eſt produit.

* Le ſieur de Bazoncourt convient qu'il n'a commencé à faire une modique penſion à ſa femme, qu'en 1740.

Il ſ'en falloir près de 12000 liv. que les dettes de la Dame de Bazoncourt fuſſent liquidées par l'emprunt de 40000 liv. puifqu'elle devoit alors 51 à 52000 liv. Il étoit auſſi impoſſible que la Dame de Bazoncourt parvint à les liquider ſur ſes revenus, tant qu'elle ne toucheroit rien de ſon mari. Les revenus qu'elle avoit depuis la mort de ſes pere & mere ne faiſoient qu'un objet d'environ 4000 liv. par année, déduction faite des charges; * il falloir qu'elle *vécût*, qu'elle *s'entretint*, & 4000 livres n'étoient certainement pas trop conſiderables, d'autant que ſon mari continuoît à lui reſuſer juſqu'au moindre ſecours.* Comment donc eût-elle pû acquitter en cet état 12000 l. d'anciennes dettes?

Auſſi ces dettes étant exigibles, occasionnerent-elles bientôt des ſaiſies, c'eſt où le ſieur de Bazoncourt attendoit ſa femme. Le croira-t-on? Au lieu de la ſecourir, de lui payer ce qu'il lui devoit légitimement, il lui impoſa la néceſſité de faire à ſes Créanciers un abandonnement des revenus des ſuccellions de ſes pere & mere: Il eſt vrai qu'il ſe chargea d'en diriger les opérations ſous le nom du ſieur Carré ſon Secrétaire, en même-tems qu'il fit réduire la Dame de Bazoncourt à 1600 livres de

pension viagere. Il est encore vrai qu'il fit alors l'effort généreux de lui payer une pension au Port-Royal, (c'est ce qu'il appelle avoir abondamment fourni le nécessaire.)

Mais, de bonne foi, n'est-ce point braver toute pudeur (pour rendre au sieur de Bazoncourt ses expressions) que de tenir un tel langage ? Le nécessaire qu'il falloit fournir alors, c'étoit d'acquitter 86 à 87000 liv. d'intérêts de la dot dont le sieur de Bazoncourt jouissoit au détriment de sa femme, & qui étoient accumulés, en ajoutant aux 62033 liv. qui étoient dûes en 1738, deux années échues depuis. C'étoit de lui payer 15000 liv. au lieu de 3000 liv. qu'il commença à donner pour sa pension en 1740. Voilà le nécessaire qu'il falloit fournir, parce que le sieur de Bazoncourt en étoit débiteur ; voilà ce qu'un mari qui se seroit respecté, qui n'auroit pas voulu s'enrichir aux dépens de sa femme, n'auroit pas manqué de faire : par-là il auroit ménagé la décence & conservé une fortune considérable, qui n'a été absorbée que par ses injustices & son insensibilité.

Qu'est-ce en effet qu'a opéré le contrat d'union qui a subsisté pendant quatre années ? On l'a déjà dit, il en est résulté 20 à 25000 liv. de dettes nouvelles, sans que la Dame de Bazoncourt y participât pour rien. Le Sr. Carré, Regisseur, s'est trouvé en avance de près de 20000 liv. pour réparations faites aux biens, les intérêts accumulés, & les frais inséparables de cette opération ont occasionné le reste. * Peut-on donc méconnoître l'auteur de tous ces desordres ? Peut-on s'en dissimuler la cause ? Non : l'auteur est le sieur de Bazoncourt : la cause reside dans son obstination à s'emparer du bien de sa femme, & à lui faire contracter à sa décharge des engagements qui ont opéré sa ruine.

* V. les comptes produits par les Représentans le sieur Carré.

Qui pourroit excuser (par exemple) l'aliénation qu'il a fait faire à sa femme, sous son autorisation, d'un Bien situé à Villeneuve-le-Roy & ès environs, à l'effet d'acquitter les contrats & obligations passés en 1731, dont il devoit être personnellement chargé ? Ce Bien a été vendu en 1741 * au sieur Bonneville, moyennant 17800 liv. La Dame de Bazoncourt a donc par ce moyen perdu un fonds, & plus de 800 liv. de rente, pour acquitter des dettes qui ne la regardoient pas.

* Le contrat est produit.

Autre catastrophe : En 1745 le contrat d'union ayant été rompu, parce que les revenus étoient insuffisans pour acquitter les Créanciers, on a saisi réellement ; & pour éviter que tout fût consommé en frais, la Dame de Bazoncourt a aliéné, sous l'autorité de la Justice, la Maison Blanche, située Quay Saint Bernard, & vendue 90000 l. qui n'ont pas encore suffi, à beaucoup près, pour acquitter les Créanciers : Il y en a deux raisons. D'un côté, les frais se sont multipliés ; de l'autre, les principaux des rentes sont devenus exigibles, (car la Dame de Bazoncourt ne faisoit pas personnellement de nouvelles dettes,) de-là, les dettes qui restent encore à acquitter ; de-là, les instances de préférence qui n'ont pas cessé jusqu'à la mort de la Dame de Bazoncourt.

Voilà le tableau affligeant de la déprédation dont ses héritières se plaignent aujourd'hui. Voilà ce que le sieur de Bazoncourt, auteur de cette déprédation, ose qualifier de *système impudent, de noirceurs, d'impostures*, sans entreprendre de justifier autrement sa conduite, qu'en se renfermant dans ce seul point, *les intérêts de la dot m'appartenoient*. Mais c'est reconnoître, au moins implicitement, que *si ces intérêts NE LUI APPARTIENNENT PAS*, ce système rempli d'impudences, de noirceurs, d'impostures, n'est plus qu'une peinture, peut-être trop vraie, mais du moins accablante pour lui, de toutes les injustices que nous lui reprochons. C'est reconnoître qu'il se fera emparé de ces intérêts frauduleusement & sans droit, & que par conséquent il doit indemniser les héritières de sa femme des vexations qu'elles ont souffertes par la poursuite de ses Créanciers, des saisies de ses revenus, de la vente de ses fonds. Voilà la conséquence qui résulte, à sens contraire, de son argument, détruit par le fait : Or, à quel titre les avoit-il donc acquis ces intérêts ? Est-ce par son contrat de mariage ? Mais ce contrat contient *séparation de jouissance*, il les accorde à la Dame de Bazoncourt, & le sieur de Bazoncourt lui-même n'avoit encore osé s'en emparer lors de la transaction de 1731, quoique la lettre de la Dame de Bazoncourt le rendit maître absolu des conventions renfermées dans l'acte, *j'en passerai par tout ce que vous voudrez, le bien ne m'a jamais tenté*. Est-ce par les comptes des 5 & 27 Juillet

1731 ? Au contraire, ces comptes confirment nommément la séparation de jouissance. Ce n'est que dans la transaction de 1738 que le Sr. de Bazoncourt s'est enhardi jusqu'à dénaturer tous ces actes : eh, pourquoi l'a-t-il fait ? Pourquoi l'a-t-on souffert ? Il l'a fait pour subjuguier sa femme, pour être maître de sa ruine, lui en imputer la faute, & pouvoir, en la présentant comme une dissipatrice, exciter la compassion en sa faveur, & détourner les regards sur ses injustices criantes. Il est vrai qu'on a souffert qu'il introduisit dans la transaction cette clause révoltante, parce que l'on se flattoit d'une réunion qui paroïssoit désintéresser la Dame de Bazoncourt sur cette jouissance que son mari promettoit, & qu'il n'a jamais voulu effectuer depuis, quoiqu'il y en eût une clause expresse dans la transaction.

De quel droit le sieur de Bazoncourt prétend-il donc aujourd'hui revendiquer l'exécution des autres clauses de cet acte, quand il est convaincu d'avoir lui-même refusé d'en exécuter l'article fondamental ? Il faudroit au moins regarder la réunion comme conditionnelle de tous les arrangemens que la transaction contient ; il faut donc juger le sieur de Bazoncourt, d'après l'obstacle qu'il a apporté à son exécution, pour résoudre toutes les conventions qui n'auroient été adoptées & souscrites que sur ce motif.

Ainsi de quelque côté que l'on se décide, soit que l'on considère l'injustice des transactions en elles-mêmes, leur irrégularité, le désordre qu'elles ont produit, soit que l'on s'arrête à l'inexécution de la clause principale à laquelle le sieur de Bazoncourt s'est soustrait, il est impossible de rejeter les conclusions que prennent aujourd'hui les héritières à cet égard.

On se le rappelle : fondées sur les titres les plus précis, clauses du contrat de mariage, compte, reconnoissances, elles revendiquent les intérêts de la dot, à compter du 27 Juillet 1731, conformément à la Sentence rendue au Châtelet le 12 Mai 1737, sauf les déductions des sommes payées pour pension depuis 1740. Elles concluent à l'indemnité des emprunts, frais & ventes occasionnés par ce défaut de paiement, & ces demandes ne peuvent pas être raisonnablement contestées.

D'abord il est prouvé que les intérêts de la dot appartenoient à la Dame de Bazoncourt ; donc le sieur de Bazoncourt est tenu d'en faire compte à ses héritières. Il est prouvé que c'est pour n'avoir point été payé de ces intérêts que la Dame de Bazoncourt a contracté des dettes, & fait des emprunts autorisés de son mari lui-même. Il est prouvé enfin que ce même défaut de paiement a obligé cette femme infortunée à mettre ses revenus en direction ; que les revenus ayant été insuffisans pour payer, il a fallu aliéner des fonds, & que ces ventes elles-mêmes n'ont pas suffi, puisqu'il reste plus de 100000 liv. à acquitter encore, parce que les frais de direction, ceux de saisies réelles, les distributions, les instances de préférence multipliées ont absorbé presque toujours le bénéfice sans acquitter les dettes, dont les principaux sont devenus exigibles. Quel seroit donc le doute à condamner le sieur de Bazoncourt ? Les arrérages des intérêts de la dot sont une dette ; il faut la payer. L'indemnité du désastre apporté dans la fortune de la Dame de Bazoncourt, par le défaut de paiement depuis 30 ans, est une peine de *l'avantage indirect* qui a autorisé cette injustice dans le sieur de Bazoncourt. C'est une indemnité de sa mauvaise administration, dont un mari est garant ; c'est une suite du principe qui oblige le mari à veiller à l'emploi, à empêcher les aliénations sans cause, à conserver, en un mot, les biens de sa femme. Le sieur de Bazoncourt, au contraire, a conjuré la ruine de la Dame de Bazoncourt ; il en est le seul auteur, pour ne lui avoir pas payé ce qu'il lui devoit légitimement. Cette portion des demandes des héritières est donc aussi bien fondée que celle en nullité des transactions & retranchemens de tous les avantages indirects qu'elles ont expliqué. Il ne leur reste qu'à établir la nullité de la donation de 300000 l. portée au contrat de mariage des Sieur & Dame de Bazoncourt.

SECONDOBJET.

Nullité de la donation.

Cette nullité procede de deux causes également décisives. 1°. La Demoiselle de Saint-Leger, âgée seulement de 13 à 14 ans lors de son contrat de mariage, étoit dans

33
dans l'interdiction absolue de pouvoir aliéner sa dot. 2°. Elle n'a pas été valablement autorisée pour le faire.

Qu'en général les aliénations soient interdites aux mineurs, c'est un principe qui ne reçoit d'exceptions que dans les cas de nécessité, & pour causes valables. Voilà la distinction introduite par le Droit. La Loi *Prædia*, *Cod. de præd. minor sine causa non alienandis*, exige même pour que l'aliénation subsiste, qu'elle soit faite avec formalité & Décret de Justice. Ce qui est adopté & confirmé parmi nous par différens Arrêts de Réglemens, & singulièrement par les Arrêts des 9 Avril 1630, & 28 Février 1722.

Or, si telle est la règle étroite qui restreint l'aliénation des biens des mineurs, comment un mineur peut-il être capable de donner ? *Donare id est perdere*, dit la Loi. Un mineur qui donne purement & simplement, donne donc sans utilité, sans espérance de retour, ni de récompense ; dès-là, il donne sans cause, il aliène gratuitement & sans formalité, il transgresse la faculté que la Loi lui accorde pour le relever de l'interdiction naturelle dans laquelle son incapacité le constitue.

Mais la faveur des contrats de mariage ne peut-elle point modifier ces principes ? Le sieur de Bazencourt paroît s'en être flatté, cependant on ne voit pas qu'il trouve aucune autorité pour justifier les donations pures & simples, que pourroient faire les mineurs, même dans ces sortes de contrats.

Voici au contraire ce que porte l'article 272 de la Coutume de Paris : „ Il est loisible à toutes personnes de vingt cinq ans accomplis & saines d'entendement, de donner & disposer, par donations & dispositions faites entre-vifs de tous ses meubles & héritages propres, acquêts & conquêts, à personnes capables, & néanmoins celui qui se marie, ou qui a obtenu Lettres de bénéfice d'âge entérinées en Justice, peut, ayant l'âge de vingt ans accomplis, disposer de ses meubles.“

La Coutume subordonne (comme on le voit) la faculté qu'elle accorde au mineur de pouvoir donner par contrat de mariage, à deux conditions ; elle exige avec l'âge de vingt ans, que la donation du mineur, pour être valable, soit restreinte aux meubles seulement. C'est même une faveur qu'elle lui accorde, contraire aux dispositions absolues du Droit, & qui par cette raison forme un privilège, qui doit être resserré dans les limites que la Loi désigne, on ne peut pas en abuser pour porter la dérogation au-delà de son terme.

Quel étoit donc l'état de la Dame de Bazencourt lors de son mariage ? De quoi a-t-elle disposé en faveur de son mari ? On l'a déjà dit, elle n'étoit alors âgée que de treize à quatorze ans ; cependant elle a gratifié le sieur de Bazencourt d'une somme de 300000 liv. Est-il donc permis de se faire illusion sur le sort d'un tel avantage ? Est-il permis de se dissimuler que l'on n'a respecté en aucun point les dispositions de la Loi ?

La Coutume n'accorde la faculté de donner qu'à l'âge de vingt ans, & la Dame de Bazencourt n'étoit âgée que de treize à quatorze ans lorsqu'elle a contracté. La Coutume restreint l'objet de la disposition aux meubles seulement, & l'on a fait donner par la Dame de Bazencourt une somme de 300000 livres, avantage immense, qui forme aujourd'hui presque la totalité de la fortune qui s'est trouvée dans sa succession, & qui, s'il pouvoit subsister, dépouilleroit tout-à-la-fois les héritières, & exposeroit des créanciers légitimes à être privés de leurs droits.

Mais, un tel événement n'est point à craindre ; quand la Loi parle, quand elle contient une disposition précise, il n'est permis à personne d'y contrevenir ; les Magistrats dont les mains sont liées par sa disposition, se regardent toujours dans l'heureuse interdiction de pouvoir l'enfreindre ; & dans l'espèce particulière le bien & l'intérêt public les engagent toujours à restreindre la disposition des mineurs dans de justes bornes ; ils penseront, avec les Commentateurs de la Coutume, qu'hors les cas exprimés par la Loi, les donations des mineurs ne peuvent pas subsister.

Dupleffis, le seul que l'on se permettra de citer ici, s'est amplement expliqué sur ce point, & comme il réunit dans son opinion l'avis de tous les autres, son sentiment suffira pour marquer la véritable étendue, que l'on peut donner à l'art. 272. Voici les propres termes de cet Auteur.

„ Il y a lieu de s'étonner de cette grande liberté, que la Coutume donne aux mis

neurs; car il est certain que s'il étoit obligé par prêt dont il eût touché & dissipé les deniers, il feroit facilement casser l'obligation; or, en lui permettant ainsi de dissiper de tous ses meubles, cela est bien plus de conséquence, & la lésion y est bien plus grande; "puisque donner c'est perdre C'est pourquoi j'estime qu'il y a erreur dans l'article; mais pour nous y accommoder, puisqu'il est fait, il n'en doit pas être ici de même que dans les donations des majeurs, qui ne doivent point avoir d'autres principes que la volonté. Car, j'estime que dans celles des mineurs, il faut garder le privilège de minorité, & qu'elles doivent avoir causes légitimes pour être valables, autrement elles pourroient être facilement cassées; de sorte que cette disposition, à vrai dire, n'a été faite que pour permettre aux mineurs de faire les donations des meubles en tout, ou partie ou de sommes mobilières en se mariant, ou pour leur permettre des donations rémunératoires Hors ces deux cas (dit toujours le même Auteur) les donations des mineurs ne peuvent être que tromperies, lesquelles la Coutume n'a point entendu autoriser.

Commenter ces expressions, ce seroit les affoiblir, aussi le sieur de Bazencourt est-il forcé de convenir que tous nos principes sont vrais en général, il ne se retranche que dans une distinction, il veut que l'on fasse une différence dans leur application entre le mineur qui se dote de *suo*, & celui qui après avoir été doté par ses pere & mere, fait une donation en leur présence & de leur consentement; il argumente ensuite de quelques clauses du contrat de mariage, & soutient au surplus que la dot étoit fictive. Combattons d'abord sa distinction sur les principes. Il sera facile ensuite d'expliquer les clauses du contrat, & de rétablir la réalité de la dot.

En premier lieu, on ne voit point où le sieur de Bazencourt a trouvé la distinction triomphante qu'il invoque avec tant d'assurance: Il auroit dû citer au moins quelques autorités pour l'appuyer, & jusques-là on pourroit se contenter de lui dire, votre distinction est contraire à la Loi, qui ne distingue pas; or il est de règle que toutes les fois que la Loi ne distingue pas nous ne devons ni ne pouvons distinguer: *ubi lex non distinguit nec nos distinguere debemus*; mais les héritières de la Dame de Bazencourt sont accoutumées à le suivre dans tous ses raisonnemens.

Objection. Par quelle raison doit-on distinguer (selon le sieur de Bazencourt) la donation faite par un mineur en présence de ses pere & mere, de celle faite par un mineur qui se dote de *suo*; c'est, dit-il, que dans le premier cas, les pere & mere sont Donateurs, & que les Donateurs peuvent apposer à leurs libéralités telles conditions qu'ils jugent à propos, d'autant qu'ils ne sont pas obligés de fournir la dot, au lieu que dans le second cas, le mineur disposant de son propre bien, ne peut pas transgresser les termes de la Loi. Le sieur de Bazencourt apperçoit néanmoins la difficulté, qui doit s'élever relativement à la condition qu'il suppose, si elle n'est point exprimée dans l'acte; & pour parer à cet inconvénient, il prétend la trouver dans une clause qui suit la stipulation de propres où il est dit *sans pourtant que cette stipulation puisse nuire à la donation qui sera ci-après faite audit futur époux dans les cas qui seront exprimés*. Or (continue-t-il) ces cas exprimés sont un droit de retour à l'exclusion de tous héritiers collatéraux, & une pension viagère sur la dot que les pere & mere se réservent dans le cas du prédécès de leur fille: Donc, les pere & mere eux-mêmes ont réservé la donation: Donc, ils l'ont placée au nombre des conditions qu'ils oppoient à leur libéralité.

Réponse. Avant de prouver que cette objection pêche en tous points, il faut rappeler une circonstance que le sieur de Bazencourt a prudemment dissimulée, & qui cependant est ici décisive. Cette circonstance consiste en ce que, bien loin que les pere & mere de la Dame de Bazencourt, lui aient imposé la condition de donner, ils ne l'ont pas même autorisé pour faire cette donation.

Que l'on lise le contrat de mariage, l'on verra que la donation est non-seulement isolée & indépendante des autres clauses; mais que la Dame de Bazencourt n'est pas même autorisée de ses pere & mere pour la faire; c'est le sieur de Bazencourt, qui autorise sa future: Les pere & mere se contentent de donner leur consentement. Or, le défaut dans l'autorisation vicie substantiellement, & annule totalement la donation.

Qui est-ce qui ignore, en effet, qu'un mineur est dans l'impossibilité absolue de stipuler une clause, qui tend à aliéner, à moins qu'il ne soit *précisément autorisé*? Qui est-ce qui ignore que l'autorisation seule donne à cet incapable le droit d'agir, l'habilité, l'élève à la condition de celui, qui a la faculté de disposer; & qu'au contraire toutes les fois qu'il n'est point nommément autorisé & lorsqu'il s'agit surtout d'actes onéreux, telle qu'une donation de 300000 liv. sans réciprocité, il n'a plus la capacité nécessaire pour contracter? Car, le simple consentement ne lui procure pas cette capacité que les Loix lui refusent; ce consentement n'ajoutant rien à l'état de la personne incapable ne regarde que l'intérêt & l'acquiescement personnel de celui qui le donne.

Cette distinction entre l'autorisation & le consentement est familière dans l'usage. Voici ce qu'en dit d'Argentré l'un de nos Jurisconsultes les mieux accrédités: *Autoritas personam habilitat ad contrahendum, consensus autem interesse respicit*: aussi l'autorisation nécessaire aux incapables pour contracter, est-elle une formalité dont rien ne dispense. Cette formalité est tellement de rigueur que nos Auteurs, en parlant de l'autorisation de la femme, exigent qu'elle soit expresse, *per verbum autoriso*. Ils n'admettent aucune conjecture ni expression, tendantes à faire présumer l'autorisation par équipollence. En un mot, on ne doute point que le défaut d'autorisation formelle du mari, quoiqu'il parle dans un acte conjointement avec sa femme, n'emporte une nullité absolue de l'obligation de celle-ci, quand même ils auroient contracté l'un & l'autre en nom, & quoique tous deux eussent signé l'acte, avec approbation de la part du mari, des engagements qui pouvoient y être renfermés contre sa femme.

Or, quelle différence pourroit-on faire entre le mineur & la femme en puissance de mari? Tous deux sont incapables pour aliéner, tous deux ne peuvent le faire que sous le régime de ceux dont ils dépendent, & qu'après avoir été valablement autorisés; il ne peut donc y avoir le moindre doute que le défaut d'autorisation expresse de la part des père & mère de la Dame de Bazoncourt pour faire la donation dont il s'agit, n'emporte nullité absolue de cette disposition, le consentement qu'ils ont donné ne pouvant pas réparer l'incapacité de leur fille, *autoritas habilitat ad contrahendum, consensus autem interesse respicit*.

Dira-t-on que le vice de cette donation est réparé par l'autorisation, qu'a donnée le sieur de Bazoncourt: en ce cas, il y a deux réponses.

La première, c'est que le mari futur, même fiancé, n'a pas le droit d'autoriser sa future avant que le mariage soit consommé.

La seconde, c'est qu'un mari, même en tout tems, ne peut pas autoriser sa femme pour se faire un avantage personnel; on peut sur ces deux points consulter le Brun, Traité de la Communauté, liv. 2, chap. premier, sect. première, nomb. 2, 3, 4, 5 & 6, & sect. 3, nomb. 9.

Mais si, d'un côté, l'autorisation doit être expresse, à peine de nullité; si, de l'autre cette autorisation ne peut être donnée que par les personnes sous la puissance desquelles est l'incapable; si le simple consentement n'habilité point pour contracter, peut-il y avoir la moindre difficulté à regarder comme nulle une donation de 300000 liv. faite par une mineure de quatorze ans, qui n'a pas été nommément autorisée à cet effet, ou qui l'a été par une personne, qui n'en avoit pas le pouvoir, le futur ne pouvant autoriser sa future en général, & surtout lorsqu'il s'agit d'un avantage immense, dont il doit recueillir personnellement le bénéfice?

L'autorisation qui est nécessaire pour réparer l'incapacité de celui qui contracte, est autant de rigueur que la formalité de l'acceptation & de la tradition l'est dans une donation. Ces deux caractères sont essentiels à la substance de l'acte; or on soutiendrait vainement que le consentement du Donataire seroit suffisant pour réparer le défaut d'expression, ou de l'acceptation ou de la tradition. Eut-il signé l'acte? Ces obmissions ne seroient pas réparées, la donation n'en seroit pas moins nulle; elle l'est donc également quand le mineur n'a pas été autorisé pour le faire de la part de ceux sous la puissance desquels il étoit, lorsqu'il a contracté, leur autorisation devant être aussi expresse que l'acceptation & la tradition, & nommément exprimée *per verbum autoriso*, à peine de nullité.

Cela posé, on pourroit se dispenser de discuter plus particulièrement l'objection du sieur de Bazoncourt. Peu importe, en effet, que la Demoiselle de Saint-Leger mineure ait été dotée par ses pere & mere, ou qu'elle se soit dotée *de suo*, lorsque la donation qu'elle a faite de la dot qu'elle venoit de recevoir pèche essentiellement, *faute d'autorisation*. Mais le sieur de Bazoncourt veut donner le change, quand il assure que les pere & mere, en dotant, ont apposé à leur libéralité la condition de faire la donation dont il s'agit, & ce fait est assez essentiel pour mériter quelques réflexions.

A cet égard : Nous sommes d'accord que l'on ne trouve dans le contrat de mariage des Sieur & Dame de Bazoncourt aucune clause, où cette condition soit stipulée; cependant il est de règle qu'une condition ne se supplée point, qu'il faut de nécessité l'exprimer nommément, pour que la disposition qu'elle affecte en soit chargée, & ce principe ne fera certainement pas contesté par le sieur de Bazoncourt, puisqu'il borne ses efforts à chercher cette condition dans la clause du contrat de mariage, qui contient la stipulation de propre.

Tout consiste donc à sçavoir, si la reserve, que l'on trouve après cette clause, est en effet une condition imposée par les Sieur & Dame de Saint-Leger à leur fille de faire la donation dont il s'agit? Mais pour se convaincre de la négative, il suffit d'analyser l'acte même.

L'on y remarque d'abord deux points de vûe différens : 1°. La dot qui est stipulée expressément en faveur de la Demoiselle de Saint-Leger *séparée de biens*. 2°. La donation qu'elle fait ensuite de son chef.

1°. Le sieur de Bazoncourt ne niera pas que dans la clause, où la dot est stipulée, il ne se trouve *aucune condition*, puisque la Demoiselle de Saint-Leger est *purement & simplement gratifiée de cette dot*. On convient seulement, qu'elle la remettra à son mari pour s'en charger envers elle, on ne la charge point de la condition de donner, & c'est cependant en cet endroit qu'une telle condition eût dû être placée, si les pere & mere eussent entendu en imposer la Loi à leur fille.

2°. Il n'y a point encore de condition dans la clause où la donation est exprimée; tout ce que l'on y trouve, c'est que les pere & mere consentent à cette donation, qui est faite par leur fille de son chef.

Voilà donc jusqu'ici deux actions différentes dans le contrat de mariage; d'un côté, des pere & mere qui, pour remplir le devoir de la nature, font à leur fille une transmission anticipée d'une portion de leur succession. La Demoiselle de Saint-Leger reçoit 300000 liv. en avancement d'hoirie; cet avantage anticipé est fait d'une manière absolue, sans condition ni restriction. De l'autre, cette Demoiselle qui vient de recevoir purement & simplement, *dispose de son chef*, sans être autorisée, elle aliène *sans cause ni formalités*, avec consentement de ses pere & mere à la vérité; mais ce consentement n'a pas l'effet d'opérer une condition, de même qu'il ne peut pas réparer le défaut d'autorisation.

Que résulte-il en effet de ce consentement? Rien autre chose, sinon que par-là les pere & mere ont renoncé à la faculté de pouvoir opposer personnellement le vice de la donation au sieur de Bazoncourt, qu'ils lui ont sacrifié leurs intérêts personnels, sans réparer le vice absolu du titre, dont tout autre qu'eux, qui aura intérêt, pourra demander la nullité. Voilà la seule conséquence du consentement qui, on le répète, n'opérera jamais ni une condition qui n'est point exprimée, ni une autorisation nécessaire dont l'obmission emporte nullité.

D'après cela il est facile d'apprécier la reserve que l'on trouve ensuite dans la clause de stipulation de propre. Que porte cette reserve? Que la clause de propre ne pourra nuire à la donation qui sera ci-après faite. Mais une telle reserve ne répare point encore le vice substantiel de l'acte; ce n'est ni une condition de donner, ni une autorisation pour donner. C'est, si l'on veut, une suite du consentement des pere & mere qui ont acquiescé, autant qu'il étoit en eux, à ce que la stipulation de propre ne puisse anéantir la donation, de même qu'ils consentoient que cette donation fût faite; mais on le dit encore, il n'en résulte ni une condition imposée à la mineure de donner, ni une autorisation (nécessaire & qui ne se supplée point) pour effectuer valablement la donation.

Que devient donc maintenant la distinction imaginée par le sieur de Bazoncourt; entre

entre un mineur qui se dote de *seo*, ou un mineur doté par ses père & mère, pour en induire la faculté de donner par contrat de mariage une somme de 300000 liv. avant l'âge de quatorze ans & sans réciprocité ? Il faudroit en effet, pour faire valider une telle donation purement onéreuse, purement à charge au mineur, qu'elle ne fût que la suite d'une condition apposée à une libéralité, desorte que ce fût plutôt l'Auteur de la libéralité qui donnât, que celui qu'il vient d'en gratifier ; mais, 1°. On ne peut pas regarder, comme une libéralité pure & simple, la dot qui est constituée par des père & mère à leurs enfans ; des père & mère, en dotant, font moins une libéralité qu'ils n'acquittent une dette contractée par la nature, puisque non-seulement les Loix obligent de doter, mais que la dot elle-même n'est qu'un avancement anticipé, d'un bien successif, que la Loi assure aux enfans.

Ainsi des peres & meres qui dotent, remplissent un devoir qui leur est en quelque sorte imposé ; mais quand ils ont doté, le bien étant passé dans la main de leurs enfans, est alors sujet à toutes les impressions des Loix, qui protègent la minorité en défendant les aliénations faites sans utilité, réciprocité ni cause légitime : De sorte qu'il n'y a point de différence réelle par rapport aux donations pures & simples que fait ensuite le mineur de la chose qu'il a reçue en dot & en avancement d'hoirie, avec le cas où il dispose d'un bien qui lui est déjà échu par succession.

N'est-ce pas en effet la même chose de donner sans utilité un bien reçu en anticipation de succession, ou un bien dont le mineur est devenu Propriétaire par l'effet de la succession échue ? Cependant le sieur de Bazoncourt convient que dans ce dernier cas la donation seroit nulle comme contraire aux dispositions de l'art. 272 de la Coutume. Il faut donc conclure qu'elle l'est également dans le premier, puisque la nature des biens donnés est en quelque sorte la même, & que la Loi ne distingue point dans sa prohibition.

En second lieu, l'argument du sieur de Bazoncourt tombe par le fait, quand il suppose que les père & mère ont apposé à la dot la condition de la donner au mari. Faut-il le répéter encore, il n'y a dans le contrat aucune trace, ni aucune expression de cette condition ; les Sieur & Dame de Saint-Leger ont remis purement & simplement à leur fille en avancement d'hoirie les 300000 liv. dont ils la dotoient. C'est elle qui a donné de son chef, ils ne l'ont pas même autorisé pour le faire ; s'ils ont consenti à la donation, ce consentement n'a pas le droit ni de suppléer une condition de donner qui n'est point exprimée, ni de réparer l'obmission de l'autorisation, qui devoit être expresse à cet effet ; il faut donc de toute nécessité subir le sort de la prohibition prononcée par l'article 272 ; la donation est nulle comme faite d'une somme de 300000 livres par une mineure qui ne pouvoit disposer qu'à vingt ans de ses meubles seulement.

Cette donation contrevient en effet aux deux cas exigés par la Coutume. Pour mettre le mineur en état de disposer, la Coutume exige que le mineur soit âgé de vingt ans, & la Demoiselle de Saint-Leger n'en avoit pas quatorze lors de son contrat de mariage ; le mineur ne peut disposer que de meubles périssables, & la Demoiselle de Saint-Leger a disposé d'une somme immense de 300000 liv. qui ne peut pas être assimilée à de simples meubles.

C'est, en effet, une distinction que font encore nos meilleurs Auteurs sur le mot *meubles*. On ne doit pas confondre sous cette expression générique une somme considérable de deniers comptans. Argou qui a fait une excellente analyse du Droit François, explique parfaitement le sens qu'il faut attacher sur ce point à l'article de la Coutume, tit. 1, liv. 2, chap. 11, des *Donations entre-vifs* : Il faut avoir (dit cet Auteur) la libre disposition de son bien, pour pouvoir faire une donation entre-vifs ; c'est pourquoi ceux qui sont morts civilement, les mineurs, les interdits, ne peuvent pas donner entre-vifs ; il est vrai que les mineurs, qui se marient ou qui ont obtenu des Lettres de bénéfice d'âge entérinées en Justice, peuvent à vingt ans accomplis disposer de leurs meubles dans la Coutume de Paris, ce qu'on doit néanmoins restreindre aux meubles ordinaires, qui ne font que la moindre partie des biens du mineur. " Car si un Marchand avoit laissé tout son bien en effets mobiliers, on n'autoriseroit pas son fils (quoiqu'agé de vingt ans & émancipé) à donner tout ce bien par donation entre-vifs.

Concluons d'après cela : on ne peut pas assimiler à de simples meubles une somme

de 300000 liv. la donation d'une somme aussi considérable faite par un mineur, n'en feroit pas moins irrégulière ; le mineur fut-il âgé de vingt ans ? Elle est donc insoutenable lorsqu'il est prouvé, que la Dame de Bazoncourt n'en avoit pas 14, quand elle a donné ? Aussi notre Adversaire, convaincu de cette conséquence, met-il sa dernière ressource (pour justifier la donation qu'il défend) à soutenir, qu'au surplus, la dot qui en fait la matière étoit *fictive* ; de sorte qu'il n'est point étonnant que l'on lui ait fait une donation, uniquement destinée à la mettre à l'abri de toute répétition de la part des héritiers de sa femme. Il faut donc le forcer encore dans ce dernier retranchement.

Preuves que la
dot n'est pas fictive.

Comment le sieur de Bazoncourt prétend-il prouver cette *fiction* ? Il allègue plusieurs conjectures démenties par la quittance qui est au pied du contrat de mariage.

1°. Dit-il, il suffit de dater. Ce contrat est du 21 Septembre 1720 : or, personne n'ignore qu'alors le papier étoit substitué à l'argent ; il est donc impossible que la dot ait été fournie autrement, aussi dans le vrai ne l'a-t-elle été qu'en vingt Actions sur la Compagnie d'Occident.

2°. Si la dot eût été payée en argent, on eût stipulé un emploi, & il n'y en a point dans le contrat de mariage.

3°. Le sieur de Bazoncourt va plus loin. S'il y eût eu (dit-il) un paiement effectif des 300000 liv. comme les conjoints étoient séparés de biens, & qu'ils en avoient personnellement la jouissance, il est évident qu'on m'auroit obligé à payer les intérêts de la dot sur le pied du denier 20. (Voilà un aveu bien formel que la Dame de Bazoncourt avoit droit de jouir des intérêts de sa dot.) Pour suivons.

4°. Les enfans (dit toujours le sieur de Bazoncourt) n'auroient pas eu la faculté de ne pas rembourser au décès de leur mere, en lui payant l'intérêt sur le pied de l'Ordonnance qui auroit cours alors.

5°. Le contrat de mariage ne contient point de *numération d'espèces*.

6°. Enfin, le sieur de Saint-Leger a reconnu dans un Mémoire imprimé, qu'en effet il n'avoit payé la dot qu'en vingt Actions d'Occident ; ce qui est encore certain d'après les lettres de la Dame de Bazoncourt, & les faits & articles tenus pour avérés.

Tel est donc le système que nous avons à combattre ; mais à quoi se réduit-il, si ce n'est à avouer que la dot a été réellement fournie ? Quand le sieur de Bazoncourt s'est engagé de prouver qu'elle étoit fictive.

Supposât-on en effet, avec lui, que cette dot ait été payée en vingt Actions d'Occident évaluées 300000 liv. quelle en seroit la conséquence, sinon que la dot a été réelle, & que toute idée de *fiction* seroit dissipée ?

Au surplus, les héritières de la Dame de Bazoncourt se défendront plus simplement. Elles ignorent ce qui s'est passé dans ces tems reculés ; elles ne doivent par conséquent connoître que les expressions des actes. Or, que trouvent-elles dans le contrat de mariage ? Que la dot a été payée en deniers ; que la Demoiselle de Saint-Leger a reconnu l'avoir reçue en louis & argent, & que le sieur de Bazoncourt s'en est chargé. Elles opposent donc à leur Adversaire, son propre aveu, sa propre reconnaissance qui n'est point attaquée. Elles lui opposent le principe, que la foi est due aux actes, & que toute reconnaissance est obligatoire tant qu'elle n'est pas détruite. Ce seul mot résout la difficulté.

En vain le sieur de Bazoncourt diroit après cela que la quittance au pied du contrat de mariage ne contient point de *numération d'espèces*. C'est une allégation assez indifférente ; car nous n'admettons pas l'exception que les Loix appellent *non numeratæ dotis* ; l'on peut consulter sur cela Bacquet des droits de Justice, ch. 15, n. 75. Basnage sur l'art. 410 de la Coutume de Normandie, & les Arrêts rapportés par MM. le Prêtre & Louet.

Les conjectures tirées du défaut d'emploi ne détruiront pas encore une reconnaissance précise, il n'en résultera rien autre chose qu'un aveu formel que la Dame de Bazoncourt, en qualité de femme séparée, avoit droit de jouir des intérêts de sa dot qui n'étoit pas confondue dans les revenus du mari, & que par conséquent ce que le sieur de Bazoncourt dit de contraire pour justifier les transactions ne doit plus être d'aucun poids.

M. de Saint-Leger
juriconsulte

Quant au Mémoire du sieur de Saint-Leger, aux Lettres de la Dame de Bazoucourt, à l'Interrogatoire sur faits & articles, toutes ces pieces étrangères ne pourroient dire ni la clause de l'acte, ni le principe, ni ses conséquences.

Mais allois-je vous parler à toutes les idées du sieur de Bazoucourt, suivons l'ordre ; supposons (sans l'avouer) que la dot ait été en argent, qu'en résulteroit-il ? Ces actions auroient eu une valeur réelle, elles auroient été estimées 300000 liv. Dès-là ce seroit 300000 liv. réelles dont la dot auroit été composée ; ce ne seroit par conséquent pas une dot fictive, d'autant que les Actions d'Occident étoient le seul Papier en valeur au 21 Septembre 1720.

Le sieur de Bazoucourt imagine à la vérité de confondre ces Actions dans la révolution qu'ont éprouvée les Billets de Banque. Personne n'ignore (dit-il) que tous ces Papiers furent décredités par l'événement du mois de May 1720 ; mais ce détour n'est point adroit. Car à qui persuadera-t-il, que, si dès le mois de May qui a précédé son mariage, les Actions d'Occident eussent été sans valeur, il eût eu l'imprudence de s'en charger pour 300000 liv. quand leur discredit eût été connu ?

Aussi pour prouver que les Actions d'Occident étoient alors en pleine valeur, suffit-il de rappeler quelques traits historiques que tout le monde connoit.

Après le discredit des Billets de Banque (qui a commencé au mois de May 1720) il n'y eut de Papiers en valeur, que les Actions de la Compagnie d'Occident qui étoit indépendante de la Banque.

La circulation des especes étoit d'ailleurs réablie dès le 30 Juillet ; de sorte qu'au 15 Septembre 1720 on ne recevoit plus dans les recettes de Sa Majesté, que moitié en especes & moitié en Billets.

De-là deux conséquences : La première, c'est qu'il n'y a point d'impossibilité, comme le prétend le sieur de Bazoucourt, qu'au 21 Septembre l'on eût payé la dot en deniers : il ne s'agissoit plus alors de ces ordres rigoureux qui défendoient aux Particuliers d'avoir plus de 500 liv. chez eux. La seconde, que, quand même la dot eût été fournie en Actions d'Occident, ce Papier étant alors en pleine valeur, équivaloit à l'argent comptant.

Ce n'est en effet que le 27 Novembre 1720, (que Sa Majesté ayant permis aux Directeurs de la Compagnie d'emprunter vingt-deux millions cinq cens mille livres, à raison de cent cinquante livres par Action & ordonné que les Actions de ceux qui n'auroient pas porté leurs deniers dans le 10 du mois de Décembre suivant, seroient & demeureroient nulles,) que les Actions éprouverent du discredit.

Mais, 1°. cette révolution n'est survenue que plus de deux mois après le contrat de mariage ; ainsi les Actions n'en auroient pas moins été en valeur au tems où elles auroient été reçues.

2°. L'acte du 19 Décembre 1720 serviroit bien à expliquer cette révolution.

Que l'on se rappelle que le 19 Décembre 1720, c'est-à-dire, à l'époque du délai de l'emprunt des 22 millions, il fut passé entre le sieur de Saint-Leger un acte, contenant une donation réciproque ; sçavoir, par le sieur de Saint-Leger à la Charge de Grand-Maitre des Eaux & Forêts de Poitou, sa vie, & d'une modique rente viagere à sa veuve ; & par la Dame de Bazoucourt à son mari, une rente de vingt-cinq mille livres à prendre dans le contrat de mariage de 200000 liv. à lui constituée par son beau-père, desquelles 200000 liv. il avoit fourni en 1710. Et que l'on se rappelle

126
40
lité de la part des pere & mere de la Dame
rougir de soutenir que la dot qu'il a reçu étoit fi
apporté, ou cette donation a été faite pour répa
Actions (en supposant que la dot lui ait été payée
coup plus qu'indemnifié. On lui donne le cho
deux cas, il est évident que la dot ne peut être r

Les héritières de la Dame de Bazoncourt pe
même la dot auroit été fournie *en Actions*, ce
puter s'il en avoit souffert la perte : Qui est-ce qui ignore en effet que par différens
Réglemens il a été ordonné de porter *au visa* les Papiers, *imbés* en discredit, &
que les Porteurs déclarant l'origine de ces Papiers, pouvoient en rejeter la perte
sur les Propriétaires ? Qui est-ce qui ignore que les *maîtres* singulièrement étoient
autorisés, dans le cas où la dot avoit été fournie en *de pareils* effets, d'en faire
supporter la perte à leurs femmes ? Qui ne sçait enfin que ce n'est que par l'Edit
enregistré au Lit de Justice de 1725, que les Dépôtaires, soit *publics*, soit *particu-*
liers, ont été tenus de payer la valeur entière des effets non visés à ceux à qui ces
effets appartenoient, faute par eux de les avoir *fait viser* conformément aux Regle-
mens du 26 Janvier 1721, 14 Septembre 1727, 28 Juillet 1723 ? Ce sont en effet
les dispositions textuelles de l'article 7 de ce Edit ?

D'après cela le sieur de Bazoncourt auroit encore à s'imputer de ne s'être *pas mis*
en règle, & n'eût-il reçu la dot qu'en Actions, on ne pourroit pas la regarder comme
fictive, il seroit tenu d'en payer la valeur entière aux héritières de sa femme.

Mais en voilà trop dans l'hypothèse ; revenons au vrai. Il est prouvé dans la quit-
tance au pied du contrat de mariage, c'est-à-dire, par la propre reconnaissance du
sieur de Bazoncourt, que la dot a été fournie en *deniers*, nous ne connoissons point
l'exception *non numeratæ dotis* ; dès-là, toute idée de fiction doit disparaître, *la dot*
est réelle, les reconnaissances contraires que l'on peut avoir tiré de la Dame de Ba-
zoncourt, sont autant d'actes frauduleux, déavoués par les Loix, qui dégénèrent en
avantages indirects, & qui par conséquent ne peuvent être d'aucuns poids dans cette
affaire.

Or, la réalité de la dot devenue *constante*, les moyens multipliés qui se réunissent
pour établir la nullité de la donation ne peuvent plus recevoir d'atteinte. Cette dona-
tion est faite par une mineure de 13 *ans*, & les mineurs n'ont pas de capacité
pour donner à cet âge ; elle est faite d'une somme immense de 300000 livres, & les
mineurs ne peuvent disposer que de leurs *meubles* seulement à l'âge de 20 ans : voilà
les dispositions de la Coutume. En vain l'on veut distinguer, pour l'application de
cette Loi, le cas où le mineur se dote *de suo*, de celui où il est doté *par ses pere &*
mere ; la Loi ne distingue pas, elle est absolue ; nous ne devons pas distinguer, sa
disposition doit s'étendre dans tous les cas. En vain on suppose que la *condition de*
donner a été apposée par les peres & meres dans leurs constitutions dotales ; cette
condition n'est point écrite dans le contrat, on ne pe

u contraire n'a pas été autorisée par ceux sans la
is contracter : or, ce défaut est un vice sub
donation sans ressource. Il est prouvé
ncourt ne s'est occupé qu'à multipli
re de sa femme. Il est prouvé o
vient que des injustices de son
te de celle-ci



a lire

P R E M I E R
M É M O I R E

P O U R le Sieur M E R C I E R.
C O N T R E la Troupe des Comédiens François.

IL EST UN POINT où l'excès du mal en est le remède, où l'abus appelle lui-même la réforme, où la modération n'est plus qu'une foiblesse aussi pernicieuse que méprisable. L'insolence des Comédiens envers les Ecrivains Dramatiques, est montée à ce point marqué pour les changemens & les révolutions. Les plaintes des Auteurs se font entendre de toutes parts. Le sieur Mercier vient les faire retentir dans les Tribunaux. Il n'ignore pas que l'intrigue saura bien rendre nul pour lui, le succès qu'il se flatte d'obtenir; mais il méprise l'intrigue, & n'ambitionne d'autre avantage que celui d'être utile aux Lettres.

Cette affaire présente un point de vue plus général encore. Lorsqu'assis entre l'ignorance & l'orgueil, le Comédien rejette une Piece, en mutile une autre, étouffe le germe des talens, ouvre & ferme, au gré de ses caprices, la carrière Drama-

128

2
tique, verse sur tous les Ecrivains le découragement & le dégoût: ce sont les droits du Public qu'il viole, qu'il attaque; de ce Public, seul propriétaire des Pièces de Théâtre; seul Juge des Auteurs, comme il est le seul objet de leurs travaux.

Ainsi, deux grands intérêts, l'honneur des Lettres, les droits du Public, sollicitent aujourd'hui, contre les Comédiens, la vengeance & l'autorité des Loix. Sans de pareils motifs, le sieur Mercier auroit gardé, sur la conduite de la Troupe, à son égard, le silence du mépris; & nous-mêmes, sans des considérations aussi puissantes, aurions-nous pu vaincre notre répugnance à descendre dans l'arène, contre des Comédiens?



Le sieur Mercier avoit donné au Public plusieurs Pièces de Théâtre; il les voyoit jouées avec succès dans les Provinces, accueillies par les Etrangers, & même traduites en différentes Langues. Il se détermina à présenter une Tragédie aux Comédiens François. Après les démarches, les longueurs, les tracasseries ordinaires, cette Pièce fut enfin lue, jugée & reçue, le 8 Août 1773.

Lorsqu'un Auteur a une Pièce reçue, il a le droit d'exiger la lecture d'une seconde. En conséquence, le 22 Décembre de la même année 1773, le sieur Mercier se présenta à l'Assemblée, se fit insérer sur les registres, pour la lecture d'une Pièce nouvelle. Il a vainement sollicité cette lecture pendant tout le cours de l'année 1774. Il l'a demandée enfin par une Lettre du 4 Mars dernier, avec invitation, par la même Lettre, de l'inscrire pour une troisième Pièce. Voici la réponse de la Troupe.

M O N S I E U R,

« Votre Lettre du 4 Mars, adressée à MM. les Comédiens

» François ordinaires du Roi, a été lue hier à leur Assemblée.
» Vous demandez à la Comédie de fixer un jour pour la
» lecture d'une Piece pour laquelle vous vous êtes fait inscrire;
» & de vous inscrire pour une autre lecture; la Comédie
» ayant délibéré sur vos demandes, voici l'avis qui a réuni le
» plus grand nombre de voix, & qu'elle m'a chargé de vous
» communiquer.

Qu'il coure dans le monde un libelle, intitulé : De l'Art Dramatique, ou Nouvel essai sur le Théâtre. Que ce libelle attaque directement la Comédie Française; que M. Mercier n'a point désavoué cet ouvrage injurieux, & que la Comédie ne peut avoir rien de commun avec un Auteur qui a cherché à la couvrir de ridicules & d'infamie; qu'elle mériterait les odieuses imputations de M. Mercier, si elle avait jamais la foiblesse de joindre ses intérêts à ceux de cet Auteur; & qu'enfin elle ne peut se charger d'aucun de ses ouvrages, ni les recevoir, ni même les entendre, qu'il ne se soit justifié du libelle que tout le monde lui attribue, qu'il se vante d'avoir fait, & que le désaveu ne soit aussi notoire que l'injure a été publique.

Conforme à l'original, ce 7 Mars 1775. Signé, DE LA PORTE, Secrétaire de la Comédie Française.

Le Sr Mercier a d'abord regardé cette espece d'anathême avec autant d'indifférence que de mépris. La réflexion la ramené à des idées plus sérieuses. Cette Délibération est consignée dans un registre public; elle le blesse comme Littérateur, & comme Citoyen. Elle lui ferme, pour jamais, la carrière du Théâtre; elle le déclare Auteur d'un libelle; & une pareille imputation, de quelque part qu'elle vienne, ne sauroit être indifférente à une ame honnête.

Cette Délibération n'est pas seulement contraire aux règles de la justice & de l'honnêteté; elle viole, de la manière la plus ouverte le Règlement de la Comédie : ce Règlement porte, art. 55, *les Comédiens seront tenus de jouer les Pièces reçues dans le tems convenu, & de remplir exactement les engagements pris avec les Auteurs, sous peine de 300 liv. d'amende.*

A l'instant où les Comédiens ont reçu la Pièce du sieur Mercier, il s'est donc formé un contrat entre lui & la Troupe, auquel il n'est plus en son pouvoir de porter aucune espèce d'atteinte.

Cependant, aux termes de la Délibération, la Pièce reçue ne sera pas jouée. Par-là le contrat est anéanti, & les droits du sieur Mercier lui sont enlevés.

Ainsi, les Loix qui veillent sur l'honneur des Citoyens, & à l'exécution des contrats, réclament également contre la conduite des Comédiens. En conséquence, le sieur Mercier a eu l'honneur de présenter Requête à la Grand'-Chambre du Parlement : il demande, 1^o Que la Délibération du 6 Mars dernier soit biffée, en la forme ordinaire, comme indécente & injurieuse; que défenses soient faites aux Comédiens de plus, à l'avenir, en prendre de pareilles; & que, pour l'avoir fait, ils soient condamnés en des dommages & intérêts envers lui, applicables, de son consentement, au pain des pauvres Prisonniers de la Conciergerie. 2^o Que l'art. 55 du Règlement du 23 Décembre 1757, soit exécuté; en conséquence, que les Comédiens soient tenus de jouer la Pièce reçue le 8 Août 1773, suivant l'ordre dans lequel elle a été présentée. A l'égard de celle enregistrée le 22 Décembre 1774, & de la troisième adressée à la Troupe le 4 Mars dernier, comme ces deux dernières ne sont ni reçues, ni même jugées, & qu'il ne lui est plus possible de compter

5
sur l'impartialité des Comédiens, il demande que le jugement de ces Pièces, soit renvoyé à des Gens de Lettres, à l'Académie Française, par exemple, si elle veut bien se charger de cette commission. 3° Le sieur Mercier conclut, à être reçu opposant au Règlement du 23 Décembre 1757, en ce que ce Règlement contient de contraire à l'honneur des Lettres, & à l'intérêt des Auteurs: sauf à M. le Procureur-Général à prendre telles conclusions qu'il avisera bon être.

Ces différens chefs de demande partagent la défense du sieur Mercier en deux parties; 1° La discussion du Règlement du 23 Décembre 1757; 2° L'examen de la Délibération prise contre lui par les Comédiens, le 6 Mars dernier.

Mais, avant d'entrer dans ces détails, la conduite, toujours irrégulière, des Comédiens nous force à nous arrêter un instant.

CE N'EST pas la première fois que les Auteurs se sont vus forcés de recourir contre eux aux voies judiciaires. En 1774, le sieur Lonvai de la Saussaye les traduisit en justice; ils obtinrent à l'instant un Arrêt d'évocation au Conseil du Roi, & l'affaire n'a pas été suivie. Dans celle-ci, leur plan de défense est le même; nous le savons: ils ont en l'indécence de dire plus d'une fois: *Nous avons assez de crédit pour faire évoquer l'affaire au Conseil, & elle y restera dix ans accrochée.*

Leur crédit! leurs protecteurs! Quel temps, que celui où les Loix se taioient devant des Comédiens; où il se trouveroit des hommes capables de protéger l'injustice au mépris de l'ordre sacré des juridictions! S'il en existe, nous les dénonçons à nos concitoyens comme leurs plus dangereux ennemis. Rassurons-nous: il n'y a pas de Tribunal à l'abri



d'une première surprise; mais on ne trompe pas deux fois des Magistrats tels que ceux du Conseil. Ces hommes, aussi justes qu'éclairés, connoissent mieux que personne les bornes de leur pouvoir; ils savent qu'ils ne sont pas les Juges de la Nation: ils sont quelque chose de plus auguste, s'il est possible; ils sont les vengeurs des Loix; mais encore une fois, ils ne sont pas nos Juges. Associés au pouvoir législatif, il seroit contre l'ordre essentiel des Monarchies, qu'ils eussent encore le pouvoir de juger.

La connoissance de cette affaire appartient donc au Parlement, & même exclusivement à tous les autres Tribunaux, comme étant un fait de grande Police. Cette Police, qui n'est autre chose que l'art de faire concourir toutes les parties au plus grand bien du tout, subordonne à la sagesse du Parlement toutes les opérations du corps social. Ainsi, les usages, les coutumes, les mœurs, les loix, tout est également sous la direction, sous la garde de son autorité; & des Comédiens oseroient la méconnoître? Mais peuvent-ils ignorer leur dépendance à cet égard? Peuvent-ils ignorer que la censure des piéces de Théâtre, appartient essentiellement à M. le Procureur-Général, qu'il a le droit de faire déchirer les affiches, & qu'il l'a fait plus d'une fois?

Si du haut de leur Tribunal, les Magistrats laissent rarement tomber leurs regards sur le licee dramatique, il n'en est pas moins vrai, que, dans tous les temps, toutes les fois que l'abus a frappé leurs oreilles, ils l'ont réprimé avec autant de sévérité que de sagesse. Les Histrions avoient à peine quitté les rues & les tréteaux sur lesquels ils amusoient le peuple par des farces grossieres, que le Parlement leur fit défenses de jouer les mystères de la religion. *Les Enfans Sans-Souci*, scandalisoient par la licence de

leurs pieces, Arrêt de l'an 1584, qui ferme leur Théâtre.
« En 1588, le Luxe appella du fond de l'Italie une bande
» de Comédiens, surnommés *Ligelosi*, dont les pieces toutes
» d'intrigues, d'amourettes & d'inventions agréables, pour
» exciter & chatouiller les passions, étoient de pernicieuses
» leçons d'impudicité. Ils obtinrent des Lettres-Patentes pour
» leur établissement, comme si c'eût été quelque célèbre com-
» pagnie. Le Parlement les rebuta comme personnes que les
» bonnes mœurs, les canons & les Peres de l'Eglise avoient
» toujours réputé infâmes, & leur défendit de jouer, ni
» de plus obtenir de semblables Lettres, sous peine de
» 10000 liv. d'amende, applicable aux pauvres ».

Mezerai.

Les pauvres ! à ce mot si touchant pour les âmes sensibles, l'humanité réclame l'or prodigué à des Comédiens. Que l'autorité du moins en fasse refluer une partie sur les malheureux : c'est ce qu'a fait le Parlement. Jusqu'où sa prévoyance ne s'est-elle pas étendue à cet égard ? Il s'aperçut que la fréquentation des Spectacles diminueoit le tribut que la richesse doit à l'indigence ; &, par Arrêt de l'an 1541, il imposa sur les Théâtres une taxe de 800 livres, au profit des Hôpitaux. C'est cette taxe qui successivement accrue, forme aujourd'hui ce que l'on nomme le quart des pauvres dans le produit des Spectacles. Ainsi, le Parlement a ramené la décence sur les Théâtres, il les a ennoblis en quelque sorte, il leur a fait trouver grace aux yeux de l'austère raison, en les forçant à concourir aux besoins de l'humanité.

Comédiens, voilà vos Juges ! vous n'en aurez pas d'autres : respectez leur autorité ; elle pesera sur vous, sur tous les ordres de l'Etat, tout le temps que la France conservera la forme heureuse sous laquelle elle existe avec tant de bonheur & de gloire.

PREMIERE PARTIE.

EXAMEN du Règlement du 23 Décembre 1757 (1).

Notre législation étoit formée; tous les Corps, toutes les Communautés avoient des Réglemens: il n'en existoit pas encore pour les Comédiens; on se bornoit à les empêcher d'être scandaleux. Corneille parut: ses premiers pas le portèrent à l'extrémité de la carrière; & son génie fixa tous les regards. Cet instant changea l'opinion publique: la gloire du Poëte enveloppa les Comédiens, & l'on vit dans le Théâtre une école où l'homme agrandi sous des pinceaux sublimes, apprendroit désormais ce qu'il est, & tout ce qu'il pourroit être. Les Spectacles ne parurent plus indignes des soins du Législateur: & Louis XIII donna la Déclaration du 4 Avril 1641. Louis XIV y ajouta plusieurs Réglemens. Etant la plupart tombés en désuétude, & d'ailleurs devenus insuffisans, Louis XV crut devoir leur en substituer de nouveaux. C'est ce qu'il fit par Arrêt du Conseil, du 18 Juin 1757, l'Article 38 porte: *il sera incessamment pourvu au surplus de l'administration, par un Règlement qui sera fait par les premiers Gentilshommes de la Chambre de Sa Majesté; Qu'elle entend être exécuté ainsi que s'il étoit contenu au présent Arrêt.*

(1) On se borne, dans ce premier Mémoire, à l'examen du Règlement de 1757. On discutera dans un second, ce que les Comédiens appellent leurs Réglemens secrets. On montrera les abus qu'ils ont introduit au Théâtre, les excès intolérables auxquels ils se livrent journellement contre les Ecrivains Dramatiques. Ces Détails exciteront l'indignation des Magistrats, & sans doute, la réclamation du Ministère Public; peut-être même les Comédiens en rougiront-ils; peut-être seront-ils étonnés de se voir si loin des Régles que leur prescrivent la décence, l'honnêteté, la justice, & même leur intérêt personnel.

MM. les premiers Gentilshommes, nommés Commissaires en cette partie, donnerent leur Règlement le 23 Décembre de la même Année 1757; le 12 Janvier 1759, second Arrêt du Conseil; le 22 Août 1760, Lettres-Patentes expédiées sur le tout. Ces Lettres ont été enregistrées au Parlement le 7 Septembre 1761.

Le sieur Mercier forme opposition au Règlement, aux Lettres-Patentes, & à l'Arrêt d'enregistrement: il en a le droit. Dans notre heureuse constitution, la Justice est la mesure des graces; & sans manquer au respect dû à ce qui émane du Trône, le citoyen blessé par des Lettres-Patentes, données à un Corps tel qu'il soit, peut les attaquer par la voie de l'opposition. Il faut sans doute des motifs raisonnables: les avons-nous ces motifs?

On le répète: c'est moins le sieur Mercier que l'on défend, que les droits des Auteurs & ceux du Public.

Ce Règlement contient 22 Articles touchant les Pièces nouvelles. Ces Articles forment le sujet de notre réclamation; leurs dispositions embrassent deux objets, l'intérêt des Auteurs dans le produit des Pièces, & la réception de ces mêmes Pièces: occupons-nous d'abord du premier.

L'intérêt des Auteurs. Ames grandes & généreuses, hommes qui n'ambitionnez que la considération & la gloire, pardonnez si nous réclamons pour vous des droits que vous dédaignez peut-être; mais nous acquittons la dette du Public: absorbé dans ses méditations, le génie perd de vue jusqu'à sa propre existence; s'en occuper est donc un devoir pour la société entière; d'ailleurs nous sommes dans le sanctuaire de la Justice, & le plus digne hommage que nous puissions offrir aux Magistrats, c'est de leur présenter des injustices à réprimer, & des abus à détruire.

136
De l'intérêt des
Auteurs dans le
produit de leurs
Pièces.

10

« La part d'Auteur fera d'un neuvième dans les pièces
» en cinq Actes, tant tragiques que comiques; d'un dou-
» zième pour les pièces en trois Actes, & d'un dix-hui-
» tième pour celles en un Acte », *Art. 46.*

Ainsi, le plus noble des Arts est soumis à des entraves que l'on rougiroit de donner aux métiers les plus vils. Pourquoi le Poète ne tireroit-il pas de son travail le parti qu'il croit le plus avantageux? Et cette fixation, fut-il jamais rien de plus arbitraire? Ne devoit-on pas au moins assigner à l'Auteur une portion du produit, telle que l'auroit le principal Acteur, si ce produit se divisoit uniquement entre ceux qui jouent dans la pièce? Les Acteurs d'une pièce font tout pour l'Auteur, il n'est pas obligé de soudoyer une troupe entière (1).

Ce même Article 46 continue: « Les parts ne seront pri-
» ses que sur la recette nette, & après que l'on aura pré-
» levé les frais ordinaires & journaliers ».

Cette disposition présente un sens fort clair. La part de l'Auteur sera prise sur le produit des représentations, prélèvement fait des frais ordinaires & journaliers, sans aucune autre espèce de déduction; tel est le sens naturel de l'Article, & encore une fois, rien de plus intelligible; ajoutons rien de plus impérieux.

Cependant les Comédiens ont trouvé l'art d'éluder cette disposition. D'abord, sur le mot recette, l'*Assemblée* a prononcé que cette expression ne s'adaptoit qu'à ce qui se reçoit à la porte; &, d'après cette savante définition, la Troupe

(1) Il est prouvé, par un calcul très-simple, que l'un des Acteurs de la Troupe, est payé sur le pied de 1400 liv. par chaque représentation à laquelle il veut bien prendre la peine de concourir: que le traitement de l'Auteur est différent!

refuse opiniâtrément de tenir compte aux Auteurs de ce qu'elle reçoit ailleurs qu'à la porte : mais, lui a-t-on dit mille fois, vous avez pour 200,000 liv. de petites loges, c'est-à-dire, de loges louées à l'Année; cette somme, vous la recevez; elle entre donc dans la recette? Non, répondent les Comédiens; ces 200,000 liv. on les envoie à notre Caissier, & il ne les reçoit pas à la porte de son bureau, mais dans son bureau; cette somme n'entre donc pas dans la recette, telle que nous la définissons; & cette définition ne sauroit être mauvaise, puisqu'elle est notre ouvrage? C'est ainsi, c'est avec ce raisonnement que les Comédiens sont parvenus à s'approprier le quart ou au moins le cinquième de ce qui revient aux Auteurs dans le produit de leurs pièces. Cette injustice formoit l'un des objets de la réclamation du sieur Lonvai de la Saussaye; on se rappelle de quelle manière les Comédiens ont étouffé l'affaire.

Continuez, Messieurs, doublez, triplez les petites Loges, & vous vous acquitterez, envers les Auteurs, par de mauvais sophismes, ce qui vous fera beaucoup plus commode que de partager la recette avec eux. C'est, peut-être, ce qui ne tardera pas d'arriver. Le nombre des Loges à l'année augmente chaque jour; &, pour peu que cette espèce de luxe fasse de progrès, une Loge, à la Comédie, deviendra, pour un certain monde, un besoin de première nécessité. Autre inconvénient. On a une Loge pour le dire, & non pour en user. La Salle est déserte : une Pièce paroît tombée, l'opinion s'établit, l'Auteur est découragé; & tel ouvrage disparoît de la Scène, qui, peut-être, en eût fait l'ornement.

Les Auteurs ne sont pas seuls blessés par la multiplication des Loges à l'année. Cet usage viole indécemment les droits du public. Le Citoyen, l'Etranger se déplacent, se pressent,

s'écrasent au Bureau. Il s'ouvre enfin; & l'on distribue dix billets; c'est tout ce que l'on daigne conserver à un Public composé de 500,000 personnes qui suivent, ou du moins qui suivroient habituellement le Théâtre: & l'on affiche les Pièces, n'est-ce pas une dérision, un piège? Ne seroit-il pas bien plus simple d'envoyer le repertoire au petit nombre de Privilégiés, à qui les Théâtres sont encore ouverts? Cet honnête Citoyen, qui a besoin de dissipation, en chercheroit ailleurs; du moins il ne se déroberoit pas à ses affaires, pour ne trouver que l'humiliation de se voir compté pour rien dans une chose qui appartient aussi essentiellement à tous.

A l'égard du prélèvement à faire sur la recette; l'article, que nous discutons, le restreint formellement *aux frais ordinaires & journaliers*. Une disposition aussi précise prêteroit peu à la sagacité des Comédiens: aussi n'ont-ils pas pris la peine de chercher des prétextes pour l'éluder; ils trouvent plus commode de la violer ouvertement: & dans les comptes qu'ils rendent aux Auteurs, ils leur font supporter toutes les dépenses extraordinaires. Voilà l'infraction; en voici les conséquences.

Lorsque la Troupe a besoin de décorations ou d'habits nouveaux, elle donne une Pièce nouvelle, & fait faire la décoration qui lui manque. L'Auteur représente envain, que les anciennes sont plus analogues à la Pièce, qu'il s'en contente, qu'il n'en veut pas d'autres; que celle qu'on leur substitue détruit l'illusion, nuit à l'effet Théâtral. L'*Assemblée* a prononcé, l'arrêt est irrévocable, & l'Auteur est encore forcé de concourir à une dépense également contraire à ses intérêts & à sa volonté. Telle est la conduite journalière des Comédiens; c'est celle qu'ils ont tenue singulièrement envers le Sr Lonyai de la Saussaye. Écoutons-le parler lui-même

dans ses défenses: il est question de la Journée Lacé démonienne, Piece en trois Actes, avec intermèdes, donnée avec succès en 1773.

« J'avois recommandé que l'on ne vît ni or ni argent dans
 » tout ce qui appartenait au Spectacle. Outre la vérité histo-
 » rique dont les Comédiens peuvent bien n'avoir aucune
 » connoissance, il est palpable, au plus ignorant, que le
 » nœud même de ma Piece est fondé sur la loi de Sparte,
 » qui défendoit, aux hommes libres, l'usage de l'or & de
 » l'argent: aussi dans l'imprimé dit-on bien expressément,
 » sans or & sans argent.

« Au contraire, on a galonné les habits, argenté les armu-
 » res; on a même orné les boucliers de rubis, pour rendre
 » le ridicule plus complet.

« J'avois expressément recommandé, par écrit, que l'on
 » se servît de la décoration ordinaire des Pieces villageoises;
 » elle est belle, & semble faite pour ma Piece: au contraire,
 » on a fait une décoration nouvelle, très-bonne pour peiq-
 » dre un désert, avec deux huttes de Charbonniers. Ce n'étoit
 » pas là une Ville, & les Gens de goût ont trouvé qu'il étoit
 » ridicule de faire sortir de ces deux cabanes, une armée
 » d'or & d'argent ».

Et ces dépenses, également contraires au sens commun &
 à l'intention de l'Auteur, qui ne pouvoient que nuire au succès
 de sa Piece, on les lui fait supporter. Le compte que les
 Comédiens lui ont rendu finit ainsi: *Partant, l'Auteur,*
pour son douzième, REDOIT 101 liv. 8 s. 6 d. Et voilà le
 produit des Pieces, la part des Auteurs. Le plus rusé Traitant
 s'honoreroit d'avoir inventé une pareille formule. N'en dou-
 tons pas; nous la verrons désormais dans tous les comptes de
 la Comédie. Ainsi, la meilleure Piece ne fera plus un titre

suffisant aux avantages du Théâtre; il faudra, pour les obtenir, joindre l'or au génie, & les Comédiens stipendiés par le Public, se feront encore soudoyer par l'Auteur. Il ne leur restera plus qu'à faire aussi payer leur silence & leur paresse. Ce secret n'en est déjà plus un pour quelques membres de la Troupe.

Mais peut-être ces injustices ne sont-elles que l'effet d'une erreur involontaire; peut-être cet article 46, quoique très-intelligible, ne l'est-il pas encore assez pour les Comédiens. Nous voulons bien nous prêter à cette illusion; & nous demandons en conséquence, qu'interprétant cet article du Règlement, les Magistrats veuillent bien déclarer, 1^o Que désormais le produit des petites Loges sera compris dans la recette; 2^o Que les Comédiens ne pourront faire supporter, aux Auteurs, aucuns frais extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.

L'article 46, que nous venons de discuter, ne statue que sur le produit des Pièces, sur les fruits de la chose, si l'on peut parler ainsi; le 47^e dispose de la propriété.

La propriété? quel feu ce mot sacré porte dans l'âme de tous les vrais Citoyens. La justice, la vérité, la gloire, toutes les vertus ont eu des temples. Un seul a été oublié. Ce seroit le plus auguste de tous. La chartre de la propriété seroit déposée sur l'autel. La Patrie la présenteroit sans cesse à ceux qui sont destinés à gouverner ses enfans. Les Rois justes feroient les pontifes du temple, & ce sacerdoce ne seroit pas la seconde de leur dignité.

Il y a cependant un cas où il est permis de violer cette inviolable loi; c'est lorsque l'intérêt général l'exige. Alors l'individu doit le sacrifice de sa propriété, parce que la société, qui la lui a conférée, peut détruire son ouvrage. Mais le génie n'est pas un bienfait de cette société: ses productions sembla-

bles à ces globes qui roulent sur nos têtes, éclairent les hommes & ne tiennent rien d'eux. Cette espèce de propriété forme donc une classe particulière, aussi distinguée par sa nature que par sa prééminence : ni l'intérêt des particuliers ni celui de la société même ne peuvent donc légitimer les atteintes qu'on pourroit lui porter. Cependant MM. les Commissaires se sont permis d'en disposer par leur règlement. L'article 47 est ainsi conçu : « L'Auteur conservera ses droits sur sa pièce jusqu'à ce » que la recette soit deux fois de suite ou trois fois en différens » tems au-dessous de 1200 livres l'hiver & 800 livres l'été. » Alors la pièce appartiendra aux Comédiens ».

Outre le vice radical de blesser la propriété, cet article en contient trois autres. Il livre les Auteurs au hasard des événemens, à l'incertitude de l'opinion, & ce qu'il y a de pire, à la discrétion des Comédiens.

Une fête à la Cour, à la Ville; un spectacle plus brillant sur les autres théâtres; un ciel plus ou moins pur; mille autres causes impossibles à deviner peuvent détourner l'attention du public de la meilleure pièce; que ces obstacles se renouvellent deux fois seulement, l'Auteur est exproprié, & le prix de tant de veilles est perdu pour lui. Il faut en convenir, voilà des droits bien légèrement compromis.

L'opinion se fixe lentement même sur les meilleurs ouvrages. L'admiration semble être un sentiment pénible; une situation violente sur-tout pour les hommes médiocres. Il faut l'arracher ce sentiment, & ce triomphe est rarement l'effet d'une représentation théâtrale. Combien de beautés perdues au premier coup-d'œil ! Qui est-ce qui ignore que *Phèdre* & *Athalie*, ces chefs-d'œuvre de l'art dramatique, ne furent d'abord reçus qu'avec indifférence. Et si l'Auteur a des ennemis, & il en a, s'il a du génie, deux représentations suffisent-elles

142
pour effacer les impressions que ces détracteurs auront données contre sa piece ? Cependant deux représentations au-dessous de 1200 livres l'hiver & 800 livres l'été dépouillent un Auteur de sa propriété. Nous le répéterons encore, voilà des droits bien légèrement compromis.

Quelque soit le mérite d'une piece, son effet est en partie subordonné au jeu des Acteurs. Les meilleures choses peuvent gagner, mais sur-tout perdre en passant par leur organe. Ainsi, la lumière prend la teinte des corps quelle pénètre. Lorsque les Comédiens voudront s'approprier le produit d'une piece, il ne leur en coûtera donc que de jouer négligemment deux fois de suite ; négligence à laquelle l'habitude les aura familiarisé depuis long-temps. On ne dit pas qu'ils mettent en usage de pareilles manœuvres, Mais on demande s'il est prudent de mettre l'honnêteté des Comédiens aux prises avec leur intérêt. S'il arrive que la juste & noble fierté d'un Auteur ait choqué leur vanité, qu'il se soit affranchi de quelques-unes des déférences en usage à leur égard, ils trouveront dans une vengeance facile le plaisir de satisfaire tout-à-la-fois leur orgueil & leur cupidité. N'eût-il pas été prudent de les mettre à l'abri de cette double tentation, de faire en sorte qu'ils ne pussent trouver leur intérêt que dans leur devoir ? Et le règlement au contraire leur donne en même-tems la liberté de mal jouer & la récompense de l'avoir fait. On avoit donc raison de dire que ce règlement livre les droits des Auteurs à la discrétion des Comédiens.

Sur quels motifs, au moins sur quels exemples, peut donc être fondé un pareil règlement ? Les motifs, ne cherchons pas à les découvrir : & les exemples ? il n'en existe nulle part. En Angleterre, où le Comédien n'est qu'un Comédien, où le citoyen est tout aux yeux de la loi, les Auteurs conservent la propriété

propriété de leurs pieces pendant vingt ans. Du moins leurs droits ne sont pas subordonnés aux événemens, à l'opinion, & aux caprices des Auteurs.

Mais en voilà trop, sans doute, sur cet objet: passons à ce qui concerne le jugement & la réception des pieces.

Si l'un de ces Voyageurs célèbres par le tour du monde, nous disoit: il existe un peuple chez lequel on voit l'esprit tout à la fois pétiller en saillies, s'étendre en surface, & pénétrer dans les profondeurs de toutes les sciences; où l'imagination, loin d'égarer le jugement, semble n'avoir d'autre emploi que de jeter des fleurs sur ses traces; où la philosophie ramenée à son véritable but, entraîne toutes les volontés vers le bonheur commun. Les Thalès, les Pithagores des contrées voisines vont s'instruire chez ce peuple célèbre. Toutes les nations s'honorent de parler sa langue: & les Rois croient ajouter à leur gloire, en appelant ses Philosophes auprès d'eux.

Réception des
Pieces.

Dans la Capitale de cet Empire s'élève un tribunal, non-seulement pour juger des ouvrages de sentiment, d'agrément & de goût; mais de l'art le plus compliqué, le plus sublime, qui demande le plus de connoissances morales, le plus de vues politiques, le plus d'élévation dans l'ame & d'énergie dans l'esprit; de l'art dramatique en un mot. Et telle est la constitution de ce tribunal, que, maître absolu du théâtre, il n'est comptable de ses jugemens qu'à lui-même.

Le Voyageur continue: — Je ne pensois à ce tribunal qu'avec un respect religieux. Je me disois; là, sans doute, tous les sages de la nation sont réunis; les politiques y jugent de l'effet des pieces sur l'opinion; les moralistes de leur influence sur les mœurs; les meilleurs écrivains de la pureté du langage; & les plus grands poètes des règles de l'art. Je m'empressois

144
d'approcher de ce sanctuaire que je croyois être celui de la sagesse, de l'expérience & du génie; j'y parvins. Quelle fut ma surprise de n'y voir que des Comédiens! Eh quoi! ces hommes qui n'ont jamais pensé que par les Auteurs, oseront-ils juger leurs pensées? On lut une piece: la distraction, l'incapacité, l'ennui étoient peints sur tous les visages; on remarquoit sur ceux des Actrices, qu'absorbées par la mollesse, il ne leur restoit d'existence que pour s'occuper d'elles-mêmes. Cependant, après une lecture qui suffisoit à peine pour saisir l'ensemble de la piece, on prononça un arrêt irrévocable.

A ce récit, qui de nous ne seroit pas tenté d'accuser l'historien de cet amour pour le merveilleux que l'on reproche si justement aux voyageurs. Comment, dirions-nous, se peut-il qu'une nation aussi éclairée avilisse ainsi les lettres, s'avilisse elle-même par des inconséquences de cette espece?

C'est cependant ce qui existe parmi nous, & même sous l'autorité d'un règlement. En voici les principales dispositions.

« La proposition de toute piece nouvelle sera adressée au
« second Semainier, lequel en fera part le lundi suivant à
« l'assemblée, art. 41. L'Auteur seul, ou celui qui présentera
« la piece, aura le droit de venir à cette assemblée: défen-
« dons aux Comédiens de laisser entrer qui que ce soit, à
« moins d'une permission expresse & par écrit donnée par
« nous ou par un des sieurs Intendans des Menus, art. 44.
« La piece lue sera discutée, s'il y a lieu, entre l'Auteur & les
« Comédiens, après quoi l'Auteur sera prié de se retirer, ne
« pouvant point être présent à la délibération, art. 45. Le
« premier Semainier aura attention de fournir à chaque
« Acteur & Actrice trois feves, l'une blanche pour l'accep-
« tation simple, une marbrée pour l'acceptation avec des

195
 » changemens, une noire pour le refus absolu, art. 46.
 » Après que chacun, par ordre d'ancienneté, aura proposé
 » ses réflexions, & que les avis auront été discutés par voie du
 » scrutin, art. 47. S'il s'agit de faire des changemens, le second
 » Semainier ou tel autre que la Troupe voudra choisir, sera
 » chargé de communiquer à l'Auteur les réflexions de l'as-
 » semblée, art. 48. Si l'Auteur s'y soumet, il pourra demander
 » une seconde lecture, qui se fera dans la même forme que
 » la première, & d'après laquelle on décidera définitivement
 » le sort de la pièce par les simples feves noires ou blanches,
 » art. 49 ».

Telle est l'économie du règlement. Et c'est dans le lieu même qu'elles ont daigné choisir pour leur patrie que les Lettres rampent sous un pareil joug !

Des hommes voués par état à la dépendance la plus absolue, également énervés par le repos & par des sensations trop vives, obligés de se tromper perpétuellement eux-mêmes, de changer à chaque instant d'ame, de caractère, de physionomie. Des hommes de cette espèce doivent être nécessairement façonnés à l'esclavage, & quoi qu'on fasse, des esclaves seront toujours tyrans toutes les fois qu'ils pourront l'être. Subordonner les Auteurs aux Comédiens, c'étoit donc les livrer au plus dur de tous les despotismes, celui de l'orgueil joint à la bassesse. Cette réflexion sortoit de la nature des choses. Comment ne l'a-t-on pas faite ? Elle eut montré d'un coup-d'œil tous les vices du règlement.

Ce règlement veut que *toute pièce nouvelle soit d'abord adressée au Semainier*. Ce Semainier forme le premier degré de cette étrange juridiction. Lorsque la pièce n'a pas le bonheur d'obtenir son suffrage ; c'est-à-dire, lorsque le rôle qu'il

146

y doit jouer ne lui convient pas, il ne daigne pas même la présenter à l'assemblée. Tel fut le sort de la Métromanie. L'Auteur Dufrene jugea cette pièce si mauvaise, que, dans un mouvement d'indignation il la jeta sur le ciel de son lit; elle y resta deux années entières. Depuis, le public a bien vengé l'Auteur; mais l'Auteur & le public n'en ont pas moins perdu deux ans de jouissance. Combien de réputations ainsi étouffées! combien de pièces destinées aux mêmes succès condamnées à l'oubli par des jugemens de cette espèce!

Il est enfin subi ce premier jugement. L'infailible Semainier fait l'honneur à la pièce de la trouver digne d'être soumise aux lumières de la Troupe. *Elle sera discutée*, porte le règlement, *entre l'Auteur & les Comédiens*. Quel personnage on fait ici jouer à l'Auteur. Discuter! Et même ce n'est pas encore là l'expression propre. On ne discute pas avec son juge. On lui adresse des remontrances, des représentations. Pour s'exprimer dans l'esprit du règlement, il falloit donc dire: l'Auteur fera ses représentations à ses juges. Corneille mandoit les Comédiens, leur faisoit lire ses pièces, leur en développait l'esprit & les envoyoit sur le théâtre pleins de son génie. Je vous ai fait venir, disoit Racine à Baron, pour vous donner des conseils & non pour en recevoir de vous. Il n'est que trop vrai; Corneille & Racine ne sont plus; mais, à l'époque du règlement, nous avions l'Auteur de Mérope; celui de Radamiste existoit encore, & une foule de poètes inondoit les portiques du temple de Thalie. Chaque jour leur nombre diminue, & même on se plaint de la décadence de l'art. Rendez-lui sa dignité, son indépendance, & l'on verra bientôt si l'esprit humain a perdu de ses forces.

Reprenons les nôtres pour continuer cette discussion. A

chaque trait que nous ajoutons à ce tableau de l'humiliation des lettres, nous sentons la plume s'échapper de nos mains; il nous semble voir se reproduire, sous nos yeux, les fêtes des Saturnales. Au jour destiné dans Rome à ce scandale politique, l'esclave s'asseyoit insolemment sur les bancs du Sénat, ses mains empreintes des fers de la servitude, se jouoient avec les faisceaux consulaires, & son maître attendoit ses ordres en silence. Ainsi, & par un renversement d'idées aussi bizarre, les Comédiens jugent, & l'Auteur *retiré* attend les loix qu'il leur plaira lui dicter.

Trois feves, une blanche pour l'acceptation, une marbrée pour les changemens à faire, une noire pour le refus absolu; voilà tout l'appareil de ces jugemens; du moins telles sont les formes prescrites par la loi. Les Acteurs ont jugé à propos de s'en écarter. Nouveaux Pitagoriciens, ils ont proscrit les *feves* & leur ont substitué des bulletins. Ce changement est devenu un nouveau sujet de plaintes pour les Auteurs. Les *feves* muettes n'annonçoient que le résultat des opinions; & les bulletins sont chargés de réflexions presque toujours fausses & quelquefois outrageantes. Quoi qu'il en soit, ces sentences, semblables à celles que Minos balançoit dans l'urne fatale, sont des decrets irrévocables. Si la Troupe exige des changemens, il faut que l'Auteur s'y soumette, ou renonce aux avantages du théâtre. Si le refus est *absolu*, à peine lui reste-t-il le droit de s'en plaindre.

Ici les réflexions se pressent & s'entassent; mais que pouvons-nous ajouter qui n'ait été dit, qui n'ait été pensé mille fois; tout retentit des plaintes, de l'indignation & des Auteurs & du Public. Mais quoi qu'on ait dit, quoi qu'on puisse dire encore, on ne peindra jamais tout ce qu'il y a de bizarre, d'étrange, d'inconsequent dans un pareil usage. Les Comé-

diens juger les pieces de théâtre ! Non, il n'est pas possible de se familiariser avec cette idée-la.

Quels juges en effet ? Nous rendons justice aux Comédiens célèbres. Personne ne leur paie plus volontiers que nous le juste tribut d'éloges dû à leurs talens ; mais quel que soient ces talens, qu'ils sont loin d'embrasser la sphere immense de l'art dramatique ! Comment le valet jugera-t-il de la démarche fiere, des traits vigoureux, du caractère mâle de Melpomene. Comment un Comédien, tel qu'il soit, prononcera-t-il sur le but moral d'une Comédie, sur la vérité des portraits, sur le développement des passions, sur ces nuances fines que l'œil du philosophe apperçoit à peine, sur le degré de force, même d'exagération que le peintre de la société doit imprimer aux différens caractères. Une longue & profonde méditation peut seule donner cette connoissance du cœur humain & des règles de l'art. Cependant chaque Acteur met un poids égal dans la balance, & celui que l'expérience peut avoir éclairé, & le jeune homme échappé depuis deux jours aux tréteaux de la province, & cette Actrice qui à peine a son quatrième lustre, n'a que de l'imagination & des sens ; & celle qui ne voit dans le théâtre que la facilité de choquer les mœurs & le privilège de le faire impunément. Au surplus qu'est-ce en général qu'une Troupe de Comédiens ? L'un se traîne pesamment dans les sentiers de la routine, l'autre n'a que de la mémoire & l'instinct de l'imitation ; chacun ne voit dans les pieces que le rôle qu'il y doit jouer, & personne ne s'occupe des progrès de l'art, de son but, de son véritable objet. Approchez encore de plus près, vous verrez dans tous plus de mécanisme que de sensibilité, & plus d'esprit que de jugement.

Voilà donc quels sont, parmi nous, les arbitres de l'art des Corneille, de cet art sublime qui, dans tous les tems, a fait

l'instruction & les délices de toutes les Nations policées. Il faut en convenir, on ne fait ce qui doit le plus étonner, ou la loi qui autorise des jugemens de cette espece, ou la témérité d'une troupe d'hommes sans connoissances & sans lettres, qui osent se charger d'un pareil ministère. Cependant, & ceci est incroyable, ce règlement, mille fois trop avantageux aux Comédiens, n'a pas satisfait leur orgueil & leur cupidité. Ils ont osé concevoir le projet de porter de nouvelles atteintes aux droits des Auteurs, & de mettre leur paresse encore plus à l'aise: & cet odieux projet, ils sont parvenus à le faire adopter. Ils ont surpris de MM. les premiers Gentilshommes un second règlement, en date du premier Juillet 1766. Ici ce n'est plus la Troupe assemblée qui rejette les pieces, mais un seul homme, un Comédien: *Si l'Examineur trouve que la piece ne doit pas être lue à l'assemblée générale, le premier Semainier la remettra à l'Auteur.* Aux termes du premier règlement, l'Auteur conserve ses droits sur sa piece jusqu'à ce qu'il y ait trois représentations au-dessous de 1200 livres l'hiver & 800 livres l'été; par le second, l'Auteur les perd lorsqu'il y a deux représentations au-dessous de 1200 liv. l'hiver & 800 livres l'été. Ce règlement, sans existence légale, dépourvu de toute espece d'authenticité, absolument inconnu aux Auteurs, est cependant la loi sous laquelle on les force de plier.

Qu'est-il donc survenu, depuis 1757 jusqu'en 1766, qui ait pu mériter aux Comédiens ce nouveau degré de considération & de faveur? Le nombre de leurs services s'est-il accru, la sphere de leurs connoissances s'est-elle étendue? Au contraire, jamais ils n'ont moins mérité du Public.

On ne se permettoit pas de demander à MM. les premiers Gentilshommes de quel droit ils ont abrogé le premier

réglement pour lui en substituer un second. Mais ils ont bien voulu nous apprendre eux-mêmes, dans le préambule de ce dernier, que c'est *en conséquence des ordres du Roi, portés à l'Arrêt du Conseil du 18 Juin 1757*. Cet Arrêt les commet en effet pour donner un règlement à la Comédie ; mais leur pouvoir à cet égard étoit consommé, dès le 23 Septembre 1757, date de leur premier règlement. Il falloit donc un second Arrêt portant une commission nouvelle. Encore une réflexion. L'autorité qui a donné la sanction publique à une loi peut seule y déroger. Or le règlement de 1757 est enregistré au Parlement, & celui de 1766 lui est absolument inconnu. Mais en voilà trop sur cet objet. Il suffit que ces choses-là frappent l'oreille de M. le Procureur-Général.

Dans la véritable patrie de l'art dramatique, dans cette Ville célèbre où il a reçu la naissance & la perfection, à Athènes, le Comédien n'étoit que ce qu'il est effectivement, l'organe du Poète, un instrument passif entre ses mains. L'examen des pièces étoit confié à des Juges qui étoient comptables de leur influence envers la République entière. Nos Poètes ont égalé Euripide & Sophocle. C'est à l'autorité, c'est à notre Aréopage à faire le dernier pas ; à rendre au théâtre l'éclat & l'indépendance qu'il avoit autrefois, & qu'il n'auroit jamais dû perdre.

SECONDE PARTIE.

*EXAMEN de la Délibération signifiée au sieur Mercier
par le Secrétaire-Souffleur de la Troupe.*

DELIBERATION.

« Qu'il coure dans le monde un Libelle, intitulé : *DE L'ART
» DRAMATIQUE, OU NOUVEL ESSAI SUR LE THÉA
» TI*

» TRE (1) ». Ainsi commence cette étrange délibération.

A ce début calqué sur les censures théologiques, le sieur Mercier crut d'abord entendre gronder la foudre sur sa tête; mais la suite de la phrase en dissipant son effroi, ne fit qu'accroître sa surprise.

« Ce libelle attaque directement la Comédie Française, & le sieur Mercier n'a pas désavoué cet ouvrage injurieux ».

Peut-on désavouer un ouvrage qu'on n'a jamais avoué? D'ailleurs on parle ici d'un livre qui ne porte point le nom du sieur Mercier; d'un livre imprimé loin de lui, chez une Nation étrangère, & auquel on pouvoit, à son insçu, retrancher ou ajouter impunément?

« La Comédie ne peut rien avoir de commun avec un Auteur qui a cherché à la couvrir de ridicule & d'infamie ».

Ouvrons le prétendu libelle, & cherchons-y d'abord les ridicules dont on a couvert la Troupe, ensuite on passera aux infamies.

P R E M I E R R I D I C U L E.

Il consiste en une comparaison qui se trouve à la page 350: nous allons la transcrire fidèlement.

(1) Le sieur Mercier, dans son *Mémoire à Consulter*, a dit qu'il n'avoit jamais publié ni connu d'ouvrages, sous le titre de *l'Art Dramatique*; & en cela il ne s'est point écarté du vrai. Ayant su depuis que la Comédie avouoit qu'elle s'étoit trompée, & qu'elle avoit en vue un livre, intitulé: *Du Théâtre*: alors le sieur Mercier a relu cet ouvrage avec la plus scrupuleuse attention, & il déclare ici formellement qu'il en adopte toutes les idées relatives aux Comédiens, parce qu'il les croit saines, parce qu'il les croit utiles au public & aux Comédiens eux-mêmes. Ainsi, en le supposant auteur de ce Livre, nous en mettrons, sous les yeux, les principales observations afin de les justifier, ou plutôt elles se justifieront d'elles-mêmes par le simple exposé.

« Le Manœuvre obéit à l'Architecte, le Violon au Compositeur, l'Huissier au Juge, le Soldat à l'Ingénieur ». De-là on déduit la nécessité de subordonner le Comédien à l'Auteur Dramatique. Il est inconcevable que des Comédiens aient sérieusement pu s'offenser d'être comparés au Soldat & au Manœuvre. Depuis six mille ans, on compare les Rois aux Bergers, les Peuples à des troupeaux; jamais ni les Rois ni les Peuples ne se sont brouillés, pour ce fait, avec aucun Homme de Lettres. L'Auteur du livre sur le Théâtre, connoît trop bien la distance qui sépare le Joueur de Violon, du Joueur de Comédie, pour avoir eu l'intention téméraire de les placer sur la même ligne.

DEUXIEME RIDICULE, *Pag. 367.*

« Les Comédiens ne veulent pas cultiver le champ fécond qu'ils ont sous la main, parce qu'ils ne sont pas éveillés par la concurrence plus active & plus forte que l'intérêt même; parce que leur fortune étant assurée d'avance, ils chérissent une certaine paresse qui donne aujourd'hui, à tous les états, un air de dignité. Sourds aux vœux du Public, ils les annullent de plein droit, & leurs caprices font loi. Ils tyrannisent nos plaisirs, & rien ne peut balancer leur autorité souveraine. Enfin la liberté Française semble aujourd'hui (en 1773) réfugiée dans leur foyer. Et la Comédie Française est maintenant le seul corps qui brave, dans une majestueuse tranquillité, les orages & les tempêtes qui ont ébranlé & renversé tous les autres. Comment ces fiers Républicains accueilleroient-ils un Auteur qui a besoin d'une gloire façonnée par leurs mains ? Ici l'Auteur, interprète de l'indignation universelle, n'a que

le mérite d'avoir rassemblé ce qu'on imprime depuis vingt ans contre les Comédiens François. Il leur a fait trop d'honneur, sans doute, en les assimilant aux Corps les plus respectables de la Monarchie; mais, est-ce pour eux une raison de s'armer contre lui? Est-ce en aggravant ses torts que la Comédie espère mettre un terme aux réclamations des Gens de Lettres?

Passons au troisieme grief; il est d'une toute autre importance; car il s'agit de masques. Le quatrieme sera plus sérieux encore; il y fera question de révérences.

TROISIEME RIDICULE, *Pag. 351.*

« La plupart de nos Comédiens, font regretter le masque
» des Anciens. Ils multiplioient du moins les Acteurs: au lieu
» que nous voyons incessamment le visage de le Kain, de
» Molé, de Briffard, pour représenter les Héros Scythes,
» Thraces, Parthes, Chinois, Tartares, Grecs, Romains,
» Anglois, &c. &c. Et après la Piece, Britannicus devient un
» Marquis; Burrhus un Financier, & Athalie se fait enlever.
» On voit l'Acteur au lieu Personnage, & l'on en souffre. Si
» les masques des Anciens, comme on peut le présumer,
» étoient peints avec art, on devoit distinguer Niobé de
» Médée; celle-la, mere orgueilleuse, avoit l'empreinte de
» la tristesse, du désespoir; celle-ci portoit un caractère
» d'atrocité, qui annonçoit la fureur de sa vengeance; Phi-
» loctete n'étoit pas Hercule, la force, les muscles prononcés,
» appartenoient à ce dernier; la dignité noble, & l'amitié
» attendrissante appartenoient au digne ami du Héros.

» Le Peintre, par ses nuances, avoit su, sans doute, diffé-
» rencier le Valet, du Parasite; le Soldat du Marchand; la

» Nourrice, de la Courtisane : au lieu que, parmi nous, un
» vieillard fait le jeune homme, le jeune homme fait le vieil-
» lard : un regard effronté représente la timide Agnès ; on
» met à celui-ci une barbe & des cheveux blancs ; mais l'éclat
» & la fraîcheur du teint font reconnoître la jeunesse ; c'est
» une mascarade. Les Amphitrions & les Menechmes n'ont
» aucune ressemblance. On vante les charmes d'une Princesse
» adorable, & cette Princesse est décrépète. Thésée paroît le
» frere d'Hyppolite ; une petite stature vient représenter dans
» Alzire, le farouche vengeur de l'Amérique. J'ai vu la *Gauffin*
» jouer le rôle de Lucinde à cinquante ans, & son *Charmant*
» n'en avoit gueres moins. Si cette Actrice, qui avoit le son
» de voix si touchant, & fait pour ramener le cœur le plus
» dur, eût été à même de faire usage des masques antiques,
» elle auroit pu, comme l'Actrice *Luceia* dont parle Plin, *elle*
» jouer encore la Comédie à l'âge de cent ans ».

Nous en appellons au public impartial. Entrevoit-on, dans tout cet article, que l'Auteur ait voulu calomnier les visages de la Comédie ? Quel est son but ? La perfection du Théâtre. Il parle des Comédiens, parce qu'il les rencontre sur sa route, & parce qu'il étoit de l'essence de son ouvrage de les comparer aux anciens Acteurs. Le seul reproche raisonnable qu'on puisse lui faire en cette occasion, c'est d'avoir refusé le nom de masque aux visages de la Troupe. En effet, ces couches de plâtre & de carmin ; dont l'épiderme de nos Actrices est enduit, doivent sans doute obtenir cet honneur, autant que ces peaux délicates & flexibles dont les Actrices Grecques & Romaines se couvroient la physionomie. Mais la réserve de l'Auteur, à cet égard, n'est nullement reprehensible ; il peut avoir eu des motifs pour ne point nommer les choses par leur nom. Quoi qu'il en soit, le public, d'accord

avec l'Auteur sur l'essentiel de cette observation, ne sauroit trop exhorter les Comédiens à se servir désormais d'un habile Artiste, qui, à l'exemple des Grecs, assortisse leurs figures aux personnages qu'ils doivent représenter. Pourquoi la Comédie Française n'auroit-elle pas un Peintre pour ses visages, comme elle en a un pour ses décorations?

QUATRIÈME RIDICULE, Pag. 355.

« Les Anciens avoient aussi perfectionné l'art de parler
» aux yeux par des mouvemens. Quelle idée doit-on se
» former de ce *Roscus*, qui jouïtoit avec *Cicéron*, lequel
» rendroit, d'une manière plus intelligible & plus expressive,
» une pensée quelconque; le geste de l'un, égaloit l'éloquence
» de l'autre, & souvent la surpassoit en précision & en énergie.
» Aujourd'hui la plupart de nos Acteurs sont gauches, d'un
» front inanimé, d'une tournure désagréable, & ne sachant
» pas même, en France, faire la révérence ».

Reprocher à des Comédiens de ne savoir pas faire la révérence, & sur-tout aux Comédiens de la Capitale, ceci n'est plus un ridicule, mais un crime de lèse-majesté Comédie Française: aussi dit-on que les Comédiens se proposent de dénoncer, à M. le Procureur-Général, le Livre, ainsi que l'Auteur. En attendant, discutons le cinquième & dernier Ridicule. On assure qu'il a blessé vivement les femmes de la Troupe.

CINQUIÈME RIDICULE, Pag. 351.

« Les Comédiens Français n'ont, parmi eux, aucun Acteur
» adolescent. Il semble qu'ils aient banni du Théâtre, cet âge
» aimable & intéressant; cet âge des vertus, de la candeur

» & de l'innocence. Ils font parler des Enfans de cinq à six
 » ans : pourquoi n'ont-ils aucun Acteur propre à représenter
 » un jeune homme de quatorze ans, une vierge de douze ?

Comment les Comédiennes ont-elles pu s'offenser d'un
 vœu si naturel, dans un Amateur de l'illusion Théâtrale ?
 Quelle source de sentimens délicieux pour le Public, s'il
 pouvoit contempler sur la Scène, l'heureux développement
 de la nature, dans une fille de douze ans, qui feroit nuance
 entre la simplicité naïve de l'enfance, & l'expérience de l'âge
 mûr.

Tels sont les premiers crimes dont on accuse l'Auteur du
Théâtre, ou *Nouvel Essai sur l'Art Dramatique*. On a dû
 reconnoître que, parmi ces griefs, les uns ne méritent point la
 qualification de ridicule ; d'autres sont étrangers à la Comédie
 Françoisé ; plusieurs ne la touchent qu'indirectement ; qu'au-
 cun n'est capable de blesser sa délicatesse, encore moins son
 honneur ; & que tous ces attentats réunis, ne jettent pas, à
 beaucoup près, sur elle un ridicule aussi grand que celui dont
 l'*Assemblée* s'est couverte elle-même par son inconcevable
 délibération.

Maintenant il faut parcourir les accusations d'*infamie*. Elles
 sont d'une toute autre importance ; aussi exigent-elles, de
 notre part, l'examen le plus sérieux. Nous les diviserons en
 cinq Articles ; dans le premier, il s'agit du métier des Co-
 médiens en général ; dans le second, des femmes de Théâ-
 tre ; dans les troisieme & quatrieme, du déshonneur attaché
 à cet état ; & dans le dernier, des motifs que la Société peut
 alléguer à l'Acteur, qui se plaint de l'injustice des gouverne-
 mens à son égard.

ARTICLE PREMIER, tiré de la page 355.

« Examiner si l'opinion qui frappe les Comédiens d'infamie, est un préjugé raisonnable ou légitime; c'est une question très-délicate à traiter, & qui tient à des rapports éloignés, plutôt confusément sentis qu'aperçus. ... Cependant le Philosophe qui doit voir les choses en grand, & dans tous les rapports possibles; le Philosophe, qui doit être sévère contre lui-même, & condamner, quand il le faut, jusqu'à l'instrument de ses plaisirs, trouvera peut-être que, par instinct, les gouvernemens ont été fort éclairés, en ne levant point l'anathème qui, une fois anéanti, ouvrirait une large porte à une foule de jeunes gens qui, dans l'âge où les agrémens de la figure sont les plus brillans, voudroient tous aller se montrer sur la Scène. N'est-ce donc pas une rigueur nécessaire & vraiment politique? Ce métier est trop attrayant au premier aspect; il séduiroit un grand nombre de Citoyens, nécessaires à des emplois plus sérieux.

« Que tout jeune homme, né avec une ame sensible & le goût des Arts, s'interroge; il avouera qu'à un certain âge, il a secrètement désiré tous ces applaudissemens qui flattent si fort l'amour-propre, lorsqu'ils semblent autant rendus aux avantages du corps, qu'aux talens de l'ame. Il falloit donc mettre un frein à cette passion, d'autant plus dangereuse, qu'elle est fondée sur l'amour de la gloire.

La Troupe demande à l'Auteur de quel droit il a osé rechercher les causes de l'espece de honte attachée au métier de Comédien: il lui répond qu'il s'est livré à ces recherches du même droit que Ménage a découvert l'origine des mots *Courtisane* & *Histrion*; du même droit que Montesquieu,

726
158
32
lorsqu'il a dévoilé les causes de la grandeur Romaine.

Un fait existe, on remonte à sa source; mais chercher une cause, ce n'est point la créer. D'ailleurs quelle inspection la Comédie peut-elle avoir sur un Ouvrage vraiment philosophique?

ARTICLE II, Page 360.

« Il est des abus presque inévitablement attachés à la profession de Comédiens. Dans tous les siècles, les femmes de théâtre ont causé dans les mœurs publiques des ravages affreux. De-là vient, sans doute, qu'il a fallu opposer la digue de l'opprobre à celles qui, étant l'effroi des chastes amantes, & des fidèles épouses, alloient peut-être vouloir marcher leurs égales. Il a fallu rassurer la pudeur, qui n'auroit pu embrasser qu'une vertu stérile, & la consoler, en la laissant environnée des rayons de l'honneur. Sans cet arrêt, le vice déjà fêté, & richement soudoyé, du sein du luxe & de la mollesse, alloit ravir encore la marque distinctive & sacrée, qui seule anime & soutient l'innocence. D'ailleurs le prestige qui décore une Actrice, la rend la plus dangereuse femme que l'imagination puisse former & embellir. Où trouver en effet dans la simplicité des mœurs sévères, dans l'asyle retiré du travail & de la modestie; où trouver une femme qui, chaque jour, varie les graces de la parure, l'éclat de la beauté, & les talens enchanteurs; une femme qui satisfasse l'orgueil d'un amant, comme celle destinée par état à recevoir un tribut d'applaudissemens que lui payent, chaque jour, l'admiration & le plaisir.

» Toutes les passions subtiles qui excitent l'amour propre, vont

159

» vont, pour ainsi dire, se fondre dans le creuset de l'amour;
» il en devient plus actif, il en acquiert une force, qui sou-
» tenue des illusions de la volupté & du goût des Arts, pro-
» duit à la fin dans le cœur une ivresse capable des plus
» violens excès. Toute l'ame humaine est pénétrée, irritée
» par cette foule de sensations délectables qu'elle peut rece-
» voir, & l'idole commande d'autant plus l'hommage,
» qu'elle partage le triomphe de l'homme de génie. L'ima-
» gination allumée fait alors jouer tous ses fantômes; &
» c'est une voix bien foible en ce moment que celle du
» devoir & de l'honneur lui-même. Il n'existe plus dans le
» monde que la Déesse qui veut bien nous sourire; & l'or-
» des familles, le patrimoine des enfans ne servent plus qu'à
» édifier le temple riche & méprisable, où l'encens doit
» fumer nuit & jour. Hommes raisonnables, répondez ?
» Etoit-ce trop faire pour rompre l'enchantement de ces
» nouvelles Circés? Etoit-ce trop de les environner de la
» honte, afin qu'elles n'entraissent pas d'un air triomphant
» dans nos foyers, pour y insulter aux timides soupirs de la
» jeune beauté, qui se craint, qui se combat, afin de con-
» server le dépôt sacré des mœurs, & le germe intact des
» générations futures ».

Parmi les Gens de Lettres soulevés contre la tyrannie des Comédiens, il en est peu qui, à travers leurs petits intérêts, aient su distinguer la cause du Public, & la défendre. Ici, l'Auteur du Livre *du Théâtre*, s'oubliant lui-même, ose s'armer pour l'honneur & le repos des familles. Ce tableau vigoureux, utile & vrai, devoit seul retenir ses Accusateurs insensés dans les bornes de la justice & du silence. Après avoir lu ces importantes, ces terribles réflexions, si la Comédie ne se sentoît pas assez courageuse pour réformer

les mœurs d'une partie de ses Membres; il ne lui restoit qu'une chose à faire; c'étoit d'en gémir.

Mais d'où peut naître l'intolérable arrogance dont les Comédiens s'arment aujourd'hui contre les Gens de Lettres? Frivoles écrivains, Poètes dangereux, c'est à vous qu'on doit imputer ces écarts. Ce sont vos fadeurs si méprisables & si vantées; ce sont vos éternelles flatteries, qui maintiennent dans l'ivresse ces êtres déjà trop caressés du Public. Quel avilissement pour la raison & pour les Lettres, d'entendre la Poésie chanter indifféremment les graces & la vertu sur le trône, & la beauté vénale & perfide sur l'ottomane de la prostitution? Se peut-il qu'aujourd'hui les Courtisannes aient encore leur Apollon? Se peut-il qu'au foyer des lumieres de la philosophie, on ose célébrer impunément *les charmanes noirceurs*, & *les vices adorables* des femmes de théâtre.

ARTICLE III, Page 357.

« L'Actrice ne prostitue pas sa personne, sans doute; »
 « mais dans certaines pieces licentieuses, & il y en a tant, »
 « elle prostitue ses regards, & ses gestes, & ses accens passion- »
 « nés, & ses attitudes voluptueuses; elle révèle ce qui n'est »
 « fait que pour l'ombre & le mystère, & porte ainsi le ravage »
 « dans les sens d'une jeunesse inexpérimentée. A la fin de »
 « chaque spectacle, les Romains exposoient aux yeux du »
 « peuple, une Actrice toute nue, soit pour effacer l'impres- »
 « sion qu'avoient pu faire ses charmes voilés, soit pour con- »
 « firmer l'opinion qu'on devoit avoir de sa profession ».

Lorsque l'Auteur, convaincu des avantages dont l'Art Dramatique est susceptible, s'affligeoit à la vue des maux qu'ont fait à cet Art les gens de théâtre; lorsqu'animé par

l'amour des vertus domestiques, il rassembloit les observations & les anecdotes qui peuvent servir de préservatif contre la séduction de nos Spectacles; lorsque sa main laborieuse marquoit les précipices & les écueils répandus sur cette mer trop féconde en naufrages, auroit-il jamais prévu qu'une Troupe de Comédiens, levant contre lui leurs têtes altières, oseroient joindre aux menaces les voies de fait; que ceux mêmes dont il cherchoit la perfection, deviendroient ses implacables ennemis; & que les réformes qu'il leur propose, loin d'exciter leur reconnoissance & leur émulation, seroient regardés par eux comme autant de titres dignes de leur réprobation & de leur haine.

ARTICLE IV, Page 362.

« La Loi qui flétrit les Comédiens, n'est pas la Loi capricieuse & momentanée d'un Souverain Despote ou Bigot; »
 « c'est la Loi de l'antiquité, la Loi de toutes les Nations »
 « policées, chez qui les Loix n'ont pas encore heureusement »
 « perdu tout leur empire. Louis XIV, qui aimoit passionné- »
 « ment la danse, puisqu'il se donna lui-même en spectacle »
 « sur le Théâtre de l'Opéra, voulut, par un Edit, que ces »
 « Acteurs ne dérogeassent point; mais la voix publique, »
 « plus forte que les Edits de Louis-le-Grand, a rangé dans »
 « la même classe, & les nobles Acteurs de l'Académie »
 « Royale de Musique, & Messieurs les Comédiens François, »
 « & le Pantalon, & l'Arlequin, & le Scapin de la Comédie »
 « Italienne. Ainsi, la volonté du distributeur ordinaire de »
 « l'opinion publique, n'a pu prévaloir contre cette même »
 « opinion antérieure à lui, & qui enveloppe dans la même »
 « proscription tous les gens de Théâtre ».

Ce seul Article devoit convaincre les Comédiens François, qu'on n'a pas eu dessein, comme ils l'assurent, d'égayer à leurs dépens les Acteurs des autres Spectacles. En les renfermant pêle-mêle dans la même classe, on devoit présumer que l'Auteur, entraîné par son sujet, n'a pu même avoir l'intention de blesser personne. Mais devons-nous raisonner avec des hommes qui ignorent jusqu'au titre du livre qu'ils censurent? Ne fait-on pas qu'ils ont jugé & condamné le sieur Mercier sur des lambeaux, extraits de l'ouvrage par la main de la haine, exposés sous leurs yeux, par la prévention & la mauvaise foi? Tous les Articles que nous avons rapportés jusqu'ici, portent avec eux leur apologie: ce qui va suivre, achevera de mettre en évidence l'injustice de la Troupe.

ARTICLE V, Page 358.

« Voici ce qu'on pourroit dire au Comédien, qui se
 » plaindroit de l'injustice de sa Patrie, à l'égard de la flétris-
 » sure dont elle a couvert son Etat: Quand vous avez voulu
 » monter sur le Théâtre, vous connoissiez l'opinion re-
 » gnante. Elle devoit être pour vous un frein. Vous étiez
 » instruit que vous seriez flétri par elle, dès l'instant où
 » vous auriez livré votre personne à tous les caprices d'une
 » foule payante; vous n'avez pas été retenu par cette me-
 » nace redoutable, vous l'avez bravée; vous avez sauté à
 » pieds joints dans le champ du déshonneur. De quel droit
 » venez-vous donc vous plaindre aujourd'hui de l'opinion
 » publique? N'a-t-elle pas une force à laquelle le monde
 » obéit, & contre laquelle on réclame vainement? Ne
 » tient-il qu'à secouer le joug d'une Loi, pour se croire en

» droit de la juger? D'ailleurs pensez-vous que cette Loi
 » n'ait pas ses motifs & bien fondés sur l'expérience; puis-
 » qu'elle subsiste, malgré les lumieres nouvelles, malgré les
 » réclamations de tant de plumes éloquents? Mille pré-
 » jugés ridicules sont tombés, pourquoi celui-ci n'est-il pas
 » du nombre? C'est qu'il a une raison d'utilité que les autres
 » n'avoient pas. Vous avez franchi la barriere, quand tout
 » vous crioit, *arrêtez!* & vous voulez maintenant, que la
 » Nation revienne sur ses pas, & renverse l'édifice de ses
 » Coutumes, pour honorer votre profession. De quoi mur-
 » murez-vous? N'étiez-vous pas libre de rester sur la ligne
 » où sont restés vos concitoyens? La Loi n'est pas venue
 » fondre avec trahison sur vos têtes. Votre personne, vos
 » biens, vos droits d'homme, seront toujours protégés par
 » la Loi même qui vous flétrit. Il faut souffrir la rigueur,
 » puisqu'elle a jugé cette distinction nécessaire: elle a ses
 » vues; & ce n'est pas après avoir été infraacteur, que vous
 » pouvez lui demander quelque compte ».

On se figure peut-être que tous ces objets sont rassem-
 blés dans l'Ouvrage en un groupe effrayant, sans aucune
 espece de modification: au contraire; il n'en est point, qui
 ne porte avec lui son correctif. Le seul début du Chapitre
 sur les Comédiens, suffisoit pour désarmer ceux qui s'y
 croyent outragés: « Il ne seroit pas généreux à un particu-
 » lier, dit l'Auteur, d'employer l'opinion publique, pour
 » faire rougir un Comédien; c'est au Public, en corps, à
 » déployer ce terrible anathème: lui seul en a le droit. L'ar-
 » me du mépris ressemble au pistolet: ce n'est que dans une
 » situation extrême & désespérée, qu'il est permis de s'en
 » servir ».

Disons donc aux Comédiens, avec l'Auteur qu'ils calom-

nient : ressaisissez - vous de l'estime publique , par une conduite irréprochable ; faites-lui faire une exception en votre faveur , la Patrie ne demande pas mieux ; c'est quand vous serez parvenus à faire oublier la tache qui vous couvre ; que vous sentirez vous-mêmes , que l'esprit de la Loi n'étoit pas une injustice. En effet , continue l'Auteur , une conduite honnête & de grands talents , font toujours tomber cette espece de proscription ; & peut-être seroit-elle entièrement effacée , si les Comédiens devenoient ce qu'ils devroient être. Quand l'impression du génie se manifeste dans un grand Acteur , alors l'ascendant que produit tout ce qui est extraordinaire , désarme la sévérité de la Loi ; les exceptions naissent , & la Loi même les approuve : la renommée commande à son tour. Tel est , par exemple , en Angleterre , ce Garrick , d'autant plus justement honoré , qu'il parle devant un Peuple libre.

Nous avons parcouru les principaux articles qui concernent les Comédiens dans le Livre du *Théâtre* : avant de reprendre l'examen de leur délibération , nous sera-t-il permis de nous arrêter encore un instant & de leur demander où sont les crimes du sieur Mercier ? Où sont les calomnies qu'il a imprimées contre eux ? Où est l'opprobre dont il les a couverts ? Les Comédiens voient par-tout le ridicule & l'infamie , est-ce la faute du sieur Mercier ? Est-il fait pour rendre le calme aux consciences alarmées ? Non : ce ministère auguste appartient au repentir & au retour à ses devoirs. Que les Comédiens cessent d'être avides , injustes , malhonnêtes , & la paix rentrera dans leurs ames , & les Gens de Lettres s'empresseront à leur rendre leur bienveillance & les secours dont ils ont besoin.

Suite de l'examen de la Délibération.

« La Comédie mériterait les odieuses imputations de M. le Mercier si elle avait la foiblesse de joindre jamais ses intérêts à ceux de cet Auteur ».

Ainsi, les Comédiens prétendent que le présent doit influer sur le passé, & que leur contestation actuelle avec un homme de Lettres peut dissoudre des engagements antérieurs. Que deviendroient les liens de la société si des tracasseries de cette nature avoient l'étrange vertu d'annuler entre les particuliers leurs conventions les plus solennelles ? Ce seroit, dites-vous, une foiblesse de joindre jamais vos intérêts à ceux de M. le Mercier. Eh quoi ! Vos réglemens vous laissent-ils la liberté de rejeter une pièce reçue, & de refuser l'enregistrement de celles qu'on vous présente ? S'il y avoit de la foiblesse à remplir ses devoirs, que seroit-ce de les enfreindre ? Apprenez enfin où elle se trouve cette foiblesse : c'est dans votre facilité à recevoir l'impulsion de la part des ennemis du sieur Mercier ; dans votre crédulité à traiter de libelle un ouvrage où vous ne comprenez rien ; dans ce vertige de ressentiment qui vous aveugle au point de juger, de condamner un homme de Lettres sans même l'avoir entendu. Mais la délibération, rédigée dans votre Aréopage, n'est-elle pas une absurdité, l'enregistrement une extravagance, & l'envoi au prétendu coupable une insolence inouïe ? Aurons-nous le courage d'en parcourir encore les trois derniers articles ?

« La Comédie, qui ne veut plus avoir rien de commun avec M. le Mercier, ne peut se charger d'aucun de ses ouvrages, ni les recevoir, ni même les entendre ».

Que les Comédiens ne puissent même *entendre* les ouvrages du sieur Mercier, rien de plus juste que cette déclaration : tout leur crie, tout leur répète que, nés sans goût & sans génie, sortis pour la plupart des dernières classes du peuple, reçus au théâtre sans aucune connoissance littéraire, & souvent après avoir exercé des métiers étrangers à la profession de Comédien ; tout leur dit que leurs jugemens, sur les ouvrages dramatiques, seront toujours des jugemens incertains, que leurs prétendus droits, à cet égard, sont des droits usurpés, & que les pièces détestables qu'ils accueillent chaque jour avec transport devraient enfin les désabuser, quand même ils auroient oublié que la Métromanie, que Mérope, Œdipe, Mélanide, le Glorieux, &c. ont été les objets de leurs refus insensés.

« La Comédie juge & condamne le sieur Mercier à se justifier du Libelle que tout le monde lui attribue, & qu'il se vante lui-même d'avoir fait ».

Lorsque l'insolence a franchi certaines bornes, elle ne produit plus ce soulèvement involontaire qui nécessite à la vengeance ; l'indignation alors fait place à la pitié, ou plutôt l'ame flottante entre l'indignation, le mépris & la pitié, n'a plus de mouvement déterminé pour agir contre un agresseur dont le ridicule efface en quelque sorte l'injustice. Telle est la situation du sieur Mercier vis-à-vis les Comédiens François. La justification qu'ils en exigent paroît si absurde & si burlesque, qu'il ne lui est plus possible de se croire offensé. Passons donc au dernier dispositif de l'Arrêt. Le Sénat comique veut & ordonne : *Que le désaveu du sieur Mercier soit aussi notoire que l'injure a été publique.*

Il en faut convenir, on ne pouvoit mieux terminer que par cette condamnation. Mais la Comédie Française se seroit-elle persuadée

persuadée que le Public & les Magistrats ne jugeront point l'ouvrage qu'elle ose calomnier ? Qu'on l'ouvre cet ouvrage ; qu'y apperçoit-on ? un homme affranchi des erreurs dominantes, qui veut établir les avantages & la nécessité d'une réforme dans l'art dramatique, en faisant sentir la supériorité qu'auroit un théâtre national sur nos piéces imitées des Sophocles & des Euripides. Un homme qui essaie de renverser les barrières élevées autour de Melpomene par une admiration superstitieuse, & qui démontre, par des principes lumineux & par des exemples, la possibilité d'émouvoir, sans le secours des poignards & des poisons, sans ces personnages chimériques & gigantesques, sans tous ces forfaits dont nos théâtres sont souillés. Un homme qui justement révolté de ne voir dans nos tragédies que des Dieux fantastiques, des tyrans, des meurtriers & des suicides, soutient que toute piéce dramatique étant faite pour la multitude, devroit offrir le tableau de toutes les conditions, comme de toutes les vertus sociales ; le développement des vérités nouvelles en contraste avec les opinions funestes ; la censure des vices & des abus encore plus que celle des ridicules. Un homme enfin qui représente les beaux-arts & les lettres comme des instrumens destinés à nous conduire au bien par l'attrait du plaisir ; qui démontre que les chefs-d'œuvre où le beau se trouve éloigné du vrai, où l'agréable est séparé de l'utile, sont des chefs-d'œuvre manqués, & que les Artistes & les Ecrivains, aux pied desquels le spectateur s'extasie, sont indignes de l'estime du Sage, s'ils n'ont été conduits dans leurs ouvrages par une intention morale, & sur-tout si, négligeant toute convenance, ils ont sacrifié les mœurs au desir effréné de plaire. Tel est l'esprit du livre *du Théâtre ou nouvel Essai sur l'Art Dramatique* attribué au sieur Mercier, & dont il adopte les idées. Il faut le dire : son opinion sur le but moral

126
168
42
des beaux arts & des lettres; opinion qui, pour l'honneur du siècle, ne devroit plus être au rang des paradoxes, est la vraie cause des tracasseries qu'il éprouve de la part des Comédiens. Entraînés par ces Littérateurs aveugles qu'un culte idolâtre attache aux anciens, & qu'on voit ramper sur les traces de quelques modernes qui ne sont plus, ils croient stupidement que ces divinités sont le Palladium auquel tiennent la raison, le goût, la gloire des Lettres, & jusqu'au destin de la France.

Après tout, quelle espece de rétractation la Comédie exige-t-elle du sieur Mercier? Conduit par la Troupe, viendra-t-il, au bord du théâtre, dire humblement au parterre, & aux loges assemblées: que méchamment & calomnieusement il a couvert la Comédie Française de ridicule & d'infamie? Qu'il reconnoît & confesse, avec un douloureux repentir, que tous les membres de la Troupe, également éclairés & équitables, ont, pour les Gens de Lettres, le respect, la déférence & les égards que tout subalterne doit à ses guides & à ses bienfaiteurs; & que, fidèles à leurs engagements, ils n'ont jamais séparé leurs intérêts de l'intérêt de leurs Maîtres; jamais affecté de prédilection offensante; jamais cherché à désespérer aucun d'eux par des tons despotiques & par des délais éternels. Dira-t-il que les jugemens de la Troupe, inspirés par un goût infailible, précédés d'un mûr examen, motivés par la plus saine raison, méritent en tout tems les acclamations du spectateur impartial? Dira-t-il, qu'émules des Roscius, leurs gestes, toujours d'accord avec la pensée, leurs mouvemens toujours variés comme leur déclamation, toujours nouveaux comme leurs rôles, offrent tour-à-tour dans le même acteur, & la dignité du héros & le front perfide du lâche, & les traits mâles du Sauvage & l'air efféminé du Sibarite, & qu'ils savent revêtir cette heureuse & prompte métamorphose

qui produit l'illusion. Dira-t-il que les femmes de théâtre, aussi chastes que modestes, aussi décentes que désintéressées, aussi vertueuses que délicates & sensibles, n'ont jamais séduit l'innocence, dupé la bonhomie, outragé l'hymen, dépouillé les familles, introduit le désordre dans la société ? Dira-t-il enfin que, dans tous les siècles & chez tous les peuples civilisés, la profession de Comédien fut une profession noble, qu'on a sévi par-tout contre l'écrivain téméraire & séditieux qui voulut ébranler une opinion si respectable, & que le vrai moyen d'accélérer la décadence du faste & les progrès des bonnes mœurs parmi nous, c'est d'engager le Gouvernement à combler les Histrions de richesses & d'honneurs ?

Quand le sieur Mercier pourroit faire une telle profession de foi, trouveroit-il sous le ciel des esprits assez dociles pour adopter ces vérités nouvelles ? Trouveroit-il même un croyant parmi ses accusateurs ? Voilà cependant les contradictoires des propositions *hérétiques & mal-sonnantes* qui, dans le livre *du Théâtre*, ont scandalisé Messieurs de la Comédie Française. D'après cela, qu'ils prononcent eux-mêmes sur la sagesse de leur délibération, & sur la justice de leur affaire contre l'estimable Ecrivain qu'ils ont offensé.

Monsieur S E G U I E R, Avocat-Général.

M^e HENRION DE PANSEY, Avocat.

HUSSON, Proc.

1779
Auteur du Traité
de Mathématiques par lui revu & corrigé

Accusé de l'avoir réimprimé
sous le nom d'un Dame
(Sa Caution)



171

MÉMOIRE

POUR le Sieur FROULLÉ, Libraire à
Paris,

CONTRE le Sieur Abbé SAURY,

EN présence de MADAME DE LA
MALADIERE.

O tempora, ô mores !

DANS des tems plus heureux où l'ambition & la cupidité n'avoient pas flétri la littérature, on n'auroit point entendu retentir les Tribunaux du nom d'un homme de Lettres, accusé & convaincu d'avoir contrefait ses propres Ouvrages ; on n'auroit pas vu une femme étrangère aux Sciences & aux Lettres, prostituer son nom pour favoriser cette iniquité.

Le 28 Août 1777, le sieur Froullé a acquis du sieur Abbé Saury, ses *Opuscules Mathématiques*. Un Arrêt du Conseil du 30 du même mois, qui a permis
A

126
172
2
aux Auteurs de vendre chez eux leurs Ouvrages, a inspiré à l'Abbé Saury le projet d'ouvrir un commerce des siens, au préjudice du sieur Froullé, sous le nom de sa Cuisiniere. Il a fait obtenir par cette femme, qu'il décore du titre pompeux de MADAME DE LA MALADIÈRE, un Privilège pour des *Opuscles Mathématiques*. A la faveur de ce Privilège, il a fait imprimer, vers la fin de l'année 1778, un *Abrégé de Mathématiques*, formant la premiere partie des *Opuscles de Madame de la Maladiere*, & il en a annoncé le débit chez l'Auteur, au Collège des Trésoriers.

Bientôt l'on s'est apperçu, que l'*Abrégé de Mathématiques* n'étoit qu'une copie du *Précis de Mathématiques* de l'Abbé Saury, que cet Auteur a tâché de déguiser, soit en lui donnant un nouveau titre, soit en y faisant quelques retranchemens & des changemens si légers, que l'homme le plus ignorant en Mathématiques les auroit facilement imaginés.

Le sieur Froullé, Propriétaire de cet Ouvrage, au moyen de la vente qui lui en a été faite, a présenté le 24 Décembre dernier, Requête à M. le Lieutenant Général de Police, pour avoir permission de faire saisir l'édition contrefaite. Le Magistrat la lui a accordée par une Ordonnance, en vertu de laquelle on a fait une saisie, tant sur le sieur Abbé Saury, que sur la Dame de la Maladiere: il a été rendu compte dans la réponse au Mémoire de cette Dame, de faits très-importans pour la cause, qui se sont passés lors de la saisie.

Avant de prononcer définitivement sur les demandes auxquelles elle a donné lieu, le Magistrat désirant éclairer sa Religion, a chargé MM. Delalande & Philippe de Prétot, Censeurs Royaux, d'examiner & confronter les deux Ouvrages, & de déclarer si l'*Abrégé de Mathématiques* est une copie ou un extrait du *Précis de Mathématiques*.

L'Abbé Saury a fait tous ses efforts pour empêcher

173

3

cet examen. Il n'y a point de chicanes, d'intrigues, de menaces même, qu'il n'ait employées pour y réussir.

Un premier Jugement du 9 Mars 1779, avoit nommé MM. de la Chapelle & Mauduit, Censeurs Royaux, pour Examineurs. M. de la Chapelle ne voulant point prononcer contre l'Abbé Saury, s'est déporté; M. le Blond, nommé en son lieu & place, par un autre Jugement du 27 Avril, s'est déporté par les mêmes raisons. Enfin, M. Mauduit, après avoir déclaré ouvertement, ainsi que ses deux Confreres, son sentiment sur l'Ouvrage en question, fatigué des tracasseries & des insultes de l'Abbé Saury, & craignant peut-être le ressentiment & la haine de cet Auteur acharné à soutenir, malgré l'évidence, que l'*Abrégé* n'étoit point une copie du *Précis*, a suivi leur exemple. Il a fallu un troisieme Jugement, qui a nommé MM. Delalande & Philippe de Prétot.

Ces nouveaux Censeurs n'ont pas cru devoir refuser une commission que le Magistrat leur avoit déferée. Après avoir examiné & confronté attentivement les deux Ouvrages, ils ont donné leur Avis le 13 Juillet dernier; ils y ont fait avec beaucoup de soin le parallele de l'*Abrégé* & du *Précis*; ils ont rapporté avec une exactitude scrupuleuse, & même avec beaucoup d'énergie, toutes les différences qu'ils y ont trouvées. Cependant, quelques égards qu'ils aient eus pour l'Abbé Saury, quelque ménagement, dont ils aient usé envers lui, ils n'ont pu s'empêcher de conclure, que l'*ABRÉGÉ* leur a paru une copie par extrait du *PRÉCIS*.

D'après cette décision, il est facile de prévoir quel sera l'événement de la contestation. Le Jugement interlocutoire, qui a ordonné la confrontation des Ouvrages dont il s'agit, a fixé le point de la difficulté, en disant que les Censeurs déclareroient s'ils estiment que l'*ABRÉGÉ* est une copie ou un extrait du *PRÉCIS*.

126
174

Quand il ne seroit qu'un simple extrait ou abrégé du *Précis*; celui qui en est l'Éditeur mériteroit d'être puni, parce que c'est nuire aux droits du Propriétaire d'un Livre, que d'en faire un abrégé pour le vendre. Le débit de cet abrégé pouvant faire tomber celui de l'original, celui qui en recueilleroit le bénéfice, commettrait un véritable vol. Beaucoup d'Auteurs ont fait eux-mêmes des extraits de leurs Ouvrages, & les ont fait imprimer. En cela, ils ont eu en vue, non-seulement d'être plus utiles au Public; mais encore de tirer un meilleur parti de leurs productions: l'Abbé Saury lui seul nous en fourniroit plusieurs exemples. Beaucoup de Libraires qui avoient acquis des livres susceptibles d'extraits, en ont usé de même. Cet usage est un droit inhérent à la propriété, & il a paru si sacré, que les Privilèges en Librairie ont toujours défendu, non-seulement de contrefaire les livres, mais encore d'en faire aucun extrait, sous quelque prétexte que ce puisse être.

Mais il s'en faut de beaucoup que l'*Abrégé de Mathématiques* ne soit qu'un extrait du *Précis de Mathématiques*, dans le sens ordinaire du mot *Extrait*; ce qui supposeroit, dans le Rédacteur, quelque talent & une certaine connoissance des Mathématiques. Le *Précis* a été copié si servilement dans l'*Abrégé*, que l'Éditeur de celui-ci n'a pas été obligé de faire le moindre effort d'esprit, ni la plus foible dépense du génie.

Les Censeurs disent positivement dans leur Avis, « qu'il » s'est attaché à son modèle, de manière à ne s'en écar- » ter presque jamais; qu'il a pris les mêmes figures, le » même ordre, le même enchaînement, les mêmes pro- » cédés, quelquefois les mêmes exemples, les mêmes » mots, mais le plus souvent avec des transpositions ou » des changemens si légers, qu'ils n'exigeroient pas même » dans celui qui l'auroit écrit, la moindre connoissance » des Mathématiques ». Ils ajoutent: « Le Prince & la » justice assurent à un Auteur le fruit de ses travaux & des

175
5
» productions de son esprit ; mais il ne nous paroît pas qu'on
» puisse, à ce titre, accorder rien à l'Auteur de l'ABRÉGÉ,
» quand on a lu le PRÉCIS ».

L'Abbé Saury a publié un Mémoire contre le sieur Froullé, dans lequel il a essayé de prouver, par des calculs & des raisonnemens à perte de vue, que l'*Abrégé de Mathématiques* n'est ni une copie, ni un extrait du *Précis de Mathématiques*. Mais comme il craignoit, avec raison, qu'on ne se rendît pas à ses preuves, il a déclaré, que si les Examineurs venoient à décider le contraire, il en appelleroit au jugement du Public, dans un Ouvrage prêt à être imprimé, dans lequel il se propose de démontrer à l'Europe entière, qu'il sait en quoi consiste la différence des Livres de Mathématiques.

Cet Ouvrage fera sûrement très-curieux ; il pourra faire honneur au discernement de l'Abbé Saury : mais dans le cas où il verroit le jour, le sieur Froullé y opposera pour toute réponse l'avis impartial de deux Savans, que leur réputation met au-dessus de la critique & des emportemens de l'Abbé Saury, & dont heureusement la droiture & la probité ne sont pas suspectes.

Nous ne répondrons pas aux invectives & aux calomnies, dont l'Abbé Saury a grossi son Mémoire. Tous ceux qui connoissent cet Auteur, savent qu'il est d'une humeur caustique & atrabilaire, & qu'il croiroit manquer aux regles du langage, s'il n'injurioit pas fortement toutes les personnes avec qui il traite, ou dont il a occasion de parler. Nous nous bornerons à deux observations ; 1^o le Procès qu'il fait au sieur Froullé sur les mots, *chaque* & *volume* qui établissent, suivant lui, une différence essentielle entre les deux doubles de l'écrit sous feing privé fait entr'eux, écrit rédigé par lui-même, est misérable, puisque le sieur Froullé n'a jamais pu, ni voulu en tirer le moindre avantage. 2^o. A l'égard du billet de 806, liv. l'Abbé Saury auroit dû se rappeler que l'une des raisons pour lesquelles le payement en a été

126
170
6
suspendu par une Sentence des Consuls, c'est parce que depuis les offres réelles qui lui en ont été faites, il en avoit antidaté l'ordre, par un faux que l'Ordonnance de 1673 condamne très-sévèrement*.

Parcourons rapidement les principales objections rassemblées dans le Mémoire de l'Abbé Saury.

Il soutient d'abord qu'il n'est point Auteur de l'Abrégé de Mathématiques, & voici comment il le prouve. « Est-il » croyable, (s'écrie-t-il) qu'un Auteur connu dans toute » l'Europe ait voulu, comme le prétend le sieur Froullé, » contrefaire son propre Ouvrage, & le faire paroître » sous le nom d'une Dame peu connue des Savans, & » qui fait imprimer son nom pour la première fois? Ce » seroit s'exposer à ne pas le vendre. La facilité que j'ai » à traiter cette science convaincra tout homme non pré- » venu que j'aurois fait quelque chose de mieux, si je » m'en étois mêlé ».

* Il n'est pas inutile pour la cause d'éclaircir cette anecdote. Au nombre des Ouvrages vendus au sieur Froullé, par le sieur Abbé Saury, par le traité du 28 Août 1777, il en est un intitulé : *Précis de Physique*, dont le prix fut évalué à mille livres. Quoique l'Abbé Saury ait reçu cette somme en argent ou en effets de commerce, lors de son acquisition, il n'a pas encore remis le manuscrit, en sorte que le sieur Froullé a été obligé de se pourvoir contre lui, pour le faire condamner à le lui livrer : mais avant de le traduire en Justice, il lui fit faire au mois de Janvier dernier des offres réelles d'une somme de 806 liv. pour le montant d'un billet à ordre qu'il avoit souscrit à son profit, à la charge d'apporter main-levée d'une opposition formée entre ses mains, pour sûreté de la remise du manuscrit du *Précis de Physique*. L'Abbé Saury voulant éviter de remettre ce manuscrit, après avoir coupé l'acquit qu'il avoit mis au dos du billet, en passa l'ordre au profit d'un sieur Cordhebar, principal Locataire de la maison où il demeure, en donnant à son ordre une fausse date antérieure aux offres réelles : le sieur Cordhebar fit assigner le sieur Froullé aux Consuls, afin de paiement du billet ; mais le sieur Froullé ayant fait connoître la fraude, le sieur Cordhebar fut débouté de sa demande avec dépens, comme n'ayant fourni aucune valeur, & réprimandé ainsi qu'il le méritoit : & à l'égard du sieur Abbé Saury, après une plaidoirie très-contradictoire & examen fait des pièces, & notamment du *Précis* & de l'*Abrégé de Mathématiques*, par lequel on reconnut que le dernier de ces deux Ouvrages étoit une copie du premier, les Juges Consuls ordonnèrent que le montant du billet à ordre demeureroit déposé au Greffe, jusqu'après le jugement de la contestation pendante devant M. le Lieutenant Général de Police. La Sentence est du 28 Janvier 1779. Ce petit trait d'histoire n'a pas besoin d'être accompagné de réflexions.

177

Ce n'est certainement pas travailler à faire mieux que de se copier. Or, il est décidé que l'*Abrégé* est une copie du *Précis*; d'ailleurs il est constant que l'Abbé Saury l'a fait imprimer à ses frais, & qu'il en a corrigé toutes les épreuves. Il est donc très-croyable que l'Abbé Saury a contrefait son propre Ouvrage, & qu'il n'a pas voulu faire mieux, tandis que le contraire n'est nullement prouvé. On peut tirer une conséquence valable de faits certains; mais les règles du raisonnement ne permettent pas d'argumenter d'une probabilité, pour en déduire une conclusion nécessaire. De-là il résulte que l'Abbé Saury qui reproche au sieur Froullé d'être un pitoyable raisonneur, quoique Marchand de Logiques, ne raisonne pas toujours sagement, quoique faiseur de Logiques.

Pour être persuadé de cette vérité, il suffit de jeter les yeux sur sa défense, elle est pleine de contradictions. Nous en remarquerons ici une seule qui est frappante.

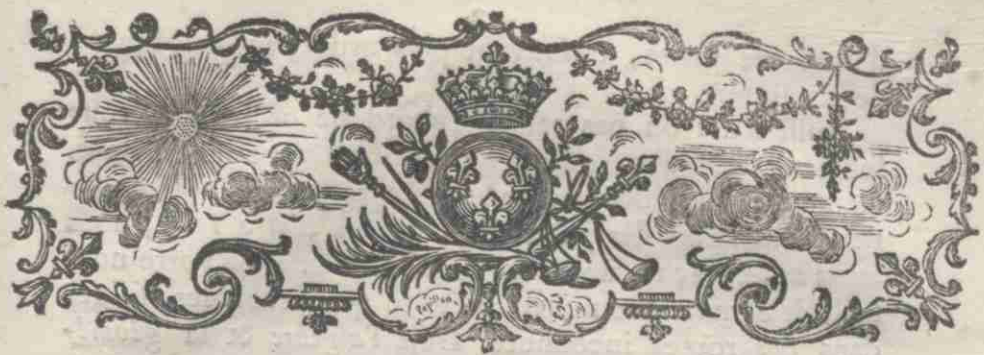
D'un côté il assure qu'il n'est pas Auteur de l'*Abrégé de Mathématiques*, & de l'autre il oppose à la demande du sieur Froullé, tous les moyens que pourroit invoquer la Dame de la Maladiere, à laquelle il fait hommage de cette production. Mais il est visible que si elle eut appartenu à Madame de la Maladiere, il auroit choisi un plan de défense bien différent. Il se seroit renfermé à dire: « Je ne suis ni Auteur ni Editeur de l'*Abrégé de Mathématiques*; » donc vous n'avez point d'action contre moi ». Alors c'eût été au sieur Froullé à convaincre son Adversaire de mensonge; ce qui n'eût pas été fort difficile. Il n'y auroit pas eu, à son égard, d'autre question à examiner.

Au lieu de suivre une marche aussi simple, l'Abbé Saury se déclare le défenseur de l'*Abrégé*, & le Dom Guichote de Madame de la Maladiere. Il commence par s'opposer personnellement à la saisie des exemplaires de cet Ouvrage, & cela en présence de Madame de la Maladiere, qui n'interrompt ses fonctions domestiques que pour avouer sincèrement que cela ne la regarde pas, & qui a grand soin

178
d'observer que c'est à M. l'Abbé Saury à se défendre; qu'il est question de s'arranger avec M. l'Abbé Saury; il refuse d'ouvrir la porte de cette chambre qu'il suppose être occupée par Madame de la Maladiere; il va plaider lui-même, & en son propre nom, devant le Magistrat, pour en empêcher l'ouverture; il est condamné sur sa plaidoyerie; il défend ensuite à la demande en validité de saisie pour lui & pour Madame de la Maladiere; il soutient que l'*Abrégé* n'est point copié sur le *Précis*; il désigne des Examineurs; il récuse ceux qui lui déplaisent; il les obsède, il les menace, il les injurie; il leur remet des Observations, des Mémoires imprimés, pendant qu'il fait garder le silence par Madame de la Maladiere, ou qu'il la fait parler, lorsqu'il le juge plus à propos, pour dire qu'elle s'en rapporte à ce qui sera fait par M. l'Abbé Saury; enfin il se plaint amèrement de ce que les Censeurs en déclarant que l'*Abrégé* est une copie par extrait du *Précis*, ont rendu témoignage à la vérité; il déclame avec fureur contre leur Avis, contre le sieur Froullé, & contre tous les Libraires en général; il essaie même de démontrer qu'à l'époque où l'*Abrégé* a été imprimé, il avoit droit de faire réimprimer le *Précis*, sans que le sieur Froullé pût s'y opposer.

Si cette conduite ne prouve pas que l'Abbé Saury a intérêt que l'on n'ordonne point la confiscation des exemplaires de l'*Abrégé*, si elle ne prouve pas qu'il est véritablement propriétaire de l'Edition de cet Ouvrage, sous le nom de Madame de la Maladiere, il n'y a rien d'évident. On peut donc conclure avec raison, que l'Abbé Saury est coupable du vol qu'on lui impute, suivant cette maxime de droit si connue : *is fecit scelus cui prodest.*

L'Abbé Saury a cherché à se laver en disant que « le » sieur Froullé n'avoit sûrement pas intention de faire » réimprimer le *Précis*; que s'il l'avoit eue il auroit demandé un nouveau Privilège, plusieurs mois avant l'expiration de celui dont il s'agit, & qu'on peut regarder » comme



174

RÉPONSE

*DU Sieur FROULLÉ, Libraire à Paris,
au Mémoire de MADAME DE LA
MALADIERE, se disant Auteur d'un Abrégé
de Mathématiques.*

VOUS avez raison, MADAME, de soutenir que la science n'est point réservée aux hommes *. L'expérience auroit dû bannir depuis long-temps un préjugé aussi absurde qu'il est injurieux aux personnes de votre sexe. On en citeroit beaucoup dont l'érudition & les lumières ont égalé celles des savans les plus illustres. Si elles négligent ordinairement l'étude des *Mathématiques*, ce n'est pas que la nature leur ait refusé la pénétration & la sagacité nécessaires pour en concevoir tous les principes, saisir l'enchaînement qu'ils ont entr'eux, & en approfondir les conséquences. Des occupations & des exercices

* Préface de l'*Abrégé de Mathématiques*, page première.

126
180
2
d'un autre genre, & souvent plus utiles, les empêchent de s'y livrer.

Aussi n'a-t-on pas refusé d'abord de croire que vous fussiez Auteur d'un *Abrégé* qui en développe les élémens. Comme il paroissoit destiné principalement à perfectionner l'éducation des *jeunes Demoiselles*, il a reçu, sous leurs auspices, un accueil plus favorable. Déjà votre nom brilloit comme une nouvelle étoile qui devoit les diriger dans des routes inconnues. Déjà l'*algèbre* & la *géométrie* s'applaudissoient de tenir de vous le rare avantage d'être alliées aux graces légères & aux talens frivoles.

Mais depuis qu'on a lu votre *Abrégé*, depuis qu'on l'a comparé avec le *Précis* de M. l'Abbé Saury, depuis sur-tout que l'on connoît les rapports qui sont entre vous & ce Mathématicien, votre réputation littéraire n'est plus un problème, & l'on peut vous la disputer sans manquer d'égard au sexe qu'elle honoroit. N'allez cependant pas croire que j'en sois jaloux. De quelque manière qu'elle vous soit acquise, elle ne m'a jamais appartenu; je n'y prétends rien. Il n'en est pas de même du livre qui vous a mis en possession d'une gloire si éclatante. Si ce livre n'étoit point un vol qui m'a été fait sous votre nom, je n'entreprendrois point en ce moment de dévoiler les manœuvres pratiquées pour vous en supposer l'Auteur.

Le 28 Août 1777, j'ai acquis de M. l'abbé Saury, par un traité fait double entre nous, un livre intitulé: *Précis de Mathématiques*, & plusieurs autres petits *Traités* sous le titre d'*Opuscules*, moyennant une somme de 6224 livres, & en outre sous la condition de payer différentes sommes lors de la réimpression de chaque volume. Par le même traité, il m'a cédé les *Privilèges* dont ils étoient revêtus, pour en jouir en son lieu & place. Dès ce moment je suis devenu propriétaire du droit exclusif de faire imprimer & de vendre ces Ouvra-

181

3

ges. Le droit naturel & les Réglemens de la Librairie défendoient de les contrefaire & de les copier, pour les vendre à mon préjudice.

M. l'Abbé Saury, plus curieux d'avoir de l'argent, que délicat sur les moyens de s'en procurer, n'a pas respecté ces défenses. Il a résolu, au mépris de l'équité & de la bonne foi, de rentrer, sans qu'il lui en coûtât rien, dans une propriété aliénée. Ce noble projet, MADAME, est devenu la source de votre gloire. Pour l'exécuter impunément, & sans avoir l'air d'un contrefacteur, il a imaginé de faire imprimer, sous un nom emprunté, des livres qui ne lui appartenoient plus. On a annoncé des *Opuscles mathématiques de MADAME DE LA MALADIERE*; un *Abrégé de Mathématiques* a déjà été mis au jour, vers la fin de l'année 1778, comme formant la première partie de ces *Opuscles*, & le Public, à l'inspection du titre, n'a pas balancé à le regarder comme une production de votre génie.

Aujourd'hui la fraude est découverte. Il est reconnu que l'*Abrégé* n'est qu'une copie du *Précis* de M. l'Abbé Saury, malgré le changement du titre, malgré les retranchemens qu'il y a faits, & les précautions qu'il a prises pour le déguiser. Je me suis plaint de cette usurpation au Magistrat chargé du maintien des Réglemens établis pour la conservation des propriétés littéraires. Il m'a permis, le 24 Décembre dernier, de faire saisir les exemplaires de l'*Abrégé*. Cette saisie a donné lieu à une contestation dans laquelle je ne m'attendois pas à vous voir figurer.

Devois-je prévoir, en premier lieu, que M. l'Abbé Saury, après avoir abusé de votre nom pour tromper le Public & s'approprier le débit d'un livre qu'il m'a vendu, oseroit mettre le comble à son imposture, en vous présentant au tribunal de la Justice comme l'Auteur de cet Ouvrage? Comment n'a-t-il pas senti le ridicule de

126
182
cet entêtement? Votre habitation commune au College⁴ des Trésoriers, & la nature des fonctions que vous remplissez auprès de lui, n'étoient-ils pas des motifs assez forts pour l'engager à prévenir un éclat scandaleux?

En second lieu, ce qui s'étoit passé lors de la saisie me prouvoit que vous n'aviez aucun intérêt dans cette affaire. Vous vous rappelez, sans doute, qu'au moment où les Officiers chargés de mettre à exécution l'Ordonnance de M. le Lieutenant Général de Police, se présentèrent chez M. l'Abbé Saury, vous commençâtes par y faire un rôle muet. M. l'Abbé se mit en état de défense, & déclara au Commissaire, *que c'étoit malicieusement & sans aucun intérêt que je demandois une chose à laquelle je n'avois aucun droit, & qu'il protestoit contre toute saisie qui pourroit être faite, tant chez lui que par-tout ailleurs, à ce sujet.*

Ce discours prononcé en votre présence par le maître du logis, signifioit assez clairement qu'il seroit mon seul adversaire, & que je n'aurois rien à démêler avec vous. Mais comme il ne se trouva dans la chambre où vous étiez alors l'un & l'autre, que quelques exemplaires de l'*Abrégé*, j'observai au Commissaire que je vous avois toujours vue chez M. l'Abbé Saury depuis que je le connoissois; que lorsque je m'étois présenté chez lui pour avoir quelques-uns de ses Ouvrages, ils m'avoient été très-fréquemment remis par vous; que je vous avois toujours regardée comme conduisant sa maison; que je vous trouvois, tantôt dans la chambre où vous étiez, & tantôt dans une chambre voisine, faisant partie de l'occupation de M. l'Abbé Saury, & je requis une perquisition dans cette seconde chambre.

Mon requisitoire parut au Commissaire d'autant mieux fondé, qu'avant d'entrer dans l'appartement qui vous renfermoit tous deux, il avoit vu écrit en grosses lettres au-dessus de la porte le nom de M. l'Abbé SAURY,

183
& que cette porte ayant été ouverte par vous-même, vous l'aviez introduit dans la chambre du fond, où vous aviez continué de vaquer aux soins du ménage. Si vous aviez oublié comment les choses se sont passées, je vous prierois de consulter son Procès-verbal.

Cependant l'Abbé Saury ayant refusé de le laisser entrer dans la chambre en question, en disant que c'étoit la vôtre, qu'il n'empêchoit pas que vous en fissiez l'ouverture, mais qu'il ne pouvoit vous y décider, le Commissaire vous pria de vous expliquer, & vous fûtes obligée de rompre le silence. Votre réponse est intéressante par sa naïveté.

« Ayant ensuite interpellé ladite Particulière de nous » déclarer quelle elle est, elle nous a répondu être la » *Dame de la Maladière*, dont le nom se trouve sur le » livre en question, intitulé : *Abrégé de Mathématiques*, » qu'elle est veuve de M. de la Maladière; qu'elle n'a » pas autre chose à nous dire que ce que porte le li- » vre; qu'elle ne veut point se mêler de cette affaire qui ne » la regarde pas; que c'est à M. l'Abbé Saury à se défendre, & qu'elle ne veut point nous ouvrir la porte de » sa chambre; qu'il est question d'examiner le livre, & » de s'arranger avec M. l'Abbé Saury; qu'on n'a que » faire de son appartement, & qu'elle n'a que faire de se » fourer dans des affaires qui ne la regardent pas ».

Sur cette réponse, avant de faire ouvrir la porte que vous disiez être celle de votre appartement, le Commissaire eut l'honnêteté d'en référer au Magistrat. Vous fûtes invitée de vous transporter en son hôtel; mais, soit que le grand négligé où vous étiez ne vous permit pas d'y paroître décentement, soit que M. l'Abbé Saury, se défiant un peu de votre courage, craignît de vous exposer à capituler, soit enfin que vous jugeâtes plus nécessaire de ne point abandonner les préparatifs du dîner qui vous occupoient alors, il fut résolu que

126
184
6
vous resteriez dans la chambre à coucher, servant de cuisine. M. l'Abbé, moins scrupuleux sur sa toilette, & d'ailleurs plus exercé que vous dans l'art de la parole, se chargea d'accompagner le Commissaire en l'hôtel du Magistrat, & d'y plaider votre cause avec tout le zèle qu'il devoit à la sienne.

Le succès ne répondit pas à ses efforts: il parla avec beaucoup de chaleur & d'éloquence; mais le Magistrat convaincu de la supercherie, ordonna qu'il seroit procédé à l'ouverture de la porte.

Lorsque l'on fut de retour au Collège, M. l'Abbé eut de la peine à se rendre. Il résista pendant quelques momens aux représentations & aux instances. Enfin il fallut céder; & comme il devenoit inutile de feindre, il ouvrit lui-même cette chambre impénétrable, dont l'entrée n'offrit aux yeux étonnés qu'un galetas ou magasin, sans feu au 29 Décembre, dans lequel on trouva, au milieu de plusieurs piles de livres en feuilles, 826 exemplaires de l'*Abrégé de Mathématiques*.

Je reviens à votre réponse. Comme elle ne vous a point été dictée par M. l'Abbé Saury, elle est d'un grand poids dans la cause.

De votre aveu, MADAME, une affaire dans laquelle il s'agit de la faisie d'une contrefaçon du *Précis de Mathématiques*, sous le titre d'*Abrégé de Mathématiques*, cette affaire (dis-je) ne vous regarde pas, & c'est à M. l'Abbé Saury à se défendre. Je vous l'accorde. Votre proposition n'étant pas contredite, elle doit demeurer pour démontrée. Maintenant il est facile d'en tirer des Corollaires. Je présume qu'étant habituée à converser avec un Mathématicien, cette manière de raisonner ne vous paroîtra point étrange.

PREMIER COROLLAIRE.

L'Abrégé de Mathématiques n'est pas l'Ouvrage de Madame de la Maladiere.

Ce n'est pas encore une fois, MADAME, que je sois assez téméraire

*Pour borner vos talens à des futilités,
Et vous fermer la porte aux sublimes clartés :*

Mais si vous étiez réellement Auteur de ce livre, s'il étoit vrai que vous l'eussiez fait imprimer à vos frais, & que l'Edition vous en appartînt, il seroit absolument faux que la faisie des exemplaires de cette Edition ne vous regardât pas. Or je suis trop persuadé que vous avez dit la vérité, pour vouloir vous démentir.

DEUXIEME COROLLAIRE.

Madame de la Maladiere n'a aucune action pour reclamer les exemplaires saisis.

Un principe de droit vient ici fort à propos appuyer une conséquence mathématique. L'intérêt, (disent les Jurisconsultes,) est la mesure, & la règle des actions. Vous n'avez aucun intérêt dans votre réclamation, puisqu'elle porte sur un objet qui ne vous regarde pas. Donc vous n'y avez aucun droit.

TROISIEME COROLLAIRE.

Madame de la Maladiere est le prête-nom de M. l'Abbé Saury.

Il résulte de votre proposition, d'un côté, suivant les deux premiers Corollaires, que vous n'êtes ni Auteur,

126
186
8
ni propriétaire de l'Edition de l'*Abrégé*; d'un autre côté, que c'est à M. l'Abbé Saury à se défendre. M. l'Abbé Saury s'est défendu & se défend encore avec vigueur; au lieu de s'attacher à prouver simplement que je n'ai point d'action contre lui, il soutient à ses risques, périls & fortunes que l'*Abrégé* n'est point une copie, ni un extrait du *Précis*; que je n'ai point de titre valable pour en empêcher le débit; il s'épuise en raisonnemens, en comparaisons, en équations, en proportions & en injures pour le démontrer. Il est donc le véritable intéressé sous votre nom, ou, ce qui revient au même, vous êtes le prête-nom de M. l'Abbé Saury.

Je pourrois déduire ici un quatrième Corollaire par lequel j'établirais que vous devez supporter solidairement avec lui des condamnations qu'il ne peut éviter. Mais il découle si naturellement des trois premiers, qu'il ne peut manquer d'être saisi par le Magistrat à la décision duquel cette cause est soumise.

Vous m'alleguez un Privilège accordé par le Roi pour l'impression & la vente des *Opuscules Mathématiques de la Dame de la Maladiere*, l'approbation d'un Censeur, donnée sur le vu d'un manuscrit intitulé: *Abrégé de Mathématiques formant la première partie de ces Opuscules*, & des quittances de l'Imprimeur & du Papetier. A vous entendre il n'y a rien à repliquer à ces titres. Permettez-moi de les apprécier avec impartialité; j'espère que vous ne tarderez pas à les abandonner.

D'abord je n'ai ni intérêt ni intention de contester votre Privilège. Tout acte qui est revêtu du sceau de l'autorité souveraine est sans contredit très-respectable; mais un Privilège du Roi, qui permet l'impression d'un livre, ne confère pas à celui qui l'obtient le mérite de l'avoir composé, & il ne peut lui donner le droit de faire imprimer & de vendre le livre d'un autre. Vous en avez obtenu un pour des *Opuscules Mathématiques*;
vingt

vingt autres personnes peuvent en obtenir sous un titre semblable, sans être Auteurs de tous les *Opuscules Mathématiques*, ni avoir le droit de les vendre. Il ne suffit certainement pas de faire imprimer ceux de M. l'Abbé Saury, avec une copie de votre Privilège en tête de chaque volume, pour que vous puissiez vous en dire Auteur ni propriétaire.

« J'en conviens, (m'allez-vous répondre). Le privilège d'imprimer un Livre n'est qu'un acte destiné à garantir la propriété. Celui qui l'obtient sans l'agrément de l'Auteur, ou d'un autre qui le représente, n'est pas plus propriétaire de ce Livre, que je ne pourrois le devenir de l'héritage de mon voisin, en vertu d'une donation qui m'en seroit faite par un tiers, ou par le Souverain lui-même : il faudroit punir sévèrement, & sequestrer de la société, quelqu'un qui oseroit soutenir des principes contraires. Mais je suis dans un cas bien différent. J'ai dans ma main le Manuscrit censuré & approuvé de la première partie de mes *Opuscules* ».

Il est vrai, MADAME, que la possession d'un Manuscrit que vous affirmez avoir composé, vous en fait présumer Auteur, parce qu'il est possible que ne sachant pas écrire, vous ayez emprunté la plume d'un scribe. Homère étoit aveugle; peut-être n'a-t-il pas écrit lui-même ses Ouvrages; cependant personne n'a jamais douté qu'il fut le Créateur de l'*Iliade* & de l'*Odyssée*. Pour prouver physiquement que la Cuisinière de M. l'Abbé Saury n'est pas la créatrice de l'*Abrégé de Mathématiques*, ce n'est donc pas assez qu'il ne soit pas écrit de sa main, il faudroit encore l'interroger sur les matières qui sont traitées dans ce Livre, afin de constater par ses réponses que ses facultés intellectuelles n'ont jamais été capables d'une pareille production.

Si l'*Abrégé* étoit un Ouvrage original; si des circonstances plus claires que le jour, fortifiées par votre

propre aveu ; ne démontroient pas que vous ne l'avez point composé, vous auriez à craindre d'être obligée à une épreuve qui pourroit vous humilier : mais à l'évidence qui résulte de ces circonstances & de votre aveu, se réunit encore une décision donnée par deux Savans, en exécution de trois jugemens rendus entre nous, pour vous éviter cet embarras. M. le Lieutenant-Général de Police ayant nommé MM. Philippe de Prétot & Delalande Censeurs Royaux, pour confronter le *Précis* & l'*Abrégé*, & examiner si le second est une copie ou un extrait du premier, ils ont déclaré, par un avis très-bien motivé, que l'*ABRÉGÉ* est une copie par extrait du *PRÉCIS*.

Il est donc inutile de sonder la profondeur de votre esprit, & de mesurer l'étendue de vos connoissances, pour s'assurer que vous n'avez pu être Auteur de l'*Abrégé*, puisqu'il est prouvé que vous ne l'êtes pas. Dans le cas néanmoins où le Magistrat, pour instruire plus amplement sa religion, jugeroit à propos d'ordonner que vous comparoîtrez par-devant lui, pour être interrogée par les Censeurs qui ont fait l'examen de votre *Abrégé*, ou tels autres Censeurs Mathématiciens qu'il lui plaira commettre, je déclare que je m'en rapporte à sa prudence. Si vous possédez, comme vous le dites, des connoissances suffisantes pour être en état de composer un *Traité* sur les *Mathématiques*, vous n'hésitez pas sans doute à accepter le défi, en offrant vous-même de subir cet interrogatoire. Quoiqu'il ne puisse jamais vous rendre Auteur de l'*Abrégé*, il vous procurera du moins l'avantage de venger votre honneur avec éclat.

Lorsque l'on est convaincu que l'*Abrégé* n'est qu'une copie par extrait du *Précis*; lorsque l'on sait que vous demeurez avec M. l'Abbé Saury, au Collège des Trésoriers, depuis 1776; que le Manuscrit du *Précis* a été approuvé le 4 Décembre 1775, & que l'approbation donnée par le Censeur à l'*Abrégé*, n'est que du mois de

189
 Mai 1778, tandis qu'elle se trouve datée, dans l'imprimé, par un faux très-répréhensible de la part du correcteur d'épreuves, du premier Mai 1777, que doit-on penser, en lisant dans votre Mémoire, « que ce Livre » étoit composé avant que vous connussiez M. l'Abbé » Saury, & approuvé avant que vous vinssiez demeurer » au Collège des Trésoriers, où vous restez, (dites-vous), » pour profiter des conseils que ce Médecin veut bien » vous donner, & que si l'on trouve quelques pages » semblables, dans le *Précis* & dans l'*Abrégé*, cela ne » peut venir que de ce que vous avez prêté votre Manuscrit à M. Saury, pendant que celui-ci composoit » son Livre ». Il faut que M. l'abbé Saury se respecte bien peu lui-même, pour oser vous faire mettre en avant des assertions aussi impudentes.

Quant aux prétendues quittances de l'Imprimeur & du Papetier, à la faveur desquelles vous exigez qu'on vous croie propriétaire & Auteur de l'*Abrégé de Mathématiques*, est-ce bien sérieusement que vous me les opposez comme des titres? Vous n'avez pas pris garde que ces quittances, loin de vous être utiles, déposent contre vous. Si leur contexte est vrai, que faut-il en conclure? que vous êtes coupable d'une fraude, puisque l'*Abrégé* n'est qu'une copie du *Précis*. Si, au contraire, il est faux, vous êtes seulement complice, & non pas innocente. La seconde supposition est la plus avantageuse pour vous; elle est aussi la plus vraisemblable.

Probablement, l'Abbé Saury, qui vouloit vous faire passer pour Auteur de l'*Abrégé de Mathématiques*, & qui avoit, pour le vendre, obtenu sous votre nom un privilège perpétuel, aura pensé qu'afin de se mettre plus sûrement à l'abri des recherches, il falloit que vous parussiez aussi être propriétaire de l'Edition de cet Ouvrage. Dans cette vue, il aura prié l'Imprimeur & le Papetier de reconnoître avoir reçu de Madame de la Maladiere, les sommes qu'il leur

a payées, pour l'achat du papier & les frais de l'impression. Peut-être aura-t-il dressé lui-même les quittances; & comme cette énonciation paroïssoit être dans l'ordre, quoiqu'elle ne fût pas exacte, ils n'auront pas fait difficulté de les signer; de sorte que si ces quittances étoient des titres, on pourroit dire qu'il les auroit composés lui-même.

Pardon, MADAME, du léger assaut que je livre encore ici à votre gloire; mais il me semble que c'est bien servir vos intérêts & votre amour-propre, que de soutenir que la rédaction de ces quittances est entièrement de l'invention de M. l'Abbé Saury, & que vous n'y avez pas plus de part qu'à celle de l'*Abrégé de Mathématiques*. Il vaut beaucoup mieux avoir seulement à vous reprocher de la complaisance, que de vous entendre accuser d'être l'Auteur d'un projet odieux.

Que peut-il donc résulter des énonciations que vous dites être dans vos quittances? Rien autre chose; sinon qu'elles seroient une suite naturelle de la fraude pratiquée par l'Abbé Saury: mais elles ne peuvent être du moindre secours ni pour vous ni pour lui, suivant cet axiome Latin qu'il saura bien vous expliquer, *Nemini sua fraus prodesse potest*. J'ai fait voir que votre privilège est un acte absolument inutile contre moi, qui ne vous a point transféré la propriété de mon Livre, & dont vous ne pouvez tirer aucun avantage, quel qu'abus que vous en fassiez. Comment des énonciations inexactes, insérées par l'Abbé Saury dans des quittances, pourroient-elles confirmer des droits qui n'existent pas?

Mais, quand ces énonciations ne me seroient pas aussi indifférentes que votre privilège; quand vous n'auriez pas avoué vous-même que vous n'avez aucun intérêt dans la Cause; quand il ne seroit pas constant que l'*Abrégé* est une copie du *Précis*, il me seroit facile de les détruire; j'y opposerois des faits bien plus convaincans. Il est certain que l'Imprimeur n'a connu que l'Abbé Saury pour l'im-

pression de l'*Abrégé de Mathématiques* ; qu'il n'a point traité avec *Madame de la Maladiere* ; que c'est l'Abbé Saury seul qui a fait les conventions pour le format , pour le caractère & pour le prix ; c'est lui qui a remis à l'Imprimeur le Manuscrit , dans lequel il n'y avoit pas un seul mot de votre écriture ; c'est lui qui a corrigé toutes les épreuves de sa main ; c'est lui qui a compté les deniers qui ont servi au paiement des frais d'impression ; enfin , c'est à lui que l'Edition entière a été délivrée , & tous les Exemplaires en ont été portés dans son appartement , au Collège des Trésoriers. Tous ces faits seroient attestés , s'il en étoit besoin , par le sieur Morin , Imprimeur , & par les Ouvriers de son Imprimerie. A l'égard du sieur Bougy , Marchand Papetier , il a pu vendre du papier , sans savoir l'usage que l'on vouloit en faire ; mais il est prêt à certifier que ce n'est que depuis la contestation entamée que le sieur Abbé Saury est venu lui demander une quittance de fourniture de papier , au nom de *Madame de la Maladiere*.

Vous voyez , MADAME , combien il en a coûté à M. l'Abbé Saury , pour illustrer votre nom. Quels sacrifices de temps , d'argent , d'honneur , de délicatesse , &c. n'a-t-il pas été obligé de faire ! Combien de peines , de soins , de précautions , de mensonges , de ruses & d'artifices n'a-t-il pas fallu employer ! Aussi , l'avez-vous bien payé de retour : il est même à présumer qu'il étoit sûr de votre reconnoissance à son égard. On ne peut rien ajouter à l'éloge que vous faites de ses Ouvrages , dans l'*Abrégé de Mathématiques* , & dans la Préface dont vous l'avez orné. Non-contente de les louer , vous en faites l'analyse : vous annoncez qu'on doit s'adresser à lui , pour être assuré d'avoir les véritables Editions de tous ses Livres ; vous invitez le Public à les acheter ; vous en indiquez le prix , & la demeure de l'Auteur. C'est ainsi qu'après avoir décrit , avec beaucoup de légèreté & d'élégance , les propriétés de la *Parabole* , de l'*Ellipse* , de l'*Hyperbole* & de la *Cycloïde* , vous ter-

192
minez, pages 173 & 174, le petit Traité des Courbes, qui se trouve à la fin du Livre.

Assurément, il n'est pas difficile de reconnoître à ces traits, que M. l'Abbé Saury emprunte la plume de sa Cuifiniere, pour faciliter le débit de ses Ouvrages. Qu'importe, au surplus, qu'il écrive avec sa plume, ou avec celle d'un autre, pourvu qu'il parvienne à son but. Pour moi, je ne lui envie point ses succès, & je suis fort éloigné de blâmer sa méthode: mais ce que je ne puis approuver, c'est qu'au nombre des Ouvrages dont il vous a fait annoncer le débit chez lui, il en comprenne un qu'il m'a vendu, c'est-à-dire, ses *Institutions Mathématiques*: peut-être même a-t-il compris, sous un &c. qui vient immédiatement après, les autres parties de ses *Opuscules*, que j'ai achetées, & qu'il projettoit de faire réimprimer, comme le *Précis*, à la faveur du privilège qu'il a obtenu sous votre nom. J'ai d'autant plus lieu de le craindre, qu'il m'en a menacé.*

Je ne doute pas, MADAME, que cette discussion ne commence à vous déplaire. L'intérêt que vous prenez à ce qui regarde M. l'Abbé Saury doit vous la rendre doublement désagréable. Mais, si vous avez trouvé, dans ce que vous venez de lire, malgré la circonspection avec laquelle je me suis exprimé, des choses capables de vous offenser, ou d'aigrir la malignité de certains esprits, ne m'en faites point un crime; c'est à lui seul que vous devez l'imputer.

* Je ne m'attendois pas à voir sitôt l'Abbé Saury exécuter cette menace: il vient de mettre au jour une brochure dont la pudeur me défend de nommer le titre, à la fin de laquelle il annonce qu'il débite chez lui tous les Ouvrages qu'il m'a vendus, à l'exception d'un seul, savoir son *Précis d'Astronomie*, son *Précis de Mathématiques*, ses *Institutions Mathématiques*, son *Cours de Physique*, sa *Morale*, sa *Logique* & sa *Metaphysique*, & il a l'effronterie d'ajouter après l'annonce des trois premiers, que les Ouvrages précédents sont signés de la main de l'Auteur, & qu'on doit regarder comme contrefaits tous les exemplaires qui n'auroient pas cette signature. Voilà l'homme injuste qui m'accuse d'être un Libraire avide. Voilà l'homme qui assure que je ne lui ai pas payé des sommes dont j'ai les quittances. Voilà l'homme enfin, qui prétend que je ne lui ai intenté un procès que pour avoir son argent & ses livres, tandis qu'il me prend mes livres & mon argent.

193
J'aurois consenti bien volontiers à ne pas rendre publiques des vérités choquantes, si M. l'Abbé Saury, continuant à se cacher sous un personnage qu'il n'avoit inventé que pour me nuire, se fût borné à vous faire plaider, & écrire tout ce qu'il a cru favorable à ses intérêts : mais ayant poussé l'indiscrétion & l'audace jusqu'à publier, sous votre nom, un Mémoire plein de faussetés & de calomnies, je me suis vu forcé de repousser hautement ses inculpations, & de mettre au grand jour la justice de mes demandes, & le concert frauduleux qui regne entre vous. Le Magistrat respectable qui est notre Juge, & le Public qu'il a voulu indisposer contre moi, verront si j'y ai réussi.

Signé, FROULLÉ.

M^e. JACQUINOT, *Procureur.*

De l'Imprimerie de J. CH. DESAINT, Imprimeur
du Châtelet, rue Saint - Jacques.

29th, 1901

195
» comme expiré un Privilège qui doit finir dans un mois
» ou un mois & demi ».

Comment peut-il avancer que le sieur Froullé ne vou-
loit pas faire réimprimer, puisque deux mois avant la faisie,
le sieur Froullé lui avoit envoyé des exemplaires de l'Ou-
vrage, pour y faire ses changemens, & que l'Abbé Saury
avoit déjà renvoyé des épreuves à l'Imprimeur? Quand il
ne l'auroit pas voulu, pouvoit-on l'y forcer? enfin n'est-ce
pas une absurdité de dire qu'un Privilège qui doit durer
encore un mois ou un mois & demi peut être regardé
comme expiré?

« Une autre raison sans réplique (suivant le sieur Abbé
» Saury) est un Arrêt du Conseil du 30 Août 1777, por-
» tant règlement pour la durée des Privilèges en Librai-
» rie, qui déclare que les Libraires de Paris qui n'auroient
» pas représenté leurs titres à M. de Néville, dans l'es-
» pace de deux mois, à compter du 30 Août 1777, ne
» pourroient plus espérer aucune continuation de Privi-
» lège. Or le sieur Froullé (continue-t-il) n'a pas repré-
» senté la cession que je lui a faite le 28 Août 1777; il
» n'avoit donc pas intention de réimprimer: il s'est même
» mis dans l'impossibilité de le faire & d'obtenir la con-
» tinuation du Privilège; ainsi il est évident que tout au-
» tre Libraire auroit pu obtenir la permission de faire im-
» primer cet Ouvrage, sans que le sieur Froullé eut eu
» le moindre droit de s'en fâcher ».

Supposons pour un moment que le Privilège du sieur
Froullé fut expiré lorsqu'il a réclamé contre l'Edition
de l'*Abrégé de Mathématiques*, il est certain que sa pro-
priété n'auroit pas été anéantie. Actuellement même
elle subsiste encore dans toute sa force, parce qu'elle a
pour base des loix immuables qu'aucune loi politique ne
peut détruire. Il ne la tient pas du Privilège qui lui avoit
été cédé par le sieur Abbé Saury, mais du traité par lequel
cet Auteur la lui a transmise. L'expiration de ce Privi-
lège n'a donc pu la lui faire perdre, & le Règlement du

126
190
10
30 Août 1777 n'a pu la lui enlever. Or, un effet nécessaire de cette propriété est le droit d'en jouir exclusivement, & d'en tirer le revenu qu'elle est susceptible de produire.

Si un Règlement quelconque déclaroit vacant le patrimoine de l'Abbé Saury, verroit-il de bon œil l'usurpateur qui oseroit s'en emparer? Croit-il sincèrement qu'il lui fût permis de se mettre en possession de celui d'un autre, en vertu d'un pareil Règlement, ou qu'il lui fut possible d'en jouir sans remords, à moins qu'il n'ait perdu toute idée de justice & de probité?

Mais le sieur Froullé est dans une hypothèse différente. Au moment où le sieur Abbé Saury s'est emparé de sa propriété, elle étoit garantie par un Privilège. Il est donc encore plus inexcusable.

L'objection qu'il tire du défaut d'enregistrement en la Chambre Syndicale, de la cession qu'il a faite au sieur Froullé, de son Privilège, dans le délai de trois mois porté par l'Art. CVI du Règlement de 1723, n'est ni plus juste, ni plus honnête, ni mieux fondée. Cet enregistrement est une sage formalité qui tend à prévenir plusieurs abus. Mais lorsqu'elle n'a point été exactement remplie, personne n'a droit de profiter de la peine de nullité dont la menace est contenue dans cet Article.

Quand on assimuleroit la formalité de l'enregistrement des Privilèges & des cessions de Privilèges, à l'insinuation à laquelle on a assujéti les donations, le cédant seroit non-recevable à exciper du défaut d'enregistrement contre le cessionnaire, comme le donateur l'est à exciper du défaut d'insinuation contre le donataire, parce que dans les deux cas ils ne peuvent ni l'un ni l'autre ignorer leur propre fait. Il seroit odieux qu'un donateur à titre gratuit voulut rentrer dans des biens, dont il se seroit défaits, sur le fondement que sa donation n'auroit pas été inscrite sur un registre public dans

un certain tems; à plus forte raison est-il révoltant qu'un vendeur s'imagine pouvoir dépouiller un acquéreur de bonne foi, sur un prétexte aussi frivole. Cette objection a été si mal accueillie, toutes les fois qu'elle s'est présentée, que l'on a jugé même contre des tiers.

Enfin la grande objection de l'Abbé Saury, celle qu'il soutient avec le plus d'opiniâtreté, parce qu'il sent bien que toutes les autres ont été écartées par le Jugement contradictoire qui a ordonné la confrontation des deux Ouvrages dont il s'agit, consiste à prétendre que l'*Abrégé* n'est ni une copie, ni un extrait du *Précis*. Mais l'avis donné par les Censeurs en exécution de ce Jugement nous dispense d'y répondre. Nous nous contentons de le faire imprimer à la suite de notre Mémoire, afin qu'on puisse y lire cette conclusion clairement déduite, & solidement motivée que l'*ABRÉGÉ DE MATHÉMATIQUES* est une copie par extrait du *PRÉCIS DE MATHÉMATIQUES*.

L'Abbé Saury est fâché que les Censeurs aient décidé contre lui. On devoit s'y attendre; mais tandis qu'il censure leur avis, tandis qu'il le fait censurer par Madame de la Maladiere, il se condamne lui-même en défavouant l'*Abrégé*. D'ailleurs tous ses détours, ses déguisemens, ses subterfuges & la précaution qu'il a prise de se cacher sous le nom de sa Cuisiniere, prouvent qu'il se sentoit coupable: *Qui malè agit, odit lucem*.

M^e. JACQUINOT, Procureur.

126
178

NOUS soussignés, Etienne-André-Philippe de Prétot, Censeur Royal, Membre des Académies Royales de Rouen & d'Angers; & Jérôme de Lalande, Censeur Royal, Professeur Royal de Mathématiques, commis par Monsieur LE NOIR, Conseiller d'Etat, Lieutenant-Général de Police, Commissaire du Conseil en cette partie, suivant le Jugement rendu entre le sieur Froullé, Libraire à Paris, Demandeur, & le sieur Abbé Saury & la veuve de la Maladiere, Défendeurs, le premier Juin dernier: à l'effet d'examiner, & confronter, en exécution dudit Jugement, & de deux autres, par lui précédemment rendus, entre les mêmes Parties, les neuf Mars, & vingt-sept Avril derniers, deux Traités de Mathématiques, l'un intitulé: *Précis de Mathématiques*; & l'autre ayant pour titre: *Abrégé de Mathématiques*, imprimés l'un & l'autre en un volume in-12, donner notre avis, sur la ressemblance desdits deux ouvrages, & déclarer si nous estimons que l'*Abrégé de Mathématiques* est une copie, ou un extrait du *Précis de Mathématiques*: après avoir fait, avec attention, l'examen & la confrontation de ces deux ouvrages, comme aussi après avoir entendu le sieur Abbé Saury & le sieur Froullé, & avoir pris communication de leurs Mémoires & observations, avons reconnu:

1°. Que l'*Abrégé* de Madame de la Maladiere, a beaucoup moins d'étendue, que le *Précis*, & qu'il ne peut en tenir lieu, pour ceux qui voudroient acquérir des connoissances plus approfondies, telles qu'on les trouve dans le *Précis* de l'Abbé Saury.

2°. Que l'*Abrégé* n'est destiné qu'à donner aux commençans les premières notions de Mathématiques, tandis que le *Précis* est destiné à servir d'introduction au grand cours de Physique de M. l'Abbé Saury. C'est pourquoi l'on y trouve l'extraction de la racine cubique, la maniere de calculer les distances des planètes, le nivellement, & autres objets d'une théorie plus élevée, que ce qui est dans l'*Abrégé*.

3°. Qu'il n'y a que quelques articles, dans l'*Abrégé*, qui soient tirés mot à mot, & sans aucun changement du *Précis* de M. Saury.

4°. Qu'il y a des détails & des explications dans l'*Abrégé*, qui ne sont pas dans le *Précis*.

Mais il nous a paru que l'Auteur de l'*Abrégé*, parfaitement

199
imbu & pénétré des principes, de la méthode & du stile de M.
l'Abbé Saury, & ne pouvant guère choisir d'ouvrage plus élémentaire,
plus clair & plus digne d'être suivi, s'est attaché à son modèle,
de manière à ne s'en écarter presque jamais : il a pris les mêmes
figures, le même ordre, le même enchaînement, les mêmes pro-
cédés, quelquefois les mêmes exemples, les mêmes mots, mais
le plus souvent avec des transpositions ou des changemens si légers,
qu'ils n'exigeroient pas même, dans celui qui l'auroit écrit, la
moindre connoissance des Mathématiques.

Le Prince, la Justice assurent à un Auteur le fruit de ses tra-
vaux, & des productions de son esprit : mais il ne nous paroît
pas qu'on puisse, à ce titre, accorder rien à l'Auteur de l'*Abrégé*,
quand on a lu le *Précis*.

Cependant, l'*Abrégé* étant un peu plus élémentaire & plus
court que le *Précis*, il convient à un plus grand nombre de per-
sonnes; il peut donc être d'un débit plus rapide, & par là, nuire
d'autant plus à la vente du *Précis*, qui est entre les mains du
sieur Froullé. Ainsi, quoique l'*Abrégé* ait moins d'étendue, le sieur
Froullé n'est pas moins intéressé à éviter la concurrence; mais le
sieur Abbé Saury, & la Dame de la Maladiere, ne sont tenus
de lui faire ce sacrifice, que dans le cas, où l'*Abrégé* seroit
une copie ou un extrait du *Précis*. Il nous reste donc à discuter
la signification de ces deux mots, insérés dans le Jugement,
qui établit notre mission.

On entend par *extrait* d'un livre quelquefois la notice qu'en
donne un Journaliste, quelquefois l'abrégé même du livre. C'est
ainsi qu'on le voit dans le Dictionnaire de l'Académie Française :
Verbo, EXTRAITS : il signifie l'abrégé, le sommaire d'un procès,
d'un livre, &c. En effet, il y a plusieurs grands Cours de Mathé-
matiques, dont on a fait des abrégés, qu'on peut appeler également
des extraits; & le mot *extrait*, dans le Jugement qui nous commet,
ne peut être pris que dans ce sens.

A l'égard du mot *copie* : pour être réputé avoir copié un Au-
teur, il n'est pas nécessaire d'avoir transcrit en entier les mêmes
mots, c'est-à-dire, d'avoir fait réimprimer le même Livre : dans un
Ouvrage de Mathématiques, la marche de l'Auteur & la tournure
des démonstrations sont ce qui lui appartient réellement; & il
nous semble que les avoir adoptées, c'est avoir véritablement copié.

Dans ces circonstances, obligés de répondre, avec précision,
au Magistrat, qui daigne nous honorer de sa confiance, & même

de répondre par oui, ou par non, comme le temoigne très-bien
M. l'Abbé Saury, dans le Mémoire qui nous a été remis de sa
part; & ne pouvant dire, que l'Abbrégé n'est ni une copie, ni un
extrait du Précis, nous nous croyons obligés de conclure, que
l'Abbrégé de Madame de la Malanerie nous a paru une copie, par
extrait, du Précis de M. l'Abbé Saury. Fait à Paris le 13 Juillet
1779. Signés, DE LA LANDE, & PHILIPPE DE PRETOR.
Et à la marge est écrit: Controlé, à Paris, le 14 Juillet 1779.
Signé, DUVAL.

Et plus bas est écrit: Collationné par nous Avocat en Parle-
ment, Secrétaire de Monsieur le Lieutenant Général de Police de
la ville de Paris, pour les affaires contentieuses, & Greffier des
Commissions à lui attribuées par Sa Majesté, sur la minute dudit
rapport déposé en notre Greffe. A Paris ce 15 Juillet 1779.
Signé, DABELLEFOY.

M^e. JACQUINOT, Procureur

De l'Imprimerie de J. CH. DESAINT, Imprimeur du Châtelet.

201

126

202

feuille 77



juillet 1776

Autorisation des Intendants
Présentée aux Comptes Habitants par plaideur



203

P R É C I S

CAUSE au Samedi
6 Juillet.

P O U R le Marquis DE BAILLET, Seigneur de
Bussy-le-Repos, en Champagne, & autres
Lieux, Intimé;

C O N T R E les Syndic, Habitans & Communauté
de Bussy-le-Repos, Appellans.

U N E Communauté d'Habitans peut-elle plaider; former
d'abord une demande en première Instance; appeler ensuite
en la Cour des Sentences qui l'ont condamnée, sans être
AUTORISÉE par le Commissaire départi?

Peut-elle, à la veille du Jugement, renoncer tout-à-coup
à procéder en nom collectif, pour faire plaider quelques-uns
de ses membres en leurs noms personnels, à l'effet de sou-
tenir l'appel de Sentences rendues uniquement contre elle?

Peut-elle enfin, sans autorisation, fût-elle même autorisée,
d'abord à titre de Communauté; ensuite, en désespoir de
Cause, au nom de différens Habitans isolés, forcer son

A

6 Juillet 1776

Arret

en faveur
du Meunier

avec Dépens

2
Seigneur à employer à la confection de son Terrier un autre Notaire que celui qui a sa confiance, & qui la mérite autant par une probité sans reproches, que par une intelligence également reconnue des Habitans eux-mêmes?

Telles sont les singulieres questions que l'on ose soumettre à la décision de la Cour : les proposer, c'est les résoudre.

Un mot du fait & des principes en fera mieux encore connoître tout le ridicule.

F A I T.

En 1772, le 18 Novembre, le Marquis de Baillet obtint des lettres de Terrier pour la Terre de Buffy-le-Repos, qu'il venoit d'acquérir.

Ces lettres furent adressées au Bailliage de Vitry dans le ressort duquel se trouve le Village de Buffy.

Elles portent, suivant l'usage confirmé par la Jurisprudence, « INJONCTION à tous Vassaux, Censitaires, &c. de » faire leurs déclarations, &c. par-devant un ou deux Notaires QUI SERONT CHOISIS, est-il dit, par l'Exposant », &c.

Pour procéder à ce Terrier, le Marquis de Baillet avoit jetté les yeux sur le sieur Ravaut, Notaire Royal au Bailliage de Vitry, à la résidence d'Epense, dont il connoissoit d'autant mieux la probité & l'intelligence qu'il avoit été, pendant plusieurs années, Secrétaire du Comte d'Epense son pere, & qu'il avoit conservé sa confiance.

Le sieur Ravaut fut donc le Notaire que le Marquis de Baillet indiqua au Bailliage de Vitry, en présentant ses lettres.

205
Son choix fut approuvé du premier Officier de ce Siège, qui a fait ses preuves de fermeté, de zèle & d'intégrité, & qui lui-même connoissoit personnellement le sieur Ravaut, pour l'avoir reçu précédemment en qualité de Notaire.

Il rendit en conséquence, le 25 Juin 1773, son Ordonnance d'entérinement, qui nomma le sieur Ravaut *Notaire « CHOISI, est-il dit, (aux termes des lettres) par le »* Marquis de Baillet, *que nous commettons à cet effet ».*

Cette Ordonnance fut publiée & affichée suivant l'usage, & le Seigneur de Buffy-le-Repos croyoit toucher au moment de commencer son Terrier, lorsque des esprits inquiets & turbulens, tels qu'il s'en trouve presque toujours dans la plupart des Paroisses de campagne, semerent l'alarme dans celle de Buffy-le-Repos, à l'occasion du choix de la personne du sieur Ravaut pour *Commissaire à Terrier.*

Bientôt toute la Communauté fut ameutée, ou du moins l'on parvint à présenter, sous son nom, au Bailliage de Vitry, le 3 Août 1773, une Requête *d'opposition* à l'Ordonnance qui avoit nommé le sieur Ravaut.

Quels furent les prétextes de cette opposition? C'est dans la Requête même qu'il faut les lire pour en mieux juger ensuite le faux & la frivolité.

« C'est, disoit-on, un *homme suspect*, que le sieur Ravaut, parce qu'il a été élevé au Château d'Epense; parce qu'il a été le *Secrétaire & l'Homme d'affaires* du Comte d'Epense; parce qu'il lui doit son état & sa fortune; parce qu'il lui a procuré son *Office de Notaire*; parce qu'enfin, depuis la mort du Comte d'Epense il est devenu *l'Homme d'affaires* du Marquis de Baillet, son fils, qui l'a nommé pour son Terrier ».

4
On conçoit aisément quelles furent les réponses du Marquis de Baillet à cette déclamation.

Il opposa à la Communauté la nécessité de l'*autorisation*; il écarta ces faits faux, ces allégations frivoles, dont on cherchoit à se faire des moyens; & fit valoir les principes.

Aussi la Procédure & les Jugemens furent-ils en tous points conformes à la Loi. Le détail n'en est pas long; quoiqu'il ait fallu obtenir jusqu'à quatre Sentences.

Le 17 Août 1773, PREMIERE SENTENCE sur les Conclusions du Substitut de M. le Procureur Général, qui accorde *un mois* à la Communauté de Buffy-le-Repos pour obtenir l'*autorisation* du Commissaire départi.

Les Syndic & Habitans multiplièrent en conséquence les démarches & les sollicitations à l'Intendance, mais inutilement.

Ils ne furent pas autorisés, parce qu'ils ne devoient pas l'être.

Ce ne fut pas néanmoins faute de tems. Au lieu d'*un mois* que la Sentence leur accordoit, le Marquis de Baillet leur en donna six.

Le premier Mars 1774, SECONDE SENTENCE qui leur accorde encore *un mois*. En conséquence nouvelles instances, nouvelles sollicitations à l'Intendance, & nouveau refus. Etoit-il possible, en effet, d'*autoriser* une Communauté à s'engager dans un Procès, uniquement pour demander un autre *Commissaire à Terrier* que le Notaire déjà nommé, contre lequel on n'articuloit pas le plus petit reproche?

207

5

Deux mois après, le 14 Mai, TROISIÈME SENTENCE qui,
» *faute par la Communauté d'avoir satisfait aux deux pre-*
» *mieres*, renvoie le Marquis de Baillet de la demande,
» *avec dépens* ».

Enfin, le 28 Juin, QUATRIÈME SENTENCE qui déboute
la Communauté de son opposition à la précédente.

Et c'est de ces quatre Sentences que la Communauté de
Bussy-le-Repos a interjeté appel!

C'est aussi parce que cet appel est infoutenable, qu'on
voudroit aujourd'hui échanger la face de la Cause, & sub-
stituer à la Communauté *Demanderesse*, & *Appellante*, NON
AUTORISÉE, des particuliers qui ne sont & ne peuvent être
ni *Demandeurs* ni *Appellans*; comme si de leur autorité
privée quelques mutins pouvoient suppléer une *autorisation*
légale!

Voilà cependant la Cause dans l'état le plus favorable
où la Communauté de Bussy-le-Repos puisse parvenir,
non sans efforts, à la présenter; car on ne voit pas encore un
seul Habitant paroître en son nom *personnel*; & si le Mé-
moire imprimé pour leur défense, semble en annoncer,
c'est toujours le SYNDIC *des Habitans & Communauté* qui
est à leur tête, & l'on n'a point encore vu de Requête
pour aucun particulier en son *pur & privé nom*.

Au surplus, sous tous les points de vue, rien de plus
aisé que de faire proscrire une seconde fois leurs prétentions,
les Loix à la main.

MOYENS.

- 1°. Les Sentences ont bien jugé en la *forme*.
 2°. Le projet de substituer des particuliers au Corps de la Communauté, est une tentative inutile, & aussi contraire à la Loi qu'à l'état de la procédure.
 3°. Les Sentences ont bien jugé au *fond*, en confirmant la nomination du sieur Ravaut en qualité de Commissaire à Terrier.

§. I.

Bien jugé des Sentences EN LA FORME; nécessité de l'autorisation.

Il ne faut que citer les Loix & la Jurisprudence.
 AVRIL 1682. Déclaration du Roi enregistrée le 2 Juin.
 « FAISONS DÉFENSES aux Communautés (d'habitans) & à tous Maires, Echevins, Syndics, &c. d'intenter aucune action, ni de commencer aucuns Procès tant en cause principale que d'appel.... sans en avoir obtenu le consentement des Habitans dans une assemblée générale dont l'acte de délibération sera confirmé d'une permission par écrit du sieur Commissaire en la Généralité.
 2 AOUST 1687. Pareille Déclaration, & dans les mêmes termes.

2 OCTOBRE 1703. Autre Déclaration enregistrée le 23 Novembre. Mêmes dispositions. Le Roi ajoute : « Voulons que les Maires, Syndics, &c. qui auroient entrepris les Procès au NOM DES COMMUNAUTÉS sans être autorisées en la

209
» forme prescrite, soient condamnés, en leur propre &
» privé nom, aux frais desdits Procès, sans espérance de
» répétition, sous quelque prétexte que ce soit, & aux dom-
» mages & intérêts desdites Communautés; FAISONS DÉ-
» FENSE AUX PROCUREURS D'OCCUPER POUR LES COMMUNAU-
» TÉS, qu'il ne leur soit apparu de la délibération des Ha-
» bitans AUTORISÉS de la permission par écrit des sieurs Com-
» missaires départis.

15 JANVIER 1731. Arrêt de la Grand'Chambre conforme à ces principes, pour M. l'Evêque d'Amiens, contre les Habitans du Montil. « M^e de l'Averdy qui défendoit les
» Habitans, prétendit que les Déclarations ci-dessus citées
» ne s'observoient plus, que la Cour, en recevant l'appel
» des Habitans, les avoit suffisamment autorisés, & que le
» Ministère public étoit suffisant pour prendre l'intérêt de
» la Communauté : mais M. l'Avocat Général Chauvelin
» observa que les *Déclarations registrées* ne permettoient pas
» de faire un problème de la nécessité de l'autorisation », &c.
(Dénisart, verbo Communautés).

L'Edit d'Août 1764, dressé par M. de l'Averdy, Contrôleur Général, est venu prêter encore une nouvelle force aux Loix & à la Jurisprudence sur ce point de droit.

Art. 43. « Les Ordonnances, Edits, &c. concernant
» les *autorisations nécessaires* auxdites Villes & Bourgs pour
» pouvoir plaider, seront exécutés selon leur forme & te-
» neur; & les AUTORISATIONS NE POURRONT ETRE ACCORDÉES
» que sur une Requête accompagnée d'une Consultation
» d'Avocats, qui sera annexée à l'Ordonnance d'autorisation,
» à peine de nullité de ladite Ordonnance ».

La formalité de l'autorisation exigée des Communautés pour pouvoir plaider, est donc une loi de rigueur dont

le défaut annule toutes les procédures qui n'en ont pas été précédées. Ne semble-t-il pas que la Communauté de Buffyle-Repos ait pris à tâche de violer ouvertement cette loi ; à plusieurs reprises ? Sans *autorisation* elle forme sa demande. C'est le Ministère public lui-même qui requiert qu'elle se fasse *autoriser*. La Sentence l'ordonne & lui accorde *un mois*. Ce mois se passe, il s'en passe six, & le Commissaire départi refuse de nouveau cette approbation qu'il ne peut accorder. Cependant la Communauté veut encore suivre sa demande : même obstacle. Nouveau délai, nouveau refus. Que devoit faire la Justice après avoir ainsi épuisé les tempéramens & les délais ? Ce qu'elle a fait ; exécuter la loi *suivant sa forme & teneur*, & renvoyer le Marquis de Baillet de la demande *non autorisée* de la Communauté.

Les Sentences dont est appel ont donc bien jugé, puisqu'elles n'ont rien prononcé que de littéralement conforme aux loix les plus sages & les plus en vigueur.

Mais l'appel de cette Communauté est lui-même une nouvelle contravention à la loi de *l'autorisation*. Les Ordonnances l'exigent tant en *cause principale* QUE D'APPEL. Celui de la Communauté doit par conséquent avoir le même sort que sa demande principale.

Aussi est-ce pour tâcher de se soustraire à ces conséquences inévitables, que la Communauté, forcée de reconnoître son incapacité légale, voudroit aujourd'hui se reproduire en la Cour sous un autre titre, sous le nom particulier de plusieurs de ses membres : foible ressource aussi contraire aux loix qu'à tous les errements de la procédure !

Impossibilité d'admettre, sur l'appel, les Habitans de Buffi-le-Repos en leurs noms personnels, au lieu & place de la COMMUNAUTÉ.

C'est en corps de Communauté que les Habitans de Buffi-le-Repos ont jugé à propos de faire un Procès à leur Seigneur.

C'est à la requête des *Syndic, Habitans & Communauté* qu'il a été assigné.

C'est contre cette Communauté que le Substitut de M. le Procureur Général au Bailliage de Vitry, a requis la formalité de l'autorisation.

C'est cette Communauté, ce sont ses Agens, le *Syndic* & quelques autres Habitans qui ont présenté leur Requête & multiplié inutilement les démarches à l'Intendance, pour solliciter cette autorisation qu'ils ne pouvoient pas obtenir.

C'est cette Communauté que le Bailliage de Vitry a déboutée de sa demande, & condamnée aux dépens.

C'est elle qui a interjeté appel en la Cour. C'est en son nom, sous le titre des *Syndic, Habitans & Communauté* qu'elle a présenté sa Requête, & fait jusqu'à ce moment, tous ses autres actes de procédure sur l'appel.

Le contrat judiciaire est donc irrévocablement formé. Le Marquis de Baillet n'a évidemment pour Partie que la Communauté : vouloir par conséquent substituer aujourd'hui à cette Communauté, des particuliers en leur nom personnel, c'est vouloir dénaturer la contestation : c'est s'efforcer de créer une cause qui n'existe pas, pour la substituer à celle qui existe : c'est un subterfuge qui tend à éluder la loi.

En effet, lorsque par la Déclaration de 1703, le Sou-

verain a ordonné que les *Maire, Echevins, Syndics, &c.* qui auroient entrepris des Procès AU NOM DES COMMUNAUTÉS sans être *autorisés*, seroient condamnés en leur *propre & privé nom, &c.* Lorsqu'il a fait défenses d'occuper pour les COMMUNAUTÉS *sans autorisation*, entroit-il dans ses intentions, dans la sagesse de ses vues, qu'après avoir fait plaider pendant quatre ans une COMMUNAUTÉ *sans autorisation*; on pourroit parvenir, *mutato nomine*, à perpétuer encore, ou à rectifier cette procédure abusive par la substitution inopinée des membres de la Communauté à la Communauté même?

Si donc il se trouve des habitans à Buffy-le-Repos qui prétendent avoir droit de former *personnellement* des actions contre le Marquis de Baillet, relativement à l'objet de la contestation actuelle, ce n'est pas en la Cour où ils n'ont pas l'avantage de plaider en premiere instance, qu'ils peuvent se permettre d'intenter cette action: c'est devant le Juge de leur Seigneur: c'est directement, & non par substitution, ni à titre de secours dans une cause déplorable pendante en la Cour, où il n'a essentiellement pour *Partie* que la COMMUNAUTÉ, & pour Adversaire aucun particulier; où par conséquent la cause doit se juger *in statu quo*, contre cette Communauté, c'est-à-dire, avec tous les avantages que l'exécution des loix les plus solennelles lui promet & lui assure.

Ce n'est pas, au surplus, que le Marquis de Baillet ait besoin de ces avantages: ce n'est pas qu'il redoute en aucune maniere soit l'intervention, soit cette espece de substitution qu'on voudroit pratiquer, & qui est impraticable, de quelques particuliers, à la Communauté. Dans tous les cas, soit vis-à-vis du corps, soit vis-à-vis des membres, le fond

de sa défense & la nomination du sieur Ravaut pour *Commissaire* à la confection de son Terrier sont inattaquables : C'est ce qui reste à démontrer.

§. III.

BIEN JUGÉ des Sentences AU FOND, & de la confirmation du sieur Ravaut dans sa qualité de COMMISSAIRE AU TERRIER de Buffy-le-Repos.

Il est constant d'abord que c'est le Juge Royal auquel les Lettres de Terrier sont adressées, qui *COMMET le Notaire ou autre personne publique* pour recevoir les déclarations de chacun des Censitaires. Cet usage est attesté par deux actes de notoriété du Châtelet de Paris, des 5 Mars & 5 Août 1689.

Il est également constant que toutes les Lettres de Chancellerie laissent au Seigneur la liberté de *CHOISIR le Notaire*. S'il en étoit autrement, il pourroit y avoir autant de Notaires employés à la confection d'un Terrier que de Vassaux & de Censitaires : ce qui entraîneroit mille inconvénients.

Quel est en effet l'objet d'un Terrier ? N'est-ce pas de faire la description & de recevoir les déclarations de toutes les propriétés différentes qui partagent le sol de la Seigneurie, des droits & redevances, générales, ou particulières, plus ou moins considérables, soit à raison de la situation, soit à raison de l'objet, & de la nature de la possession, &c. &c. le tout, d'après la connoissance des titres & des droits de la Seigneurie ?

Que l'on abandonne les détails immenses de cette opé-

214

ration à différens Rédacteurs pris arbitrairement , au gré des Habitans , il n'y aura plus d'ensemble , plus d'unité , plus d'uniformité. Les mêmes droits seront exprimés différemment ; les déclarations resteront éparfées entre les mains des dépositaires ; les unes seront nécessairement contredites par les autres ; & le Terrier ainsi formé , au lieu d'offrir un titre commun entre le Seigneur & les censitaires , & pour les censitaires entre eux , ne fera qu'une collection informe de différens titres incohérens , souvent contradictoires , sans justesse , sans clarté & sans analogie , faute de ce coup d'œil qui embrasse l'ensemble de la Seigneurie , qui en connoisse bien la circonscription , les divisions & les rapports.

Il a donc fallu , pour le bien de la chose , & pour le mérite de l'opération , que la confection des Terriers fût confiée à un homme seul , également instruit ou à portée de s'instruire de la nature des droits , & des détails de l'étendue de la Seigneurie.

Delà l'usage des Tribunaux de *commettre* un Notaire.

Delà l'usage des Chancelleries de laisser au Seigneur la liberté de *choisir* ce Notaire que la Justice doit commettre.

Les Habitans de Buffly-le-Repos ne contestent pas à leur Seigneur ce droit de *choisir* le Rédacteur de son Terrier. Dans le droit , disent-ils , (p. 2) « on n'entend pas contester au Seigneur de Buffly-le-Repos LA FACULTÉ de faire faire son Terrier par qui bon lui semblera. DANS LE FAIT , encore aujourd'hui , on n'entend point lui désigner l'homme qu'il doit prendre pour ses opérations ».

Cet aveu du droit du Marquis de Baillet n'est qu'un hommage rendu à l'usage général & à la Jurisprudence.

Indépendamment , en effet , des motifs de la préférence due au Seigneur pour le choix du Commissaire à Terrier ,

615
fondés sur ce que ce Commissaire doit nécessairement connoître les détails & les droits de la Seigneurie; on conçoit qu'il ne feroit pas raisonnable d'obliger le Seigneur à remettre ses titres au premier Notaire que l'ignorance ou l'opiniâtreté des Habitans pourroient indiquer.

Aussi l'Auteur de la *Pratique des Terriers*, cite-t-il deux Arrêts qui ont reconnu & confirmé le droit des Seigneurs de CHOISIR leur Commissaire à Terrier: l'un du 19 Juin 1728, « qui a condamné la demoiselle Chaussat à passer » nouvelle reconnoissance au Terrier du Chapitre de Lyon, » devant le Notaire que ce Chapitre voudroit NOMMER. L'autre du Parlement de Toulouse du 24 Mars 1728, qui a » jugé la même question & de la même manière ». (Deniart, *Verbo* Terrier, n°. 13.)

Les Sentences dont est appel ont par conséquent bien jugé *au fond*, en confirmant la nomination du sieur Ravaut pour *Commissaire à Terrier*. Elles n'ont rien jugé que de conforme aux principes de droit avoués par les Habitans, à l'objet & à l'essence d'un Terrier en lui-même, à l'intérêt du Seigneur & des censitaires, enfin à l'usage général, à la Jurisprudence.

Sur quoi donc portent les efforts de la Communauté de Buffy-le-Repos pour écarter le sieur Ravaut de la confection du Terrier dont il s'agit? Sur des allégations, sur des faits faux déjà avancés en première instance, & aggravés en la Cour dans les Mémoires fournis par les Habitans à leurs Défenseurs.

Le Marquis de Baillet doit à sa délicatesse la déclaration publique, que jamais il n'auroit songé à nommer le sieur Ravaut pour rédiger son Terrier; qu'actuellement même il

renonceroit à lui en confier la rédaction, s'il n'étoit pas parfaitement sûr de son exacte probité.

Aussi de toutes les allégations imaginées pour le rendre SUSPECT (car c'est là le terme des Habitans, & ils n'en ont pas d'autre, p. 12, l. 25.) il n'en est pas une seule qui soit capable, on ne dit pas de compromettre la probité du sieur Ravaut, mais même d'y porter la plus légère atteinte.

Ce n'est pas assez dire. Il n'est pas une seule de ces allégations qui ne soit fausse & démentie par le témoignage des Seigneurs voisins, & autres personnes respectables, dont le sieur Ravaut a l'honneur d'être connu.

Ainsi, d'abord les Habitans en imposent, lorsqu'ils avancent (p. 9.) que le sieur Ravaut a été élevé *dès l'enfance au Château*. Il avoit au moins vingt ans, lorsqu'il y arriva pour être *Secrétaire* du Comte d'Epense, pere du Marquis de Baillet.

Ils en imposent, lorsqu'ils avancent (p. 9 & 13.) qu'il eut d'autres devoirs à remplir que ceux de *Secrétaire* ou *d'homme d'affaires*. Jamais le sieur Ravaut n'a été attaché au Comte d'Epense à d'autre titre que de *Secrétaire*, depuis son arrivée à Epense, il y a environ 13 ans, jusqu'au 7 Septembre 1771, époque de sa réception au Bailliage de Vitry en qualité de *Notaire*. Soit erreur, soit affectation, les Habitans confondent sans cesse dans leur Mémoire le feu Comte d'Epense ou Marquis de Baillet pere, avec son fils. Mais jamais, depuis le 19 Nov. 1772, date de la mort du Comte d'Epense, ni auparavant, le Sr Ravaut n'a été Secrétaire du Marquis de Baillet fils, il est seulement son Notaire. C'est à ce titre, & à ce titre seul, qu'il a été choisi pour recevoir les déclarations du Terrier de

Buffy-le-Repos, comme il l'a été pour recevoir celles d'autres Terres du Marquis de Baillet, Rapsécourt, Dommartin-sur-Yèvre, Epense, Bournonville, &c. qu'il a effectivement reçues, sans qu'il soit survenu la plus légère plainte de la part des censitaires.

Les Habitans en imposent encore, lorsqu'ils avancent pag. 9, « que c'est le Seigneur de Buffy-le-Repos qui a » pourvu le sieur Ravaut de *l'Office de Notaire*. » Et voilà, » s'écrie-t-on, l'homme public, NON PAS NOMMÉ PAR LE » JUGE, mais nommé (après se l'être créé lui-même) *par le Seigneur de Buffy-le-Repos* ».

La preuve de ces impostures est dans les pièces de la Cause.

1°. L'Ordonnance d'entérinement des lettres de Terrier prouve que c'est le Juge, le Lieutenant Général du Bailliage de Vitry qui a *commis* le sieur Ravaut.

2°. L'Office dont il est revêtu est un Office de Notaire *Royal*, au Bailliage de Vitry, où il a été reçu à ce titre. Ce n'est donc pas le Marquis de Baillet, ni son pere, qui *l'a pourvu d'un Office de Notaire*. A-t-on voulu dire par là que c'étoit le Marquis de Baillet qui avoit fait les frais de ses provisions? Mais cette allégation ne feroit pas mieux fondée. Le sieur Ravaut représente la quittance de finance de son Office de Notaire, & celle du Commis du Secrétaire du Roi qui a obtenu ses provisions, desquelles il résulte que c'est lui-même & de ses deniers qui a payé la Charge dont il est revêtu.

Sur tous les points, par conséquent, la Communauté de Buffy-le-Repos est convaincue d'erreur ou de mauvaise foi.

Mais une circonstance décisive qu'on ne peut trop sup-

plier la Cour de vouloir bien saisir, c'est qu'au milieu de leurs fausses allégations les Habitans de Buffy-le-Repos, soit comme *Communauté*, soit comme *particuliers*, sont forcés de rendre hommage à la probité du sieur Ravaut. Toute leur déclamation n'offre pas le plus petit trait qui puisse l'inculper pour le passé, ou la rendre suspecte pour l'avenir.

Enfin, le croiroit-on? ce Notaire intelligent & honnête que les Habitans s'efforcent avec acharnement d'exclure de la confection de leur Terrier, cet Officier public qui leur est *suspect*, eh bien, c'est leur Notaire à eux-mêmes; c'est leur homme de confiance, c'est lui qui, même depuis le Procès actuel, comme auparavant, a été requis par la plupart d'entr'eux de passer différens actes, *contrats, baux, échanges, &c.* Telle entr'autre une *reconnaissance* de 5 liv. de rente pour Nicolas Maheu au profit de la Fabrique. Telles encore des *acquisitions & ventes* faites par Mar. Franç. Piat, P. Laurent, J. Piat, P. Rollet, F. Bouart, A. Laurent; un échange entre J. Colin & J. B. Millon; plusieurs baux pour le même & autres, au profit du Marquis de Baillet, ainsi qu'une reconnaissance de 6000 livres de capital par J. B. & P. Pigny, Nicolas & Louis Dommauguet; une acquisition pour le Curé, une autre pour J. Dommauguet, &c. &c.

Le Marquis de Baillet devoit-il donc s'attendre que ses Censitaires lui feroient un Procès précisément & uniquement pour leur avoir indiqué en qualité de *Commissaire à Terrier* le Notaire même qui a leur confiance? On reconnoît clairement, à ce seul trait, que tout ce Procès n'est qu'une tracasserie de la part de quelques mutins qui ont emprunté le nom de la *Communauté*, puisque le sieur Ravaut

Ravaut est le Notaire de la plupart des autres Habitans ;
comme celui de leur Seigneur.

Qu'ils appellent au surplus, s'ils le jugent à propos, un
autre Notaire pour procéder avec lui, lorsqu'ils feront
leurs déclarations: le Marquis de Baillet ne s'y est jamais
opposé, & ne s'y opposera jamais.

Monsieur JOLY DE FLEURY, Avocat Général.

M^e DE LA FOURNIERE, Avocat.

BOURBIER, Proc.

PIECES JUSTIFICATIVES.

CERTIFICAT

Du Curé de Baillet.

« NOUS soussigné, Curé de BAILLET, ci-devant GIVRY
 » en Argonne, Promoteur, certifions & attestons à tous
 » qu'il appartiendra, que depuis que nous fréquentons la
 » maison de M. le Marquis de Baillet, & du vivant de
 » Monsieur son pere nous avons toujours vu le sieur
 » Ravault TRAITÉ AVEC DISTINCTION par Messieurs de
 » Baillet; QU'IL N'EST PAS VRAI qu'il ait été élevé dès l'enfance
 » au Château, où il n'est entré que depuis DOUZE A TREIZE
 » ANS environ; qu'ayant souvent dîné & soupé au Château
 » de Baillet avec Messieurs les Marquis de Baillet, pere &
 » fils, le sieur Ravault leur SECRÉTAIRE, & Notaire depuis
 » quelques années, y a mangé plusieurs fois à la même table,
 » en notre présence; qu'à son arrivée au Château il a été
 » regardé comme Secrétaire & Homme d'affaires de M. de
 » Baillet pere; que depuis environ cinq ans qu'il a acheté
 » un Office de Notaire, non-seulement nous n'avons en-
 » tendu former aucune plainte contre lui, qu'au contraire
 » il ne nous est revenu que des témoignages de SA PROBITÉ
 » ET DE SON INTELLIGENCE; tous lesquels faits nous certifions
 » véritables. A Baillet, le 27 Juin 1776, SIGNÉ, Desnoyers,
 » Curé de Baillet, Promoteur ».

CERTIFICAT

Du Seigneur de Boncourt.

« Nous soussigné, Seigneur de Boncourt, Capitaine au
 » Régiment de Royal-Etranger, Cavalerie, Chevalier de

221

» l'Ordre Militaire de Saint Louis, certifions à tous ceux
 » à qui il appartiendra, que depuis que nous fréquentons
 » la maison de M. de Baillet, & du vivant de Monsieur
 » son pere nous avons toujours vu le sieur Ravault
 » traité AVEC DISTINCTION par Messieurs de Baillet; qu'il n'est
 » pas vrai qu'il ait été élevé dès l'enfance au Château, où il
 » n'est arrivé que depuis environ *treize ans*, à l'âge de
 » VINGT ANS environ; qu'il n'est entré à son arrivée audit
 » Château qu'en QUALITÉ DE SECRÉTAIRE ET D'HOMME
 » D'AFFAIRES de M. de Baillet pere; que depuis environ
 » cinq ans qu'il a acheté un Office de Notaire, non-seu-
 » lement nous n'avons entendu former aucune plainte contre
 » lui, mais encore qu'il ne nous est revenu que des té-
 » moignages DE SA PROBITÉ ET DE SON INTELLIGENCE; tous
 » lesquels faits nous certifions véritables. Au Château de
 » Boncourt, ce 27 Juin 1776, SIGNÉ, Chamiffot de
 » Boncourt ».

Pareil Certificat du Chevalier de Braux, Chevalier de
 l'Ordre de Saint Louis, est joint à M. l'Avocat Général.

C E R T I F I C A T

*De M^e Picart, Avocat en la Cour, Bailli du Marquisat
 de Baillet.*

« Je soussigné, Avocat en Parlement, exerçant au Bail-
 » liage de Sainte-Ménéhould, y demeurant, Bailli au Bail-
 » liage du Marquisat de Baillet,

» Certifie qu'étant Bailli dudit Marquisat, j'ai vu feu M. le
 » Marquis de Baillet, obligé à cause des accidens qui lui
 » étoient survenus à la vûe, de prendre un *Secrétaire*; qu'il
 » a pris en cette qualité le sieur Ravault, âgé à son entrée,
 » d'environ vingt ans; que ledit sieur Ravault est resté auprès
 » dudit Seigneur, en qualité DE SECRÉTAIRE, jusqu'à ce
 » qu'il s'est fait pourvoir de l'Office de NOTAIRE ROYAL dont
 » il est encore revêtu; que je ne lui ai jamais vu faire aucune
 » chose dans la maison que l'état de *Secrétaire*; que je l'ai

» vu manger, & ai mangé avec lui grand nombre de fois
 » à la table dudit Seigneur; que j'ai eu souvent occasion
 » d'aller dans le lieu de la résidence du sieur Ravault, &
 » dans les endroits où il a le droit d'instrumenter; que j'ai
 » été grand nombre de fois consulté sur des actes par lui
 » reçus, & sur des affaires par lui conduites; QUE JE N'AI
 » ENTENDU PERSONNE SE PLAINDRE DE LUI, & que j'ai vu
 » rendre & rendu moi-même justice à son INTELLIGENCE
 » ET A SA PROBITÉ. Fait à Sainte-Ménéhould, ce 27 Juin
 » 1776, SIGNÉ, Picart.

Monsieur JOLY DE FLEURY, Avocat Général.

M^e DE LA FOURNIERE, Avocat.

BOURBIER, Proc.

De l'Imprimerie de CHARDON, rue Galande, vis-à-vis
 celle du Fouarre, à la Croix d'or. 1776.